ROLAND GAUCHER

LE RESEAU CURIEL
ou
La subversion humanitaire

dossiers

JEAN PICOLLEC

Le Réseau Curiel
ou
La Subversion Humanitaire

Dossiers

Ouvrages déja parus :

Dassault, Douglas, Boeing et les autres, de Bernard Marck.
Le Défi soviétique, de Claude Durand-Berger.
Une enquête de Police sur le Canard Enchaîné, de Christian Plume et Xavier Pasquini.
La Guerre des Truands, de Claude Picant.
Complots en France, de Jean Renaud-Groison.
L'affaire de Broglie, de Jacques Bacelon.

© Éditions Jean Picollec, *1981*
ISBN n° 2-86477-018-0

ROLAND GAUCHER

Le Réseau Curiel
ou
La Subversion Humanitaire

Éditions Jean Picollec
48, rue de Laborde - 75008 Paris
Tél. : 387-02-53

DU MÊME AUTEUR

Les Terroristes, Albin-Michel, 1965.
L'Opposition en URSS, Albin-Michel, 1967.
Histoire secrète du PCF, Albin-Michel, 1974.

I

ASCENSEUR POUR UNE EXÉCUTION

Dans chaque cabine d'ascenseur figure un avis en interdisant l'usage aux enfants non accompagnés par des adultes. D'autres indications précisent la charge maximum ou limitent le nombre de personnes qui peuvent utiliser cet engin, et prescrivent la marche à suivre en cas de panne.

Rien n'est toutefois prévu pour dissuader les personnes ayant des activités illégales, travaillant pour des services de renseignements, ou menacées de mort violente en raison de leurs activités ou, même, de leurs opinions politiques, d'emprunter cet appareil pour gagner ou pour quitter leur appartement. Elles sont censées savoir qu'en pareil cas la mort est quasiment imparable.

C'est pour avoir négligé ce risque qu'un homme pourtant avisé, expert, rompu à toutes les ruses des opérations clandestines, rencontra la mort, le 4 mai 1978, deux ou trois minutes après 14 heures, sur le palier de son immeuble, 4, rue Rollin, dans le 5e arrondissement de Paris.

Empruntant l'escalier, il lui restait une faible chance de survie, à vrai dire infime. Il aurait pu, en apercevant ceux qui le guettaient, tenter, en dépit de son âge (soixante-deux ans), de regrimper les étages quatre à quatre ou, jouant le tout pour le tout, foncer à

travers le rideau de balles, gagner la cour et la rue.

Mais, enfermé dans l'étroit espace de la cage de l'ascenseur, la longue et maigre silhouette offrait aux tueurs une cible idéale. Déjà Laïd Sebaï, gardien de l'Amicale des Algériens en Europe, rue Louis-Le-Grand, à Paris, avait été pris au même piège. Et quelques années plus tôt — épisode bien oublié — un certain Wael Zwaiter, employé de bureau à l'ambassade de Libye à Rome, en fait représentant d'El Fatah, avait été abattu par deux hommes embusqués à l'entrée de l'ascenseur conduisant à son appartement.

Modeste employé lui aussi, il se peut que Laïd Sebaï ait été confondu avec un autre Algérien beaucoup plus important, avec qui il offrait une certaine ressemblance.

Mais, pour Henri Curiel, le doute n'était pas possible. Il était difficile de confondre avec quiconque cet homme maigre, au visage émacié, au nez mince chaussé de fines lunettes, qui évoquait quelque pasteur britannique, tel qu'on les voit, du moins, dans les films.

Et puis, les meurtriers étaient là seulement depuis quelques minutes. Ils devaient donc connaître l'horaire de Curiel, savoir à quelle heure il avait l'habitude de quitter son appartement, pour gagner son lieu de travail, une maison d'édition (la Société européenne des arts graphiques), 5, rue de Pontoise à Paris.

Au dire des témoins, c'étaient deux garçons âgés d'environ vingt-cinq ans, vêtus de blousons de cuir et gantés. Ils entrèrent sous le porche, et se dirigèrent vers l'escalier, situé au fond de la cour à gauche, qui menait vers l'appartement de Curiel. Quand ils virent la cabine de l'ascenseur quitter le rez-de-chaussée, vide, ils durent se pencher vers la cage et suivre sa progression des yeux. Et, quand l'ascenseur s'arrêta au septième étage, ils surent que Curiel s'offrirait à eux dans quelques secondes.

Ils tirèrent trois balles. L'expertise révéla que c'était du 11,43 — le même calibre, la même arme qui avait déjà servi pour l'attentat contre Sebaï. Aussitôt après, ils s'enfuirent. On crut les voir descendre en courant des escaliers qui menaient à la rue Monge.

Au fond de la cabine, Curiel n'était plus qu'un pantin disloqué, une sorte de faucheux, aux pattes repliées sous lui. Dans sa main, il serrait encore un calepin, dont de nombreuses pages étaient tachées de sang. *Libération* assura qu'il avait voulu écrire, avant d'expirer, un ultime message. La police démentit cette rumeur. On ne retrouva, en effet, dans l'ascenseur ou dans sa main, ni crayon ni stylo. Très vraisemblablement, il n'avait tiré ce calepin de sa poche, en quittant son domicile, que pour vérifier une adresse ou se remémorer un emploi du temps. Ainsi absorbé par cette tâche pendant la descente, il ne vit peut-être même pas les deux hommes postés, calibre au poing, de chaque côté de la cage, ou devant elle. Il passa directement des coups de feu à la nuit.

Quand les secours arrivèrent, il respirait encore. Mais il succomba peu après, toutes les tentatives de réanimation faites par les médecins du SAMU ayant échoué.

Une heure plus tard, un correspondant anonyme appela l'AFP au téléphone et dicta ce message :

« Aujourd'hui, à 14 heures, l'agent du K.G.B. Henri Curiel, militant de la cause arabe, traître à la France qui l'a adopté, a cessé définitivement ses activités. Il a été exécuté en souvenir de tous nos morts. Lors de notre dernière opération, nous avions averti. »

La voix souffla dans l'écouteur un dernier mot, celui de la signature : *Delta.*

Delta, c'était le nom adopté par le lieutenant Roger Degueldre pour les commandos de l'O.A.S. Ces groupes avaient cessé toute activité après la fin de la guerre d'Algérie, mais leur nom était réapparu pour l'attentat de Sébaï.

Henri Curiel a-t-il été victime d'une opération montée par d'anciens partisans de l'Algérie française, qui, pour des raisons peu claires d'ailleurs, auraient décidé, seize années après les accords d'Évian, de reprendre leurs activités? Nous examinerons à la fin de cet ouvrage cette hypothèse, une parmi d'autres.

En attendant, il faut aller à la découverte de ce personnage mystérieux : Henri Curiel. Espion? Agitateur? Terroriste? Pacifiste? Non-violent? Charitable? Un destin, en tout cas, hors série.

II

PREMIÈRES ARMES EN ÉGYPTE

« Curiel? Il ressemble davantage à un retraité des contributions qu'à un cerveau international de la révolution. »

C'est la réflexion qui vient sous la plume d'un rédacteur anonyme de *France-Soir* [1] après l'enquête fracassante du *Point* [2], dont Georges Suffert assumera plus tard la responsabilité.

Réflexion niaise. Ni les espions, ni les terroristes, ni les chefs révolutionnaires n'ont, *a priori,* la tête de l'emploi. Lénine avait l'air d'un petit bourgeois. Brejnev évoque le portrait-charge des gros capitalistes, crayonné par Tim ou par Wolinski, dessinateurs respectivement de *L'Express* et de *L'Humanité.* Staline, avec ses bacchantes, aurait très bien pu être bougnat rue Mouffetard.

L'air d'un clergyman

Alors, Curiel, qu'est-ce que sa silhouette nous suggère? Elle se découpe dans un autre numéro de *France-Soir :* visage émacié, col blanc, légère voussure des épaules, démarche raide. On croirait voir s'avancer quelque clergyman, un peu inquiet, un peu inquiétant,

1. Numéro du 22 juin 1976.
2. Numéro 196 du 21 juin 1976.

surgi de façon furtive à l'heure du crépuscule, dans une séquence du *Puritain,* film d'avant-guerre qui révéla Jean-Louis Barrault.

Un prédicateur — ainsi le définit un homme [1] qui l'a reçu peu après la fameuse enquête du *Point :* « Quand il est entré dans mon bureau, il avait l'air timide, emprunté, gauche. Et puis, il s'est mis à parler, à prêcher plutôt. Véhément. Convaincu d'être dans le vrai, tout en m'assenant des contre-vérités énormes. Une sorte de scout prolongé du marxisme-léninisme. J'ai été sensible à cette impression. Mais quelques jours plus tard j'ai appris qu'il avait dit à un autre le contraire de ce qu'il m'avait raconté. Cela m'a laissé perplexe... »

Curiel, une autre image le montre sensiblement plus jeune, le col cette fois mollement noué dans une cravate. Il rit aux éclats, avec beaucoup de fraîcheur. Et, là, on pense à un jeune prof, savourant quelques moments de détente, avant de se replonger dans une grosse thèse pour Oxford.

A vrai dire, les seules thèses qu'Henri Curiel a dû potasser ne concernaient pas les universités bourgeoises, mais l'école marxiste. Encore est-il hasardeux de lui donner, comme nous l'avons lu, après sa mort, du « théoricien marxiste ». Où sont ses théories? Il n'était certainement pas incapable d'en concevoir. Mais il est bien davantage un praticien, un homme de recettes et d'expériences. Ce qui ne va pas — nous le verrons — sans une très grande agilité dialectique, ne serait-ce que pour séduire et persuader des interlocuteurs combien divers.

Le paradoxe, c'est que cet homme qui va se montrer remarquablement efficace à l'échelon planétaire, glissant son regard, ses conseils ou son soutien dans toutes sortes d'entreprises révolutionnaires éparpillées au Moyen-Orient, en Afrique Noire, au Maghreb, en

1. Qui tient à garder l'anonymat.

Amérique latine, aux Caraïbes et, à une certaine période de sa vie, en France même, débute par la vaine, l'harassante tentative de recoller entre eux les morceaux multiples d'un puzzle dérisoire : ceux du communisme égyptien tandis que l'Égypte est plus ou moins sous protectorat britannique.

Le puzzle du communisme égyptien

Car la jeunesse révolutionnaire d'Henri Curiel s'insère dans un univers grotesque, un petit monde clos de bouffons. Le communisme égyptien, dans la période de l'entre-deux guerres, est un communisme en miettes, un morcellement prodigieux de groupes, de sous-groupes, de tendances, de publications rétrécies aux bulletins pour vingt personnes, de cercles d'études où l'on cogite sur Marx et Lénine coupés en quatre. Entre 1920 et 1940, on compte une bonne cinquantaine d'organisations égyptiennes se réclamant toutes du communisme. Elles se chamaillent et se mordent. Et les syndicats qui se disent marxistes ne sont pas moins de trente-huit.

A l'origine, il y a bien eu un parti communiste égyptien fondé à Alexandrie, par un certain Joseph Rosenthal, et qui a accepté les fameuses vingt et une conditions adoptées en 1920 au IIe congrès de l'Internationale. Seulement, peu après, Rosenthal est exclu pour « déviationnisme de droite ». D'autres mouvements surgissent : le Parti des ouvriers d'Alexandrie, le Parti socialiste-révolutionnaire... Devenu illégal, le P.C. égyptien cesse d'exister. Dès lors, on assiste à la prolifération de tous ceux qui aspirent à lui succéder et qui tous s'estiment seuls qualifiés pour recueillir cet héritage.

« Il ne serait pas facile pour personne et sans doute dénué d'intérêt — avoue dans le quotidien du Parti communiste italien (P.C.I.) *L'Unita*[1], le communiste

1. Janvier 1958

Vélio Spano, membre du bureau politique du P.C.I. et spécialiste des problèmes du bassin méditerranéen — *de tenter d'écrire l'histoire du mouvement communiste égyptien en relatant la vie et la mort de nombreux groupes et organisations qui, de quelque manière que ce soit, se sont réclamés de l'idéologie et de la politique communiste.* »

Un des meilleurs spécialistes des problèmes communistes au Moyen-Orient, le Britannique Walter Z. Laqueur, formule un jugement identique [1].

Combien de personnes se trouvent-elles tiraillées dans ces entreprises rendues dérisoires par leur pullulement? Trois mille en tout, selon les estimations les plus généreuses. Parmi elles, on ne compte guère d'ouvriers, encore moins de paysans. Dans ce grouillement, l'intellectuel est roi. Il parle ou écrit sans trêve sur un prolétariat dont il se forge une image, mais qu'il n'approche point. Ne cherchez pas non plus dans ces formations éphémères, enlisées dans leurs chicanes pédantes, d'Égyptiens de souche. Il n'y en a pas, ou quasiment pas. Les communistes égyptiens se recrutent dans des communautés ethniques ou religieuses marginales : Grecs, Arméniens, Italiens, Juifs. Qu'est-ce que ce petit monde cosmopolite a de commun avec la réalité égyptienne et musulmane? Que peut-il faire pour la transformer?

Rien, du moins tant que ne tonne pas à l'horizon politique le canon de Stalingrad. C'est lui, comme le soulignent justement Jean et Simone Lacouture [2], qui va changer les rapports de force.

La « famiglia » Curiel

Déjà Curiel a pris son poste de combat sur ce front qui semble celui de la farce. Dès avant-guerre à coup sûr —

1. Cf. *Communism and Nationalism in the Middle East,* Routledge and Kegan, Londres, 1956.
2. *L'Égypte en mouvement,* p. 244, Le Seuil, 1956.

mais nous ne savons pas à quelle date exacte — il s'est lancé, donc, tout jeune, dans l'action politique révolutionnaire.

Henri, Daniel, Messin est né le 13 septembre 1914 au Caire dans une famille juive sépharade d'origine italienne, du moins du côté de son père, Daniel Curiel. Sa mère, Zaffrida Behar, a, lointainement, des origines bulgares.

Daniel Curiel a hérité d'une fortune fondée sur le prêt usuraire. Mais, au Caire, il exerce la profession de banquier. Sa génération se mêle aux administrateurs et aux hommes d'affaires de la bourgeoisie égyptienne. Henri et son frère Raoul grandiront dans un milieu aisé, où l'on est déjà sorti du ghetto, mais où le judaïsme orthodoxe conserve sa puissance spirituelle.

Les enfants vont accomplir une nouvelle étape.

Il s'agit d'abord d'une étape culturelle. Où le jeune Henri Curiel va-t-il faire ses études? Chez les jésuites! Il y acquiert une familiarité avec les milieux chrétiens qui lui est déjà utile en Égypte quand il se lie en 1941 avec les jeunes catholiques d'un mouvement dirigé par les Pères Blancs Carrière et Boulanger, familiarité qui s'épanouira bien plus tard dans ses contacts multiples avec les chrétiens de gauche. Mais, surtout, il y est façonné, comme la plupart des jeunes Égyptiens qui font des études, par la culture française.

Au reste, la famille Curiel ne manque pas d'attaches avec la France, puisque les tantes d'Henri Curiel se sont mariées avec des Français. Léonie a épousé Lucien Weil, et de leur union naît, en 1910, André Weil-Curiel, futur avocat et militant politique que nous allons retrouver. Evelyne épouse Charles Braibant, dont le fils Guy dirige aujourd'hui une section au Conseil d'État. Linda a épousé Maurice Aghion, membre du P.C.F.

Les Aghion sont une famille très typique, à la fois par leur côté égyptien et par leur culture française. Un Max Aghion, parent éloigné d'Henri Curiel, était l'ami de Saint-Granier, avec qui il écrivit avant-guerre plusieurs livres, et sous sa seule signature, notamment, une histoire du fils de la reine Hortense. D'autres Aghion ont fait fortune dans le coton.

Une cousine germaine

La branche maternelle d'Henri Curiel, celle des Behar, a moins de prestance. Nombre d'entre eux se sont éparpillés à travers le monde. La sœur de Zaffrida (mère d'Henri Curiel) a épousé Rafael Aladjem. Ils auront une fille, Rose, qui se marie le 28 février 1943, au Caire, avec son cousin germain Henri. Elle aurait fait ses études au lycée de Versailles.

L'oncle maternel d'Henri, Albert Behar, s'est marié en Hollande. De cette union sont nés deux filles et un garçon. Celui-ci, qui est donc le cousin germain d'Henri Curiel, est le futur Georges Blake, célèbre espion soviétique [1].

Du côté maternel, on trouve encore toute une série de cousins plus ou moins éloignés, les Hazan, les Naggar, les Haïm, les Cohen, les Gresh, les Sachs, les Shehata, les Stambouli, les Baruh, les Adès... Nous retrouverons certains d'entre eux à différentes étapes de ce récit, plusieurs de ces familles venant s'installer en France.

Cette *famiglia* est ainsi greffée sur le milieu égyptien, favorable, tant au Caire qu'à Alexandrie, au cosmopolitisme. Cette tolérance va recevoir de rudes coups avec le conflit entre Israël et l'Égypte. Mais nous n'en sommes pas là. Disons que ce milieu, qui reste profondément judaïque, est aussi très largement ouvert à la

1. Nous ignorons le destin des autres Behar, fort nombreux.

culture occidentale, c'est-à-dire, à cette époque, essentiellement à la culture française.

C'est dans ce climat, d'où toute préoccupation matérielle est bannie, que grandit le jeune Henri. Nous restons assez mal renseignés sur son adolescence. Après le collège des jésuites, il poursuit ses études à l'École française de droit du Caire. Son frère Raoul, très brillant, fervent amateur de musique, fera une grande carrière d'archéologue. Il ne tarde pas à quitter le domicile familial. Henri, lui, reste auprès de son père, devenu aveugle à la fin de sa vie.

Il a beau avoir été élevé selon les traditions religieuses du milieu juif et avoir connu l'éducation des jésuites, c'est le marxisme qui va s'emparer de lui et ne plus le quitter.

Là encore, nous ignorons dans quelles circonstances Henri Curiel s'engage et sous quelles influences. Le fait-il d'ailleurs en rupture avec les valeurs du milieu familial, en réaction contre sa classe sociale, ou en symbiose avec ce milieu? Selon certaines rumeurs, la banque que dirigeait Daniel Curiel aurait favorisé des entreprises d'import-export contrôlées par les Soviétiques. Si le fait est exact, cela signifie que le jeune Henri a grandi dans un milieu sinon communiste, du moins communisant, assez prudent toutefois pour ne pas afficher des convictions qui auraient pu nuire aux affaires. Mais il ne s'agit que de rumeurs.

Parent de l'espion Blake

Il est difficile aussi de tirer argument de l'éducation commune donnée au Caire à Henri et à son cousin germain Georges Behar, le futur espion Georges Blake, pour comprendre les positions et les activités d'Henri Curiel. Après la mort de son père en 1936, à Rotterdam, le jeune Georges a été accueilli par la famille Curiel et a

poursuivi ses études au Caire. Une enquête du *Point* (*6* juin 1977) suggère que le futur espion et l'agitateur marxiste ont été en quelque sorte façonnés dans le même moule.

Réfutant cette hypothèse, *le Bulletin Spécial n° 3* (février 1979) *des Amis d'Henri Curiel* — lancé après la mort de celui-ci — la qualifie de « fable ». Henri et son cousin Georges — fait-on valoir — ont été élevés ensemble tout juste pendant deux ans. La guerre les a séparés. Les deux cousins ne se sont revus par la suite qu'une seule fois.

Nous ne disposons pas d'éléments qui nous permettraient d'affirmer le contraire. De toute façon, cette piste ne nous paraît guère intéressante. Blake a opéré en Grande-Bretagne. Curiel ne s'y est rendu qu'occasionnellement. Chacun d'eux a travaillé dans un *appareil* distinct, le cloisonnement en cette matière étant strict. Se seraient-ils rencontrés souvent, qu'ils n'avaient pas de confidences à se faire. Et, s'il leur arriva de se prêter assistance, ce fut sans doute fortuit.

Riche, séduisant, le jeune Henri se lance assez tôt dans la politique, qui, de toute évidence, le passionne de bonne heure. Il milite avant-guerre avec les Jeunesses progressistes d'Égypte. Il n'est pas encore, croyons-nous, communiste.

C'est l'antifascisme qui le mobilise dans le climat de l'avènement du nazisme au pouvoir (1933), de l'expédition mussolinienne en Éthiopie (1934) et, à partir de 1936, de la guerre d'Espagne. Il participe aux activités de ligues contre l'antisémitisme et le nazisme. Il est en contact avec les mouvements antifascistes italiens et espagnols du Caire.

C'est à cette période qu'il noue des amitiés durables avec des Égyptiens progressistes comme le futur ministre Ismaël Sahi Abdallah, alias Khaled, avec le trotskiste Loftallah Soliman, que l'on retrouvera plus tard en

France en liaison avec les Palestiniens. Il fréquente aussi des exilés italiens et devient l'ami du futur sénateur Battino. Ses qualités de polyglotte (il parle arabe, italien, anglais et français), son sens de la dialectique, ses manières parfaitement courtoises, l'attention qu'il accorde à chacun, soutenue par la volonté de séduire et de convaincre, font de lui, très jeune, une personnalité remarquable.

Chez lui, une évolution s'est dessinée, dont nous ne connaissons pas le cheminement précis. En quelques années il est passé d'un milieu bourgeois aisé, mais marqué, marginalisé par son ascendance juive, à l'antifascisme, dans une phase qui précède le conflit mondial, puis au communisme proprement dit.

Un communisme marginal

Ce ralliement au communisme est, du reste, d'un type particulier, en raison même de l'éparpillement des tendances communistes en Égypte. Il n'y a pas de parti communiste égyptien unifié, et c'est un fait d'une importance capitale, pour toute tentative de déchiffrer l'énigme Curiel. Le communisme n'y est pas seulement un phénomène mineur, qui, en raison de son inexpérience et de la modicité de ses effectifs, réclame la tutelle d'un grand frère, comme c'est le cas à la même époque pour le parti communiste algérien... et le parti communiste canadien, chapeautés par le parti communiste français. *Le morcellement en chapelles rivales interdit que l'une d'entre elles puisse être rattachée officiellement au Komintern.*

Ce serait toutefois une erreur de penser que Moscou va se désintéresser d'un pays comme l'Égypte, un des points du globe où l'impérialisme britannique peut être attaqué et d'où l'on peut contrôler une des grandes artères vitales, le canal de Suez.

Les relations entre Moscou et les communistes égyptiens seront donc d'un type particulier. Elles ne seront jamais d'organisation internationale (Komintern) à organisation nationale, puisqu'il n'y en a pas de reconnue en Égypte. Tant que l'unification n'est pas faite, elles ne peuvent être établies qu'avec des *individus sélectionnés.* Soit par le canal de l'ambassade, c'est-à-dire, en fait, par les représentants des services soviétiques. Soit par les circuits complexes des partis communistes français, britannique et italien, qui ont chacun, à des titres divers, un droit de regard sur ce secteur méditerranéen.

Il s'ensuit qu'il faut être très fort pour jouer sa partie dans ce puzzle.

Nous ignorons toujours à quel moment le jeune Curiel établit ces contacts, et dans quelles circonstances. Est-il allé suivre un stage en U.R.S.S.? Cela paraît vraisemblable, peut-être même indispensable. Mais rien de certain.

Ce voyage aurait pu se situer dans une période de sa vie mal éclairée, celle de son séjour en France avant guerre.

D'après le *Bulletin des Amis d'Henri Curiel* [1], celui-ci s'est rendu en France dans les années 1937-1938, en principe pour se soigner. Quand il regagne l'Égypte, il est rallié au stalinisme. On le voit bien par l'épisode rapporté par Loftallah Soliman dans *Politique Hebdo* [2]. Ce témoin explique que le noyau, déjà constitué en Égypte, des partisans de Curiel, le prend vivement à partie, parce qu'il critique le pacte germano-soviétique (août 1939).

On ignore tout des hommes ou des circonstances qui ont pu, en France, influencer dans ce sens le jeune

1. Numéro 1, novembre 1978.
2. 15 mai 1978.

Curiel. Il n'a pu manquer, au cours de ce voyage, de rencontrer son cousin germain André Weil-Curiel. Mais celui-ci est à l'époque un socialiste pacifiste, partisan actif de la réconciliation franco-allemande. Dans cette période, il rompt avec la S.F.I.O. et rallie le P.S.O.P. (Parti socialiste ouvrier paysan) de Marceau Pivert. Cette petite formation est foncièrement munichoise, c'est-à-dire hostile à toute guerre contre l'Allemagne nazie, ce n'est donc pas ce milieu qui a pu provoquer l'engagement d'Henri Curiel.

La librairie du Caire, centre de contact

En 1940, celui-ci connaît son premier emprisonnement. En 1941, avec l'argent familial, il achète la librairie-papeterie Rond-Point, 3, Midou Mustapha Kemal, au Caire. Il tient cette librairie avec sa mère, qui semble bien ainsi partager ses choix politiques. Il édite alors le journal communiste *Murriet El Shaab* (Solidarité démocratique), et, lorsque l'U.R.S.S. est envahie en juin 1941 par les armées allemandes, il fonde l'Union démocratique avec Klara Amzi, épouse du Dr Mahmoud Amzi, journaliste de gauche.

On trouve à cette époque, à Alexandrie, une librairie jumelle. Elle est tenue par Arthur Schwarz, aujourd'hui antiquaire et critique d'art à Milan, et un des collectionneurs les plus raffinés d'Europe [1]. Toutes deux ont ce trait commun : elles sont les dépositaires des livres, journaux, magazines, brochures de la *Mezhdunarodnaja Kniga,* organisation culturelle soviétique de diffusion à l'étranger. C'est en général une couverture pour les agents de l'U.R.S.S..

1. Cf. « L'assassinio di Henri Curiel. El rivoluzionario come acrobata », di Valerio Riva, in *L'Expresso,* hebdomadaire italien du 4 juin 1978.

Dès que des relations diplomatiques seront établies entre Moscou et Le Caire en 1943, Curiel sera un hôte assidu des Soviétiques. L'ambassadeur est alors Daniel Solod, que l'on retrouvera en Syrie, et qui sera de nouveau nommé en Égypte en 1953. Mais le personnage-clé est le secrétaire d'ambassade Abdel Rahman Soultanov, important manipulateur des services spéciaux, (c'est-à-dire du futur K.G.B.), qui coiffe tout le Moyen-Orient.

Installé dans la librairie qui est aussi un lieu de rencontre et de discussions pour les jeunes intellectuels progressistes, Curiel ne se contente pas de diffuser le matériel reçu de Moscou dans les milieux de l'intelligentsia égyptienne. Il en fait parvenir un certain contingent en Algérie aux communistes français, après le débarquement allié de novembre 1942. Et lorsque André Marty [1], venant d'Union soviétique pour gagner Alger, fait étape au Caire, où descend-il? au domicile de Curiel.

On trouve une trace irréfutable de ces relations dans l'échange de correspondance entre la direction du P.C.F. et André Marty, au moment de la célèbre affaire Marty-Tillon :

1. André Marty, ancien mutin de la mer Noire (1917), membre du comité central du P.C.F. (1926), admis au bureau politique du P.C.F. (1931), nommé par Staline en 1932 au comité exécutif du Komintern, en assurera le secrétariat à partir de 1934. Moscou le nomme, dès le début de la guerre d'Espagne, inspecteur général des Brigades internationales, où il participe férocement à la liquidation en particulier des anarchistes et des trotskistes (il y reçoit le surnom de « boucher d'Albacete »). Réfugié à Moscou dès le début de la Seconde Guerre mondiale, il est envoyé par Staline en 1943 à Alger en tant que chef de la délégation communiste auprès du Comité français de libération nationale (pré-gouvernement gaulliste).

Le Komintern ayant été dissous par Staline. Marty fut accusé notamment de fractionnisme et d'activités policières par le P.C.F. en septembre 1952. C'est l'affaire Marty-Tillon, et, dès janvier 1953, il est exclu du P.C.F.

« *Le secrétariat* — écrit Marty — *sait bien cependant qu'en 1943-1944 Curiel et sa mère tenaient au Caire* la seule librairie[1] *recevant d'U.R.S.S. tous les livres en langues étrangères et, sur notre demande, nous en approvisionnaient...* »[2].

Dans la période qu'il évoque, André Marty, qui a toujours travaillé avec les services soviétiques, a reçu de Staline une grande marque de confiance, puisqu'il a été autorisé à se rendre en Algérie pour y prendre la tête du groupe communiste français. A la même époque, le n° 1 du P.C.F., Maurice Thorez, se morfond toujours à Oufa (Sibérie). *L'appareil international ne prendrait pas le risque de faire loger un personnage de cette importance chez quelqu'un qui ne serait pas parfaitement sûr.* Dans la prolifération des groupes et des chefaillons communistes, mais dont aucun n'a été reconnu par Moscou, c'est Curiel qui a été choisi et c'est sa librairie qui sert d'entrepôt à la propagande soviétique. Ajoutons qu'à diverses reprises Curiel accomplira des voyages à Alger pour des missions de liaison.

Voilà donc Henri Curiel déjà inséré dans un dispositif international.

En 1943, il se marie.

C'est un épisode de sa vie privée? Oui, d'un point de vue « bourgeois ». Pas du point de vue communiste, qui gomme les frontières entre vie publique et vie privée.

N'importe quel communiste de n'importe quel parti, à partir du moment où il assume une responsabilité, même minime, est invité à remplir un questionnaire biographique, dit « bio » dans l'argot du P.C.F. On ne va pas seulement lui demander le nom de jeune fille de sa

1. Souligné par nous.

2. Lettre d'A. Marty au comité central, *in* André Marty, *L'affaire Marty*, p. 48. Ed. des Deux Rives, 1955.

femme, mais ses opinions politiques, celles de sa belle-famille, ainsi que celles des enfants du couple, à partir de l'âge de quinze ans. On demandera encore au militant communiste si dans sa parenté il ne compte pas des gens appartenant à un service de police.

Donc, pour les besoins de notre enquête, n'hésitons pas à franchir le seuil que les communistes ne respectent pas, étant entendu que, seules, les incidences politiques de la vie de ce couple nous intéressent.

Le 28 février 1943, Henri Curiel épouse au Caire Rose Aladjem, née le 16 décembre 1914 dans cette ville. Cette femme, sa cousine germaine, restera la compagne fidèle de sa vie, et sera étroitement associée à ses entreprises politiques.

Les activités de Rose Curiel commencent de bonne heure, puisqu'elle devient pendant la guerre la secrétaire de Georges Gorse [1] lequel dirige alors en Égypte l'association des Français libres.

Henri Curiel, de son côté, est à l'origine de la création au Caire de l'Association des amitiés françaises, dont sa femme sera la trésorière pendant une dizaine d'années, le secrétariat administratif étant assuré pendant cinq ans par Nelly Riches, devenue après son mariage Nelly Policar [2].

1. Professeur en Égypte en 1939, il sera chargé de diverses missions par le Comité français de libération nationale, en U.R.S.S., et au Moyen-Orient pendant la guerre. Au cabinet de de Gaulle à Alger. Député socialiste de la Vendée (1945 à 1951), secrétaire d'État aux affaires musulmanes (cabinet Léon Blum, 1946), à la France d'Outre-Mer (cabinet Georges Bidault, 1949) et aux Affaires étrangères (cabinet Debré 1961-1962). Il devient ministre de la Coopération (cabinet Georges Pompidou, 1962) puis ministre de l'Information (1967-1968). Il fut ambassadeur de France à Tunis (1957-1959) puis à Alger (1963-1967). Il préside aujourd'hui le Comité exécutif du Mouvement pour l'Indépendance de l'Europe.

2. Cf. lettre de Nelly Policar à Me Philippe Waquet; dossier de la partie civile dans le procès intenté par la famille Curiel (et perdu

A la même époque, Curiel et sa mère reçoivent à leur domicile de nombreux militaires alliés, britanniques ou français [1]. Cet appartement est ainsi la base d'une filière pour Français déserteurs des troupes de Vichy cantonnées au Moyen-Orient ou embarquées sur les unités de la flotte d'Alexandrie. C'est Henri Curiel qui les achemine vers les forces de la France libre. Il organise là son premier réseau de déserteurs.

Enfin, de son propre aveu, lors d'un entretien avec Georges Suffert, il a déclaré avoir été en contact avec l'Intelligence Service. Après la guerre, une histoire circulera dans les milieux britanniques du Caire. Chargé par l'I.S., avant l'offensive de Rommel, de détecter en Égypte les membres de la colonie italienne favorables à l'Axe, Curiel aurait fourni une liste de sujets à interner.

Or, par la suite, les autorités britanniques se seraient aperçues que, sur les personnes arrêtées, bon nombre étaient en réalité des Italiens antifascistes, mais de tendance non communiste [2].

Ce genre d'histoires est presque toujours impossible à vérifier. Il faut donc l'écrire au conditionnel. Mais il faut aussi se souvenir que la liquidation des alliés du moment (qui restent toujours des rivaux) est une *vieille technique communiste.*

en première instance), aux journalistes Georges Suffert *(Le Point)*, Philippe Bernert *(L'Aurore)*, Roland Gaucher et Jacques Tillier *(Minute)* et François Broche *(Le Crapouillot)*.

1. *Bulletin des Amis de Henri Curiel,* n° 2, décembre 1978.

2. Cf. Philippe Bernert, *L'Aurore* du 6 mai 1978. Celui-ci rapporte ainsi les propos d'un témoin dont il ne révèle pas l'identité : « *Curiel a pratiqué un extraordinaire double jeu. Afin de permettre aux communistes de noyauter le front uni des antifascistes italiens qui s'était formé en Égypte, il dénonçait aux Anglais comme " traîtres " des libéraux italiens. Il faisait ainsi place nette pour ses camarades, qui se trouvaient dès lors en bonne position pour prendre à la Libération, en Italie, les postes de premier plan.*

Il se livre encore à un travail parallèle auprès d'Allemands faits prisonniers au cours des opérations de Grèce et de Crète. Un certain nombre d'entre eux ont été internés en Égypte. Certains sont identifiés comme ayant eu des opinions antifascistes. Curiel va les visiter et provoquer leur ralliement à la lutte contre le nazisme [1]. Dans le vocabulaire communiste de l'époque, ce type d'opération est désigné sous les initiales T.A. (Travail anti-allemand, en réalité travail antimilitariste).

On est aussitôt tenté de faire un rapprochement avec les tentatives de ralliement effectuées, à la même époque en Union soviétique, auprès des officiers, sous-officiers et soldats allemands capturés après la défaite de Stalingrad (février 1943). Ce rapprochement s'impose, mais il faut remonter plus loin dans le temps pour trouver les racines de ce genre d'opérations. Pendant la guerre de 14, Lénine, alors en Suisse, expédiait des brochures aux prisonniers russes en Allemagne ou en Autriche, avec la permission bienveillante des autorités du IIe Reich.

De ces épisodes, quelques leçons sont à retenir. Par sa librairie, Henri Curiel est en contact avec les Soviétiques et avec les communistes français installés à Alger. Il a ses ouvertures du côté de la France Libre avec Georges Gorse, auprès de qui travaille sa femme. Il fournit des renseignements à l'Intelligence Service et il est encore capable de s'intéresser de près aux Allemands prisonniers. Voilà un jeune homme très doué.

Des informations lui parviennent de partout; des milieux égyptiens, des minorités installées au Caire et à Alexandrie, des communistes français en Algérie, et des Français gaullistes du Moyen-Orient, du monde juif

1. Le travail de propagande effectué auprès des prisonniers de guerre, par les bolcheviks, date de la guerre 1914-1918. Le principal agitateur de Lénine dans ces camps était Roman Malinovski, dont il fut prouvé qu'il était un agent de l'Okhrana, la célèbre police tsariste.

en Palestine, très menacé par l'offensive de l'Axe.

Il doit bien y avoir un réceptacle favori où déverser cette collecte. Connaissant la suite du destin de Curiel, il est tout de même plus vraisemblable de croire que c'est le Kremlin, plutôt que l'I.S. ou le B.C.R.A. (le contre-espionnage gaulliste).

Dans cette période aiguë de la guerre, Curiel apparaît donc déjà comme un sujet capable d'opérer à l'échelon international. Il met au point des techniques de secours, d'approche délicate de milieux très divers, et des filières d'évasion, techniques qui lui seront précieuses par la suite.

Dernier point : au cours de cette guerre, entre les Curiel et Georges Gorse se tissent des liens, se nourrit une solidarité. Toutes choses qui ne seront peut-être pas inutiles pour l'avenir.

Cette familiarité avec les services de renseignement, avec l'appareil international du communisme (par Marty), dessinent déjà le portrait d'un homme jeune ouvert sur l'étranger. Mais il ne faut tout de même pas oublier que l'Égypte reste son théâtre d'opérations privilégié et que c'est dans ses limites qu'il compte, à cette époque, accomplir son destin révolutionnaire.

Le canon de Stalingrad

Qu'est-ce qui change à partir de la guerre pour le communisme égyptien? A première vue, pas grand-chose. Les groupuscules marxistes se chamaillent tout autant. L'éparpillement des forces, pourtant maigres, demeure le même. Pourtant, le rapport entre ces faibles forces, le régime du roi Farouk et la présence britannique, insensiblement, se modifie. Ce qui le transforme, c'est, comme l'écrivent Jean et Simone Lacouture, le canon de Stalingrad [1].

1. Cf. *L'Égypte en mouvement.* o.c.

A partir de Stalingrad, en effet, un groupe égyptien, qui n'a rien à voir avec les agitateurs marxistes, tourne ses regards vers l'Union soviétique et en attend un renfort, une aide, une impulsion : ce sont les militaires.

Les militaires, du moins les jeunes officiers, cultivent deux sujets de haine : la présence britannique et la corruption gouvernementale. Leurs espoirs résidaient dans les forces de l'Axe. De là, croyaient-ils, viendrait la délivrance.

Et puis, l'offensive de Rommel a échoué à El Alamein, en novembre 1942, aux portes de l'Égypte. Les blindés du Reich ont dû se replier dans le désert. En Égypte, on n'aime pas les vaincus. On n'aime pas davantage ceux qui n'ont pas d'avenir politique : les trotskistes, par exemple, qui remuent des paperasses. Puisque le III[e] Reich antisémite, ami des Arabes, s'achemine après le débarquement en Afrique du Nord, après Stalingrad, vers la défaite finale, l'U.R.S.S. prend sa place. Pour des hommes comme Neguib ou Nasser, quoi qu'ils pensent de son régime, elle devient un allié potentiel.

Deux rivaux : Curiel et Hillel Schwartz

Le communisme égyptien est cependant toujours aussi morcelé à la fin de la guerre. Une vingtaine de groupes se réclament de lui. De cette nébuleuse émergent deux faibles étoiles : le M.E.L.N. (Mouvement égyptien de libération nationale) que dirige Henri Curiel et *l'Iskra (l'Étincelle)*, qui a à sa tête un autre juif égyptien, Hillel Schwartz. Ces deux meneurs s'affrontent âprement.

Qu'est-ce qui les sépare? Hillel Schwartz estime que dans la phase actuelle le communisme égyptien doit être, avant tout, un parti de cadres. Il convient donc d'ap-

profondir l'étude de la doctrine, l'action étant dans cette phase préparatoire rejetée au second plan. L'Iskra se tourne vers l'intelligentsia, les cercles d'études, et tente essentiellement de se développer au sein des minorités nationales, considérant que le reste de la population (c'est-à-dire l'immense majorité musulmane) n'est pas encore mûre pour la révolution.

Au M.E.L.N., fondé en 1942, leur rival, les dirigeants de l'Iskra accolent volontiers l'épithète méprisante d' « activiste ». C'est que Curiel, tout en agissant dans les cercles d'études, pense que la cellule de base du mouvement doit être une unité de lutte, et non pas seulement une académie des beaux esprits. Opérant chez les intellectuels, le M.E.L.N. doit aussi tenter d'élargir son influence à d'autres milieux : le syndicat par exemple; et encore rechercher des alliances, dans un esprit « frontiste » avec d'autres partis qui mettent au premier plan l'indépendance nationale.

En septembre 1943, une scission est intervenue au sein du M.E.L.N. Certains de ses membres forment un nouveau mouvement, le People's Liberation. Ce troisième groupe reproche aux deux autres d'être composés à peu près uniquement d'étrangers et se propose d'« égyptianiser » le parti.

Tout cela ne fait pas grand-monde. Dans l'hiver 1946-1947, l'Iskra revendique 900 adhérents, et le M.E.L.N. 500. « *Les deux* (formations) — commente Laqueur, ironique — *exagéraient, surtout celle de* l'Iskra [1]. »

Dans cette phase, il est souvent question de l'unification pour la création d'un Parti communiste égyptien. Une fusion partielle s'effectue en effet au cours de l'hiver 1946-1947. Elle n'ira pas au-delà de juillet 1948.

1. *Communism and Nationalism in the Middle East*, Londres 1956, p. 44.

Cette fusion intéresse essentiellement le M.E.L.N. de Curiel et l'Iskra d'Hillel Schwartz. La nouvelle organisation née de leur accord provisoire se nomme le M.D.L.N., (Mouvement démocratique de libération nationale), en arabe *Hadito* ou *Haditu* (selon l'orthographe que l'on adopte).

Mais, à l'intérieur du M.D.L.N., d'aigres querelles ne tardent pas à éclater. Solaiman exige que Curiel et Schwartz soient exclus de ce regroupement. Motif : leur départ permettrait enfin au M.D.L.N. de devenir un mouvement réellement égyptien.

Derrière ces disputes internes, on voit monter déjà les problèmes d'Israël et de la Palestine, qui ne cesseront jamais de concerner Curiel.

Sur cette question, il convient de noter les positions de chacun. La tendance M.E.L.N. (Curiel) s'est alignée strictement sur la position soviétique approuvant la partition du territoire palestinien. La direction de l'Iskra, elle, crée au cours de l'hiver 1947-1948 une organisation spécifique, la Ligue juive contre le sionisme, dissoute après quelques semaines d'existence. D'autres groupes communistes, restés en dehors du M.D.L.N., accusent en bloc cette organisation d'être composée de fascistes, d'impérialistes et de sionistes. La vie n'est pas simple!

Les mécomptes d'un envoyé de Marty

C'est dans ce petit monde chamailleur qu'a débarqué un beau jour, en 1947, donc avant la fusion M.E.L.N.-Iskra, un jeune communiste français, Jacques-Francis Rolland. C'est un grand garçon blond, vigoureux, qui a lutté les armes à la main dans le maquis.

Il est encore plein d'enthousiasme pour le communisme. Journaliste à *Ce Soir,* le grand quotidien que dirige

Aragon, il fait un reportage au Moyen-Orient et en Extrême-Orient [1]. Le journaliste se double d'un homme de parti, qui profite du voyage pour accomplir une mission. Avant son départ, André Marty, qui gère la section coloniale, a convoqué Rolland dans ses bureaux de la rue Saint-Georges :

« Au Caire et à Alexandrie — l'avertit l'ancien mutin de la mer Noire, — tu vas tomber dans un drôle de milieu : des intellectuels, presque tous juifs, qui se disent communistes et passent leur temps à s'engueuler entre eux. Pas très sérieux, tout ça! Tu vas prendre contact avec les deux groupes principaux et tu leur expliqueras qu'ils doivent faire l'unité. »

Marty grommelle encore quelques remarques acerbes sur le rôle de l'Intelligence Service, et autres organismes de renseignements. Il est obsédé par leur importance et voit aisément des complots partout, avec de vastes ramifications à l'échelle mondiale. Puis il remet une lettre à Rolland, l'accréditant auprès de Curiel.

Quand le missionnaire du P.C.F. débarque à Alexandrie, c'est pour apprendre que Curiel est justement en prison. A défaut, sa jeune femme, fort jolie, fort élégante, fort habile, tout à fait capable de suppléer son mari, pilote le voyageur à travers la ville et le présente aux camarades. On va ainsi de pâtisseries en salons de thé. Le communisme égyptien a des dehors très bourgeois.

En l'absence de Curiel, toujours détenu, Jacques-Francis Rolland préside une réunion de conciliation avec, à sa droite, les lieutenants de Curiel, à sa gauche Hillel Schwartz et ses camarades. De cette réunion, dont il nous a fait le récit, Rolland garde le souvenir, toujours

1. Voir dans *Ce Soir*, le reportage de Rolland publié les 20 mars, 5, 6 et 7 avril 1947.

effaré, d'une incroyable jonglerie dialectique, d'un *pil-poul* permanent.

Au bout de trois ou quatre heures de contorsions, on va peut-être aboutir à un accord. Mais Hillel Schwartz énumère des conditions minutieuses. Supposons qu'il n'ait pas la majorité au futur comité central. Dans ce cas, il faut que sa tendance puisse exprimer son point de vue dans les colonnes du journal appartenant au mouvement; qu'elle y ait droit à tant de lignes statutairement définies, etc.

Rolland en a assez. Il s'exclame :

« Un parti communiste n'est pas un club de discussion! »

C'est l'abc du communisme stalinien tel qu'on le lui a appris. Mais ici, dans ce monde à part, ça ne marche pas. Justement, la discussion repart, plus byzantine que jamais. Rolland n'en viendra pas à bout. Il est fortement déconcerté par tant de subtilités et de chicanes. Il se rend compte toutefois qu'en dépit de son jeune âge il impressionne ses auditeurs. C'est qu'il est investi du prestige que déploie dans ce pays, où la culture française est reine, le grand parti frère de Paris.

En fin de compte, cependant, c'est l'échec. L'unité ne se fera pas ce soir.

Poursuivant son voyage, Rolland rencontre à Beyrouth Bagdache, leader chevronné du communisme moyen-oriental. Il lui conte ses mésaventures égyptiennes. Son interlocuteur hausse les épaules, sourit :

« En Egypte — dit-il avec résignation — c'est comme ça! »

Tout ce que gagne l'envoyé du P.C. français à sa démarche vaine, c'est d'être pris en filature, depuis Le Caire jusqu'en Inde, par un agent de l'Intelligence Service. Il y avait sûrement parmi les interlocuteurs communistes d'Egypte un « honorable correspondant ». Membre de la tendance Curiel? Ou de la tendance

Schwartz? Petit mystère, qui comme tant d'autres ne sera jamais éclairci.

Toutes ces scènes ont un côté grotesque, caricatural. Dans sa pièce *Nekrassov,* Sartre campe le portrait d'un leader trotskiste qui, un jour, rallie un unique militant, et du coup ne lâche plus pareille recrue. Voilà à quoi l'on pense quand on évoque les démêlés Curiel-Schwartz, et ces affrontements de grenouilles dialectiques dans un bocal.

On se dit qu'avec moins de 500 personnes le communisme égyptien animé par Curiel est plutôt mal parti, et que son influence doit être insignifiante. Nous allons le voir, c'est une erreur. Et l'étude de ce groupuscule est éclairante à un double titre : pour l'intelligence des événements qui vont se dérouler en Egypte au cours des dix années suivantes, marquées par l'émergence des « officiers libres » de Neguib et de Nasser; et pour la compréhension du futur réseau Curiel en France.

Quelle que soit la faiblesse de ses effectifs, le M.E.L.N. de Curiel (plus tard le M.D.L.N.) va interférer avec des résultats variables dans les activités des syndicats, dans les manifestations déclenchées par les étudiants, dans le complot victorieux des « officiers libres », et dans les entreprises du Mouvement de la paix égyptien, courroie de transmission soviétique.

Commençons par le Mouvement de la paix. Dans deux interviews accordées en 1977 pour un mémoire [1], Curiel souligne que la première activité des communistes, dès qu'ils sortirent des camps de concentration « *a été d'initier une campagne pour la paix, la campagne pour la signature de l'appel de Stockholm* » : 12 000 signatures auraient été ainsi collectées, et, parmi elles, celles de la plupart des membres du Conseil d'État.

Dans cette opération, selon Curiel, les membres du M.D.L.N. ont joué un rôle majeur. « *L'essentiel,* écrit-il,

1. Cf. *Bulletin des Amis d'Henri Curiel,* 5 juin 1979.

ne réside pas dans le nombre des communistes qui étaient au comité, mais de savoir à qui revenait l'initiative de sa constitution, et aussi de déterminer la capacité des communistes de travailler avec des éléments libéraux, honnêtes et respectés à l'échelle nationale, en faveur d'objectifs nationaux démocratiques et anti-impérialistes. »

Bon exemple d'infiltration. Elle est menée pour des objectifs soviétiques (à l'époque, tous les partisans de la paix dans le monde font signer des appels contre la bombe atomique américaine, mais aussi dans un objectif anti-impérialiste, c'est-à-dire dans le cas de l'Egypte, dans le dessein d'abroger le traité anglo-égyptien de 1936. Curiel met en évidence un autre aspect : le développement de la lutte armée. « *Ce qui,* ajoute-t-il dans ce même numéro, *pour un mouvement de la paix, ne manque pas d'une certaine ironie...* »

On peut le penser, en effet; on peut même y voir une certaine contradiction, si on prend le Mouvement de la paix pour un mouvement pacifiste.

Si on le considère au contraire pour ce qu'il est, c'est-à-dire pour une unité auxiliaire de la machine de guerre soviétique, il n'y a plus de quoi ironiser ni être surpris.

Sur le plan syndical, les communistes égyptiens prennent dès 1944 des initiatives, en particulier dès que la création de la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.) [1] est annoncée. Dans la délégation des syndicalistes égyptiens à Paris, au congrès de la F.S.M. en 1945, figurent deux membres du M.E.L.N.. L'organisation de Curiel, dès décembre 1944, a joué un rôle important dans la fondation du « Congrès des syndicats

1. Une des plus importantes organisations annexes du communisme international, dont le siège est à Prague. Après la guerre, elle avait pour président Louis Saillant, compagon de route du P.C.F. La C.G.T. y est affiliée.

ouvriers » égyptiens, organisation qui prétend représenter 103 syndicats, soit 80 000 membres, chiffres certainement très exagérés.

Par la suite, ces syndicats noyautés par les communistes tenteront de fomenter des grèves diverses, particulièrement dans le textile. Mais beaucoup d'ouvriers ne vont pas tarder à se détacher d'eux, quand ils prendront conscience que ces entreprises ne leur apportent rien de très positif, et que dans les cahiers de revendications les mots d'ordre essentiellement politiques prennent une place exorbitante.

Cette action syndicale se poursuit avec des chances diverses, quand les « officiers libres », en 1952, prennent le pouvoir. Mais, là encore, le succès reste mitigé.

Infiltration chez les étudiants

La pénétration dans le milieu étudiant se révèle beaucoup plus efficace, sans doute parce que les diverses fractions du communisme égyptien comptent un très fort pourcentage d'étudiants, répartis eux-mêmes en sections spéciales.

Entre 1930 et 1950, leur nombre s'accroît d'une façon considérable. Cette prolifération ne débouche pas toujours sur un emploi : nombre de ces jeunes gens se tournent vers le journalisme. Raoul Makarius, auteur d'une thèse intéressante sur ce milieu en pleine extension, note que le nombre des écrivains et journalistes est passé de 1 200 en 1937 à 8 200 en 1947. Il ajoute : « *Une masse grouillante de jeunes intellectuels se mirent ainsi à graviter autour de divers bureaux de rédaction* [1] ».

Dans ce milieu grouillant circulent des idées qui nourrissent à la fois le nationalisme et la révolution « *L'Université du Caire* — écrit l'historien Marcel

1. Raoul Makarius, *La Jeunesse intellectuelle d'Egypte au lendemain de la IIe guerre mondiale*, p. 33; Mouton, 1960.

Colombe — *fut, dès sa création, ce qu'elle est restée aujourd'hui avec ses cinq mille étudiants : un énorme foyer d'agitation*[1]. »

De son côté, Walter Laqueur souligne l'importance du phénomène estudiantin dans cette région, dans un passage qu'il convient de citer en entier :

« *L'action puissante* — écrit-il — *exercée par les organisations estudiantines sur le mouvement national révolutionnaire au Moyen-Orient (et en Orient en général) a souvent dépassé la compréhension des observateurs occidentaux. Les observateurs américains, britanniques ou français trouvent difficile à comprendre que les étudiants arrivent à renverser des gouvernements ou à les menacer sérieusement. Aux États-Unis, les étudiants des universités disposent de divers moyens pour donner cours à leur excédent d'énergie, tandis que les étudiants turbulents, en Grande-Bretagne, n'ont jamais été pris au sérieux, certainement pas par les politiciens des partis. Les étudiants français ont fait preuve d'un plus grand intérêt pour la politique, mais eux aussi se sont plutôt signalés par des échauffourées non politiques sur le boulevard Saint-Michel et n'ont pas renversé de gouvernement de mémoire d'homme... Mais le rôle des étudiants des pays du Moyen-Orient a été et demeure quelque chose de tout à fait différent. Ce n'est certainement pas un phénomène unique, car on a tendance à oublier que dans les pays arriérés l'intelligentsia est numériquement réduite et que les étudiants constituent souvent la seule masse organisée, étant donné l'inexistence de partis politiques, tels qu'ils sont conçus en Occident*[2]. »

Il faut songer que ces lignes ont été publiées en 1956, *soit plus de dix ans avant Mai 68.* Ce qui était incompréhensible en Occident a soudain explosé dans la

1. *L'Évolution de l'Egypte*, Maisonneuve, 1951, p. 60.
2. *Communism and Nationalism*, *op.cit.*, p.13.

capitale française, et ce phénomène, purement estudiantin, à l'origine, a failli provoquer la chute du gouvernement.

Plus tard, quand les sociologues et les observateurs politiques sont partis à la recherche d'explications et de précédents à Mai 68, ils ont évoqué le mouvement des Zengakuren au Japon, ou les sit-in et les agitations diverses à l'université américaine de Berkeley, ou encore ont comparé Daniel Cohn-Bendit à son compatriote Rudi Dutschke, dit Rudi le Rouge [1].

Personne, croyons-nous, ne s'est référé aux étudiants du Caire. C'est pourtant là que le communisme égyptien trouve des auditoires réceptifs. L'U.R.S.S. victorieuse est à son zénith. A la même époque, les idées révolutionnaires commencent à se répandre chez les nationalistes, par exemple dans l'aile gauche du Wafd [2], l'Avant-Garde.

L'influence communiste, en dépit du faible nombre de ses militants, se révèle le 9 février 1946, quand les étudiants manifestent dans les rues pour exiger l'indépendance nationale et l'évacuation des troupes britanniques. Sur le pont Adda, au Caire, les manifestants se heurtent aux forces de police. Celles-ci font relever le pont mobile, et de nombreux étudiants sont précipités à l'eau. On compte une vingtaine de morts et de très nombreux blessés.

L'Université, dès le lendemain, se mobilise. Une commission exécutive de 115 membres est élue pour assurer la poursuite de la lutte. Un comité national ouvriers-étudiants est constitué.

Dès la création de ce comité, les communistes, grâce à leur double implantation en milieu universitaire et en milieu syndical, vont jouer un rôle charnière. Plu-

1. Orateur principal du S.D.S. (Ligue des étudiants socialistes allemands), très marqué à gauche.
2. Principal parti nationaliste égyptien.

sieurs de leurs adhérents ainsi que des représentants de l'Avant-garde wafdiste et même de la Fraternité musulmane (ces dernières, toutefois, se retirèrent assez vite) appartiennent à ce comité.

Situation très voisine, on le voit, de Mai 68, avec cette différence toutefois qu'en Egypte les communistes ont poussé aux grèves et aux manifestations alors qu'en France ils ont freiné les unes et les autres.

Le comité appelle à la grève générale le 21 février et annonce dans un manifeste que « *le peuple égyptien allait montrer à la Grande-Bretagne et au monde qu'il était prêt pour un combat qu'il ne saurait cesser avant d'avoir réalisé son indépendance* ». Pendant quelques jours l'agitation persiste, avec des manifestations très violentes au Caire et à Alexandrie, entraînant des morts et des blessés. « *Mais* — écrit Laqueur — *l'orage se calma aussi brusquement qu'il avait éclaté. Le comité cessa d'exister après quelques semaines* [1]. »

Les communistes ne retrouveront un certain élan en milieu universitaire qu'avec l'arrivée au pouvoir du Wafd dans les années 1948-1950. Ils mettent alors sur pied une Union démocratique des étudiants et un Congrès des étudiants patriotes.

Le Congrès établit une Charte nationale qui réclame « *le recrutement du peuple pour la lutte armée* ». On y affirme la résolution de « *combattre côte à côte avec les peuples du monde entier pour la paix, pour les décisions du congrès de Varsovie [1950] et celles des partisans de la paix en Egypte et au Soudan* ». Autant de mots d'ordre qui s'articulent étroitement avec ceux de la propagande soviétique dans cette période.

La lutte armée peut difficilement être menée sans le concours de l'armée elle-même. Le grand mérite de Curiel, nouvel Archimède cherchant un point d'appui

1. *Communism and Nationalism, op. cit.*, p. 55.

pour déclencher la révolution, est de le trouver. A partir de là, la révolution est faite en Egypte, du moins dans sa première étape : la conquête de l'indépendance nationale.

Le complot des « officiers libres »

La réussite du complot des « officiers libres » tient en effet, pour une large part, à la rencontre entre le M.D.L.N. et les cadres militaires, lassés de Farouk, déçus par le Wafd.

Nasser est de ceux qui ont espéré en Rommel. Après quoi, le nouveau libérateur s'est nommé Staline.

Y a-t-il eu des contacts directs entre Nasser et Curiel? Nous n'en avons aucune preuve. Tout ce que nous savons à ce sujet vient du livre de J. et S. Lacouture, qui affirment que la personnalité du second fascinait le premier.

Avant que se noue une collaboration entre les membres du M.D.L.N. et les « officiers libres », un événement d'une certaine importance pour les communistes égyptiens est intervenu. Le 15 mai 1948, jour de la déclaration de guerre à Israël, 150 d'entre eux, notamment les dirigeants du M.D.L.N., ont été arrêtés et dirigés sur le camp de concentration Hukstep, près du Caire, et sur le camp d'Aboukir, près d'Alexandrie.

Les communistes ne sont pas les seuls à être enfermés derrière des barbelés : ils y retrouvent divers opposants au régime de Farouk, Wafdistes, socialistes, Frères musulmans.

Toute prison est une volière. Pas d'endroit au monde où l'on jacasse davantage. Que faire d'autre? Entre tous ces détenus, des dialogues s'instaurent, des liens se nouent. Désormais, on se connaît. A l'occasion, une fois libres, on se reverra.

A partir de cette rencontre forcée, les communistes égyptiens élaborent des infiltrations dans l'aile gauche

du Wafd, et également dans la fraction de gauche des Frères musulmans. D'où vient que ce groupuscule du M.D.L.N. réussit à s'assurer une influence rapide dans des milieux politiques numériquement très supérieurs? Les Lacouture répondent que les communistes de Curiel s'imposent grâce à leur supériorité en technique d'agitation et aussi en raison de leur plus grande culture politique [1].

Et derrière eux s'étend l'ombre colossale de l'Union soviétique. Elle a approuvé la partition de la Palestine en 1948, mais assez vite elle a viré de bord. Elle apparaît comme la protectrice des États arabes contre Israël. D'elle peut venir le salut.

Dans ce contexte, Curiel évolue avec aisance.

N'étant pas un tribun, Curiel est plutôt un homme de petits groupes, un homme qui a du rayonnement sur un faible auditoire bien choisi, un gourou marxiste pour petits cercles.

Curiel est de cette espèce. En second lieu, ses alliés éventuels savent qu'il est une passerelle. En direction de l'Union soviétique. Il a beau être juif, ce qui ne peut que heurter nombre d'Égyptiens, par lui, par ses lieutenants, partent des messages en direction de l'ambassade soviétique au Caire, ou, mieux encore, en direction des services spéciaux.

C'est très vraisemblablement pour ces considérations que se nouent des contacts entre le M.D.L.N. et l'organisation secrète des « officiers libres ».

Expulsé d'Égypte

Curiel, pourtant, est mis assez vite dans l'incapacité de participer directement à cette opération. Six mois après sa libération, alors que l'Égypte est placée sous un gouvernement wafdiste, il est banni en août 1950, et ses

1. *L'Égypte en mouvement*, op. cit., p. 247.

biens, assez importants — des propriétés terriennes — sont confisqués à cause de ses activités politiques. Il s'installe provisoirement en Italie.

De là, il est probable qu'il ne perd pas entièrement le contrôle de l'opération nouée avec les « officiers libres ». Mais la distance est tout de même un obstacle sérieux. Du moins a-t-il laissé sur place des lieutenants fort habiles et actifs.

Il existe au moins une dizaine de versions sur la façon dont se noua, après la défaite des Arabes contre Israël, le complot des « officiers libres ».

Il n'est pas question d'élucider ici ces débuts ténébreux. Voyons plutôt comment le M.D.L.N. s'est infiltré dans ce dispositif.

Henri Curiel, dans le mémoire déjà cité [1], fournit des éléments très précieux sur ce travail. Il écrit :

« *Le M.D.L.N. était le seul mouvement communiste qui avait une section de travail dans l'armée. Cette section comprenait trois branches : 1° les ouvriers de l'armée; 2° les sous officiers et 3° les officiers. Les ouvriers et les sous-officiers avaient été très atteints par la répression en mai 1948 : les communistes connus avaient été chassés de l'armée et la reconstitution du travail dans ces domaines n'a pu se faire comme prévu. Par contre, la direction des officiers communistes dans le M.D.L.N. n'avait pas été atteinte : elle a joué un rôle très important. Le M.D.L.N. avait décidé que le travail serait mené à travers le « Mouvement des officiers libres », c'est-à-dire que le choix et la formation des officiers ne se ferait plus comme avant, sur le plan des contacts personnels, mais sur le plan de l'activité au sein du Mouvement des officiers libres.* »

1. Cf. *Bulletin des Amis d'Henri Curiel*, n° 5, juin 1979.
2. L'expression est ambiguë. Elle peut désigner soit les ouvriers travaillant dans les arsenaux, soit les hommes de troupe recrutés essentiellement parmi les prolétaires égyptiens.

Ce texte est très important, car on y voit à l'œuvre l'adaptation à une situation donnée, par un groupe non officiellement communiste, en tout cas hors Kominform, de la doctrine antimilitariste bolchévique.

Dans la conception marxiste orthodoxe, les soldats sont le fer de lance de l'action antimilitariste. Leur objectif est de provoquer au sein de l'armée une mutinerie (surtout en temps de guerre), afin de transformer la guerre impérialiste en guerre civile avec, pour objectif, la création d'une nouvelle armée, l'Armée rouge, qui, renforcée par les groupes armés de civils, détruira le pouvoir bourgeois et protégera ensuite le nouveau pouvoir révolutionnaire contre les retours en force de la réaction. Pour l'accomplissement de cette tâche, les soldats révolutionnaires (le prolétariat) peuvent être soutenus par des éléments auxiliaires, sortis des rangs des sous-officiers et des officiers (la petite bourgeoisie).

Par rapport à ce schéma, qu'y a-t-il de modifié dans le système Curiel-M.D.L.N.?

D'abord, l'objectif final a changé : il ne s'agit plus de détruire de l'intérieur une armée bourgeoise, donc son haut commandement, mais d'*amadouer* celui-ci et de l'entraîner dans une lutte commune anti-impérialiste contre le pouvoir étranger (britannique en Égypte) et le régime en place aux ordres de l'occupant.

La modification de l'objectif final change la nature des moyens à employer. Il ne s'agit plus de dresser le prolétariat des soldats contre la bourgeoisie du haut-commandement, ce qui ne manquerait pas de provoquer la réaction hostile de celui-ci. Par conséquent, le travail des soldats — et même des sous-officiers — perd de son importance. Le poids de l'effort sera concentré sur le corps des officiers, dont bon nombre ont du reste des origines modestes — ce qui facilite des infiltrations, — afin, si possible, de le prendre en main, en tout cas de se

le concilier dans une lutte qui ressemble à celles menées pendant l'Occupation en France, sous l'égide du Front national [1].

L'aspect essentiel de cette opération est une lutte d'influences dans un secteur décisif : celui du pouvoir militaire et de son contrôle. Dans le même texte, Curiel met, brièvement mais fort bien, cet aspect en évidence quand il souligne que « *le tournant s'est effectué au moment de l'élection à la présidence du Club des Officiers de Mohammed Neguib, le candidat des Officiers Libres contre le candidat du Palais. C'est à ce moment-là que les Officiers Libres prennent conscience de leur force, et que se termine définitivement le recours au terrorisme qui était la tentation continuelle des officiers.* »

Cette tentative s'insère dans un dispositif de complot mis en place par Neguib, Nasser et leurs compagnons. Ce dispositif comporte quatre sections.

Le « major rouge »

1° *Un état major* des « officiers libres ». En faisaient partie Khaled Mohieddine, cousin de Zaktaria Mohieddine, un des conjurés de la première heure, l'un des premiers compagnons de Gamal Abdel Nasser.

Par la suite, Khaled Mohieddine sera surnommé le « major rouge ». Non sans raison. Il est aujourd'hui un des principaux dirigeants du Mouvement progressiste (communiste) égyptien.

A l'époque, c'est un jeune officier de cavalerie, aux joues roses, assez timide. Il ne s'intéresse pas seulement à l'art militaire. Il lit Marx.

1. Créé en 1941 dans la clandestinité, ce Front national était nettement d'inspiration communiste. A son bureau siégeaient notamment après la Libération les communistes Frédéric Joliot-Curie (président) et Pierre Villon (secrétaire général).

On le saura plus tard, il est effectivement membre du M.D.L.N. ainsi que Youssef Sadig, qui appartient lui aussi à l'état-major secret[1] des « officiers libres ».

2° *Le secteur de la propagande.* Dès avant la guerre de Palestine, des éléments de gauche qui appartiennent au cercle des « officiers libres » ont rédigé et diffusé quelques tracts. Cette branche va se développer après novembre 1949. A partir de 1950, *La Voix des officiers libres,* organe clandestin, est diffusée d'une façon régulière.

Or, dès novembre 1949, le premier tract, intitulé « *L'armée donne un avertissement* », a été rédigé par Khaled Mohieddine. En fait, ce secteur est pratiquement tenu par les communistes, qui, dans ce domaine, montrent une nette supériorité sur leurs partenaires[2].

3° *Le secteur du renseignement et de l'intoxication.* Ici, nombre d'informations parviennent aux conjurés par l'intermédiaire du Dr Youssef Rachid, un des médecins du roi. Ce n'est pas un communiste. Une autre source

1. Source : extrait d'un texte de Curiel publié dans *Politique Hebdo* du 15 mai 1978. Ce texte a été élaboré par Curiel à partir des interviews dont nous avons déjà parlées, effectuées par une étudiante en histoire, Marie-Dominique Gresh, qui prépare un mémoire sur le P.C. égyptien.

2. On en trouve la confirmation dans ce mémoire. Curiel déclare, à propos des officiers communistes membres du complot :

« *Quel a été leur rôle? Evidemment, leur rôle majeur a été celui de la définition des objectifs : ils ont fait adopter les objectifs nationaux démocratiques des communistes. Il a aussi consisté dans la rédaction des tracts des Officiers Libres, qui étaient tous rédigés par les officiers communistes, tapés et tirés par les organismes techniques du M.D.L.N.*

« *Enfin, il faut mentionner la formation politique que les officiers communistes apportaient à quelques-uns de leurs camarades.* »

Curiel précise encore que ces tracts étaient transmis, une fois traduits, au Parti communiste français, mais que, semble-t-il, celui-ci les appréciait peu (*Bulletin des amis d'Henri Curiel,* n° 5, juin 1979).

importante est celle d'un haut magistrat qui se nomme Ahmed Fouad. Celui-ci est membre (occulte bien sûr) du M.D.L.N.

4° *Liaisons avec les autres organisations subversives.* Nasser est lié sur sa droite aux Frères musulmans; sur sa gauche, par Youssef Sadig, au M.D.L.N.

Le substitut était communiste

Selon le témoignage d'Ahmed Abul-Fath, un des compagnons de Nasser, qui, plus tard, se brouillera avec lui, c'est le « major rouge » Khaled Mohieddine qui a mis en rapport Nasser et Ahmed Fouad, substitut du procureur du roi [1]. L'auteur assure à ce propos que ce haut magistrat a participé à de mystérieux conciliabules avant les grands incendies du Caire, auxquels on attribue parfois une origine soviétique.

Fouad, ce n'est pas rien. C'est typiquement un homme à double visage. Officiellement, il a la haute main sur la justice (et on peut penser, à ce propos, que les communistes en prison ont dû largement en bénéficier), mais ses fonctions officielles ne sont qu'une couverture. Il est aussi secrétaire général occulte du M.D.L.N. [2].

Et Nasser lui-même? Le même témoin assure qu'il était affilié au M.D.L.N.

« *Il m'est parvenu par la suite* — écrit-il — *que Gamal Abdel Nasser s'était affilié à l'Hadetto* [3], *où son nom de partisan aurait été « Maurice » et son numéro 117* [4]. »

Ce témoignage est contesté par Jean Lacouture, qui juge l'ouvrage de Fath intéressant mais « malveillant ».

1. Ahmed Abul-Fath, *L'affaire Nasser,* Plon, 1962, p. 205.
2. Ahmed Abul-Fath, *op. cit.*, pp. 204 et 205.
3. Nom arabe du M.D.L.N.
4. *L'affaire Nasser,* p. 205. Cf. aussi Lacouture, *op. cit.*, p. 68.

Il dit que tous les membres du M.D.L.N. qu'il a pu interroger à ce sujet ont nié cette appartenance. Mais ce sont des gens qui ont fomenté une conspiration : ils ont l'habitude du secret.

Curiel, lui, dit autre chose et que Lacouture et que Fath. Il écrit : « *Deux autres : Gamal Abdel Nasser et Abdel Hakim Amer étaient considérés* comme des éléments à recruter [1] ».

Des « éléments à recruter » sont déjà des gens proches de vous, de vos thèses, des sympathisants. Curiel poursuit : « *D'autres étaient flottants : Salah Salem, "le major dansant" par exemple, deviendra ultérieurement communiste* ».

Mais il est vrai que dans cette organisation des « officiers libres » on trouve aussi beaucoup d'officiers réactionnaires influencés par l'idéologie des Frères musulmans; il est vrai encore que les services de renseignements occidentaux ont bien dû y glisser quelques pions. Situation instable, où toutes sortes d'opérations deviennent possibles. Dans ce rapport de forces, sournois et complexe, l'organisation des « officiers libres », une fois le coup d'État militaire réalisé, peut aussi bien basculer dans le camp de la révolution que dans celui de la réaction.

Conjuration et subversion

L'objet de ce livre n'est pas de raconter le complot des « officiers libres », ni de nous étendre sur la personnalité de Nasser. Ce que nous en détachons situe l'étroite conjonction entre une conjuration militaire, mue par un patriotisme blessé, et une *subversion* politique qui est ou qui se veut un détachement de l'Internationale. Subver-

1. Souligné par nous. Déclaration à Dominique Gresh, *op. cit.* Le Amer dont il est question ici est le futur maréchal et futur bras droit de Nasser.

sion est ici le terme qui, à notre avis, convient le mieux pour définir ce M.D.L.N. en apparence maigrichon, si on le teste au niveau des effectifs, mais formant une petite armée qui a déjà ses hommes en place, efficaces, discrets, débouchant sur l'ambassade soviétique, l'armée, la justice, les milieux financiers (ce n'est tout de même pas pour rien que le père de Curiel est banquier, et que celui-ci est le parent d'Aghion, dont la famille opère dans le coton).

Les hommes du M.D.L.N. possèdent ici un net avantage sur des alliés dont le métier est de savoir donner des ordres, mais non de manier la dialectique.

Cette supériorité, on la retrouvera encore diffuse, même après la réussite du coup d'État militaire de juillet 1952, quand Nasser et Neguib, s'étant retournés contre leurs amis communistes, les interdisent, les arrêtent et les traquent. Même alors, le travail effectué par les communistes dans les universités se révèle payant. Le régime a beau être entre les mains de militaires nationalistes, dans toutes les rédactions égyptiennes sauf au très conservateur *Al Ahram*, des équipes progressistes se sont infiltrées à partir de 1953. En particulier, leur contrôle est presque absolu sur les *pages culturelles*, qui façonnent largement les esprits. « *En fait*, écrivent Jean et Simone Lacouture, *les lecteurs égyptiens étaient soumis au régime du réalisme socialiste, littéraire et artistique, au même titre, à peu près, que ceux de Varsovie ou de Belgrade*[1]. »

Dans ce qui précède, l'influence du M.D.L.N. s'est exercée, disons grâce à un certain capital intellectuel. Mais il y a un autre aspect sous-jacent à toute conjuration, c'est le capital tout court. Même s'il se limite à diffuser de modestes feuilles clandestines, tout réseau suppose des moyens financiers d'une certaine

1. *L'Égypte en mouvement*, pp. 255-256.

ampleur. D'où venait donc l'argent dans la conjuration des « officiers libres »? On ne trouve aucune réponse à ce sujet chez Laqueur, ni chez Lacouture; ni, bien entendu, dans aucune publication des communistes égyptiens. La question n'est même pas posée. Sans doute est-elle de mauvais goût. Ayons l'impudeur de douter que les soldes de Neguib et de Nasser aient permis de régler ce problème. Les « officiers libres » ont-ils alors trouvé les fonds nécessaires auprès de certaines grosses fortunes égyptiennes, désireuses de voir s'effondrer l'occupation britannique? Quelque agent de la C.I.A. est-il intervenu avec des enveloppes discrètes et bien garnies?

Et pourquoi pas les subsides soviétiques? Curiel et ses amis étaient certainement bien placés pour les obtenir. Dans l'état actuel de la documentation dont nous disposons, il nous est impossible de fournir sur ce chapitre une réponse sûre. Mais du moins peut-on poser la question, alors que tant d'historiens et de journalistes préfèrent l'écarter, comme si elle était dénuée d'importance et que seul comptait le mouvement des idées.

III

LE SUSPECT

Mais voilà Curiel hors d'Égypte. Il en est expulsé depuis 1950, ainsi que sa femme. Les autorités égyptiennes le munissent d'un passeport avec visa d'aller, mais sans visa de retour. Il est embarqué de force à bord d'un cargo italien qui le déposera à Gênes.

Curiel pense sans doute que cet exil est provisoire : or il ne remettra jamais les pieds dans son pays natal, à moins de quelque voyage clandestin. Tous ses biens — d'importantes propriétés foncières — Nasser ne les lui rendra pas.

Le fondateur du M.D.L.N. avait dû rêver de devenir le Lénine de l'Égypte. Mais l'Égypte va glisser peu à peu hors de son champ d'action. Arraché à sa terre natale, Curiel va justifier la devise : les révolutionnaires n'ont pas de patrie. Il va devenir l'apôtre d'entreprises essaimées à travers le Tiers Monde. Et, après une brève escale en Italie, la France lui servira de quartier général.

Dans l'histoire du Komintern, le cas n'est pas exceptionnel de dirigeants communistes qui, ayant échoué dans leur pays, sont recyclés dans les tâches occultes de commis voyageurs de l'Internationale. Fried fut évincé en Tchécoslovaquie : sous le pseudonyme de Clément, et sous les apparences d'un obscur employé du musée de

Montreuil, il devint le conseiller précieux de Thorez. Le fascisme fit du communiste italien Ceretti un émigré. Il s'appellera Allard en France, et jouera un rôle important à la M.O.I. [1], et à France-Navigation [2].

A Henri Barbé, éliminé de la direction du Parti communiste français en 1933, après la fameuse affaire du groupe Barbé-Celor [3], il fut proposé d'aller au Canada, pour, sous une fausse identité, guider les pas chancelants du jeune parti communiste de ce pays. Prudent et craignant d'être liquidé là-bas, Barbé déclinera cette mission.

Ce sont là quelques exemples — il y en a d'autres — de dirigeants communistes refoulés dans les coulisses de l'Histoire. C'est le destin de Curiel.

En Italie

Sa brève période italienne n'excède pas un an : 1950-1951. Elle reste très obscure. Elle l'est dans ses rapports avec les communistes italiens, sur lesquels nous possédons des données contradictoires. Elle l'est encore dans le dessin de son futur rôle. Curiel suit évidemment de très près le développement du complot des « officiers libres », qui est en cours.

1. Main-d'œuvre ouvrière immigrée, organisation qui regroupait les étrangers communistes.

2. Entreprise maritime commerciale affrétée par les Soviétiques pour ravitailler les républicains espagnols pendant la guerre d'Espagne. Elle rassemblait une trentaine de cargos dont le P.C.F. récupéra une partie à la fin des hostilités. A la tête de cette organisation parallèle on trouvait Ceretti et Georges Gosnat, actuel trésorier du P.C.F.

3. En 1933, à l'instigation des Soviétiques, la direction du P.C.F. dénonça les activités fractionnelles du groupe Barbé-Celor, deux membres du secrétariat collectif du parti. Pierre Celor fut exclu sous l'accusation infâmante d'être un policier, tandis qu'Henri Barbé, déchu de ses fonctions, était renvoyé à la base. Il devait par la suite rejoindre Doriot. Aujourd'hui, les historiens du parti se bornent à reprocher au groupe « une attitude sectaire ».

Curiel et sa femme s'installent à Rome, au 41 de la via Piave. Deux hommes, à ce moment-là, assurent pour l'essentiel les relations avec lui. L'un est Italien, Velio Spano; le second est un parent, Raymondo Isaac Aghion, né le 1er janvier 1921 à Alexandrie, et qui a pour mère une tante de Curiel, Linda.

Ces deux personnages ont tenu une place importante dans les activités internationales du communisme. Velio Spano, alias Paolo Tedeschi, est né le 15 janvier 1905 dans la région de Cagliari, sur la côte sud de la Sardaigne. C'est un des chefs historiques du P.C.I.

Arrêté en 1928, et condamné à cinq ans et demi de prison par le régime fasciste, il va, à la fin de sa peine, gagner la France et se livrer à des actions clandestines. Sa tâche est d'y organiser le P.C.I. ainsi qu'en Afrique du Nord. Interdit de séjour en France en 1934, il se rend en Égypte et s'y occupe d'un comité éthiopien dont l'objet principal est de provoquer les désertions des soldats italiens qui transitent par le canal de Suez. Après un bref passage en Espagne pendant la guerre civile, on le reverra à Paris en 1937 à la rédaction de *L'Unita.*

Une deuxième expulsion ne tarde guère : Spano regagne clandestinement l'Italie. Simple étape. Il est en effet chargé de réorganiser sur place le P.C. tunisien. Il appartient alors à un réseau mis en place par Giorgio Amendola (alors membre du comité-directeur du P.C.I.) en Afrique du Nord. Il est en même temps rédacteur du journal clandestin *Il Giornale,* à l'usage de la colonie italienne de Tunisie.

Après un séjour en U.R.S.S. en 1939, on signale son passage, toujours sous une fausse identité, en Libye, alors colonie italienne, et à Port-Saïd. On pense aussi qu'il a accompagné un moment un autre communiste italien, Valenzi, en Algérie, où celui-ci est employé par les Américains à La Voix d'Amérique, poste de propagande radiophonique. Il est possible que Spano y ait

croisé Curiel, qui, après le débarquement de novembre 1942, avait fait quelques voyages à Alger.

En 1943, Velio Spano sera présenté en compagnie d'autres résistants au général de Gaulle. En octobre de la même année, il est de retour en Italie, et l'année suivante prend la direction de *L'Unita*. Élu sénateur du P.C.I. en 1948, membre du bureau politique à partir de 1950, il continue à surveiller le bassin méditerranéen, en particulier la Tunisie et la Libye. Dans ce dernier pays, il crée le Front unifié des travailleurs marxistes.

Velio Spano : un spécialiste de l'action clandestine

Dans ces années-là, il apparaît comme un spécialiste de l'action clandestine et de l'insurrection. Ayant la confiance de Staline et de Jdanov, qu'il connaît personnellement, il s'est rendu aussi en Chine et en Indochine. Il a étudié sur place les formes de la guérilla. Fort de cette expérience, il procède à la création, en novembre 1950, d'une école où l'on traite de la lutte insurrectionnelle et à laquelle participent deux élèves tunisiens.

Arrêtons-là le déroulement de cette carrière qui va se poursuivre, jusqu'à sa mort en 1964, au Moyen-Orient, dans tout le bassin méditerranéen, en Sardaigne, en France, mais aussi à Cuba et en Amérique latine. Spano est évidemment tout indiqué pour être, à Rome, en contact avec Curiel, et nous avons vu qu'au moment où celui-ci s'installe en Italie il s'occupe d'une école insurrectionnelle. Chargé à cette époque des contacts P.C.F.-P.C.I. — il entre en France sans difficultés bien que clandestin [1] —, il est probable que c'est lui qui

1. Du 18 octobre au 19 décembre 1954, Velio Spano séjourne à Paris, au 52, bd de Latour-Maubourg, alors qu'il est recherché par la D.S.T. Il sera mystérieusement amnistié le 29 avril 1955 (Edgar Faure étant président du Conseil), sur interventions d'élus du Parti communiste français, dont Fernand Grenier, qui s'adressera directement au ministère de l'Intérieur, dont le titulaire est Maurice Bourgès-Maunoury.

organisera l'entrée des Curiel en France et leur accueil en 1951.

Aghion

Raymondo Isaac Aghion, lui, est un homme de confiance du Komintern, puis du Kominform. Né à Alexandrie, il a effectué entre 1921 et 1939 de nombreux séjours en France et s'installe définitivement dans notre pays à partir de 1945.

Il conserve toutefois la nationalité égyptienne. Farouk lui fait retirer son passeport en 1950. Ce n'est pas une mesure personnelle. Elle concerne tous les Égyptiens d'origine juive. Bien qu'il ait plus d'affinités avec l'Italie, dont sa famille est originaire, c'est cependant au P.C.F. qu'il s'inscrit, et il passe pour avoir été un des bailleurs de fonds occultes de *L'Humanité*. Si le fait est exact, il est douteux en tout cas que ce soit avec sa fortune personnelle.

Le 3 juin 1952, Aghion est frappé par une mesure d'expulsion (nous sommes en pleine guerre froide). Cette mesure est toutefois rapportée deux ans plus tard, le 24 décembre 1954. Il réapparaît alors avec un passeport italien n° 4 587 813 P, délivré le 30 septembre 1953 à Milan, et prend la direction de la maison de couture « Chloé ». En 1959, il est directeur de la galerie Saint-Germain-Tableaux.

Ce type de communiste itinérant bénéficie en général d'interventions bien placées. En la circonstance, quand Aghion fut autorisé à revenir en France, il obtint des recommandations de Charles Braibant et de Me André Weil-Curiel, qui se portèrent garants du parfait loyalisme de l'intéressé à l'égard de notre pays. Ils ne pouvaient moins faire. L'un et l'autre appartiennent à la *famiglia* Curiel, donc à la *famiglia* Aghion, et il est bien naturel de faire un geste en faveur d'un cousin. En

revanche, les autorités n'étaient pas obligées de croire sur parole les personnes qui se portent garantes.

C'est Aghion qui assure les liaisons entre Curiel, le P.C.I. et le P.C.F., et, quand on parle du P.C.F. dans cette période, il s'agit essentiellement de l'appareil anticolonial que dirigent André Marty et Léon Feix. En même temps qu'Aghion, les autres communistes égyptiens d'origine juive sont, en Égypte, l'objet de mesures d'expulsion. Ils se dispersent dans différents pays européens, en France, en Autriche, en Angleterre. Certains rejoignent Curiel en Italie, tel David Nahum, alias Jacques David, membre du comité fondateur de la Fédération syndicale mondiale.

Avec Velio Spano et Aghion, Curiel dispose donc, à première vue, d'appuis importants auprès du Parti communiste italien. C'est en tout cas l'avis de Pierre Hervé, dissident du parti communiste, qui, dans son livre *Dieu et César sont-ils communistes?,* souligne le rôle joué par Aghion [1].

Curiel et les communistes italiens

Curiel exposera beaucoup plus tard un tout autre point de vue lors de ses interviews par Marie-Dominique Gresh. Il assurera que le Parti communiste italien tout comme le Parti communiste français étaient hostiles à la politique qu'il préconisait en Égypte [2].

Selon lui, à cette époque, il fallait soutenir le complot des « officiers libres », à l'intérieur duquel des membres bien placés du M.D.L.N. s'étaient infiltrés. Mais les communistes français, tout comme les communistes italiens, étaient fort méfiants à l'égard de Neguib et de Nasser, en qui ils voyaient des agents de l'impérialisme

1. Éd. de La Table Ronde, 1956, p. 39.
2. Cf. le mémoire déjà cité.

américain. Du même coup, Curiel, avec ses projets, leur apparaissait comme un aventurier dangereux.

On trouve toutefois une version différente dans *L'Expresso,* un magazine italien progressiste [1]. Selon ce journal, ce serait une légende de croire que Curiel, en proposant de soutenir la cause de Nasser, se serait heurté pour cette raison à Moscou et aux partis communistes. « *La vérité est tout autre* — peut-on lire. *Elle a été racontée par* Renato Mieli, *à l'époque secrétaire de Togliatti* [2]. *Togliatti le chargea de savoir ce qu'il voulait. La rencontre n'eut pas lieu en un endroit secret, mais dans un café de la place Cavour. Curiel en vint rapidement à demander au P.C.I. de l'argent et des armes pour organiser une opération armée contre Nasser. Togliatti, après cela, ordonna à Mieli de rompre tout contact : "selon moi — dit-il — ce Curiel est un provocateur".* »

Cette version ne résiste pas à l'examen. Dans le même passage on lit en effet que Curiel avait été expulsé par Nasser. Or cette expulsion s'est déroulée en 1950 et le coup d'État des « officiers libres » n'aura lieu qu'en juillet 1952. A cette époque-là, Curiel est depuis plus d'un an installé en France.

Il n'est cependant pas tout à fait impossible que cette conversation se soit déroulée. Mais, si c'est dans la période de 1950-1951, Curiel a demandé de l'argent et des armes pour soutenir le complot des « officiers libres », *et non pas pour le combattre.* Et si son projet visait à renverser Nasser par la force, il faut alors situer cet entretien beaucoup plus tard, en 1954 ou 1955, à une époque où Curiel avait sans doute perdu tout espoir d'une entente entre les communistes et les militaires égyptiens. Vivant à cette époque en France dans la

1. Numéro du 4 juin 1978.
2. Alors secrétaire général du P.C. italien.

clandestinité, c'est sous une fausse identité que Curiel se serait rendu à Rome, ce qui n'est nullement impossible.

Entrée en France

C'est en clandestin, en effet, que Curiel a gagné notre pays en septembre 1951, sa femme et lui passant par la Suisse et franchissant la frontière avec de faux papiers. S'ils choisissent ce mode d'accès, c'est tout simplement que le gouvernement, sur l'avis de la D.S.T., considère le couple comme dangereux. L'homme qui dirige ce service est alors Wybot. Il a certainement de bonnes raisons de déconseiller l'octroi du visa.

Lorsqu'il sera assigné en résidence à Digne à l'automne 1977, Curiel utilisera son expulsion d'Égypte, puis d'Italie, pour faire ressortir sa condition dramatique de réfugié : Wybot a menacé, paraît-il, s'il entrait en France, de l'assigner à résidence dans le Sud algérien. Mais pourquoi, si mal accueilli, tient-il, à toute force, à résider chez nous? Sans doute la Grande-Bretagne ne voudrait pas de lui, mais il pourrait sans trop de peine trouver asile en Suisse, en Belgique, en Hollande, dans les pays scandinaves, peut-être en Allemagne ou en Autriche (où des communistes égyptiens se sont installés). Il pourrait encore émigrer derrière le rideau de fer, dans un pays socialiste.

Dans le cas de ce dernier pays, on peut invoquer l'épuration qui a commencé d'ordre de Staline et de Beria, avec le procès Rajk, suivi bientôt par celui de Slansky [1]. Un homme aussi averti et aussi subtil que Curiel a

1. Lazlo Rajk, dirigeant communiste hongrois, condamné à mort et exécuté en 1949. Rudolf Slansky, secrétaire général du P.C. tchécoslovaque, condamné à mort en novembre 1951. Exécuté. Tous deux étaient juifs (et Moscou était dans une phase antisémite).

certainement vu monter la vague antisémite que Staline encourage et qui ne sera enrayée qu'avec sa mort. Il a pu se dire que le climat dans ces régions ne valait rien pour lui.

Mais il avait d'autres possibilités. S'il entre en secret en France, c'est bien qu'il a une mission à accomplir.

La situation de clandestin, surtout quand il s'agit d'un couple, pose de sérieux problèmes. Il semble qu'ils aient été assez vite résolus, et ce pendant une durée de neuf ans, soit une belle performance. Cela suppose qu'un *appareil* pourvoie en permanence aux difficultés des sujets.

Henri et Rosette Curiel ont d'abord recours en Suisse à un sanatorium où le Kominform possède ses entrées [1]. Puis ils gagnent le territoire français avec de faux papiers.

Représentant de Cinzano?

Curiel va trouver très vite un premier emploi qui lui sert de « couverture ». Il aurait été représentant en publicité pour la maison Cinzano. Ce travail, sans doute factice, lui aurait été procuré par le comte Bernard de Plas, qui dirige l'agence du même nom, importante firme de publicité.

Arrêtons-nous un instant sur ce personnage. Bernard

1. Nous n'avons pu déterminer si c'était l'établissement où Artur London, futur accusé du procès Slansky (1952) et auteur ensuite de *L'Aveu* (Gallimard, 1968), où il raconte ses épreuves, résidait avant de regagner Prague. Le rapprochement n'est pas sans intérêt, car les sanatoriums ou les cliniques servent souvent à l'appareil international du communisme pour y « planquer » des agents et y établir des contacts. Ce fut le cas, par exemple avant guerre, à Leyzin (en Suisse) du fameux « général Muraille », chef de l'espionnage communiste en Europe de l'Ouest entre les deux guerres.

de Plas a milité avant-guerre avec Doriot. Après la Libération, opérant une renversée opportune, il est de ceux qu'attirent le communisme, la puissance soviétique, et qui acceptent volontiers de collaborer avec eux. Il fera partie d'une délégation française qui se rend à la Conférence économique de Moscou en 1951, en pleine guerre froide. A cette conférence participera aussi, toujours du côté français, le directeur de la *Librairie Nathan.* Cette librairie, qui, une dizaine d'années plus tard, emploiera, elle aussi, Henri Curiel.

Durant la même période, Rose Curiel, qui n'est pas femme à rester inactive, a trouvé un emploi au Mouvement de la paix. Elle y travaille au secrétariat de la section orientale.

Ainsi les Curiel se trouvent-ils « dépannés » l'un par un homme, l'autre par une organisation qui gravitent dans la mouvance du P.C.F. Il ne faut pas en tirer de conclusions hâtives. Ces facilités ne sont pas automatiquement la marque d'une confiance absolue accordée par la direction du P.C.F. Il est arrivé que le parti confine dans des mouvements annexes des hommes qui prêtent à suspicion : à la périphérie de l'univers communiste, des gens douteux demeurent utilisables. Écartés du sanctuaire, ils ne partagent pas les secrets profonds du parti. Et surtout, en cas d'accroc, on peut dire : « Ils n'étaient pas de chez nous! ».

Et Curiel, très vite, va connaître de singulières déconvenues.

Déconvenues

Elles sont de trois ordres : elles concernent l'orientation du communisme en Égypte; elles sont liées à l'affaire Marty-Tillon; enfin, elles ont une dimension internationale, Curiel subissant les contrecoups de la violente campagne anti-sémite qui orchestre le procès

Slansky à Prague et le complot des « blouses blanches » à Moscou [1].

Les communistes égyptiens expulsés d'Égypte par Farouk, juifs pour la plupart, s'étaient dispersés principalement dans quatre pays : Italie, France, Grande-Bretagne et Autriche. Là, ces groupes d'exilés font le siège du Parti communiste de chaque pays et tentent de le gagner à la cause du M.D.L.N., en obtenant que celui-ci soit reconnu comme le véritable Parti communiste égyptien. Simultanément, Curiel et ses amis plaident pour la poursuite de la politique qu'ils ont développée sur place, c'est-à-dire l'alliance avec Nasser. Et, tant que celui-ci n'a pas pris le pouvoir, cette ligne suppose la préparation active de la « lutte armée ».

Cette tentative est mal accueillie en Europe. Seul le *Daily Worker,* organe du P.C. britannique, prend un moment position en faveur du M.D.L.N. après le coup d'État de Neguib en juillet 1952. On y lit que « *les conseils d'officiers libres forment une coalition en nombre à peu près égal avec les membres du M.D.L.N., et de la Fraternité musulmane... Le M.D.L.N. y apparaît comme ayant une considérable influence sur les forces armées...* [2] ». Le P.C.I., de son côté, adopte une expectative prudente. Mais le P.C.F., lui, a, dès le début, pris nettement position contre le coup d'État militaire, derrière lequel il voit la main des impérialistes américains.

1. D'origine juive, Slansky et plusieurs de ses co-accusés furent présentés au procès de Prague comme des agents sionistes. Quelque temps plus tard (janvier 1953) la presse soviétique annonça la découverte d'un complot de médecins-terroristes (eux aussi d'origine juive) au Kremlin, dit « complot des blouses blanches ». Peu après (mars 1953), Staline mourut. Les médecins furent réhabilités, mais entre-temps certains étaient morts...

2. Jean et Simone Lacouture, *L'Égypte en mouvement,* pp. 249-250. Le *Daily Worker* reviendra par la suite sur cet engagement trop poussé.

Pour les communistes égyptiens, c'est un rude coup. Car le P.C.F. jouit à leurs yeux d'une cote de faveur : c'est le grand frère. A peine entré en France, Henri Curiel est venu voir Marty. Si l'on en croit ce dernier [1], il a éconduit son visiteur, au nom du principe de non-ingérence dans les affaires d'un autre parti communiste.

La déception et l'amertume de Curiel sont encore sensibles dans l'interview accordée quelque temps avant sa mort à Marie-Dominique Gresh [2]. Il explique alors que le mot d'ordre de « lutte armée » lancé par le M.D.L.N. dès la fin de 1950 a « effrayé » la section « coloniale » du P.C.F., essentiellement, assure-t-il, en raison d'une traduction défectueuse.

Les conceptions de Curiel

Mais surtout l'analyse de la situation politique dans le bassin méditerranéen, telle que le P.C.F. la formule, est en contradiction avec celle du M.D.L.N. Elle « *expliquait* — écrit Curiel — *tous les événements importants de la région par les contradictions anglo-américaines. Certes, ces contradictions existaient et exerçaient une grande influence, mais ces événements importants, le M.D.L.N. les analysait, lui, par le conflit entre forces impérialistes et forces anti-impérialistes. On voit qu'il s'agissait là d'une divergence fondamentale* [3]. ».

Ce texte bref est important. On y voit que Curiel préconise le soutien aux mouvements nationalistes « bourgeois », car il discerne en eux le fer de lance de la lutte anti-impérialiste. Cette ligne s'imposera avec la guerre d'Algérie, puis ensuite chez les peuples du Tiers-Monde, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine.

1. Voir plus loin.
2. Cf. *Politique-Hebdo,* 15 mai 1978.
3. *Politique-Hebdo,* 15 mai 1978.

Mais, pour l'heure, elle est franchement hérétique [1].

L'opposition pour cette période (1952-1954) des communistes français au « coup d'État militaire » a eu, selon Curiel, une influence néfaste sur les officiers communistes membres de la conspiration des « officiers libres ». Ils ont adopté une position totalement hostile... Ils ont été poussés à en « rajouter », et à prendre des positions de plus en plus « sectaires » à l'égard du gouvernement (Youssef Sadig va rapidement le quitter avec éclat). Ils vont jusqu'à fomenter des complots, pour tenter de s'assurer des positions dominantes. Ainsi, de l'appui ils passent à la contestation, puis à l'hostilité ouverte, ce qui va rejeter vers la droite les éléments « centristes ». La condamnation par le P.C.F. d'un dirigeant du M.D.L.N., réfugié en France, va contribuer à saper la confiance de cette organisation dans ses propres analyses [2].

Entrisme

On peut *a contrario* déduire de ce texte ce que préconisait alors Curiel : au lieu de l'opposition, l'*entrisme*. Le P.C.F. reste fidèle à la ligne classique des partis communistes sur le plan colonial. Dans un pays en voie d'émancipation, le Parti communiste peut conclure des alliances *tactiques* avec les formations de la bourgeoisie nationale qui luttent pour l'indépendance, mais il doit autant que c'est possible critiquer âprement celles-ci, et préserver farouchement ses propres organisations. (C'est la position que maintiendra encore le Parti communiste algérien dans les premiers temps de l'insurrection.)

Curiel, lui, préconise une ligne beaucoup plus souple. Dirigeant non d'un parti mais d'un *mouvement* aux

1. Dans ce texte, Curiel ne précise à aucun moment si la « ligne égyptienne » bénéficiait d'appuis du côté soviétique.

2. *Politique-Hebdo*, 15 mai 1978. Le dirigeant condamné par le P.C.F. n'est autre que Curiel lui-même.

effectifs restreints, mais très sélectionnés, sa formule est celle d'un Front national de l'indépendance à l'intérieur duquel les communistes s'affirment moins qu'ils ne s'y infiltrent. Les chances de cet *entrisme* reposent sur cette conviction — certainement celle de Curiel — que sur le plan de la politique, de l'organisation, de l'*agit prop,* et de la stratégie, les communistes sont nettement supérieurs à leurs partenaires.

Au cours de ces deux années 1952-1954, Curiel et le noyau de camarades qui lui restent fidèles vont tenter de préserver leurs positions. Ils publient à Paris une petite feuille ronéotée, *Nouvelles d'Égypte,* organe du M.D.L.N. On y trouve des attaques virulentes contre le régime militaire, qui d'ailleurs exerce une répression contre le Parti communiste, mais c'est Neguib, et non Nasser, qui, à cette époque, se trouve pris à partie. Le ton de cette publication, qui exalte l'action des partisans de la paix, est d'une grande violence. On y lit, par exemple, que la « *junte des traîtres prépare les négociations et les accords avec les impérialistes* » et dans les mots d'ordre du 1er mai figure cet appel : « *Vive la lutte armée du peuple égyptien contre l'impérialisme et la dictature militaire* [1] *!* ».

Mais les jours du M.D.L.N. sont comptés. Même si en 1954 les relations avec le P.C.F. sont meilleures qu'au moment de l'affaire Marty, la direction de ce parti n'en a pas moins activement travaillé à isoler Curiel. « *Par ailleurs* — écrit celui-ci [2] — *deux communistes d'origine égyptienne qui n'avaient en aucune façon participé aux luttes menées en Égypte étaient rentrés en France en 1950 après avoir été formés par le P.C.F. Ils avaient créé à leur arrivée le "Parti communiste égyptien", qui avait l'appui, au moins moral, du*

1. *Nouvelles d'Égypte,* 14 juillet 1954, n° 19.
2. *Politique-Hebdo,* 15 mai 1978.

P.C.F. et du Parti communiste italien. Ce groupe va adopter la même position que le P.C.F. et, à partir de septembre 1952, un nombre croissant de membres du M.D.L.N. vont quitter leur organisation pour rentrer dans le "Parti communiste égyptien". »

Unification du P.C. égyptien

Du coup, le M.D.L.N. est contraint de renverser sa position par rapport aux événements de juillet 1952 et de combattre, comme nous l'avons vu, le régime militaire au lieu de le soutenir. En fin de compte, on assistera à une unification partielle des forces communistes dispersées tant en Égypte qu'en exil. En novembre 1955, *Nouvelles d'Égypte* devient en effet le bulletin d'information du Parti communiste égyptien. La mention *bulletin du M.D.L.N.* a disparu. On apprend que le P.C. égyptien « *a été enfin constitué à la suite d'accords intervenus au début de l'année* », l'accord ayant porté sur « *la ligne politique, la tactique et les statuts du nouveau parti* ». Les organisations qui ont fusionné sont : 1° Le M.D.L.N.; 2° Le M.D.L.N., « courant révolutionnaire »; 3° Vers un parti communiste égyptien; 4° Le Noyau du Parti communiste égyptien; 5° L'Étoile rouge; 6° L'Avant-garde des communistes égyptiens; 7° L'Unité des communistes.

Deux organisations restent toutefois à l'écart de ce regroupement.

Curiel, pour sa part, est pratiquement évincé. Les communistes qui sont restés en Égypte lui ont fait nettement savoir qu'ils ne voulaient plus être dirigés de l'extérieur. En outre, le Parti communiste égyptien « s'égyptianise ». Les éléments juifs sont écartés des postes de direction, leur origine ethnique les desservant depuis qu'a éclaté le conflit avec Israël. Or, Curiel et la plupart de ses camarades en exil sont juifs.

Enfin, les retombées brutales sur sa personne de la crise Marty-Tillon, à l'intérieur du P.C.F., ont certainement porté un coup sérieux à son prestige. Même si après la mort de Staline, en 1953, la liquidation du « patron » de la police Beria, en juillet de la même année, le climat n'est plus le même à l'intérieur du P.C.F., Curiel n'en demeure pas moins un personnage peu ou prou suspect.

Victime de l'affaire Marty

C'est le deuxième aspect, très important, de ses mésaventures avec les communistes français. Au sein du P.C.F., Curiel avait un interlocuteur privilégié, André Marty, qui dirige en fait avec Léon Feix, Élie Mignot et quelques autres la section coloniale du Parti communiste. A partir du moment où Marty est mis en accusation par la direction du parti, Curiel subit le même discrédit que son interlocuteur privilégié. Et, dans l'acte d'accusation qui est dressé contre l'ancien mutin de la mer Noire, les rapports avec Curiel y figurent à titre de charge.

Marty s'est expliqué à ce sujet. Citons-le intégralement :

« *2° autre exemple : on écrit dans l'*Humanité : " *André Marty a eu à Alger et à Paris des relations avec deux Égyptiens parents d'un traître ". Le secrétariat sait bien cependant qu'en 1943-1944 Curiel et sa femme tenaient au Caire la seule librairie recevant d'U.R.S.S. tous les livres en langues étrangères et, sur notre demande, nous en approvisionnaient. Le secrétariat sait bien qu'à son arrivée à Paris, voici un an environ, j'ai reçu Curiel à mon bureau du 44* [1]*, en présence de Feix, responsable du groupe à l'Assemblée de l'Union*

1. Le 44, rue Le Peletier, siège à l'époque du P.C.F.

française. Il sait bien qu'après avoir écouté son information j'ai refusé de donner la moindre indication, un communiste français n'ayant aucun droit de donner des conseils sur son pays à un communiste égyptien.

» Le secrétariat sait bien que je n'ai plus revu Curiel. Le secrétariat sait bien que j'ai fait rencontrer trois fois la femme de Curiel en ville, à sa demande, pour en recevoir des informations sur l'Égypte, transmises aussitôt au groupe communiste de l'Assemblée de l'Union française.

» Dès que Feix m'a informé de la parenté de Curiel avec la personne en question, j'ai rompu tout contact avec lui. Mais le groupe de l'Union française a vu régulièrement les Curiel des dizaines de fois. Voilà un exemple, entre vingt, de la déformation des faits pour discréditer André Marty[1]. »

En lisant ce texte, on a nettement l'impression que Marty a voulu minimiser ses rapports avec les Curiel. En revanche, il ne manque pas de souligner que d'autres que lui les ont reçus *des dizaines de fois* au groupe communiste de l'Union française.

Dans quel dessein? Ce groupe est une sorte de quartier général de l'*appareil colonial.* Son président n'est autre que Léon Feix, second de Marty à la section coloniale, membre suppléant du bureau politique après le 13e congrès (1954), ce qui le récompense d'avoir lâché Marty.

Léon Feix, à cette époque, est le grand spécialiste de l'Afrique du Nord. Évadé du camp de Bossuet, en Algérie, le 8 décembre 1942, il s'est retourné après la Libération dans ce pays, où il a séjourné de septembre 1946 à 1950. Mais il est aussi un commis voyageur de la Révolution, effectuant entre 1947 et 1954 (année de

1. *L'Affaire Marty*, p. 48, *op. cit.*

l'insurrection) de très nombreux voyages, au Maroc, en Tunisie, en Algérie; une trentaine au total, auxquels il convient d'ajouter une demi-douzaine de déplacements au-delà du rideau de fer.

Léon Feix a été en outre accusé d'avoir transmis à l'Est des renseignements militaires concernant l'Afrique du Nord (notamment sur le déplacement d'une station radar d'Algérie en Tunisie). Mais les poursuites se sont brisées sur le mur de l'immunité parlementaire, que l'Assemblée de l'Union française a refusé de lever dans sa séance du 16 mars 1954.

Autour de Feix, on trouve aussi Élie Mignot Lachenal, ancien membre de la F.M.J.D. (Fédération mondiale de la jeunesse démocratique), d'où sortent les futurs cadres soigneusement éduqués par Moscou; Alice Sportisse, dont nous reparlerons. Il n'est pas évident que Curiel et sa femme se soient rendus tant de fois au siège de l'Union pour discuter avec tant de monde, branché sur l'Afrique du Nord, uniquement pour évoquer le sort de l'Égypte. Il est même plus vraisemblable qu'à l'occasion de ces entretiens l'ensemble des problèmes qui concernent le bassin méditerranéen ait été examiné.

On peut noter à ce propos que les clandestins Curiel, qui avaient leurs petites et grandes entrées à l'Assemblée de l'Union française, ne devaient pas être surveillés de trop près. C'est l'époque où les secrets de notre Défense nationale sont transmis au Parti communiste et au Viet-Minh [1].

Le cas Weil-Curiel ou la chasse aux sorcières

Un autre aspect du texte de Marty doit être ici éclairé. En lui reprochant ses relations avec un couple

1. Cf. l'affaire des fuites. A ce sujet, lire notamment, dans la même collection, *Complots en France,* de Jean-Renaud-Groison, Éditions Jean Picollec, 1980.

d'Égyptiens douteux, la direction du parti souligne que celui-ci a pour cousin germain un « *traître trotskiste* ».

Le « traître » et « trotskiste » en question n'est autre que l'avocat André Weil-Curiel, qui est effectivement le cousin germain d'Henri.

André Weil-Curiel n'a, à notre connaissance, jamais été membre d'une quelconque formation trotskiste. Avant-guerre, il a appartenu à la gauche du Parti socialiste. Après le congrès de Nantes, il rompt avec la S.F.I.O., pour fonder en 1937 le P.S.O.P. (Parti socialiste ouvrier et paysan), petite formation constituée par les anciens dirigeants de la tendance « gauche révolutionnaire » du Parti socialiste, comme Marceau Pivert, Daniel Guérin et Lucien Hérard.

Voilà pour le « trotskisme ». L'histoire de la « trahison » est plus complexe. Après l'armistice, en juin 1940, André Weil-Curiel se trouve à Londres. Il s'y rallie à de Gaulle et revient en France chargé d'une mission secrète. Il entrera en contact, effectivement, avec le réseau du Musée de l'homme, créé par Boris Wildé, Nordman et quelques autres. Mais, comme ce réseau est vite démantelé par les Allemands, Weil-Curiel ne tarde pas à être arrêté.

A partir de là commence pour le cousin d'Henri Curiel une période très délicate, sur laquelle il s'est longuement expliqué, puisqu'il n'a pas craint de consacrer trois tomes à ses démêlés avec les Allemands [1].

Il a affaire à un Allemand nommé Doering, qui appartient au S.D. (Sicherei Dienst), et ce n'est pas un partie facile. Mais, quand les hommes de Doering ont fait irruption au domicile de Weil-Curiel, ils y ont

1. *Le Temps de la Honte,* éd. du Myrte; cf. *Histoire de la Résistance en France* de Louis Noguères, Laffont, tome I, 1967.

découvert, bien en évidence sur son bureau, une liasse de correspondance avec Otto Abetz, ambassadeur du Reich sous l'Occupation.

Avant-guerre, au cours de voyages en Allemagne, Weil-Curiel a rencontré à plusieurs reprises Otto Abetz, alors pacifiste et socialiste comme lui. Il a lié amitié avec cet Allemand, bientôt rallié à Hitler.

Weil-Curiel s'attend à être sévèrement questionné.

Mais, au lieu d'un interrogatoire, Doering engage avec lui un dialogue. La correspondance avec Abetz a eu son petit effet.

Du dialogue, l'Allemand passe à une proposition. Est-ce que Weil-Curiel verrait un inconvénient à se rendre périodiquement à Vichy, à y rencontrer des gens, à glaner des informations, à dépouiller la presse, et, revenu à Paris, à faire sur tout cela un petit rapport que Doering lirait avec un vif intérêt? Weil-Curiel accepte. Il remplit ainsi diverses missions au cours desquelles il est défrayé de ses dépenses. Il finira par s'évader de la métropole, par gagner la France libre, et il vit la fin de la guerre en Nouvelle-Calédonie.

Dans son livre, il raconte avec force détails comment il a réussi à duper les Allemands.

A la Libération, il n'en est pas moins convoqué par la D.S.T. Pour un dialogue? Non, pour un questionnaire. On lui demande, par exemple, pourquoi il figure dans les archives allemandes sous l'identité de « Doe VIII » (8e agent de Doering). Précisons tout de suite que Weil-Curiel triomphe brillamment de cette nouvelle épreuve, qui suffirait à en abattre plus d'un. De Gaulle lui adresse une lettre où il lui dit sa confiance. Un tribunal d'honneur, formé d'anciens résistants, le lave de tout soupçon. Weil-Curiel ne sera pas traduit devant la Cour de Justice. Son honneur est intact.

Mais les communistes ne l'entendent pas ainsi. Pour eux, André Weil-Curiel, le « trotskiste », demeure un

« traître [1] ». L'aurait-il été, qu'on ne voit pas du tout pourquoi on pourrait en faire grief à Henri Curiel, qui, à la même époque, se trouve en Égypte, sans liens avec la France, et qui a servi, au Caire comme à Alger, la cause de la France libre et celle du Parti communiste français. Mais la logique stalinienne ne s'embarrasse pas de ces considérations. André Weil-Curiel sert à considérer son cousin égyptien. Curiel a déconsidéré André Marty. Que demander de plus? On peut, à cette occasion, mesurer la pleutrerie de celui-ci, puisque, sans égard pour les services qu'Henri Curiel a pu rendre dans le passé, André Marty, qui est alors le nº 2 ou le nº 3 du P.C.F., s'est empressé de rompre, il nous le dit lui-même, avec ce « suspect ».

Juifs égyptiens : suspects

Cette suspicion, les liens avec un cousin « trotskiste » et « traître » ne suffisent sans doute pas à l'expliquer. Annie Kriegel souligne qu'en 1950 Moscou impose au P.C.F. un contrôle sévère de ses adhérents juifs. « *Tantôt* (1950) — écrit-elle — *il lui faut* [au P.C.F.] *sans explication reprendre leur carte d'adhérent* à tous les communistes égyptiens en France [2] qui appartiennent en pratique à la communauté juive d'Égypte [3] ».

En 1950, si Annie Kriegel ne se trompe pas sur la date, Curiel n'est pas encore entré en France. Mais d'autres communistes égyptiens du M.D.L.N. ont pu le précéder. Cette précaution est-elle prise pour des motifs antisémi-

1. Dans son *Histoire de la Résistance en France* (Laffont, tome 1, 1967), il nous a semblé que Louis Noguères, très proche des communistes, a accueilli les explications de Weil-Curiel avec une certaine ironie.
2. Souligné par nous.
3. A. Kriegel, « Les communistes français et leurs juifs », in *L'Arche,* 20 janvier 1971, p. 51. *L'Arche* est l'organe des communautés juives.

tes, comme semble le croire Annie Kriegel? Ou est-elle une mesure désavouant une fraction du communisme égyptien en raison de sa stratégie « aventuriste »? La question demeure posée.

De Curiel au procès Slansky

Mais on ne peut pas ne pas tenir compte de la dimension internationale du cas Curièl, en raison de ses origines juives. Parce qu'il était juif, il a été expulsé par Farouk. Parce qu'il était juif, il va être bientôt, à partir de 1954, jugé indésirable à la tête du Parti communiste égyptien, qui tient à la fois à « s'égyptianiser », et à rejeter une direction extérieure. Et, parce qu'il est juif, il va aussi subir le contrecoup de l'offensive « antisioniste », en fait antisémite, qui se développe à Moscou avec le procès Slansky et le complot des « blouses blanches ».

La direction du P.C.F. doit évidemment en tenir compte. Annie Kriegel, dans le même article, signale qu'à la même période le P.C.F. oblige une militante aussi en vue que Madeleine Braun, vice-présidente de l'Assemblée nationale, à se démettre de ses fonctions, sous prétexte qu'elle aurait été en contact avec Noël Haviland Field [1]. Si l'on ajoute que Curiel est couramment traité par ses rivaux du mouvement communiste égyptien de « trotskiste », de « titiste », d' « aventurier », et même de « criminel », on conçoit qu'il y a toutes sortes de bonnes raisons pour qu'il soit mis à l'écart et traité en pestiféré.

Il y a peut-être une raison supplémentaire : c'est que les protecteurs de Curiel dans les services soviétiques, ceux avec qui il était en relations au temps de la librairie

1. Agent américain d'un service d'espionnage soviétique. En contact, sous l'Occupation, avec l' « Orchestre rouge ». Disparaît derrière le rideau de fer au moment du procès Slansky. Réapparaît après le rapport Khrouchtchev (1956). Voir chapitre VIII.

du Rond-Point, ou quand il voulait acheter des cinémas au Caire pour y projeter des films soviétiques, sont peut-être eux-mêmes juifs et en disgrâce.

Personnages marginaux, Curiel et sa femme fréquentent enfin un milieu particulier, celui du Mouvement de la paix et de l'hebdomadaire *Action*[1]. Or, ce milieu est très divisé sur la politique internationale à suivre. Tout une tendance, menée en particulier par Yves Farges, est violemment hostile au réarmement allemand en R.D.A., décidé par Staline.

L'opinion de Pierre Hervé

Il faut citer ici le passage où Pierre Hervé, un des animateurs d'*Action*, évoque la silhouette de Curiel dans la crise qui secoue le P.C.F. en 1952 :

« *En réalité* — écrit-il — *Thorez agissant sous la direction de Beria ou Beria agissant sous le nom de Maurice Thorez, ou au moyen de l'équipe composée de Jeannette Vermeersch, Laurent Casanova, François Billoux, Marcel Servin*[2], *a dirigé de l'Union soviétique les procès contre Marty et Tillon.* Il ne s'agissait pas

1. Hebdomadaire qui avait pour directeur Yves Farges et auquel collaborait, entre autres, Pierre Hervé. *Action* reflétait les positions du Mouvement de la paix. Une réaction très nette s'y dessina contre le réarmement de l'Allemagne de l'Est, voulu par Staline. Quelque temps plus tard, *Action* cessait de paraître, alors même que son directeur, Yves Farges, voyageait en U.R.S.S. Il devait y décéder à la suite d'un accident de voiture, que Pierre Hervé tenait pour suspect, mais que Mme Farges jugeait avoir bien été accidentel.

2. Jeannette Vermeersch, épouse de Thorez, membre du bureau politique et député de la Seine, Laurent Casanova, ancien secrétaire de Thorez, membre du C.C. et député de Seine-et-Marne, et François Billoux, membre du bureau politique et député des Bouches-du-Rhône, Marcel Servin, secrétaire à l'organisation. Servin et Casanova furent épurés du Parti communiste en 1961 (cf. note 24, en chapitre 5). Servin étant remplacé à l'organisation par Georges Marchais. Tous deux sont aujourd'hui décédés, ainsi que Billoux.

seulement d'une affaire française mais d'une affaire soviétique et internationale. *La preuve en est que fut mis en cause publiquement un militant égyptien en raison de ses relations accidentelles avec André Marty. Ce militant, membre du "Mouvement égyptien de libération nationale", s'appelle Henri Curiel : il avait d'excellents contacts avec le parti communiste italien et il défendait dans le mouvement national égyptien la politique qui s'exprimait également dans* Action *et avait — je l'affirme —* l'approbation de personnalités soviétiques. *Mais n'est-ce pas cette politique qui a prévalu dans le parti communiste unifié d'Égypte? Pourtant, les communistes des pays arabes qui ont demandé des explications à la direction du parti communiste français au sujet de la suspicion jetée par elle sur Henri Curiel n'ont jamais reçu la moindre réponse*[1]. »

Cette politique, défendue à *Action* et dans de larges secteurs du Mouvement de la paix, se caractérise effectivement par une certaine ouverture et par la tendance à constituer dans différents pays (dont l'Égypte) un rassemblement de front national. C'est la politique de Curiel. Mais, au même moment, dans le climat de la guerre froide, la direction du P.C.F. se replie, se durcit, s'installe sur des positions classe contre classe dans la bataille contre l'impérialisme, conformément aux directives du Kremlin rapportées à Paris par François Billoux[2].

Mais, au Kremlin, les choses n'étaient peut-être pas aussi simples. Il y avait deux « lignes », affirme Pierre Hervé : celle de Staline et de Beria, qui dictent les

1. *Dieu et César sont-ils communistes?*, p. 39 (passages soulignés par nous).

2. Avant les violentes manifestations en 1951 contre la présence du général américain Ridgway à Paris et l'arrestation de Duclos.

verdicts du procès Slansky, qui amorcent l'affaire du « complot des blouses blanches », et, en pointillé, une ligne différente dont Pierre Hervé ne nomme pas les chefs de file, mais qu'il évoque, quand il écrit que Marty se méfiait des services de Beria et qu'il communiquait « *discrètement avec un personnage soviétique inconnu*[1] ».

Pris dans une tourmente qui balaie Marty et Tillon, qui entraîne la disparition brutale de l'hebdomadaire *Action,* qui agite de remous le Mouvement de la paix, et entraîne peut-être la mort d'Yves Farges, comment va réagir Curiel quand il est accusé publiquement? Il n'y a pas trace de ses protestations. Apatride, en situation irrégulière en France, il se trouvait assurément en position délicate. Il n'avait aucun intérêt à attirer l'attention sur lui.

Curiel sort de l'isoloir

Mais en janvier 1953 Staline meurt. Beria, six mois après, est liquidé. Avant même le rapport Khrouchtchev et la condamnation du stalinisme, le climat n'est plus le même. L'antisionisme qui pouvait déboucher sur un nouveau conflit mondial est rangé, avec son cortège de procès, au rayon des accessoires. Curiel n'est pas plus réhabilité que Marty et Tillon par le P.C.F., mais sans doute n'est-il plus l'objet des mêmes mises à l'écart. On pressent qu'il dégage néanmoins quelque odeur de soufre.

Nous ignorons complètement comment, avec qui, à quelle date, les contacts sont repris (ont-ils même jamais entièrement cessé?). On peut seulement noter, d'après le numéro 19 (14 juillet 1954), de *Nouvelles d'Égypte,* que nous avons déjà cité, que les rapports entre le M.D.L.N.

1. *Op. cit.*, p. 39.

et le P.C.F. se sont sensiblement améliorés. *Nouvelles d'Égypte* reproduit en effet un passage de *L'Humanité* (9 juin 1954) signalant que « *deux messages adressés au 13e congrès de notre parti sont parvenus hier à Paris. Il s'agit de ceux du Mouvement démocratique de libération nationale égyptienne (M.D.L.N.) et du Mouvement soudanais de libération nationale*[1]. »

Le texte du message adressé par le M.D.L.N. au P.C.F. salue en celui-ci « *le parti de la Résistance, celui qui le premier en France a dévoilé les véritables buts de domination des impérialistes américains, le véritable champion de l'indépendance nationale, le défenseur acharné de la cause des peuples coloniaux, qui n'a cessé de lutter avec acharnement pour l'arrêt de la guerre déclenchée par les colonialistes français au Vietnam, le parti qui lutte sans arrêt pour la satisfaction complète des revendications nationales des peuples marocain, tunisien, algérien, et de tous les peuples soumis par le colonialisme français* ».

Ces compliments qui vont tous dans le même sens (l'exaltation de l'indépendance nationale et de l'émancipation des peuples) n'ont évidemment pas été choisis au hasard.

On en a une confirmation quand on considère la teneur du message adressé dans le même numéro au P.C. britannique, à l'occasion d'une conférence des pays soumis à la domination de la Grande-Bretagne, à laquelle, étrangement, le M.D.L.N. n'a pu envoyer une délégation. On y lit que le P.C. britannique est un modèle d'internationalisme prolétarien. Compliment auquel le P.C.F. n'a pas eu droit. Dans le langage codé de la politesse communiste, ces omissions, de même que l'accentuation de certains points, ont une signification parfaitement perçue par les intéressés.

1. Où Curiel a joué également un rôle important. Il a en particulier formé plusieurs cadres du Parti communiste soudanais.

Monsieur Marcel?

Dans cette année 1954, où Curiel, par force, rompt les amarres avec le P.C. égyptien, mais conserve des attaches avec le mouvement communiste soudanais, s'amorce la grande aventure qui va faire de lui un pionnier de la lutte anti-impérialiste dans le monde entier. Mais dans cette période la tâche qui lui est assignée, ou qu'il a sollicitée, se limite au bassin méditerranéen, et singulièrement à ces pays d'Afrique du Nord évoqués dans *Nouvelles d'Égypte.*

Curiel, sous une fausse identité, s'est-il rendu en Afrique du Nord? A ce propos, certaines sources font état d'un mystérieux agent du Kominform, qui, à la veille de l'insurrection algérienne, aurait opéré au Maghreb.

On trouve cette information à la fois dans *l'affaire des fuites* [1] et dans *La lettre d'information* de Pierre Faillant de Villemarest, un des spécialistes des questions subversives à notre époque [2]. Tous deux évoquent la présence en Afrique du Nord, à la veille de l'insurrection algérienne, d'un agent *russe,* opérant sous le pseudonyme de *Marcel,* précisément en compagnie de Léon Feix, pour exécuter sur place les consignes de Suskov, un personnage non identifié (Suslov?)

Curiel, nous le savons, n'est pas Russe. En revanche, il aura recours, tout au long de sa carrière, à des pseudonymes qui sont presque toujours des prénoms. Younès (en Égypte), puis en France Marcel, Julien, Jacques, Guillaume... et les autres. L'erreur porte-t-elle sur la nationalité ou sur l'individu? En admettant qu'il se

1. Publiée par Jean-André Faucher et Lucien Febvre-Éditions E.F.I.-1955.
2. Cf. sa *Lettre d'information* du 16 août 1976. Cette version a été reprise le 21 juin 1978 par *Foreign Report,* lettre confidentielle de *The Economist.*

soit agi de Curiel, faut-il croire que Feix et lui aient eu pour mission d'allumer l'incendie? Ou bien poursuivaient-ils d'autres buts[1]? Ces points demeurent nébuleux.

Curieux silences de Baranès

Il est étrange également que Baranès, ce membre du Parti communiste français, collaborateur d'*Action* et du quotidien crypto-communiste *Libération,* journaux auxquels il fournissait des échos, lié à son directeur, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, mais qui en même temps renseignait le commissaire anticommuniste Dides avant d'être une vedette au procès des fuites, il est étrange que Baranès n'ait jamais fait mention de Curiel ni dans ses dépositions au procès, ni par la suite.

Or Baranès connaissait nécessairement Curiel. Originaire de Tunisie, ce petit bonhomme chafouin et volubile appartenait à la fameuse section coloniale. Il fréquentait assidûment Feix, Élie Mignot, Alice Sportisse. Il venait souvent, comme Curiel, à l'Assemblée de l'Union française. Enfin, il fréquentait, comme Curiel, *Action.*

Il existe aussi une preuve déterminante. Déposant au procès des fuites, l'ancien commissaire des brigades spéciales Charles Delarue, qui travaille pour le service du commissaire Dides, tout comme Baranès, vient expliquer au tribunal combien son informateur a rendu de précieux services. De façon assez confuse, Delarue évoque une mystérieuse affaire des deux imprimeries, que Baranès a permis de découvrir. Or, chacune d'entre elles travaille pour une fraction différente du P.C.

1. L'insurrection de la Toussaint a été déclenchée par les hommes du C.R.U.A. en liaison avec les services spéciaux égyptiens, auprès desquels l'organisation nationaliste était représentée par Ben Bella. Tout indique que le P.C.A. et le P.C.F. ont été surpris par cette initiative. Ce n'était peut-être pas le cas de Curiel.

égyptien, et Delarue cite, d'une façon qui a été mal comprise par le sténo du tribunal, le M.D.L.N.[1].

Connaissant le M.D.L.N., Baranès ne pouvait ignorer Curiel.

De cette existence de deux fractions du communisme égyptien, Delarue, estimant qu'elles sont toutes deux téléguidées par le Parti communiste français, tire la conclusion que celui-ci mène une double politique.

« *C'est tout le jeu du parti que j'explique* — s'exclame Delarue. *Il se sert à la fois et de lui et des adversaires qu'il a pu acheter pour conduire à deux guides dans des affaires comme la guerre d'Algérie*[2]. »

C'est là un langage embarrassé. Mais on discerne la pensée de Delarue : il veut dire que dans le conflit algérien le Parti communiste a une double attitude : l'officielle, qui consiste à prendre ses distances avec la rébellion, et une autre, qui consiste à la soutenir de manière occulte. « *C'est par lui* [Baranès], assure-t-il, *que le travail réel effectué à l'intérieur de la section coloniale vers l'Algérie, vers l'Afrique du Nord, a été connu. C'est par lui que nous avons appris le voyage de M. G. Feix, responsable de la section coloniale, vers la Tunisie et ensuite l'Égypte...* »

Les choses sont peut-être plus compliquées qu'une politique de double jeu froidement élaborée par un état-major. Nous allons le voir en suivant la démarche particulière de Curiel dans le conflit algérien.

1. *La France trahie.* Plaidoirie de Me Tixier-Vignancour, p. 52. Éditions Amiot-Dumont, 1956.
2. *La France trahie, op. cit.*

IV

LES SUPPLÉTIFS DU F.L.N. AMATEURS, SEMI-AMATEURS...

En mars 1957, Maurice Maschino est professeur au Maroc. Il reçoit une convocation des autorités militaires françaises, pour participer aux opérations en Algérie. Il est profondément hostile à cette guerre. Il refuse d'obéir. Insoumis, il gagne la Tunisie, où il sera recueilli et aidé par un réseau de soutien.

Un an et demi plus tard, en septembre 1958, le sous-lieutenant Jean-Louis Hurst, qui effectue son service en Allemagne, est sur le point d'être affecté en Algérie. Il déserte.

C'est la voie de la désertion qu'a choisie également l'aspirant Maillot. Le 5 avril 1956 il quitte la caserne de Miliana, à bord d'une camionnette qui transporte un lot d'armes diverses, dont 135 mitraillettes. Ces armes seront livrées plus tard à l'A.L.N. (Armée de libération nationale algérienne). Maillot, pour sa part, ne rejoint pas son corps. Dès le 2 juin, il sera tué au cours d'un engagement qui oppose un embryon de maquis communiste aux troupes françaises.

A première vue, ces trois actes sont identiques. Mais, quand on va plus loin dans l'analyse, on constate que le comportement de Maillot, communiste, est nettement distinct de celui de Hurst, communiste lui aussi, du moins à l'origine, et de celui de Maschino, qui est simplement de gauche.

Maurice Maschino en refusant d'obéir à l'ordre de mobilisation, Jean-Louis Hurst en abandonnant son corps, ont accompli ce que les communistes nomment (avec réprobation) des « actes individuels ». Ils ont obéi à leur « conscience », démarche typiquement petite-bourgeoise. Toute la tradition antimilitariste des bolcheviks, depuis Lénine, condamne ces choix. L'insoumis, le déserteur, l'objecteur de conscience — affirme l'école léniniste — se coupent des masses, qui n'imiteront pas leur geste isolé. En conséquence, en cas de guerre impérialiste, le devoir du soldat communiste est de répondre à l'ordre de mobilisation. Obéissance toute de surface. Dans son unité, sa tâche sera, par un patient travail de propagande, d'agitation et de noyautage, de modifier l'état d'esprit originel de ses camarades, et, le moment venu, de provoquer une mutinerie, par là de transformer la guerre impérialiste en guerre civile, de substituer l'armée de la classe ouvrière, l'Armée rouge, à l'armée du capitalisme chauvin.

Cette doctrine, élaborée avant octobre 1917, qui en est l'illustration, a été réaffirmée par les différents congrès du Komintern, et mise en pratique par le P.C.F. au moment de l'occupation de la Ruhr (1923), de la guerre du Rif (1926) et de la « drôle de guerre » (1939-1940) [1].

N'a-t-on pas, toutefois, constaté, en particulier pendant la guerre du Rif, des actes de désertion, approuvés voire exaltés par *L'Humanité?* Certes, répondent les propagandistes du Parti, mais c'étaient des mouvements *collectifs,* des tentatives de fraternisation avec les

1. Cf. Lénine et Zinoviev, *Contre le courant,* Bureau d'édition de diffusion et de publicité, 1927 et thèses et résolution du VI[e] congrès de l'Internationale Communiste (I.C.), 1928.

rebelles. C'étaient là les amorces d'une insurrection généralisée, demeurée à l'état embryonnaire.

En 1960, Maurice Thorez réaffirme nettement ces principes [1] et met de nouveau en garde les militants contre les actes individuels et l'aventure. Le contingent est parti servir en Algérie : le jeune communiste mobilisé se doit d'y rester, immergé au milieu des masses. S'il en a la possibilité, il est prié de suivre les cours du peloton, afin de devenir un gradé : sergent, ou aspirant comme Jean-Louis Hurst ou Maillot. Il est utile d'acquérir une technique militaire, pour le jour éventuel où la conjoncture historique provoquera (peut-être) une levée de crosses contre les généraux.

Un patriote algérien

Quid alors d'Henri Maillot?

Eh bien, Maillot, membre du Parti communiste algérien (P.C.A.), filiale du P.C. français, n'est, en dépit des apparences, nullement infidèle à ces consignes. Son acte une fois accompli (qui soulèvera en Algérie et en métropole une vive émotion), la propagande communiste a bien soin de le présenter comme un *patriote algérien.* Maillot, nous dit-on, a agi sur ordre de son parti, le parti d'une autre nation, une nation en voie de formation. Il ne commet donc pas un « acte individuel », et il ne déserte pas, à proprement parler. Il rompt avec une armée étrangère qui occupe le sol de sa patrie, pour rallier *son* armée. Et il fait un acte efficace, puisqu'il apporte avec lui du matériel militaire [2].

Succès technique, l'opération Maillot se solde en défi-

1. Cf. *L'Humanité* du 4 octobre 1960, relatant le discours de clôture de Maurice Thorez aux journées de travail sur l'éducation à Choisy-le-Roi, le 2 octobre précédent.

2. Cette présentation des faits par la propagande communiste est fallacieuse : Maillot était en effet engagé volontaire.

nitive par un grave revers politique pour le Parti communiste algérien. Les mitraillettes et les autres armes volées par l'aspirant étaient en effet destinées à armer un maquis communiste constitué dans la région d'Orléansville, où le P.C.A. possède des bases d'appui. Elles seront récupérées par l'A.L.N. Les communistes algériens devront renoncer à leur rêve de posséder leur propre force armée, étape importante, car elle permettrait au P.C.A., entré tardivement dans la rébellion, d'être au lendemain de l'indépendance une force avec laquelle le F.L.N. se devrait de compter.

Le P.C.A. ne rattrapera jamais ce retard historique. De son côté, la direction du P.C.F. ne cessera pas de considérer avec prudence, avec réticence, avec méfiance, l'évolution de ce conflit. Après l'insurrection de la Toussaint (novembre 1954) elle a pleinement conscience que l'opinion française, y compris celle de la classe ouvrière, n'est pas encore mûre pour l'indépendance. Au début du conflit, tous les hommes politiques français, y compris Mendès France et François Mitterrand, proclament que l'Algérie c'est la France.

Exception faite d'une très courte période où éclosent de violentes manifestations au départ du contingent — automne 1955 [1] — le P.C.F. se gardera de prendre la tête d'une campagne de masse analogue à celle qu'il a lancée contre « la sale guerre d'Indochine » [2]. Il compte d'autant moins le faire que sur le plan intérieur il cherche le rapprochement avec les socialistes. Or, après les élections de 1956, c'est le gouvernement du socialiste Guy Mollet qui envoie au printemps 1956 le contingent en Algérie, fait arraisonner Ben Bella le 22 octobre 1956, commande l'expédition de Suez (qui démarre le 31 octobre 1956) et c'est le socialiste Robert Lacoste,

1. A la gare de Lyon, à Rouen, Tours, Nantes, Valence, etc.
2. A noter qu'il n'emploiera jamais l'expression « sale guerre » pour parler de la guerre d'Algérie.

ministre résident en Algérie, qui dirige avec fermeté la lutte contre le F.L.N.

Vers l'insoumission

Cette semi-passivité, au moins apparente, qui va se prolonger pendant huit ans (de l'insurrection aux accords d'Evian en mars 1962) engendre dans une fraction marginalisée de la gauche (chrétiens, pacifistes, trotskistes, certains syndicalistes, jeunes étudiants qui rechignent au service militaire, intellectuels sensibilisés par Sartre, voire certains militants communistes travaillés par l'activisme) un sentiment de frustration et d'amertume. Assez vite, on se dit dans ce milieu : « Il faut faire quelque chose... »

Quoi? Des pétitions? Des manifestes? Les meetings risquent d'être interdits. Les démonstrations de rues n'attireront pas grand-monde. Dans quelques cerveaux germent des idées d'insoumission, de désertion, en réaction parfois contre la ligne du Parti. C'est en obéissant aux consignes de la direction que l'instituteur communiste Jean-Louis Hurst est devenu sous-lieutenant. Seulement, il ne tarde pas à acquérir la conviction qu'au sein de l'armée « colonialiste » il ne peut rien faire contre la guerre d'Algérie. Il se sent isolé, étouffé, écrasé, comme nombre de ses camarades, par une machine implacable [1].

Maschino, dans son livre *L'Engagement,* développe une argumentation identique. Réfutant Thorez, il assure que dans une armée fascisée le soldat révolutionnaire ne peut agir. Les mutineries sont inconcevables. En réalité, ce soldat sert, comme les autres, l'ordre établi.

Pour Maschino comme pour Hurst, l'insoumission et

1. Cf. sur ce sujet son témoignage in *Libération,* 8 mai 1978, et son livre *Le Déserteur* publié sous le pseudonyme de « Maurienne », aux éditions de Minuit, 1960.

la désertion ne sauraient être considérées comme des réactions purement individuelles, des sortes de refuges où, gagnant l'étranger, on échappe égoïstement au lot commun. Pas davantage, il ne s'agit de se placer, comme Romain Rolland, au-dessus de la mêlée, et de juger les antagonistes avec le détachement que procure le confort suisse. « *La désertion* — écrit Maschino — *ne se comprend pas, elle n'a plus de sens, si l'on n'y reconnaît pas une volonté d'action, mieux, comme une action naissante et qui tend — comme le mot le développait de " Jeune Résistance ", à l'action collective*[1]. »

Voilà qui concerne tous ceux qui ont un rapport direct avec l'institution militaire. Mais les autres?

Il y a des gens qui manifestent très tôt leur désir d'aider concrètement la rébellion. De se mettre à son service. En jouant auprès d'elle, et à sa demande, le rôle de convoyeur, en l'aidant à transporter des fonds ou des armes, à héberger des militants, à faciliter leurs liaisons, etc. Ces volontaires, ces auxiliaires du F.L.N., se recrutent à l'origine pour l'essentiel dans trois milieux : les chrétiens de gauche, les trotskistes, les intellectuels qui gravitent autour des *Temps modernes*[2] ou de la N.R.F.

L'humaniste Francis Jeanson

Francis Jeanson et sa femme Colette sont des produits typiques de ce milieu. Le premier est ce qu'on appelle un brillant sujet. Agrégé de philosophie, il a été, dit-on, l'élève préféré de Sartre et le secrétaire de rédaction de la revue *Les Temps modernes*, à laquelle Curiel aurait collaboré épisodiquement.

C'est aussi, ce que l'on dit moins, un fils à papa, reçu, comme sa sœur, par le Tout-Paris et le Tout-Province.

1. *L'Engagement*, Maspero, 1961, p. 30.
2. Revue progressiste animée par Jean-Paul Sartre.

Son père est le secrétaire d'un riche avocat international, Alexandre Englebert, domicilié à Paris, dans la très cossue avenue George-V, disposant d'une très grosse fortune, et qui a parmi ses clients l'Aga Khan et Maurice de Rothschild.

Pourquoi Jeanson a-t-il pris fait et cause pour l'Algérie rebelle? On explique en général que c'est par humanisme, mobile vague. L'association de ce concept et de la notion de clandestinité a quelque chose de discordant.

Selon Hervé Hamon et Patrick Rotman [1], les Jeanson, qui en 1948 se trouvaient en Algérie, auraient été bouleversés par les traces laissées dans les esprits par la répression brutale succédant au soulèvement de Constantine [2]. Plus tard, Jeanson aurait été choqué par l'arrogance méprisante des administrateurs et des gros colons. Ces mobiles ne suffisent pas, à notre sens, à expliquer que Jeanson et sa femme plongent dans l'action illégale, au lieu de se contenter, comme leurs camarades de signer des livres dans des cocktails.

Quoi qu'il en soit, Francis et Colette — qui est alors permanente à France-U.R.S.S. [3] — veulent, dès les origines de la rébellion, rencontrer ceux qui la dirigent. Le contact sera noué grâce à un chrétien de gauche, le professeur André Mandouze, qui exerce à la faculté d'Alger. Colette, en dernier ressort, lui téléphone et Mandouze l'adresse à un jeune médecin, Pierre Chau-

1. *Les Porteurs de valise — La résistance française à la guerre d'Algérie*, p. 30; Albin Michel, 1979.

2. Soulèvement nationaliste durement réprimé, notamment par l'aviation, dont le ministre était le communiste Charles Tillon.

3. France-U.R.S.S. : une des organisations satellites du P.C.F., fortement contrôlée par les agents soviétiques. Les communistes ne sont pas les seuls à y avoir adhéré. On y trouva François Mauriac, le socialiste Guy Desson, des R.P.R. Être « permanent » dans ce genre d'association signifie qu'on vous y accorde un certain degré de confiance.

let, chrétien lui aussi, qui la guide jusqu'à un bidonville des environs d'Alger.

« *Là,* raconte Colette Jeanson, *j'ai découvert de véritables militants et j'ai compris que le C.R.U.A. disposait d'une audience réelle* [1] ».

Mandouze est partout

Ne quittons pas André Mandouze, long et maigre personnage, au profil maussade, une des éminences des chrétiens progressistes. Ancien résistant, il a côtoyé les communistes après la Libération, gagné ensuite l'Algérie. C'est un des collaborateurs d'*Esprit,* la revue que dirige Emmanuel Mounier, auquel succédera Jean-Marie Domenach. Il est de ces personnages qui occupent des places-charnières.

Ainsi, il dirige à Alger, en 1954, une revue, *Consciences maghrébines*, qui trouve en métropole son répondant dans le groupe « Coopération ». L'animateur de ce groupe où s'active un ancien séminariste, Jacques Berthelet, futur membre du réseau Jeanson, est un ami de Mandouze, Roger Colas. Participent aux réunions de ce petit noyau des immigrés, des chrétiens et des marxistes.

« *Dans ce vivier où se côtoient communistes oppositionnels, rescapés du trotskisme et promoteurs de ce qui se nommera prochainement la Nouvelle Gauche, la cause de l'indépendance algérienne pénètre les esprits. Cercle quasi confidentiel, ignorée du grand nombre, limitée aussi, la petite équipe de chrétiens progressistes qui édite la* Quinzaine. *Eux non plus ne sont pas étonnés par les explosions du 1er novembre. Immédiatement, ils prennent parti avec une netteté qui alourdit leur dossier*

1. Hamon et Rotman, op. cit. Le C.R.U.A. est l'organisation qui a déclenché l'insurrection de la Toussaint et qui deviendra le F.L.N.

à Rome — d'où leur est signifiée, en janvier 1955, l'interdiction pontificale. Sans se décourager, ils relancent un périodique plus modeste, Le Bulletin. »

Au *Bulletin* [1] succédera *Lettre,* inconnue du grand public. C'est un centre de contacts très important que nous allons revoir à l'œuvre plus tard en liaison avec le réseau Curiel. Outre Mandouze, qui exerce dans ce cercle une influence prééminente, on y trouve des laïcs comme Jacques Chatagner, du Mouvement de la Paix, Elia Perroy, Martine Sevegrand, ainsi que des religieux (les pères Joseph Robert, Roqueplo, Chenu, Blanquart) et des pasteurs (Cazalis, Rognon...). La secrétaire administrative du *Bulletin* est Anne-Marie Chaulet, sœur du jeune médecin par qui, grâce à Mandouze, Colette Jeanson a pu rencontrer des dirigeants du C.R.U.A. Elle est fiancée à Salah Louanchi, Algérien nationaliste, d'abord membre du M.T.L.D. de Messali Hadj, puis rallié au F.L.N. Recherché par la police au début de la rébellion, il va se réfugier chez l'abbé Scotto, ami de Mandouze.

Jamais lassé, Mandouze transmet les messages du F.L.N. à Pierre Mendès France. Il rencontre aussi le chef adjoint de cabinet de Guy Mollet, Faucon. Expulsé d'Algérie et affecté à Strasbourg, c'est chez lui que l'officier Jean-Louis Hurst viendra frapper en juin 1958, alors qu'il a pris la décision de déserter.

C'est encore Mandouze qui a formé à *Consciences Maghrébines* le noyau qui en Algérie va aider le F.L.N. : Pierre Chaulet et sa femme Claudine, chez qui se dérouleront les pourparlers F.L.N.-P.C.A.; André Galice, conseiller municipal; Aline Bouveret, épouse

1. Hamon et Rotman, *op. cit*. Dans la *Quinzaine* du 15 novembre 1954, Mandouze écrit : « *En Algérie, qui mettra fin aux deux formes actuelles du terrorisme organisé : la police et la presse?* ». L'interdiction de la presse réclamée par un homme qui se pose en défenseur de la liberté d'expression donne à réfléchir.

du jeune comédien Jacques Charby, qui secondera activement Jeanson, Cécile Verdurand...

Le jour de l'arrestation de cette dernière (9 novembre 1956), Mandouze sera à son tour appréhendé (tandis que sa résidence de Neauphle-le-Château est perquisitionnée), mais remis en liberté dès le 19 décembre, grâce à une campagne qui mobilise Mauriac, Domenach et Robert Barrat, tous deux journalistes catholiques progressistes, Georges Suffert, journaliste de *Témoignage chrétien,* hebdomadaire chrétien de gauche, mais aussi André Frossard, journaliste à *L'Aurore.* Devenue boîte aux lettres du F.L.N., Cécile Verdurand recevait le courrier de la direction extérieure destiné à Louanchi, chef du F.L.N. en France. On découvrit chez elle un paquet de lettres. Tout cela parce que le nom de cette jeune fille figure sur le carnet de Ben Bella, dont l'avion vient d'être arraisonné.

Des trotskistes à la Nouvelle Gauche

L'immobilisme du P.C.F. est sans doute un stimulant pour précipiter les trotskistes, qui ont derrière eux un long passé de méthodes clandestines, dans l'aide aux Algériens. Seulement, déjà divisés, ils n'ont pas les mêmes poulains. Les lambertistes (partisans de Pierre Lambert) vont soutenir le M.N.A. (Mouvement national algérien) de Messali Hadj. Les disciples de Pierre Franck, adhérents du P.C.I. (Parti communiste internationaliste), vont au contraire appuyer le F.L.N. De part et d'autre, quelques centaines de membres, mais rompus aux méthodes illégales.

Le reste est une nébuleuse qu'on peut classer sous le terme de Nouvelle Gauche. On y trouve des étudiants, des comédiens, des enseignants, des syndicalistes, ou des membres de l'U.G.S. (Union de la gauche socialiste), qui donnera naissance au P.S.U. et qui exprime assez bien

un courant à la fois favorable à l'Algérie indépendante et hostile au fascisme, surtout après Mai 1958.

Après quelques tentatives éparses dont celles des trotskistes de Franck, c'est Francis Jeanson qui va canaliser ce courant.

Les premiers contacts ont lieu à la fin de 1956, entre Louanchi et Jeanson. Autour de ce dernier on trouve : Berthelet, Louis Orhant, un communiste qui déserte le 1er septembre 1956; Hélène Cuenat, communiste elle aussi; Étienne Bolo, un enseignant qui a appartenu un bref moment au P.C.F. et qui sera accusé un moment, au cours de l'été 1971, d'avoir volontairement allumé des incendies sur la Côte d'Azur. Il s'agit essentiellement d'assurer la diffusion de *Résistance algérienne,* organe du F.L.N.

Si le réseau en est à un stade balbutiant, c'est que la Fédération de France du F.L.N. n'est pas encore vraiment organisée. Au reste, ses deux premiers dirigeants, Louanchi et Lebjaoui, sont bientôt arrêtés (le 26 février 1957). Plusieurs militants trotskistes le sont aussi.

Il est assez surprenant de constater que Jeanson ne l'est pas, alors qu'il a été repéré par certains services de police.

Interception dans le Doubs

Selon un rapport du commissaire spécial chef du secteur frontière du Doubs adressé au directeur des renseignements généraux le 28 mars 1957, Jeanson, en compagnie de Jacques Berthelet, est contrôlé par les douanes au poste du col des Roches. Dans sa 2 CV JJ25 EG 75, on saisit plusieurs exemplaires du livre *Contre la torture* (Le Seuil) de Pierre-Henri Simon, critique littéraire au *Monde,* et *Les rappelés témoignent* [1]; une

1. Ces deux livres sortent en mars 1957.

brochure de 32 pages du F.L.N. *Pour assurer le triomphe de l'indépendance algérienne; pour l'indépendance nationale.*

Interrogés, les deux hommes disent se rendre à Berne, où ils doivent tenir une conférence sur le problème algérien.

Un peu plus tard, le 20 juin 1957, Jeanson est de nouveau contrôlé au poste des douanes de Morez. Il est cette fois en compagnie d'un Nord-Africain négociant de Sfax, dont ni l'adresse ni l'identité ne sont révélées.

Ils viennent de Suisse et se rendent à Paris. Dans leur voiture, deux kilos de journaux suisses en langue allemande.

Après cela, on ne peut dire que l'attention n'ait pas été attirée sur les allées et venues de Francis Jeanson. Et pourtant, pendant plus de deux ans, il va déjouer la surveillance policière. La D.S.T. est-elle à ce point inefficace? Non. Mais il ne faut pas toucher au fils de papa Jeanson, au disciple de Sartre, à l'ami de ministres gaullistes comme André Malraux.

Boudaoud prend les choses en main

Les choses changent pour le réseau d'aide au F.L.N., à partir du moment (juillet 1957) où cette organisation délègue à Paris Omar Boudaoud. Celui-ci réorganise solidement la Fédération de France du F.L.N. Il rencontre presque aussitôt Jeanson, dans une voiture garée à Paris, place du Châtelet, près du théâtre Sarah-Bernhardt : il lui reproche son amateurisme. Une autre réunion a lieu en octobre 1957, chez Jeanson au Petit-Clamart, dans la banlieue parisienne.

C'est le véritable point de départ du réseau qui, outre le noyau initial des amis de Jeanson, englobe à présent certains prêtres : Mamet, Urvoas et Robert Davezies. Ils vont rendre au F.L.N. des services précieux.

Les Algériens sont aisément identifiables, leurs lieux de réunions peuvent être surveillés, ainsi que leurs déplacements.

Épiés par la police, les hommes du F.L.N. doivent encore mener un combat implacable contre le M.N.A. de Messali, solidement implanté dans la région parisienne, dans le Nord, dans la région lyonnaise. Il s'agit de l'en déloger.

La tâche de la Fédération de France aurait été sans doute rendue impossible sans le réseau. Ses membres fournissent des planques, transportent des militants dans leurs voitures, procurent des papiers d'identité et des attestations de travail, assurent la diffusion de la littérature du Front et, à partir du 20 septembre 1958, d'un organe propre au réseau : *Vérité pour*.

Services précieux. Moins peut-être qu'un autre qui les éclipse tous : le réseau Jeanson devient une banque. Ses membres convoient les fonds du F.L.N. Entreprise qui va bientôt concerner des sommes considérables : en moyenne 500 millions par mois.

Ce chiffre figure pour la première fois dans un livre d'un journaliste, Louis Jasseron, *Willaya Métro*[1]. Le livre paraît en 1963. Il est étouffé : l'auteur est hostile à l'indépendance. Seize ans plus tard, Hamon et Rotman donnent dans leur ouvrage, très favorable aux « porteurs de valises », le même chiffre que Jasseron.

L'opération s'effectue en général ainsi : à la base, les percepteurs-racketteurs du Front collectent auprès des Algériens les cotisations, dans les entreprises, les hôtels, les foyers, les bidonvilles.

La situation de ces hommes est d'autant plus délicate qu'ils sont sollicités par les collecteurs du Front et par ceux du M.N.A., et menacés par eux. Ces billets — de petites coupures — sont stockés dans des valises,

1. Les Presses du Mail, 1963.

transportées par des hommes ou des femmes du réseau Jeanson.

Dix appartements servent de dépôts dans la région parisienne. Trois autres sont destinés à la comptabilité. Un dernier est utilisé pour le rassemblement final avant le passage de la frontière.

A la Fédération de France du F.L.N. s'articule la puissante Fédération de cette organisation en Allemagne.

L'Allemagne fédérale est une base particulièrement favorable pour l'établissement de réseaux de soutien.

Un chrétien : Ignace Bender

Etudiant en droit âgé de vingt-trois ans, Bender est président de l'A.S.T.A. de Bonn (c'est-à-dire de l'Association générale des étudiants). Mais il remplit en outre une fonction beaucoup plus importante. Il est en effet le responsable des relations franco-allemandes à la J.E.C.I. [1], et c'est lui qui organisera le premier camp européen des cadets de la J.E.C. internationale.

Au collège des jésuites de Saint-Blasien, Bender a appris parfaitement le français. Il vient souvent en France pendant la guerre d'Algérie, à Pau, à Bayonne, à Toulouse. Ces déplacements correspondent à autant de missions pour le compte du F.L.N. et d'occasions de contacts avec des chrétiens de gauche en France. A son retour en Allemagne, il publie sur les atrocités françaises en Algérie et sur les tortures effectuées par les paras des articles dans le journal universitaire *Die Spuren (Les Traces)* ou même dans l'officieux *Bonner Rundschau*, journal du chancelier Adenauer [2].

1. Jeunesse Etudiante Chrétienne Internationale.
2. Nous empruntons ces renseignements à la fois à *Willaya Metro* et au livre bien informé de Jacques Duchemin : *Histoire du F.L.N.* La Table Ronde, 1962.

Le jeune Ignace Bender, après avoir rendu ces premiers services, va recevoir du F.L.N. une promotion qui le place aux avant-postes de l'aide clandestine.

« *Le F.L.N.* — écrit Duchemin — *lui ordonna de s'installer à Fribourg en Brisgau, à deux pas des frontières suisse et française* [1]. »

Là, vivant une vie quasi monacale, à une adresse ultra-secrète, possesseur d'un émetteur radio et entouré d'agents de liaison exclusivement féminins, ne répondant au téléphone ou n'ouvrant que grâce à un code, recevant des télégrammes nombreux et quotidiens, assurant une liaison quotidienne avec Strasbourg, Grenoble, Toulouse, Paris et Berlin-Est, se penchant sur les problèmes des volontaires africains à intégrer dans l'A.L.N., Ignace Bender, dont un journal allemand soulignait à l'époque la *Blitz Karrier*, était devenu en quelques mois l'âme du réseau de soutien à l'échelon européen.

Le congrès de Tripoli, au mois de décembre 1959, décida de le faire succéder à Wilfrid Muller, dit « Si Mustapha », comme chef du réseau allemand [2]. L'activité de Bender met une fois de plus en évidence l'intervention dans les réseaux de soutien du F.L.N. des chrétiens de gauche.

L'abbé Robert Davezies, lui, est de ces chrétiens itinérants que nous allons voir évoluer de la zone frontière du pays basque, dont il est originaire, à la région parisienne, à la frontière suisse, puis sur le territoire allemand.

Davezies : « non à la vie de paroisse »

Originaire des Pyrénées, c'est un petit homme brun, râblé, l'air assez sombre. Il n'est pas fait pour la vie de

1. *Histoire du F.L.N.* La Table Ronde, 1962.
2. *Histoire du F.L.N. op. cit.* Le congrès de Tripoli est un des congrès du F.L.N.

paroisse. Le vicariat à Lannemezan le lasse vite. Alors, il « monte à Paris » et prend contact avec les prêtres de la Mission de France qui travaillent dans des laboratoires.

Nous sommes en 1952. C'est le temps des prêtres-ouvriers que Rome se prépare à condamner. Possédant une licence de sciences, Davezies veut devenir physicien. Il loge en compagnie de deux autres prêtres dans un petit appartement du Kremlin-Bicêtre. Il s'intègre ainsi à un groupe qui « comprend un ménage de copains, et trois truands assez pittoresques qui nous avaient été recommandés [1] ».

A cette époque, Davezies n'est pas encore membre d'une organisation révolutionnaire, mais il en a l'esprit. « *Je détestais les bourgeois* — écrit-il. *Mon père les détestait aussi, mais il les respectait. Moi, je les haïssais* [2]. »

En juillet 1955, Davezies fait la connaissance d'Aigrain, responsable d'un laboratoire à Normale supérieure. Il suit les cours de l'Université nouvelle (communiste), découvre, grâce à un ecclésiastique, les textes de Kojève sur Hegel, puis *L'État et la Révolution* de Lénine et *L'Histoire du P.C. bolchevik.* « *J'étais plus libre* », écrit-il [3]. On reste perplexe sur la valeur de cette libération, si l'on songe que *L'Histoire du P.C. bolchevik*, antérieure au fameux rapport Khrouchtchev sur le culte de la personnalité (1956), reflète les pires mensonges staliniens.

La guerre d'Algérie se prolonge. Elle suscite beaucoup de discussions dans les milieux que fréquente l'abbé Davezies. En septembre 1956, chez l'abbé Boudouresque.

1. *Le Temps de la justice*, La Cité éd., Lausanne, 1961; pp. 9 et 10.
2. *Le Temps de la Justice*, p. 25.
3. *Le Temps de la justice*, pp. 30 et 31.

que, rue Saint-Jacques, à Paris, un prêtre de la Mission de France, l'abbé Villiers, lui communique *Les lettres d'un rappelé* sur les tortures commises en Algérie.

« Veux-tu travailler pour nous? »

Ce *nous* ne surprend pas Robert Davezies. Il est déjà prêt. Il accepte. Un de ses premiers actes va être de rassembler dans un dossier des témoignages qui seront transmis au président Coty par une délégation composée de Cruiziat, l'animateur de Vie nouvelle, organisation progressiste chrétienne, l'abbé Pierre, le professeur Jean Wahl, etc.

Dans ce comité que Davezies qualifie de « résistance spirituelle » (la résistance spirituelle va se muer très vite en transport de mitraillettes), on trouve les représentants d'une intelligentsia qui englobe à la fois l'extrême gauche non communiste et les chrétiens de gauche.

Amalgame très neuf. Jusqu'ici, la gauche non communiste, peu ou prou franc-maçonne, a été en proie à un anticléricalisme virulent. Les chrétiens progressistes sont restés inféodés à la hiérarchie et, dans la mesure où ils ont pris des contacts à gauche, c'était plutôt avec le Parti communiste et ses organisations annexes. A présent, une symbiose se produit entre ces deux communautés que séparait l'histoire d'une France laïque. Naît un groupe-charnière, formant un milieu conducteur, très apte à diffuser les informations, les fuites, les pressions. Davezies cite parmi ceux qui en font partie Robert Barrat (dont la femme comparaîtra comme accusée au procès du réseau Jeanson), très lié à Mauriac, le gaulliste René Capitant, Régis Blachère, Chombart de Lauwe, du C.N.R.S., Domenach, directeur de la revue *Esprit,* Jacques Berque, Charles-André Julien, tous deux spécialistes de la civilisation arabe, Philip, etc.

En entrant dans ce milieu, l'abbé Davezies a fait un premier pas. L'abbé Villiers lui propose d'aller plus loin.

« Veux-tu travailler avec le Front? »

Travailler pour quoi? Travailler avec qui? Davezies ne se pose même pas la question.

« Que faut-il faire? », demande-t-il.

Villiers lui fixe un rendez-vous dans un cinéma près du métro Barbès. De là, on va chez un camarade. Il s'agit d'imprimer des tracts.

« D'accord », dit Davezies.

Ce premier pas le mène loin. Nous sommes en août 1957. Comme l'abbé connaît bien la région des Pyrénées, on lui demandera un jour de faire passer la frontière à un commando du F.L.N. (c'est ce groupe qui tirera sur Jacques Soustelle sans l'atteindre, Jacques Soustelle étant un des plus farouches partisans de la lutte anti-F.L.N.).

Sur cette opération, à première vue peu compatible avec l'état ecclésiastique, Davezies s'expliquera en ces termes :

« Les juges vous tiennent pour complices de telle ou telle action menée par les Algériens. Dans mon cas particulier, je serais complice des soldats de l'A.L.N. qui ont tiré le 15 septembre 1958, avenue de Friedland, sur Jacques Soustelle. »

S'en laver les mains

« C'est vrai, et ce n'est pas vrai. Nous sommes responsables de l'état politique des Algériens, mais pas davantage... J'ai passé des semaines à la frontière d'Espagne pour conduire de France en Espagne et d'Espagne en France les Algériens que leurs responsables nous envoyaient. Je n'avais pas à savoir qui ils étaient, ni d'où ils venaient. Je n'avais pas du moins à le leur demander. Je voulais que ce peuple soit libre, j'avais à mettre ma conduite en conformité avec mes idées.

» Que de jeunes Algériens dont j'ai été le passeur aient tiré sur Soustelle, cela ne me concerne pas. Je ne suis pas Algérien, je ne participe pas aux décisions politiques et militaires des Algériens. Je suis Français[1]. »

Davezies, c'est Ponce Pilate.

En octobre 1957, Davezies rencontre Jeanson au Petit-Clamart. Dès décembre (le vrai début du réseau), il recrute beaucoup de monde. Au début de l'année suivante, il devient assistant à la faculté des sciences. Il a, à ce propos, ce commentaire pittoresque :

« J'ai ainsi beaucoup plus de temps pour agir. »

Voyages à l'étranger

A partir de ce moment, Davezies voyage beaucoup à l'étranger. Revenant d'Allemagne en octobre 1958, il apprend à la gare de l'Est par Morin, un des responsables de la Mission de France, que son frère vient d'être arrêté le matin même. Puis c'est le tour de sa sœur et de l'abbé Boudouresque, le 13 octobre.

Davezies file en Belgique, puis en Allemagne, de là à Rome, où il retrouve l'abbé Mamet, puis à Tunis. Chaque étape de son voyage indique évidemment que le réseau y possède une base.

Commence une existence errante qui le mène en Tunisie et au Maroc.

Mais son théâtre privilégié demeure l'Allemagne. Quand il est entré sur le territoire de la R.F.A., il possédait un point de chute : le Nordafrikanische Club, à Hambourg, dirigé par un jeune homme de 24 ans. Celui-ci achète des armes et les fait parvenir aux Algériens en France tantôt par la Sarre, tantôt par la Suisse. D'autres fois, le trafic s'effectue par Rome et

1. *Le Temps de la justice,* pp. 76 et 77.

Milan. Les armes, elles, proviennent de Tchécoslovaquie et de R.D.A. Il fait aussi expédier par le Maroc et la Tunisie au Croissant Rouge algérien un autre type de cargaison : des médicaments et des antibiotiques [1].

A partir d'octobre 1959 et pendant tout l'hiver il va sillonner le territoire de la R.F.A., en compagnie d'un camarade qu'il ne nomme pas. Sa mission : contacter des soldats français encasernés et les inciter à la désertion.

En quête de déserteurs

Les deux hommes parcourent ainsi la vallée de la Moselle et celle du Rhin. Ils engagent la conversation dans les trains avec les soldats en permission. Mais, surtout, ils ont des rendez-vous discrets avec de petits noyaux de soldats (quatre ou cinq hommes au plus) dans des cafés de Trévise ou d'Offenbach.

Les choses ne vont pas toutes seules. Parfois, on tombe sur des « révisionnistes » [2]. Ils récitent la leçon du P.C. :

« Si un jour l'armée bascule, où serons-nous? à Hambourg, à Belgrade, à Londres, à Bruxelles. Donc inefficaces parce que dispersés. »

Les séminaristes sont peut-être plus malléables. Mais ils objectent :

« Nous sommes liés aux gars. Nous n'avons pas le droit de les quitter. »

Aux uns et aux autres, Davezies et son camarade répondent :

« Si nous étions mobilisés contre l'Union soviétique ou contre la Chine, nous n'irions pas nous battre. C'est simple. C'est le bons sens [3]. »

1. *Willaya Métro*, p. 51.
2. C'est le terme qu'emploie Davezies pour désigner les communistes.
3. *Le Temps de la justice*, p. 142.

Ils ajoutent qu'à présent les déserteurs ne tentent plus de gagner les villes étrangères, où ils ont eu des problèmes pour subsister. Ils restent en France, « en contact avec les forces saines de la Nation ».

V

LES SUPPLÉTIFS DU F.L.N. (suite) ... ET « PRO ».

Et Curiel?...

Nous l'avons quitté en 1954, alors qu'il est prié de s'occuper d'autre chose que du P.C. égyptien. Nous retrouvons sa trace au Maroc, à Oujda, à la frontière algérienne. Elia Perroy, une des animatrices du groupe Lettre, dont nous avons parlé plus haut, l'y rencontre vers 1957-1958 [1] et travaille un moment avec lui dans un camp destiné aux réfugiés algériens. Géographiquement, il s'est trouvé ainsi à proximité du secteur d'Orléansville, où opérait, en liaison avec le Secours populaire [2], la député communiste Alice Sportisse, qu'il a connue au groupe de l'Union française. Dans cette région, le P.C.A. dispose encore d'un certain nombre de points d'appuis, notamment à l'E.D.F., ou dans les hôpitaux, et Henri Maillot, après sa désertion, a tenté d'y créer un maquis communiste.

Pour sa part, le Secours populaire, à la suite du tremblement de terre, procura aux populations sinistrées de la région des secours (couvertures, médicaments, vêtements). Une bonne partie de ces fournitures sera retrouvée par les autorités françaises dans les maquis de l'A.L.N.

1. Cf. *Lettre,* n° 238, mai 1978.
2. Association humanitaire qu'anime le P.C.F.

On voit aussi Curiel, vers la même époque, ou un peu avant, intervenir dans un tout autre domaine, qui est celui des relations diplomatiques officieuses, où il paraît exceller. Peu après l'expédition de Suez, en 1956, il offre ses bons offices pour faciliter la reprise de contact avec le gouvernement égyptien.

A l'Assemblée nationale, l'ancien ministre de l'Air, Pierre Cot, condamne la politique de la France dans cette affaire. Curiel vient le trouver et propose de faire des démarches auprès de l'ambassade d'Egypte afin d'organiser un voyage dans ce pays. Pierre Cot accepte et, en décembre de la même année, il est effectivement reçu au Caire par Nasser [1].

Rappelons qu'à cette époque Curiel est clandestin et vit sous une fausse identité.

A partir de 1957, il va intervenir dans le cadre de l'aide au F.L.N.. Le réseau Jeanson est constitué. De petits noyaux d'insoumis ou de déserteurs sont passés à l'étranger, surtout en Suisse. Curiel va prendre ce train en marche.

Le fait-il de sa propre initiative ou bien une mission lui est-elle confiée, et, dans ce dernier cas, par qui? Par les services soviétiques? Aucune donnée ne permet de répondre à cette question.

Tout ce que nous savons, c'est que Curiel entre en relations avec Jeanson par l'intermédiaire de Robert Barrat, qui les présente l'un à l'autre.

Entre Curiel et Jeanson, des liens se tissent rapidement. Le premier n'arrive pas seul. Quelques camarades égyptiens l'épaulent, et, parmi eux, une femme : Leila Fawzi. Mais, surtout, Curiel apporte avec lui le poids de son expérience.

Celle-ci se révèle tout de suite précieuse pour l'amé-

1. Cf. Lettre de la veuve de Pierre Cot datée du 11 janvier 1978 à Mᵉ Philippe Waquet. In *Dossier de la partie civile,* op. cit.

lioration du système financier. De par ses origines familiales, Curiel a de nombreuses relations dans les milieux bancaires. Il pense que la banque présente moins de dangers que le passage des frontières et offre de surcroît un gain de temps appréciable. Désormais, les choses se déroulent ainsi :

Emballage Dior

« *Chaque mois, le même scénario se reproduit. Les billets qui proviennent des bidonvilles et des gourbis sont soigneusement emballés dans des emballages anodins. Henri Curiel affectionne, en particulier, les cartons de chez Dior. Un chauffeur de maître les transporte directemennt à la banque où l'Egyptien a ses entrées. Une minute après, le père dominicain Kirch réceptionne les fonds. Désormais, les cinq cents millions de centimes collectés transitent par un coup de télex. La technique est tellement rodée qu'il arrive assez souvent que Curiel suggère à Jeanson : "Tu ne crois pas qu'on pourrait patienter un jour? Le cours du franc est en train de monter". Et voilà le philosophe existentialiste et le communiste apatride s'amusant à spéculer sur le change...* »

Hamon et Rotman, qui rapportent cet épisode [1], disent qu'on ne peut encore donner le nom de la banque. Les auteurs précisent que le nom du révérend père dominicain Kirch est en réalité un pseudonyme [2].

Au reste, les identités sont secondaires. Ce qui est très remarquable dans cet épisode, c'est le passage des bidonvilles de la capitale à la banque puis à l'Église

1. *Op. cit*, pp. 90 et 91.

2. Rendant compte dans un long article de *Minute* (3 octobre 1979) du livre de Hamon et Rotman, nous avons émis l'hypothèse qu'il pouvait s'agir du père Kaelin (O.P.), qui réside

progressiste. La haute finance soutient la révolution qui a extorqué l'argent (car la menace joue un grand rôle dans ces collectes) au prolétariat le plus misérable.

C'est encore le clandestin Curiel qui procure à Jeanson et à Hélène Cuenat un domicile au Petit-Clamart.

Avec Waldeck Rochet et Casanova

Mais son aide technique très précieuse est en définitive moins importante que les entrevues qu'il ménage à Jeanson avec les représentants du Parti communiste.

La première entrevue a lieu avec Laurent Casanova le 30 mai 1958 dans un appartement proche du bois de Boulogne. Cette rencontre se déroule dans un contexte dramatique, deux semaines environ après le 13 mai. Dans le procès-verbal dressé ensuite par Jeanson, il apparaît que Casanova considère qu'on ne pourra pas éviter un gouvernement de Gaulle, mais que celui-ci s'appuiera sur les « *généraux rebelles, les paras, les tortionnaires. Il ne trouvera pas d'appui dans le peuple* »[1]. On se met d'accord sur le principe d'une action unie, tout en convenant que de sérieux obstacles subsistent.

Le 5 juin, nouvelle rencontre. Du côté communiste, l'interlocuteur a changé. C'est Waldeck Rochet, qui, à

effectivement en Suisse. Nous n'avons enregistré aucun démenti. Pour la banque qui assurait le transit, il pourrait s'agir de la célèbre Banque commerciale pour l'Europe du Nord (B.C.E.N.), qui est placée sous contrôle soviétique. Se serait-elle toutefois compromise dans ce genre d'opération? On peut alors envisager la banque Lazard, la banque Seligman, assez orientées vers les pays de l'Est, mais aussi n'importe quelle banque arabe.

1. Hamon et Rotman, *op.cit.*, pp. 383 à 385.

cette époque, dirige *La Terre*, organe des agriculteurs communistes, et futur n° 1 du parti. L'intermédiaire a été Colette Jeanson. L'entretien se déroule dans l'arrière-salle d'un café. Le ton est nettement plus réticent. Mais, à la fin de la conversation, Waldeck Rochet, qui ne s'est pas départi d'une grande froideur, propose tout à trac : « Ne serait-il pas possible d'envisager des contacts entre un représentant du P.C.F. et un dirigeant du F.L.N. ? »

Une troisième rencontre est organisée dès le lendemain 6 juin. C'est de nouveau Casanova qui représente le parti. On discute d'une entrevue qui doit se dérouler en Suisse entre Boudaoud, le n° 1 de la Fédération de France, et le représentant du P.C.F., qui ne sera autre que Waldeck.

Mais ce contact P.C.F.-F.L.N. n'aura jamais lieu. Le P.C.F. ne donne plus signe de vie. Il a viré de bord.

Avant d'examiner les motifs de ce changement de cap, il faut tirer quelques enseignements de ces épisodes.

Avant tout, il est clair que Curiel a cessé au sein du parti d'être ce personnage suspect, ce lépreux tenu à l'écart. Si le P.C.F. l'a choisi comme intermédiaire pour une prise de contact délicate, c'est le signe que la direction estime qu'il offre toute garantie.

Le revirement est identique à l'égard de Jeanson. Officiellement, la position du P.C.F. n'a pas changé : il demeure hostile à l'insoumission, à la désertion, il craint comme la peste que ses militants ne soient compromis dans l'aide concrète au F.L.N. Quand il a connaissance d'un cas de ce genre, il procède à l'exclusion. Il justifiera son attitude en 1961, au moment du putsch des généraux à Alger, en expliquant que la présence des communistes au sein du contingent a permis de briser la rébellion de l'armée.

La logique serait donc de garder ses distances avec un « aventurier » comme Jeanson, voire encore de neutraliser cet élément nuisible. On a vu des choses de ce genre sous l'Occupation.

Les communistes n'ayant pas pour habitude de faire de cadeaux, s'ils ménagent Jeanson, c'est donc que sa politique, d'une certaine façon, est jugée positive. C'est-à-dire que, dans les faits, l'opposition entre travail dans l'armée et désertion est beaucoup moins tranchée qu'il ne paraît.

Ce serait sans doute une analyse sommaire de croire que les tâches ont été distribuées dès le début et que la direction du P.C.F. pratique un double jeu systématique. D'abord, le parti est sur ce point moins monolithique qu'il n'apparaît. Ensuite, la direction considère sans doute la situation d'un autre œil, parce que la situation a changé.

Alliance avec le F.L.N.?

Ce qui a changé, c'est le renversement de la IVe République après le 13 mai. Les communistes, pendant une brève période, ont assurément très peur. Ils cherchent des alliés. Les dirigeants du F.L.N. ont une réaction identique. Ils se sondent mutuellement pour tenter de définir les bases d'une alliance. Et, celle-ci, il ne faut pas s'y tromper, *esquisse les préparatifs d'une guerre civile.*

C'est du moins très clair du côté de Jeanson. Il dit :

« *Or, les Algériens ont actuellement en France deux cent mille militants formés, disciplinés et prêts. Ces militants représentent une certaine force, une force considérable qu'il serait regrettable, absurde, de gaspiller en la jetant isolément dans la lutte; mais de plus en plus, dans les jours qui viennent, ces militants*

risquent d'être en but à des provocations et d'être tentés ainsi d'entrer inconsidérément dans la bagarre. Ils sont capables d'actions considérables; s'ils sont isolés, elles seront vaines et négatives. Si cette force doit intervenir, pour être réellement efficace et positive, il faut que son action soit coordonnée avec celle du peuple français. Dans l'étape actuelle, on n'en est pas à la lutte violente, mais dans la préparation à cette lutte, il faut dès maintenant compter avec cette force et travailler à coordonner son action avec celle de la classe ouvrière [1]. »

Casanova se dit d'accord sur la recherche d'une coordination, mais formule des réserves sur le Front.

Cette coordination ne sera jamais effective [2]. La raison en est toute simple : la direction du P.C.F. acquiert rapidement la conviction que de Gaulle ne veut pas le dissoudre et qu'il est au fond favorable à l'indépendance de l'Algérie. Les craintes très vives exprimées dans les semaines qui ont suivi le 13 mai s'estompent. La rencontre Waldeck Rochet-Boudaoud, en Suisse, n'a plus de raison d'être. Elle pourrait même se révéler compromettante.

Cependant, Jeanson continuera à s'entretenir de temps en temps avec Casanova. En même temps, il noue des contacts avec Pierrard, député du Nord, ancien président de France-U.R.S.S., qui se trouve dans l'opposition par rapport à la direction.

Tout à fait dans la ligne du rapport Khrouchtchev, que la direction thorézienne s'obstine à tenir secret,

1. Hamon et Rotman, p. 384.

2. Les contacts entre Casanova et le réseau Jeanson avaient déjà été signalés par Yves Courrière dans *La Guerre d'Algérie*, t. III : *L'Heure des colonels*, p. 398 (Fayard, 1970), mais avec moins de précisions que chez Hamon et Rotman. En outre, le récit faisait davantage ressortir les divergences entre le F.L.N. et le Parti communiste français.

Pierrard entre en contact, à l'intérieur du parti, avec des oppositionnels comme Victor Leduc, Kriegel-Valrimont, ou l'ancien chef d'état-major des F.F.I. Malleret-Joinville ainsi qu'avec le noyau qui publie le bulletin *L'Etincelle :* Henri Lefebvre, Yves Cachin, François Chatelet, Gérard Spitzer [1].

Par Pierrard, Jeanson verra Victor Leduc. Et Curiel sera tenu au courant de ces rencontres.

Curiel mobilise les déserteurs

Quoi qu'il en soit, Curiel ne chôme pas. Ayant établi le contact entre Jeanson et les dirigeants du parti, il s'occupe maintenant des jeunes déserteurs et insoumis.

Un beau jour, peu après l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, il débarque en Suisse et engage le dialogue avec Jean-Louis Hurst et les quelques camarades assez démoralisés qui se sont groupés autour de lui.

« *Personnage étrange et fascinant,* se souvient Jean-Louis Hurst. *Ni Français ni Algérien, que pouvait-il être? Il avait la noblesse et la fragilité d'un prince exotique, mais le mystère et la fermeté d'un agent du Komintern. Son discours n'était que politique. Pourtant, souvent, derrière ses lunettes d'écaille, un regard attentif aux problèmes de chacun, il ne dédaignait pas l'astrologie et nous conseillait le yoga et la macrobiotique : "La clandestinité use vite"* [2]. »

Ces jeunes gens, somme toute assez désemparés,

1. Sur les critiques adressées par la rédaction de *L'Etincelle* du P.C.F. pour sa politique algérienne, voir en particulier n° 1 (décembre 1956), n° 2 (janvier 1957), n° 3 (mars 1957), n° 4 (avril 1957), n° 1 nouvelle série (juin 1957), ainsi que *Tribune de discussion,* n° 8 (mars 1957), qui fusionnera avec *L'Etincelle* et la *Voie communiste* (nouvelle série, n° 1, janvier 1958).
2. *Libération,* 8 mai 1978.

Curiel entreprend de les persuader qu'ils ne doivent pas se séparer de leur peuple.

« Il nous a lâchés, répliquent-ils.

— Parce que personne ne lui a fait prendre conscience.

— Ce n'est plus de notre ressort.

— Mais si ce n'est pas vous qui en prenez la responsabilité, qui voulez-vous que ce soit [1].

Jean-Louis Hurst affirme que ce langage porte. « Le Vieux », comme il l'appelle — c'était le surnom affectueux qu'on donnait aussi à Trotski, et il y a chez les deux hommes une certaine similitude des silhouettes et des démarches —, le séduit. Au reste, il recherche surtout ceux qui ont été communistes, car ils ont, dit-il, le sens des masses et de l'organisation ». Il reste fidèle au communisme, mais en même temps il se dit très ouvert, attentif aux problèmes de chacun, soucieux que son interlocuteur conserve un sentiment de liberté.

« *Ainsi* — écrit avec quelque étonnement Jean-Louis Hurst — *celui qui nous conseillait de ne pas perdre nos racines était un apatride, cet homme de l'ombre avait été un homme de masse, celui qui nous encourageait à déborder le Parti était membre du mouvement communiste international. Cette dualité émouvante et ambiguë me posait un problème. Mais le temps pressait et je passais outre. D'abord concrétiser ce qu'il avait réveillé en moi. Nous créâmes "Jeune Résistance", et nous entrâmes en France dans l'intention de travailler notre génération au corps pour l'empêcher de continuer cette guerre* [2]. »

« *Jeune Résistance* »

Si l'on en croit ce témoignage, c'est donc Curiel qui donne l'impulsion à « Jeune Résistance ». Outre des

1. *Libération*, 8 mai 1978.
2. *Idem.*

conseils, Curiel apporte peut-être avec lui quelques moyens financiers (sur ce point, Hurst reste très discret). Mais les concours seront trouvés davantage du côté du F.L.N. et d'organisations politiques ou humanitaires à l'étranger (Allemagne, Belgique, Hollande, pays scandinaves), voire de gouvernements (U.R.S.S., démocraties populaires). Avec leur aide « Jeune Résistance » mettra sur pied des structures d'accueil (hébergement, règlement des formalités juridiques, travail...) à l'usage des déserteurs et insoumis.

Pour faire du prosélytisme, des moyens de diffusion sont nécessaires (tracts, bulletins), donc un petit matériel d'impression (offset, varytyper). Cette littérature sera adressée de préférence aux groupes de jeunes militants de gauche : jeunes socialistes, jeunesses communistes, J.O.C., J.E.C., ajistes, jeunes syndicalistes, etc. Les premiers tracts invitent ainsi les jeunes appelés à choisir une forme d'opposition à la guerre, et les informe qu'ils peuvent être accueillis à l'étranger [1].

Mais comment éviter que des agents du S.D.E.C.E. — simulant la désertion ou l'insoumission — ne se glissent dans les rangs de « Jeune Résistance »?

Les témoins restent forts discrets sur cet aspect pourtant capital.

Nous croyons savoir que le futur déserteur contactant un membre de « Jeune Résistance » est l'objet d'un questionnaire sévère, au cours duquel on l'invite à donner des gages : il doit indiquer l'emplacement de son unité, l'état de ses effectifs, son armement, etc., tous renseignements précieux pour le F.L.N., mais qui surtout établissent sa sincérité. Le critère du vrai déserteur, c'est qu'il prouve qu'il est un traître.

1. Cf. sur ce sujet Maschino, *L'Engagement*, pp. 28 et 29.

Le vol des cartes d'état-major

Ici se situe un « exploit » de Curiel très caractéristique, qui montre bien ce qu'il faut entendre par aide *concrète* au F.L.N. La direction du Front a besoin de cartes d'état-major du territoire algérien. Ces cartes sont enfermées dans des coffres du ministère de la Défense nationale. Il s'agit de faire sortir ce matériel top secret, de le photographier, puis de le remettre en place.

La Fédération de France passe cette commande à Jeanson, lequel, perplexe, ne trouve point la solution du problème, et le repasse à Curiel. Et Curiel, règle rapidement la question. Selon Hamon et Rotman, les choses se déroulent ainsi : Curiel déniche au ministère un soldat sympathisant, qui lui remet les précieuses cartes. Curiel les transmet à un nommé Vignes, membre du réseau qui les dépose rue de Madrid à Neuilly, chez Dominique Darbois, reporter-photographe et exploratrice, qui a circulé dans de nombreux pays. L'opération est répétée dix jours de suite [1].

Yves Courrière donne une version à peu près semblable. Mais selon lui, tout s'est fait en une fois [2].

Selon d'autres sources, les documents ne se limitaient pas seulement à des cartes d'état-major, mais comportaient aussi des renseignements sur le dispositif français en Algérie. Ils furent sortis des bâtiments de la rue Saint-Dominique par deux appelés du contingent. L'un, Christian D..., était membre du parti; le second, Jacques de M..., seulement sympathisant. Travaillant au ministère, ces soldats avaient fait l'objet d'une enquête d'habilitation de la Sécurité militaire.

1. *Les porteurs de valises*, p. 148.
2. *La guerre d'Algérie*, T. III, pp. 395-396.

Le succès de cette opération appelle deux remarques.

Il s'explique d'abord par une vieille expérience antimilitariste. Sous le tsarisme, les bolcheviks se sont efforcés de placer des hommes à eux dans les états-majors ou au Ministère des Armées, aux postes modestes de secrétaires, de chauffeurs d'officiers supérieurs, de planton de préposés ou télégraphe et à tout ce qui est système de transmission. Cette infiltration — par le simple retard apporté à la communication des ordres — contribua notamment à désarticuler le putsch du général Kornilov qui, au cours de l'été 1917, marcha sur Moscou avec sa division de Cosaques, pour tenter de renverser le gouvernement Kerensky.

Par la suite, les Bolcheviks ont toujours eu soin, d'introduire dans les états-majors ou à la Défense Nationale des agents qui paraissent des soldats impeccables. Les appelés du contingent qui remirent à Curiel les documents qu'il recherchait, appartenaient assurément à cet appareil « anti » (anti-militariste), infiltré dans les rouages clés de l'Armée.

Mais — seconde remarque — Curiel, s'il connaissait parfaitement le fonctionnement de cet *appareil* a dû obligatoirement être mis en relation avec les deux appelés du contingent. Par qui? Sinon par l'appareil secret du P.C.F. qui seul a pu indiquer à cet Egyptien exilé, les « contacts » avec qui il pouvait à coup sûr entrer en liaison, sans commettre un dangereux faux pas.

L'art de s'infiltrer partout

Pour que Curiel ait accepté de se compromettre dans cette entreprise, il faut en tout cas qu'il ait jugé que les risques étaient mineurs et qu'il possédait assez de protections pour éviter toute mauvaise surprise.

Profondément engagé dans l'action clandestine, il

déploie une remarquable aptitude à s'infiltrer dans tous les milieux et à faire jouer les relations les plus haut placées. Il se déplace souvent en Suisse pour des raisons financières. Sa femme, Rosette, est en effet installée là-bas, et c'est elle qui tient la caisse. Son époux, pour sa part, possède un compte à la banque de l'Union des pays arabes, tandis que celui de Jeanson est ouvert à la Banque de France et des Pays-Bas (nᵒ 37.03.140).

Mais, en même temps, le clandestin Curiel facilite des contacts diplomatiques.

Par exemple, avant le voyage de Pierre Cot en Égypte en décembre 1956, il a préparé une rencontre entre un diplomate égyptien, ancien membre des « officiers libres », Saroite Okacha, et André Philip et Pierre Cot [1].

Curiel organise encore des conférences de presse. La première, qui se tient en 1957, est celle de l'écrivain et journaliste israélien de gauche Uri Avnery. Les premières tentatives d'Avnery à Paris ont été autant d'échecs. Jusqu'au moment où Curiel intervient. « Il disposait, témoigne Avnery, d'un nombre incroyable de relations. » Grâce à lui, les journalistes affluent, la conférence de presse est un grand succès et trouve un large écho dans la presse [2].

Curiel organise également la conférence de presse de Francis Jeanson le 15 avril 1960. Jeanson est clandestin, mais son activité est désormais connue, de nombreux membres de son réseau, en particulier des femmes, ayant été arrêtées. Jeanson loge chez la fille d'André Philip, Christiane [3], adjointe de Curiel, à Boulogne-Billancourt

1. Lettre de Saroite Okacha du 18 décembre 1977 — in *Dossier de la partie civile, op. cit.*

2. Témoignage d'Uri Avnery in *Bulletin des Amis d'Henri Curiel,* nᵒ 2, décembre 1978.

3. Christiane Philip épousera plus tard Jeanson.

Une autre de ses disciples, l'Égyptienne Leila Fawzi, née Didar Rossano, s'occupe de retenir un appartement au 1 de la rue du Chêne, à Paris, et d'y convoquer les journalistes. Elle est elle-même secondée en Suisse par Isabelle Vichniac, qui collaborera plus tard au *Monde* comme correspondante à Genève.

Désormais, l'existence du réseau est une chose publique. La conférence de Jeanson, que Georges Arnaud, l'écrivain progressiste, auteur du *Salaire de la peur,* répercute dans *Paris-Presse,* lui donne un impact supplémentaire. Elle apparaît comme un défi.

Jeanson, cependant, est en train de perdre une partie capitale : le contrôle de son propre réseau. Ceci au bénéfice de Curiel.

Curiel s'empare du réseau

Le doux, le souriant, le fragile Henri Curiel montre en effet, quand il s'agit de politique, un appétit dévorant. Il commence d'abord par provoquer la naissance de « Jeune Résistance », qui regroupe les déserteurs et insoumis. Nous avons vu, d'après le témoignage de Jean-Louis Hurst, que ceux-ci se morfondent en Suisse. C'est Curiel qui leur rend le moral et leur donne des raisons d'agir. Il n'a pas hésité à consacrer deux jours entiers à Jean-Louis Hurst. Plus tard, Davezies revient à la charge et suggère aux insoumis d'envoyer une délégation au Festival de la jeunesse à Vienne [1].

« Jeune Résistance » (J.R.), après bien des palabres a été créé en mai 1959. Curiel, Jeanson, Davezies, Berthelet ont présidé à sa naissance. C'est une phase importante, car *elle consacre le passage de l'objection de conscience à la lutte.* Dans un premier temps, on a incité les jeunes à déserter ou à ne pas rejoindre leur

1. Cf. Hamon et Rotman, *op. cit.,* p. 215.

corps et à gagner l'étranger (Allemagne, Suisse, pays scandinaves...)

Maintenant, on les *mobilise.* « Jeune Résistance » va les prendre en charge, mais à partir de ce moment il n'est évidemment pas question qu'ils s'endorment dans l'oisiveté. Quelqu'un résume cette mutation avec une lumineuse clarté, c'est Étienne Bolo.

« *Je n'étais pas,* dit-il, " *pour ne pas faire la guerre* ", *mais pour la faire de l'autre côté* » [1].

Cela acquis, tous les problèmes ne sont pas résolus. Curiel, sous prétexte d'améliorer la sécurité, souhaite que J.R. devienne autonome par rapport au réseau Jeanson. Il est en général soutenu par les anciens communistes.

Chez un ancien nazi

Là-dessus, une année s'écoule. Et, après diverses publications de J.R., une nouvelle réunion a lieu en Forêt-Noire, dans la villa d'un industriel du Palatinat, ancien nazi, mais converti au pacifisme [2] (donc un bon nazi!) Curiel a délégué à cette réunion un de ses adjoints, Martin Verlet. A la grande stupeur de certains, Verlet plaide pour un rattachement de J.R. au réseau Jeanson. C'est-à-dire l'inverse de la thèse défendue par Curiel un an plus tôt. Verlet est-il donc en désaccord avec lui?

Pas le moins du monde. Curiel opère seulement un renversement tactique avec, à son niveau, le même cynisme que les communistes qui passent, du jour au lendemain, de la défense farouche de la démocratie contre le fascisme au pacte germano-soviétique.

Qu'est-ce qui a changé? Tout simplement que Curiel a éclipsé Jeanson et pris sa place à la tête de son propre réseau.

1. Hamon et Rotman, *op. cit.*, p. 216.
2. Hamon et Rotman, *op. cit.*, p. 217.

Par sa conférence de presse tonitruante, Jeanson a attiré l'attention sur lui et provoqué une large discussion à gauche tant à *L'Express* ou au *Monde* qu'au P.C., où la direction persiste à dire *niet* à la désertion. La contrepartie de ce succès, c'est que Jeanson est « grillé ». Quand il veut revenir de Suisse en France pour reprendre en main son réseau, Boudaoud, le directeur de la Fédération du F.L.N. le lui interdit sèchement. Il passe outre. Hélas! c'est pour découvrir que les porteurs de valise, à la base, ne veulent plus entendre parler de lui [1].

Autour de lui, des communistes

Un autre a pris sa place, avec l'accord des Algériens. C'est Curiel. Il étoffe la direction du réseau. Il est soutenu dans cette tâche par son noyau de communistes égyptiens, par Georges Mattei [2], par l'un des administrateurs du théâtre de Jean-Marie Serreau, Jehan de Wangen, ancien membre de la Nouvelle Gauche, et par Martin Verlet. Chacun de ces hommes prend la direction d'un secteur : Mattei, des collectes financières; Wangen, des filières; Verlet, de « Jeune Résistance ». Avec leur aide, avec celle, à l'extérieur, de Robert Davezies et de Jean-Louis Hurst (surnommé « Georges » au sein du F.L.N.), les mesures de sécurité sont nettement améliorées.

On note aussi un net accroissement de la proportion des communistes ou d'anciens communistes dans le réseau.

1. Hamon et Rotman n'expliquent pas cette chute de popularité.

2. Proche des *Temps Modernes,* il a co-fondé avec Jean-Jacques Servan-Schreiber la Fédération des Anciens d'Algérie avant de s'engager dans le réseau Jeanson et de devenir un des principaux lieutenants de Curiel.

Cependant, Curiel a soin de maintenir la participation de chrétiens. Si Mattei est entré en relation avec Curiel, c'est grâce à un rendez-vous organisé dans un bistro, proche du cinéma « La Pagode », à Paris, par Robert Barrat. Ce n'est pas un hasard, sans doute, si on se rencontre à deux pas du siège de *Lettre,* rue de Babylone.

La justification de Curiel pour mettre sous sa coupe « Jeune Résistance », après l'avoir détachée du réseau Jeanson, c'est la sécurité maintenant devenue réelle. Nous ne croyons guère à cette argumentation. Nous y voyons une démarche pour annexer et contrôler la totalité de l'aide au F.L.N. sous une direction communiste.

En accord avec qui? Gérard Chaliand, un des membres du réseau, dira plus tard de Curiel qu'il est à la fois orthodoxe et marginal. Il est marginal, certes, par rapport à la direction thorézienne du parti.

Mais non pas hérétique, ce qui est plus qu'une nuance. Jamais un hérétique n'aurait servi d'intermédiaire entre Waldeck Rochet et Casanova d'une part, Jeanson de l'autre. Il faut que cet intermédiaire donne des gages de sécurité au P.C.F., même s'il suit une ligne politique différente. Quels gages? Il n'y a qu'une réponse logique à cette question : elle passe par Moscou. A un certain niveau, on se porte garant de Curiel [1].

1. Il convient de signaler ici que Casanova défendra dans la même période 1960, en même temps que Marcel Servin, alors secrétaire à l'organisation, la thèse que le gaullisme joue un rôle positif sur le plan international, parce qu'il s'oppose sur la surface du globe aux entreprises de l'impérialisme américain. Les deux hommes sont foudroyés par la vieille garde thorézienne, et c'est alors (1961) que Georges Marchais accède au poste capital de secrétaire à l'organisation. La ligne pro-gaulliste correspondait bien aux vues du Kremlin, telles qu'elles se manifesteront au cours des années suivantes. On peut penser que sur ce plan Curiel était plus proche de Casanova que de Waldeck Rochet, qu'il épousait la ligne

Curiel possède un contrôle encore incertain du réseau dans son ensemble. Les militants de base, où la proportion des communistes a sensiblement augmenté, pensent que les choses sérieuses ont commencé avec lui. Et lorsque Francis Jeanson, au cours d'un déplacement en France, rencontre Henri Curiel en présence de Christiane Philip, et le bombarde d'âpres questions, il n'obtient de cet apôtre que des sourires et de bonnes paroles tout à fait dénuées de portée.

Naissance du M.A.F.

Jeanson restera sur la touche. Désormais, Curiel peut poursuivre son objectif : transformer le réseau et en faire un mouvement à moitié clandestin, à moitié axé sur une campagne de masse en faveur de la paix en Algérie. Le M.A.F. (Mouvement anticolonialiste français) est censé pouvoir répondre à ce double objectif.

Le congrès constitutif du M.A.F. se tient en Suisse le 20 juillet 1960 à la mairie de Saint-Cergue, près de la frontière française. Il y a là une trentaine de délégués dont l'état-major de Curiel, Davezies, Jean-Louis Hurst pour « Jeune Résistance », Denise Barrat, Francis Jeanson et Jacques Vignes. Ces deux derniers seront mis en minorité.

Aux objections de Jeanson, Curiel répond que l'élargissement du M.A.F. fera sortir le réseau de son isolement en l'articulant à des formations comme le P.C.F., les syndicats ou l'U.N.E.F., qui luttent pour la

soviétique, et qu'il voyait peut-être en de Gaulle une sorte de Nasser. Il devait toutefois faire preuve, depuis l'affaire Marty, d'une grande prudence.

« *Le débat de tendances,* confiera bien plus tard Jehan de Wangen à Hamon et Rotman, *op. cit,*. p. 241, n'était pas le problème d'Henri. Son problème, c'était le Tiers Monde. Il répétait fréquemment une phrase : « Moi, je ne suis pas concerné par la politique française ».

paix. La nouvelle organisation devra de même assurer son autonomie financière. Elle ne sera plus un simple appendice du F.L.N., mais un rassemblement qui pourra discuter d'égal à égal avec celui-ci.

Ces thèses seront développées dans un manifeste du M.A.F. qui paraît en décembre 1960. Tenant compte du retentissement du procès Jeanson [1], de la lettre de Jean-Paul Sartre [2] et du manifeste des 121 [3], le manifeste souligne que la lutte anticolonialiste en France a une ampleur plus grande que ne le croient ceux-là même qui participent à ce combat.

Le M.A.F., dans ces conditions, doit être le rassemblement de tous les Français qui veulent lutter concrètement contre la guerre coloniale et s'engager dans l'illégalité. « *S'il a pour principe de base la solidarité de la lutte du peuple français avec les forces combattantes du peuple algérien, le M.A.F. est une organisation française qui détermine son orientation et son action de façon indépendante et autonome* ».

Il continue à proposer l'insoumission « *mais il n'exclut pas les autres formes de refus massif qui pourraient être décidées par les jeunes ou tout autre forme d'opposition à la guerre* ». « *Il ne prétend pas au*

1. Le procès s'ouvrit le 5 septembre 1960. Dix-huit Français et six Algériens étaient présents dans le box des accusés au Cherche-Midi, à Paris.

2. Une lettre de Sartre, qui était alors au Brésil, fut lue au cours des débats le 20 septembre. Il y prenait nettement position pour les accusés. Dans leur livre, Hamon et Rotman révéleront qu'elle n'était pas de lui.

3. Déclaration sur le Droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie. Signée dans un premier temps par 121 intellectuels, dont Adamov, Robert Barrat, Simone de Beauvoir, le journaliste écrivain Jean-Louis Bory, Marguerite Duras, Daniel Guérin, les éditeurs Jérôme Lindon et François Maspero, Madeleine Réberioux, le journaliste Jean-François Revel, Françoise Sagan, Jean-Paul Sartre, Simone Signoret... Elle fut rendue publique le 6 septembre, le lendemain de l'ouverture du procès du réseau Jeanson.

monopole de l'action colonialiste, mais en menant le combat suivant le principe de la solidarité active et concrète avec la lutte du peuple algérien il est le ferment de l'action des masses... Le M.A.F. se propose donc de soutenir et d'intensifier toutes les actions de masse qui pourraient être décidées contre la guerre d'Algérie par les partis, les syndicats, les groupes et organisations quelconques... »

Ce manifeste se termine par une série d'appels aux travailleurs, fonctionnaires, intellectuels, enseignants, étudiants, paysans, jeunes de France... dans le plus pur style communiste [1].

Une passerelle vers le P.C.

L'intérêt de ce texte est d'exprimer un renversement d'attitude. Jusqu'ici, la désertion et l'insoumission étaient systématiquement opposées au départ sous les drapeaux. A présent, Curiel dit qu'ils ne s'opposent pas à d'autres formes de lutte.

De même, l'action clandestine d'une minorité doit être élargie et se coordonner avec des manifestations de masse au grand jour. Comment ne pas voir que l'habile Curiel est en train de construire des ponts entre l'ex-réseau Jeanson et le Parti communiste français? A la limite, tout le monde doit se retrouver dans la lutte commune contre le fascisme [2].

Ponts? Plutôt fragiles passerelles. Les résolutions du M.A.F. ne vont pas sans créer des remous. D'abord à « Jeune Résistance », qui réunit son congrès en Allemagne, une semaine après celui de Saint-Cergue. Curiel, qui est appuyé sur place par Jean-Louis Hurst, y subit

1. Hamon et Rotman, *op. cit.*, pp. 395 à 397.

2. On se retrouvera en effet au moment de la lutte contre le putsch des généraux (avril 1961). Hamon et Rotman n'insistent guère là-dessus.

une défaite. La majorité se refuse à abdiquer son autonomie.

La réserve la plus grave vient de la Fédération de France du F.L.N. Boudaoud s'empresse de soutenir J.R. contre le M.A.F. La puissance de celui-ci, fondée sur son autonomie, l'inquiète.

Il n'a pas tort, Jeanson est apparu en effet entièrement inféodé à la Fédération de France du F.L.N. Son réseau ne servait pas seulement à procurer des planques et des secours aux membres du F.L.N. en métropole, leur permettant ainsi de déjouer les pièges de la police. On oublie trop qu'il a joué le rôle d'une *force supplétive du F.L.N.* dans la bataille acharnée et sanglante menée par cette organisation contre le M.N.A. de Messali Hadj.

Le réseau affirmait à l'origine ne pas vouloir s'immiscer dans les affaires algériennes, dont les Algériens étaient seuls juges. Or, il s'engagea à fond contre l'organisation messaliste, critiquant avec âpreté les trotskistes de la tendance Lambert qui soutenaient le M.N.A. Il suffit à cet égard de se reporter à la collection de *Vérité pour* [1].

Sans l'aide du réseau, le F.L.N. aurait-il jamais réussi à éliminer le M.N.A. en métropole?

La lecture de *Vérité Pour,* l'analyse du comportement du réseau mettent en évidence que Jeanson est un *inconditionnel* du F.L.N. Il n'en est pas de même pour Curiel. Tout en ayant le souci d'apporter une aide concrète au F.L.N., il poursuit des objectifs propres.

Fournitures d'armes

L'aide concrète ne s'est pas limitée à véhiculer l'argent du F.L.N., à transporter ses dirigeants, à les « plan-

1. Voir en particulier sur ce point le numéro 7 du 12 mars 1959.

quer », à leur procurer de faux papiers. Elle consiste aussi à leur fournir des armes. En mai 1960, chez Inge Huscholtz, une étudiante allemande de vingt-sept ans qui vit en compagnie d'une Nord-Africaine, Zina Harrig, dans un modeste logement, 314, rue Saint-Honoré, la D.S.T. découvre 27 mitraillettes, 47 pistolets de 9 mm et plusieurs milliers de cartouches. On trouve aussi dans un placard des noms, adresses et photographies de trente policiers de la préfecture et de la sûreté nationale spécialisés dans la répression des activités de la rébellion.

Et, dans une chambre de bonne louée par Zina, 29, rue de Lamballe (16e), on trouve des plans de dépôts pétroliers dans le sud de la France [1].

Ultérieurement, alors que les 1 500 détenus du F.L.N. à Fresnes et leurs complices français redoutent une attaque de la prison par l'O.A.S., un groupe d'autodéfense placé sous la direction de l'abbé Davezies, qui a été arrêté le 29 janvier 1961, est constitué. Il réclame des armes. Celles-ci (mitraillettes et pistolets mitrailleurs) sont achetées en Allemagne et acheminées dans une cachette aménagée entre le siège arrière et le coffre de deux Mercedes. En Belgique, ces armes sont transférées dans une caravane que pilote un couple belge.

En quatre voyages, deux tonnes de matériel sont ainsi convoyées jusqu'à la propriété que possède à Achères une comédienne d'origine soviétique. Là, c'est Michèle Firk, une cinéaste communiste, qui procède à la répartition de ce matériel. Une partie est destinée à Fresnes. Mais le reste sert à armer les groupes algériens qui attaquent les postes de police.

Dans ce domaine, toutefois, les trotskistes font mieux. Témoin, l'extraordinaire histoire de la fabrique d'armes au Maroc et de fausse monnaie en Hollande, montée

1. Cf. *Willaya Metro*, op. cit., pp. 127-128.

l'une et l'autre par un personnage hors série de la IVᵉ Internationale, l'ingénieur Raptis, dit Pablo.

Raptis, dit Pablo

Né de parents grecs à Alexandrie le 24 août 1911, sorti en 1928, à dix-sept ans, de l'École polytechnique supérieure d'Athènes, Raptis passe rapidement de l'opposition de gauche au trotskisme. Banni en 1938, après l'établissement du régime Metaxas en Grèce, il va s'installer en France. On le trouve dans un sanatorium entre 1940 et 1941, puis dès sa sortie il va travailler à la constitution d'un secrétariat illégal de la IVᵉ Internationale, avec Marcel Hic en France, Widelin en Allemagne, et deux Belges que nous ne connaissons que sous les prénoms de Léon et de Germain.

A la fin de la guerre, le secrétariat européen se transforme en secrétariat international, et Raptis est désigné sous son pseudonyme de Pablo comme secrétaire général de cette organisation, poste où il sera maintenu jusqu'en 1961. C'est à cette occasion qu'il noue des liens avec des formations anticolonialistes et anti-impérialistes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, en vue de leur fournir l'appui politique, technique et pratique le plus étendu possible.

L'insurrection algérienne coïncide parfaitement avec les orientations de Pablo. Aussi, en 1955, la IVᵉ Internationale soutient-elle la lutte algérienne.

Raptis vit dans un monde à part de faux passeports, de complots et de voyages mystérieux à travers le globe. Il y a certaines affinités entre Raptis et Curiel, issus de minorités ethniques d'Égypte. Mais Raptis est sans doute davantage que Curiel un homme engagé dans les aventures de l'*underground.*

Dans le cadre de la guerre d'Algérie, si on n'a pas connaissance de contacts Pablo-Curiel, il ne manque pas

de trotskistes pour collaborer avec celui-ci. Le plus notable est Jan Walter Tieleman, alias Arie Kleindijk, expert comptable. Il a épousé une Française. L'abbé Davezies, de son côté, assure les liaisons entre le F.L.N. et la IVe Internationale. Son pseudonyme, Martin, apparaît dans presque toutes les dépêches codées du F.L.N. qui traitent du soutien logistique des trotskistes.

Armes, faux papiers et fausse monnaie

La logistique consiste d'abord à fabriquer des armes pour le F.L.N., ce qui n'est pas une petite affaire. Aux Pays-Bas, un commanditaire nommé Oldrich est en contact avec l'Algérien Ahmed Abbas, alias Rachid, dessinateur industriel à Cologne. Celui-ci achète du matériel qu'il expédie au Maroc par bateau. Il communique à Oldrich les commandes du F.L.N. Celles-ci sont transmises à la firme néerlandaise Gossecaars Industrie en Handels, dont le directeur est le trotskiste Salomon Santen, dit Sal. Les commandes sont ensuite acheminées par Santen à la firme marocaine Kattab de Zenata, installée 4, rue Tedders, à Casablanca, et qui sert de couverture au F.L.N. Ce matériel est destiné au fonctionnement de la fabrique d'armement de l'A.L.N.

Gossecaars n'exporte pas seulement des machines à coudre ou des pataugas, mais aussi des presses à emboutir, des forêts d'alésage et du matériel plus spécifique : postes de radio, canons et mitraillettes achetés en Belgique. Il faut encore ajouter 10 000 culots de mortier modèle 37 et mille niveaux à bulle ou encore 70 tonnes d'explosifs adressées à la « Société géologique Zenatia Khatda pour le compte de M. Chattab à Rabat ». Les douaniers marocains ferment les yeux.

Engagé dans ces trafics, Raptis en tire parti. Militant en France, il rencontre Oldrich tous les samedis et

touche invariablement 10% sur les opérations. Ces sommes sont destinées aux caisses noires de la IVe Internationale.

Celle-ci a une petite spécialité : la falsification des pièces d'identité dérobées ou empruntées. Le principe qu'on applique dans ce milieu, et auquel Curiel se conformera toute sa vie, est le suivant : « un vrai passeport légèrement falsifié résiste mieux à un contrôle normal qu'une pièce entièrement falsifiée. Il suffit de faire attention à la photo et aux cachets ». Joseph Katz, de son vrai nom Adolfo Kaminski, ancien « cordonnier » de l'Irgoun[1] qui travaille pour Jeanson place de la Bourse, se conforme aux mêmes règles.

Ces principes vont être fortement bousculés en raison de la demande pressante du F.L.N. Pour faire face aux commandes, les trotskistes font appel à un imprimeur hollandais, Joop Zwaert, qui a combattu dans les Brigades Internationales et suivi un stage à l'Institut Lénine de Moscou.

L'imprimerie de Zwaart est installée à Amstel Vee, Amsterdamweg 37. Elle se met à débiter des cartes de séjour, bulletins de salaire, certificats de travail. Ces documents sont censés provenir des firmes Alsthom, Citroën, Peugeot, Simca, Panhard, et sont utilisés par les permanents du F.L.N. qui sillonnent la France pour y collecter des fonds.

Raptis s'intéresse particulièrement à ce travail. Il en vient à faire imprimer des cartes d'identité nationale qui ressemblent trait pour trait aux vraies, à une exception près. Ce trait devait être rajouté en France au moyen d'une presse retrouvée chez Pierre Franck, un des chefs de la IVe Internationale.

1. Un « cordonnier » est un fabricant de faux papiers. L'Irgoun fut la principale organisation terroriste israélienne créé en Palestine sous mandat britannique.

Comme l'appétit vient en mangeant, des faux papiers on va passer à la fausse monnaie.

L'idée est lancée par Oldrich, mais on a quelque raison de penser que le véritable instigateur de cette initiative est l'Allemand Helmut Schneeweiss. Communiste depuis 1931, il a été exclu du P.C. allemand pour « activité anti-parti » en 1933. Passant aux Pays-Bas sous une fausse identité, il y adhère au mouvement trotskiste. Mais, en 1954, il est récupéré par les Allemands de l'Est, et il passe pour être un agent important de la section V du M.F.S. (services spéciaux de la R.D.A.).

Bien qu'il soit installé en R.F.A. depuis 1950, il a conservé des contacts avec les trotskistes hollandais. Ce serait lui qui aurait lancé l'idée de la fabrication de fausse monnaie, sur instigation, croit-on, de son officier traitant du M.F.S.

Toutefois, des trotskistes fabriquent déjà de la fausse monnaie pour le compte du F.L.N. en Sicile, en R.F.A. ou en Scandinavie, et utilisent parfois les services d'authentiques escrocs comme le trafiquant d'or Simon A...

La décision prise, Schneeweiss, après avoir prospecté dans la région de Liège, acquiert à Osnabrück, près de Düsseldorf, en Westphalie, 19-20 Johanstrasse, une entreprise d'imprimerie discrètement située au fond d'une cour. Elle est achetée par Jal Santen, qui paie comptant. En compagnie d'Oldrich, il se procure les presses, l'encre et le papier. Le faussaire est le Hollandais Hubertus Hompe.

Ces préparatifs n'échappent pas, toutefois, à la police néerlandaise. Celle-ci n'ignore pas les transferts de matériel au Maroc, ni la fabrication de faux papiers. Elle ferme les yeux. Elle ne veut pas se mêler au différend entre les nationalistes algériens et les Français. La police de R.F.A. observe la même attitude.

Mais la fabrication de fausse monnaie constitue un délit qui risque de léser l'économie de tous les pays.

Cette fois, on décide d'intervenir.

Arrestations

Le 10 juin, à 15 h 30, Oldrich, Schneeweiss et Hompe sont arrêtés en Allemagne, tandis que Raptis, Santen et Zwaart sont appréhendés en Hollande.

C'est ici qu'on peut voir que le réseau trotskiste possède des informateurs remarquablement placés. Moins de cinquante minutes après le début des opérations, la police intercepte un télégramme expédié de Rome à Santen et qui alerte celui-ci. Ce message est signé Tito, et c'est le pseudonyme du Bolivien Hector Lucero.

L'opération policière doit se dérouler aussi en France. Elle démarre avec douze heures de retard sur les arrestations en Hollande et en Allemagne. Les raisons de ce retard demeurent obscures. Cela suffit, en tout cas, pour que les policiers de la D.S.T. fassent « chou blanc ». Pierre Franck, son amie Marguerite Metayer et d'autres complices ont pris la fuite.

Sur Raptis, qui s'est défendu avec énergie au moment de son arrestation, on trouve deux faux passeports au nom de Vakaris. Il en faut davantage pour démonter un trotskiste chevronné. Pablo va plaider non coupable.

Ces dénégations suffisent pour déclencher les protestations des écrivains qui s'élèvent contre la « répression » : Jean Guehenno, Maurice Nadaud et Claude Bourdet, qui « doute que Raptis eut mis le réseau en danger avec une histoire de fausse monnaie ». Isaac Deutscher, auteur d'une célèbre biographie de Trotski, la veuve de celui-ci, et même Pierre Franck, en fuite, et Jeanson, en exil, prennent fait et cause pour Raptis. Celui-ci est présenté comme un homme qui a « toujours

combattu l'injustice ». On entendra exactement le même couplet en faveur de Curiel quand celui-ci sera assigné à résidence à Digne en 1978.

Le 6 août 1960, le député Baird, du Labor Party, se rend personnellement à Amsterdam pour rencontrer Pablo en prison [1].

Finalement, Raptis et Santen n'encourent qu'une peine légère (quinze mois de prison) le 12 juillet 1961. Le premier, libéré en septembre à l'expiration de sa peine, gagne le Maroc avec un passeport chérifien.

En appréhendant Santen, les autorités néerlandaises ont aussi mis la main sur les archives de la IVe Internationale et sur un document qui met en cause le collectif des avocats français, établissant leur collusion avec le F.L.N.

Le 10 novembre 1960, Mes Oussedik, Ben Abdallah, Jacques Vergès, Zavrian et Courrège sont inculpés. Ils contestent, bien entendu, l'authenticité du document que détient le ministère de la Justice aux Pays-Bas.

Le F.L.N. contre Curiel

Les trotskistes sont des experts en clandestinité. Mais ils sont très peu nombreux. Le F.L.N. peut leur concéder une certaine autonomie. Avec Curiel, tout change. L'homme a donné satisfaction sur le plan technique. Mais, derrière lui, on discerne la présence obscure de l'appareil communiste. Les nationalistes algériens ont un lourd contentieux avec les communistes. Eux, ne sont pas des intellectuels naïfs.

Ce Curiel entend que le M.F.A. ne soit plus sous la dépendance financière de la Fédération de France du F.L.N. C'est clair. Si le F.L.N. n'est plus le bailleur de

1. Un comité de soutien est créé, que dirige Roger Foirier. Cf. *En Défense de Michel Raptis et Saul Santen* (brochure trotskiste).

fonds, c'est qu'un autre va prendre sa place. Qui? On ne peut pas regarder dans trente-six directions, mais du côté du Kremlin, ou d'une de ses filiales de Prague ou de Berlin-Est.

C'est pourquoi Boudaoud a réagi en convoquant en septembre à Düsseldorf une réunion où sont représentés Curiel, Jeanson, et « Jeune Résistance ». L'objectif de l'Algérien est de reprendre le contrôle des opérations en fractionnant les activités, c'est-à-dire en attribuant à Curiel les activités de soutien, à Orhant, un des dirigeants de J. R., plutôt hostile à Curiel, les insoumis et les déserteurs, et à Pierre Hespel, militant P.S.U., le M.A.F. limité à des manifestations de masse.

Avec ce système, l'articulation prévue par Curiel, qui consiste à établir à l'intérieur du M.A.F. une liaison étroite entre les illégaux affectés au soutien du F.L.N., et les militants qui s'engagent dans une action publique en faveur de la paix en Algérie, vole en éclats.

Il paraît que Curiel accepte sans broncher ces propositions qui, en apparence, brisent ses projets. C'est que « minoritaire, à Düsseldorf, il se sait tout puissant à Paris [1] ». Il se dit sans doute que le temps travaille pour lui [2].

1. Hamon et Rotman, *op. cit.*, p. 272.

2. Une source policière évoque la réunion de Düsseldorf sous une forme différente. Serait sortie de cette assemblée une autre organisation, le C.R.I.F. (Comité de réflexion et d'information) englobant le réseau Jeanson, le M.A.F. de Curiel et « Jeune Résistance ». A la tête de cet organisme auraient été placés Claude Glayman (pour J. R.), Jeanson et Davezies, avec pour objectif de contrôler tous les réseaux de soutien en France, Italie, Suisse, Allemagne, Belgique, d'assurer l'évacuation des insoumis à l'étranger puis d'assurer leur retour sous une fausse identité, enfin de mettre sur pied un bulletin.

Un facteur, de nouveau, va venir bouleverser ces plans : l'intervention des polices.

Le 16 octobre, Rosette Curiel est appréhendée à Genève et inculpée pour usage de faux passeports. A son compte, on trouve la somme de 300 000 francs suisses (environ 40 millions d'anciens francs) [1]. Francis Jeanson a été arrêté en même temps qu'elle. Les autorités helvétiques se bornent à l'expulser en Italie.

On apprend, à cette occasion, qu'un certain Jean Mayrat, ancien président du conseil municipal d'Yverdon (Suisse), sert d'agent de liaison entre les membres du réseau en Suisse et en France.

Le 20 octobre 1960, quatorze policiers de la D.S.T. investissent un immeuble au 176, rue de Grenelle, à Paris. Ils perquisitionnent au troisième, dans un appartement occupé par une jeune fille d'origine suisse, Mlle Denzler. C'est une actrice qui sert parfois de doublure à Michèle Morgan. On ne mettra pas la main sur elle. Elle est repartie en Suisse depuis trois jours.

Un seul homme est présent. Avant que les policiers n'enfoncent la porte, il jette par la fenêtre des liasses de papiers qui se répandent dans la rue ou sur les stores des magasins voisins. Il pleut à verse. L'homme espère peut-être que la pluie rendra ces textes illisibles.

Les policiers récupèrent chaque feuille. Surprise : au milieu de cette paperasse humide, ils découvrent des documents qui proviennent des Affaires étrangères. Ceux-ci n'ont rien à voir avec les événements d'Algérie. Ce sont les photocopies de conversations secrètes entre le gouvernement français et celui de Bonn.

1. Curieusement Hamon et Rotman ne font jamais mention de Mme Curiel qui a joué un rôle très important dans le réseau de son mari.

Un réseau Curiel (car c'est de lui qu'il s'agit) peut toujours en cacher un autre. Car, accessoirement, l'apatride s'emploie à acheminer via la Suisse, vers les services soviétiques, les secrets de notre diplomatie. Curiel et sa femme ne sont pas seulement des combattants de la cause algérienne. Ils font aussi du renseignement avec ce qui leur tombe sous la main.

Au 176, rue de Grenelle les policiers tendent une souricière. Six personnes viendront s'y prendre : un employé au C.N.R.S., Richard Mottier, et une starlette, Marie-Claude Bouchoux, tous deux Français; le Belge Jehan de Wangen, l'Égyptienne Leila Fawzi; un Américain naturalisé Français, Charles Brunner; enfin, Curiel lui-même, qui ce jour-là a l'identité... d'un père rédemptoriste.

Durant sa période clandestine, Curiel ne semble guère avoir de problèmes de logement. Nous sommes loin de connaître tous ses domiciles successifs, mais nous indiquerons qu'en 1953 il logeait 275, rue Saint-Jacques, chez un juif égyptien du nom d'Agani. En 1960, peu avant son arrestation, un de ses points de chute se situe 18, rue des Renaudes, chez Mme Caroline Bernsonn.

Quelques jours avant son arrestation, il loge chez un sympathisant belge. Ses amis, alertés par certains signes, le pressent de partir. En vain.

A la D.S.T., le ton est courtois. Curiel refuse de parler. Les inspecteurs lui laissent entendre, ainsi qu'à Leila Fawzi, liée par une cousine à une haute personnalité française [1], qu'on se contentera de les expulser. Le ton changera par la suite et les interrogatoires deviendront plus sévères. Curiel est transféré à Fresnes. L'entourage de Curiel estime que ce changement d'attitude est dû aux services américains, qui possèdent un volumineux dossier sur lui.

1. Hamon et Rotman, *op. cit.* p. 323.

Curiel et ses adjoints sont entrés en hibernation. Ils ne sortiront pas de prison avant les accords d'Évian. Exception faite des femmes du réseau : six d'entre elles, Jacqueline Carré, Hélène Cuenat, Leila Fawzi, Micheline Pouteau, Zina Harrig, Fatima Hamoud, s'évadent de façon spectaculaire de la prison de femmes de Paris la Petite Roquette, le 24 février 1961.

Davezies à son tour

Curiel arrêté, Jeanson hors course, Davezies tombe à son tour à Lyon, le 21 janvier 1961, en compagnie de l'éditeur suisse Nils Andersson (le Maspero helvétique), qui sera expulsé, Louis Orhant, Pierre Hespel. Étienne Bolo est arrêté depuis le 18 décembre. Des fragments de réseaux subsistent avec des hommes comme Mattei, Jean-Louis Hurst, ou des nouveaux comme Gérard Chaliand. Mais cela importe peu. Les accords d'Évian ne sont plus très loin : ils sont signés le 19 mars 1962.

Quelque temps plus tard, on peut lire, dans le premier numéro de la revue *Partisans,* ce jugement qui serait de Georges Mattei, un des fondateurs de la revue avec Maspero et Chaliand :

« *Nous croyons qu'il est faux d'affirmer que la classe ouvrière est plus révolutionnaire que la direction des partis qui l'expriment. Nous croyons aussi qu'il est des périodes de l'histoire du mouvement révolutionnaire où c'est autour des intellectuels — avec ou sans mitraillette — que se cristallise l'action d'avant-garde : l'action " partisans "...* [1]. »

On peut souscrire à ce jugement. Les différents réseaux ont recruté leurs membres chez les intellectuels, écrivains, éditeurs, étudiants, médecins; le théâtre et le

1. *Partisans,* n° 1, sept-oct. 1961. Revue fondée par l'éditeur Maspero, elle accorde une large place aux luttes dites de libération du Tiers Monde.

cinéma ont fourni un fort contingent. La classe ouvrière, presque rien. Au procès du réseau Jeanson, on trouve une seule ouvrière : Jacqueline Carré.

A des titres divers, ont participé au réseau ou l'ont soutenu, des hommes et des femmes comme les professeurs de médecine Pierre Veullay, Dalsace, Ciboulet, les artistes Roger Pigaut, Catherine Sauvage, Serge Reggiani, Jean Marais, Marina Vlady; des avocats comme Michèle Beauvillard, Gisèle Halimi, Roland Dumas, Jacques Vergès (qui plaideront au procès du réseau Jeanson), des ecclésiastiques comme les abbés Boudouresque, Mamet, Carteron, la plupart des membres de la Mission de France, les pasteurs Cazalis et René Cruse.

Les ecclésiastiques et les membres d'associations religieuses ont joué dans cette entreprise un rôle particulièrement important, non pas tant par le nombre que par la caution morale qu'ils procuraient, par l'estime dont ils bénéficiaient dans les diverses couches de la société et par leur grande capacité à mobiliser des personnes et des organisations. Le numéro 10 de *Vérité pour* reproduit ainsi une interview parue dans *L'Illustré protestant* de juin 1959, du pasteur Beaumont, secrétaire général de la CIMADE [1]. Le pasteur s'élève contre les camps qui rassemblent des suspects. Dans le numéro suivant (décembre 1959), on donne en exemple l'abbé Berenguer, ancien aumônier de la Ire armée française, décoré par de Gaulle en 1945, expulsé d'Algérie, puis condamné par contumace pour aide aux rebelles en février 1959.

Ces milieux ecclésiastiques ont travaillé en étroite liaison non pas avec le parti communiste, comme au temps de l'Occupation, mais avec ce milieu assez flou de la Nouvelle Gauche souvent assez anticlérical.

Une autre innovation, c'est le mode de fonctionnement

1. Organisation caritative de l'Église réformée.

du réseau. Il donne à ses membres une grande liberté d'action. C'est une des raisons de son succès : on y travaille à la carte. L'un accepte de convoyer des fonds, l'autre de véhiculer des Algériens, une troisième de stocker des armes dans sa cave, un quatrième de laisser la clé de son studio pour des rendez-vous. C'est là une rupture de style assez nette avec les habitudes d'un parti comme le P.C. ou d'une organisation trotskiste qui exigent tout du militant. A une tutelle à la longue pesante et tatillonne, le réseau substitue l'addition de services souvent menus, dont le risque semble limité.

Dernier point enfin : les femmes ont tenu une place considérable dans ces réseaux. Leur rôle avait déjà été important lorsque les jeunes filles communistes permirent de reconstituer les filières d'un parti désarticulé en 1939 par la dissolution. Si elles n'expliquent pas tout, il n'est pas douteux que les relations affectives avec les Algériens du F.L.N. aient contribué à leur engagement.

Auxiliaires précieux

Le réseau plonge ses racines dans une partie de la bourgeoisie française. Il en recevra d'abord des informations et des moyens. Jeanson, par exemple, fait diffuser un rapport de la Croix-Rouge sur les camps de regroupement établis en Algérie par les autorités françaises. Il est fortement aidé dans cette entreprise par un gaulliste de gauche, Paul-Marie de la Gorce, qui collabore à *L'Express*, à *France-Observateur*, et maintenant au *Figaro*.

« *De la Gorce* — écrit Yves Courrière — *merveilleusement introduit dant des milieux très divers, était pour Jeanson un véritable baromètre politique de l'opinion française...* [1]. »

1. *La Guerre d'Algérie*, t. III, *L'Heure des colonels*, p. 396.

Sans appartenir, croyons-nous, au réseau, un jeune inspecteur des Finances, frais émoulu de l'E.N.A., faisait parvenir à Gosselin, au cabinet de Michelet, alors Garde des Sceaux, un autre rapport sur les camps de regroupement en Algérie. Transmis aussitôt à Viansson-Ponté, il paraissait dans *Le Monde* du 18 avril 1959.

Le jeune inspecteur s'appelait Michel Rocard.

Face à ces entreprises, la défense du régime a été souvent incohérente et molle.

Il n'est guère explicable que Jeanson, très tôt repéré, ait pu se déplacer aussi longtemps en toute impunité. Lui-même était fort tranquille : il adressait le premier numéro de *Vérité pour* avec une dédicace insolente à André Malraux. Il est vrai que dans l'entourage de celui-ci on trouvait Pradel, qui logera Curiel à sa sortie de prison, et le propre frère de celui-ci, Raoul, directeur-adjoint des Musées de France. Dans ses locaux, on raconte que des dirigeants du F.L.N. pouvaient se réunir en toute sécurité.

Curiel lui-même a pu tenir dans la clandestinité *pendant neuf ans.* Et, quand il est arrêté par la D.S.T., il semble bien que le premier mouvement de celle-ci ait été de le reconduire à la frontière avec Leila Fawzi, alors que ces gens agissent contre l'armée française, contre le contingent envoyé en Algérie par l'Assemblée nationale.

Tout ce petit monde comploteur s'est maintenu longtemps en activité, moins grâce à ses précautions qu'à ses protections.

Évoquant la figure de Curiel dans cette période algérienne, Jean-Louis Hurst a cette phrase un peu sybilline pour expliquer le succès des réseaux :

« Et puis, avouons-le, le gaullisme y fut bien pour quelque chose [1]*. »*

On le croira volontiers.

1. *Libération, op. cit.*

VI

PAUSE A FRESNES ET MÉCOMPTES A ALGER

Le 18 décembre 1960, la D.S.T. arrête Étienne Bolo.

En 1971, il sera accusé par un médecin genevois d'avoir volontairement allumé un incendie sur la Côte d'Azur. Affronté à ce témoin qui a cru le reconnaître, Bolo proteste de son innocence. Il est soutenu par une brigade d'enseignants. Entre un témoin unique qui a cru voir, et des enseignants nombreux qui n'ont rien vu, mais qui tiennent *a priori* pour innocent « notre collègue », la justice tranche. Assez vite, Bolo obtiendra un non-lieu.

Bolo proteste-t-il quand la D.S.T. lui met la main au collet et l'expédie au dépôt puis à Fresnes? Il n'est pas innocent des actes qu'on lui reproche, puisqu'il appartient au réseau Curiel. Mais il juge, à coup sûr, son entreprise parfaitement justifiée.

Dans un salon

Dans une cellule, en deuxième division, quelqu'un l'attend. Sourire aux lèvres, décontracté, très courtois, il lui propose une tasse de café.

« On se croirait dans un salon », pense Bolo.

L'homme qui l'accueille, c'est Henri Curiel.

Il est là avec un certain nombre de membres de son réseau et 1 500 Algériens du F.L.N. emprisonnés pour des raisons diverses. Tout ce monde a obtenu un régime de faveur : portes des cellules ouvertes à l'heure des cours, hymne algérien au réveil, minute de silence pour le coucher, journal intérieur affiché dans les préaux.

La prison est un révélateur. Elle est beaucoup moins bien supportée, en général, par les manuels que par les intellectuels. Les premiers, privés d'activité physique, vont de belotes en belotes jusqu'au sommeil qui les délivre des heures mortelles. Les seconds trouvent un refuge dans la lecture. Tous, pour autant, ne supportent pas cette épreuve avec aisance. Certains se laissent aller. Ce n'est pas le style Curiel.

D'abord, c'est un homme très occupé. Il est, en quelque sorte, le bibliothécaire des détenus. C'est-à-dire qu'il fait partie de l'aristocratie de la détention : comptables, chargés du service social, préposés aux colis, infirmiers, etc.

Dans une prison, la bibliothèque est un des postes-clés. Bibliothécaire, on circule, on va de l'un à l'autre. Et, le long des coursives, on voit passer la silhouette fragile, légèrement voûtée, de ce juif égyptien. Les livres qu'il distribue sont le signe de son ascendant intellectuel.

Curiel ne s'en tient pas là. Peu après son arrivée à Fresnes, il organise des cours. Cela va de l'alphabétisation à la préparation du bac. Bolo, pour sa part, va se mettre à l'italien. Dispenser la culture, si élémentaire soit-elle, est aussi une bonne méthode pour influencer les gens, les sonder, sans les apparences de l'endoctrinement.

L'endoctrinement, ce n'est pas la manière Curiel. Il n'a rien du marxiste dogmatique. Il écoute. Il argumente d'une voix douce, sans passion. Aux Algériens, il dit qu'ils doivent rester musulmans; aux catholiques et aux protestants, qu'ils doivent garder leur personnalité.

Avant tous les autres, les Algériens intéressent Curiel. Et ceux-ci, en retour, lui vouent une grande admiration. Ils tiennent ce végétarien, qui s'adonne au yoga, pour une sorte de moine laïc, de gourou si l'on veut (le terme n'a pas cours à l'époque). Certains n'en conservent pas moins une certaine suspicion. Après tout, c'est un étranger et surtout un marxiste. Et puis, il est juif.

Un excellent praticien

En dehors de Curiel, le groupe des Français compte une quinzaine de personnes, très jeunes pour la plupart. L'ancien leader du Haditu entreprend de les former. Bolo note à ce propos que l'homme, contrairement à ce qu'on a pu écrire, n'est pas un théoricien du marxisme :

« *C'était* — dit-il — *un excellent praticien. Et à ceux qui étaient plus âgés, plus initiés, comme moi* [1], *il apportait un sens aigu de ce qu'est concrètement* la pratique révolutionnaire militante. *C'était un prodigieux organisateur. Il était toujours en marche* [2]. »

L'organisation ne se limite évidemment pas au seul univers carcéral. Au-dehors, le conflit algérien continue. Bien des membres du réseau demeurent en liberté. Un des soucis de Curiel est de maintenir les communications avec l'extérieur, de coordonner les activités dans la mesure du possible. Fresnes est une école, comme l'étaient les camps de détention en Égypte. Mais c'est aussi un poste de commande. Maintenir les échanges avec l'extérieur est une tâche prioritaire. Comment? Ceux qui n'ont pas connu le régime de la détention s'imaginent que c'est très difficile. En réalité, les prisons

1. Bolo est un ancien membre du P.C.
2. « Un pèlerin de la révolution ». Entretien avec Étienne Bolo, in *Politique Hebdo,* 15 mai 1978. (Souligné par nous.)

forment des enceintes assez poreuses, et les porteurs de messages se devinent sans trop de peine.

Prêcher est bien, mais prêcher par l'exemple est plus convaincant. Pour Curiel, il s'agit de montrer qu'on est *avec*. Aussi, quand survient la période du Ramadan, il exige de ses camarades que par solidarité avec les musulmans ils observent également le jeûne. Plus de boisson ni de cigarettes entre le lever et le coucher du soleil. Pour l'animateur du réseau, ce n'est point une épreuve très pénible : il observe déjà un jour de jeûne par semaine, il boit du jus d'orange, l'ascèse lui est naturelle. Ses camarades, eux, font la grimace et grognent en sourdine. Au bout de dix jours, Curiel est le seul Européen à observer encore le Ramadan.

Évoquant ce souvenir, Bolo a cette formule heureuse :

« Un franciscain doublé d'un jésuite. »

Il arrive que le franciscain abuse.

Un jour, Curiel entre dans la cellule de Bolo et lui reproche de ne pas observer, comme lui, un jour de jeûne par semaine.

« Écoute, Étienne, tu es peut-être un bon intellectuel révolutionnaire, mais tu es un jouisseur, avant tout un jouisseur.

— Moi, j'aime la vie sous toutes ses formes, réplique Bolo assez agacé.

— Tu es un Danton! lui jette Curiel.

— Et toi un Robespierre! Veux-tu que je t'adresse le même testament que Danton [1]?

Curiel a suffisamment d'humour pour rire de cette boutade.

Il y a tout de même chez ce personnage une mince faille : il déteste perdre au jeu.

1. Sur l'échafaud, Danton s'était exclamé : « Je lègue mes couilles à Robespierre. »

Ainsi va la vie à Fresnes.

Le 20 février 1961, six femmes détenues à la prison de la Petite Roquette pour soutien au F.L.N. s'évadent.

Outre deux Algériennes figure encore dans cette fournée, Didar Rossano, ancienne épouse du colonel Fawzi, attaché militaire de Nasser et ambassadeur d'Égypte dans les démocraties populaires.

Curiel, lui, ne songe pas à s'évader. Ce n'est pas la peur qui le retient. Il doit avoir de bonnes raisons. Il doit penser qu'il est plus sage d'attendre, que De Gaulle cherche une issue négociée avec le F.L.N., que les « ultras » de l'Algérie française ont perdu la partie, que l'indépendance est inéluctable, que le temps travaille pour Curiel et pour les amis de Curiel.

En mars 1962, de Broglie, Joxe et Buron signent les accords d'Évian. Quelques semaines plus tard, le 14 juin, Curiel quitte Fresnes. Il bénéficie de l'amnistie. Il ne sera jamais jugé.

Une note datée de décembre 1969, qui est manifestement une fiche des renseignements généraux, indique : « *Le 14.6.1962, en conséquence des accords d'Évian, Curiel est libéré et relaxé des poursuites. Après l'arrêté d'expulsion pris contre lui le 9.11.60, il entame une procédure pour obtenir un certificat de réfugié politique de l'O.F.P.R.A.* [1] *et l'obtient le 29.4.1963. Il est autorisé à demeurer en France sous le régime du sursis.* »

Cette note comporte au moins une erreur. En effet, une note ultérieure de la Direction de la police générale, 8e bureau [2], datée du 21 novembre 1975, précise que Curiel a fait l'objet de demandes de sursis trimestriels renouvelables, conformément à la décision ministérielle n° 63275 du 28 juin 1973.

1. Office français de protection des réfugiés et apatrides.
2. Pour ces deux notes, voir annexes.

Il était donc soumis antérieurement à un autre régime, plus libéral. Le certificat de réfugié politique délivré par l'O.F.P.R.A. ne le plaçait en effet aucunement sous le régime des sursis. Ce régime lui permettait d'utiliser un passeport à son nom et de se déplacer comme il l'entendait à l'étranger.

On peut s'étonner de ces facilités. Voilà un homme qui a vécu chez nous en clandestin, où avec sa femme il a mené des activités illégales, qui bénéficie d'une libération à la faveur des accords d'Évian, contre qui on abandonne toute poursuite. Il devrait logiquement être l'objet d'une mesure d'expulsion, et sa femme, qui fut sa complice, ne devrait en aucun cas être autorisée à pénétrer en France.

Or l'un et l'autre bénéficient d'étranges faveurs. Pourquoi?

Mêlé aux accords d'Évian?

On trouve peut-être une réponse à cette question dans un bref passage paru après la mort de Curiel dans un article nécrologique de *Rouge,* hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire[1]. On y lit en effet ceci :

« *Il* [Curiel] *est arrêté en 1960 et emprisonné à Fresnes, où se trouve déjà Ben Bella.* Libéré avant les accords d'Évian, *il participe aux différents contacts entre le F.L.N. et le gouvernement français, qui permettront la conclusion des accords.* »

A notre connaissance, ce passage n'a fait l'objet d'aucune rectification de la rédaction de *Rouge,* ni d'un démenti émanant de la pointilleuse famille Curiel. Or, il est sans ambiguïté et il contredit formellement la version officielle. Selon *Rouge,* Curiel n'a pas été libéré après les

1. Numéro 641, lundi 8 mai 1978, p. 6.

accords d'Évian, *mais antérieurement,* et ceci pour pouvoir participer aux négociations avec le F.L.N.

Il se peut qu'il y ait de la part de *Rouge* une erreur sur la date de la libération. Mais ce n'est pas l'essentiel. Il est fort possible que, légalement, la levée d'écrou ait été faite postérieurement aux fameux accords (en pareil cas, il devrait être facile, pour le ministère de la Justice, d'en apporter la preuve). Cela n'aurait empêché nullement les autorités pénitentiaires, agissant sur ordre, de mettre le détenu Curiel à la disposition de gens qui seraient venus le chercher, pour des raisons qu'ils n'avaient pas à expliquer au directeur de Fresnes, mais en fait pour participer aux importantes négociations aboutissant aux accords d'Évian.

Si Henri Curiel a réellement joué ce rôle qui s'articule fort bien aux contacts diplomatiques que nous avons précédemment évoqués, et qui s'accorde avec le « profil » de cet homme, il faut garder cette donnée secrète en mémoire pour comprendre beaucoup de choses par la suite. Pareil homme peut être utile au pouvoir pour les contacts futurs avec les dirigeants algériens. En outre, il est porteur de secrets redoutables.

Autre question : pour obtenir son statut d'apatride, il lui fallait des appuis. Lesquels? D'après ses propres confidences, il aurait obtenu ce document grâce à l'appui d'Hervé et Yvon Bourges [1].

Les deux hommes sont cousins, mais n'ont pas les mêmes opinions politiques. Yvon Bourges appartient à la majorité. Il deviendra plus tard ministre de la Défense nationale. Dans l'année où le passeport est délivré (1963), Bourges est député d'Ille-et-Vilaine et maire de Dinard. Mais il n'est pas sans intérêt de signaler qu'en 1961-1962, période où Curiel est à Fresnes, puis vient de quitter la prison, Bourges était chef de cabinet de Roger

1. Archives privées.

Frey, ministre de l'Intérieur. Et derrière Bourges, l'homme important, celui qui décide est peut-être Frey lui-même.

Le cousin Hervé, lui, est un catholique progressiste. Au lendemain de l'indépendance, il fait partie du groupe des Européens qui se mettent à la disposition des nouveaux maîtres de l'Algérie et qui, sous leur direction, occupent des postes techniques. On les appelle les « pieds-rouges ». Nés ou non en Algérie, ils appartiennent soit à une frange d'extrême gauche, soit à des milieux chrétiens avancés. Ce groupe, qui n'est pas toujours homogène, est acquis à une Algérie socialiste. Sur ce plan, Ben Bella est son homme.

A sa sortie de prison, Henri Curiel s'en va loger chez une Mme Andrieux, 6, square du Pont-Royal, puis, le mois suivant, 10 *bis*, rue du Pré-aux-Clercs, chez M. Pradel, conservateur en chef des Musées nationaux, qui entretenait d'excellentes relations avec le frère de Curiel.

En août de la même année, Curiel est domicilié 22, rue des Bernardins, chez l'avocate Michèle Beauvillard, qui a plaidé au procès du réseau Jeanson.

Ce sont là des asiles provisoires, avant que Curiel ne s'installe, tout à fait légalement, rue Rollin.

Sa femme, de son côté, a regagné la France aussitôt après les accords d'Évian.

Le F.S.R.A.

Les 23 et 24 juin 1962, c'est-à-dire dans le mois où Curiel a été libéré, s'est tenu le colloque d'une association qui pourrait être la suite du M.F.A. et du réseau Jeanson.

Cette association, fort peu connue, et qui n'aura qu'une brève existence, s'intitule le F.S.R.A. (Front de solidarité avec la Révolution algérienne). Selon Hamon

et Rotman, elle a été créée à l'initiative de Jeanson.

A l'issue de ces deux jours, le F.S.R.A. constitue son bureau, où Curiel ne figure pas et qui est ainsi composé : Denis Berger — Jacques Berthelet — Simon Blumenthal [1] — Paul Drevet — Lou Dupraz — Michel Fiant — Claude Freud — Olivier Herrenschmidt — Pierre Hespel — L. Jubelin — Marc Kravetz [2] — Michel Rochalski — Gérard Spitzer.

La plupart de ces personnages ont déjà servi comme « porteurs de valises ».

Cette liste est moins intéressante à étudier en fonction des noms qui y figurent que des règles d'action exposées dans le texte qui l'accompagne. Ce seront, en somme, celles du futur réseau Solidarité, qui, sous la direction de Curiel, va aider les révolutionnaires du monde entier.

Parmi les signataires de l'appel adopté à l'issue de cette rencontre, on trouve la plupart des noms qui constituent *l'intelligentsia* de gauche *non communiste* : Claude Bourdet, le futur pape de l'écologie René Dumont, Maurice Nadeau, Claude Roy, Jérôme Lindon, Pierre Vidal-Naquet, Jean-François Revel, Simone de Beauvoir, le dessinateur Siné, Claude Lanzman, la photographe Dominique Darbois, François Chatelet, Michèle Firk, le docteur Zadkine (vieux trotskiste), Ania François [3] et Jeanson lui-même. Le seul communiste déclaré qui figure sur cette liste est Julien Lauprêtre, un des dirigeants du Secours populaire.

Le texte de l'appel est avant tout axé sur la lutte

1. Ce communiste a été exclu de son parti à cause de la politique algérienne (1959). Il milite dans « J.R. » et est arrêté le 27 janvier 1961. Jugé le 24 novembre, il est libéré aussitôt.

2. Futur lieutenant d'Alain Krivine à la Ligue communiste (trotskiste).

3. Sans doute la journaliste de gauche Ania Francos, auteur de *La Fête cubaine*, Julliard, 1962 et de *L'Afrique des Afrikaners*, idem, 1966.

contre l'O.A.S. Il critique également le gaullisme pour ses compromissions avec les tenants de l'Algérie française et souligne que tout le « crime » des militants qui ont aidé les réseaux de désertion et « soutenu concrètement la révolution algérienne « est » d'avoir, au nom d'un internationalisme agissant, refusé de s'associer aux oppresseurs, aux tortionnaires, aux assassins et d'avoir soutenu la lutte du peuple algérien pour son indépendance ». L'appel conclut que les signataires de ce texte « dont certains ont aidé moralement et matériellement ces hommes dans leur engagement lucide et courageux, dont certains ont milité à leur côtés, leur renouvellent ici l'expression de leur totale solidarité et veulent que justice leur soit rendue. Ils en appellent à l'opinion et aux organisations qui se réclament de la liberté pour imposer la libération immédiate de tous les anticolonialistes emprisonnés et le retour de tous les exilés. »

Aide à la Révolution algérienne

On pourrait croire que ce texte clôture une période, puisque la libération des anticolonialistes va intervenir incessamment, si elle n'est déjà faite. Il n'en est rien. Le F.S.R.A. ne s'est pas constitué dans ce but, mais bien pour apporter une aide concrète à la révolution algérienne, c'est-à-dire à la phase qui doit succéder à l'indépendance. Dans ce dessein, il nous a paru intéressant de détacher certains passages qui concernent le fonctionnement du F.S.R.A. [1], car ils nous éclairent sur les démarches du futur réseau Solidarité.

Les membres du F.S.R.A. accordent une importance essentielle à l'*aide concrète.* Celle-ci concerne essentiellement trois secteurs : la santé, l'enseignement et l'aide technique en général. Elle écarte, en principe, toute

1. On trouvera le texte intégral en annexe.

intrusion politique dans la vie des Algériens désormais indépendants. Elle mobilise des médecins, des infirmières, des enseignants, des hommes et des femmes appelés à des postes divers de la coopération, en leur demandant de petits efforts à la mesure de leurs moyens.

Quel médecin d'hôpital, sollicité par une infirmière ou une assistante qu'il connaît et apprécie sur le plan professionnel, refusera de s'associer à une collecte de médicaments au bénéfice d'un pays cruellement éprouvé par la guerre? Il ne signerait pas un manifeste, une pétition, de crainte d'être compromis. Mais cet acte humanitaire, il peut l'accomplir sans qu'on lui en fasse grief.

Ce n'est certes pas grand-chose. Mais c'est déjà une façon d'être associé. L'homme qui a accompli un pas en ce sens pourra être ultérieurement sollicité pour des actions qui engagent.

Entreprise à double face

Aux personnes ainsi abordées dans un premier temps, on ne va pas dévoiler un autre aspect du réseau, qui consiste dans la mobilisation de ses membres réellement acquis. Car dans ce même texte on insiste sur « la nécessité d'organiser solidement des groupes de choc antifascistes... » et, nous dit-on, « des groupes offensifs ».

L'action du F.S.R.A. apparaît ainsi comme une entreprise à double face : tournée vers l'Algérie (et les Algériens en France), elle ne veut connaître qu'une aide purement technique. Tournée vers la population française, elle est au contraire idéologiquement (et concrètement) très engagée. C'est ce qui ressort de la déclatation du F.S.R.A. adoptée le 24 juin 1962. On y lit que le peuple algérien a besoin d'une « aide matérielle immédiate et technique à long terme » et d'un « soutien

politique et idéologique auprès du peuple français ». Il est précisé que le soutien politique et idéologique concerne une société socialiste en Algérie, « aboutissement logique du combat du peuple algérien ». Car « la Révolution algérienne est d'ores et déjà un secteur d'avant-garde de la révolution coloniale. Elle a ébranlé sérieusement et continuera d'ébranler en France même les bases de la bourgeoisie et de l'impérialisme ».

Cette dernière phrase offre un fort bel exemple de renversement dialectique. Le réseau a travaillé concrètement à l'indépendance de l'Algérie. L'indépendance acquise, la lutte se poursuit à la fois pour favoriser le triomphe de la révolution socialiste en Algérie (seconde étape) en lui fournissant en France un concours idéologique et pour aider les forces du F.L.N. à saper, tant en Afrique qu'en métropole, l'État français impérialiste et colonisateur (troisième étape). Réelle illustration de la révolution permanente, chère à Trotski.

Si ces conceptions doivent davantage à Jeanson qu'à Curiel (elles témoignent en effet d'un certain optimisme révolutionnaire), elles ne sont pas en contradiction avec les démarches du futur réseau Solidarité.

Sorti de prison, Curiel va pour la première fois exercer une profession sous son identité.

Il entre en effet aux éditions Fernand Nathan, rue Monsieur-le-Prince, à titre de conseiller aux relations publiques. Il y est chargé d'organiser la fourniture de livres scolaires à l'Algérie dans le cadre de la coopération. Ces fonctions justifient ses déplacements et ses contacts dans ce pays. Elles lui permettent également d'exercer une influence dans un secteur sur lequel les communistes ont toujours porté leurs efforts, quand ils ne pouvaient pas se déployer pleinement sur le plan politique, le secteur culturel. Ultérieurement, il travaillera aussi à la Société européenne des arts graphiques, rue de Pontoise.

Il est désormais inscrit à la Sécurité sociale sous le numéro matricule 1/14/09/99/301/456.

Une caution légale qui n'écarte en rien des activités secrètes, où la scolarité n'est sans doute pas le souci dominant, Curiel qui après s'être appelé « Younès » en Égypte, puis Guillaume ou Jacques au temps du M.F.A., va troquer ces prénoms contre celui de Julien.

Amitié avec Ben Bella

En Algérie « Julien » dispose d'un atout capital : son amitié avec Ben Bella et avec le groupe qui l'entoure. Ben Bella a été l'homme des contacts avec les services de renseignements égyptiens au temps du C.R.U.A. et des débuts du F.L.N. Il conserve des liens avec ces milieux. Il est beaucoup plus acquis à la révolution que Nasser. Maisentre lui et les nationalistes égyptiens il y a un peu le même type de *familiarité* que celle qui rapprochait le Haditu des « officiers libres ». Dans le second semestre 1962, Ben Bella va intervenir en faveur de Curiel auprès du gouvernement égyptien. Il voudrait obtenir que celui-ci soit inscrit au consulat d'Italie comme sujet italien, ce qui aurait permis de faire passer Curiel en Italie dès sa libération.

Il semblerait donc qu'à cette époque Curiel redoute d'être expulsé de France (ce qui serait parfaitement logique après l'action qu'il a menée). Au reste, dans sa brochure, *L'Amnistie des républicains* [1] parue chez Maspero, Davezies fait figurer Curiel au nombre de ceux qui semblent promis à l'expulsion. Dans cette période, le souci de Curiel est évidemment de trouver un pays où il pourrait avec efficacité poursuivre son action. L'Italie convient parfaitement.

1. 1962.

Pour des raisons que nous ignorons, ces démarches n'aboutissent pas. La situation de Curiel finit cependant par s'arranger au mieux de ses intérêts.

Après sa sortie de Fresnes, Ben Bella, avec qui il a été en contacts suivis pendant sa détention, va intervenir à diverses reprises au cours de l'année 1962 auprès de Nasser pour que Curiel soit autorisé à retourner en Égypte. Une démarche est même effectuée en ce sens au Caire par Michèle Beauvillard [1].

Nous ignorons les raisons pour lesquelles elle n'a pas abouti, et les intentions de Curiel. Craignait-il de ne pas obtenir son passeport d'apatride? Envisageait-il de poursuivre ses actions au Caire?

« Pieds-rouges»

Les missions culturelles de Curiel facilitent ses contacts avec les milieux intellectuels et pédagogiques de l'Algérie nouvelle, donc avec le secteur qui à Alger doit traiter des problèmes de la jeunesse. Il y trouve le « pied-rouge » Chaulet [2], qui a adopté la nationalité algérienne, Hervé Bourges, André Mandouze, Soyer. Il est aussi en rapport avec les communistes algériens, qui ont dû dissoudre leur parti sous la pression du F.L.N. Certains de ses membres, toutefois, occupent des postes de responsabilité dans le nouveau régime. C'est le cas de Zahouane, président de la commission d'orientation-information du F.L.N., de Bachir Hadj Ali, réfugié à l'Est pendant le conflit, qui opère maintenant à l'Union des écrivains; le cas encore des ex-communistes qui militent à l'U.G.T.A. (Union générale des travailleurs algériens).

1. Archives privées.
2. C'est lui qui avait servi de cicerone aux Jeanson en Algérie, au début de leur engagement.

On peut mettre à part Henri Alleg[1], qui a fait reparaître *Alger républicain.*

« *Présents dans la presse* — écrit Maschino[2] —, *les communistes ont montré ce qu'on pouvait faire avec peu de moyens, peu de cadres et des idées justes : techniquement réussi, stimulant,* Alger républicain *donnait la parole aux lecteurs, parole critique, questionneuse, parole gênante à la longue; il publiait des reportages vivants, volontiers " mordants ", c'était un éveilleur (on s'en rend mieux compte depuis)* ».

Cette tentative d'investissement du secteur culturel, bien analysée par Maschino, est la réplique de celle qui s'effectue à peu près à la même période sous Nasser. Elle est tout à fait dans la ligne Haditu. Elle est conforme aussi aux vues de Gramsci sur la conquête du secteur culturel. Il serait hasardeux d'en attribuer en Algérie tout le mérite à Curiel. Sur ce plan, Alleg a dû avoir au moins autant d'influence que lui.

Alleg et Curiel, produits du Komintern

Il est tentant de penser que, pour mener sur place ses entreprises, Curiel a trouvé en Henri Alleg le complice approprié, Alleg et Curiel sont en effet des hommes de même trempe, des *apparatchiki* tout-terrain, façonnés à la vieille école du Komintern. De son vrai nom Salem, apatride, né à Londres de juifs polonais, élevé en France, puis dès son adolescence en Algérie, on ne connaît pas les activités d'Alleg pendant la guerre. On le retrouve en

1. Henri Alleg, membre du Parti communiste algérien, fut arrêté par l'Armée française. Il raconta ses épreuves dans *La Question* (Éditions de Minuit, 1958). Après un long exil à Prague, il est revenu en France, où il est journaliste à *L'Humanité.* Pendant la guerre d'Algérie et avant son arrestation, il dirigeait le quotidien communiste *Alger républicain.*

2. *L'Algérie des illusions,* p. 95.

Algérie à la tête d'*Alger républicain,* quotidien du P.C.A.

Les tortures dont, après son arrestation le 12 juin 1957 il rend responsable le capitaine Erulin, futur commandant du raid des paras à Kolwezi, son livre *La Question,* largement exploité par l'intelligentsia de gauche, puis une évasion retentissante, le rendront célèbre.

Il a effectué de nombreux voyages derrière le rideau de fer. Et c'est aussi l'homme des missions secrètes comme Curiel.

L'influence de Curiel est en revanche incontestable par le truchement de membres de son réseau au ministère de la Jeunesse, rue Ben M'Hidi (ex-rue d'Isly), dont le responsable, Harbi, est très proche des communistes.

Dans les bureaux de ce ministère, on peut effectivement rencontrer Jean-Louis Hurst, qui, à la fin de la guerre, s'est rendu aux autorités militaires françaises, et après quelques mois de prison est venu se mettre à la disposition de l'Algérie indépendante.

Hurst prépare un projet sur le travail volontaire de la jeunesse. Cet Alsacien, grand (il mesure 1,90 m) et dégingandé, le visage taillé à coups de serpe, est un garçon autoritaire, voire cassant. Très germanique dans ses manières, il sourit rarement. Formé à l'école communiste, il est de ces rescapés des réseaux qui ont échappé à toute arrestation. Sur la fin, il opérait dans la région de Lyon [1]. Volontaire pour servir la révolution algérienne, il contemple d'un œil glacé le désordre méditerranéen.

1. Voir le livre de Jasseron *Willaya Métro,* dans lequel Hurst est décrit sous un pseudonyme.

Dans un bureau voisin on rencontre une femme très brune, aux yeux très bleus, aux traits fins. D'origine irakienne, Didar Rossano, ex-épouse du colonel Fawzi, a une cinquantaine d'années. Avant de connaître la Petite Roquette, elle a séjourné assez longtemps dans les prisons de son pays à cause de ses activités politiques. Après son évasion, elle a pris la direction de l'Algérie. Davantage que Hurst, elle appartient au cercle étroit des personnes qui ont la confiance de Curiel.

Au ministère de la Jeunesse, Rossano est la première arrivée. Et à son bureau, du sixième étage, la lumière brûle tard la nuit.

Dans ce ministère, on trouve encore des Yougoslaves et des Bulgares. On voit passer dans les couloirs des Soviétiques, des Chinois et des Cubains qui viennent discuter ou apporter de la documentation. Il semble qu'il y ait tout de même sur place quelques Algériens.

Le grand projet de ce groupe cosmopolite, c'est de créer un volontariat du travail. Non pas un service civil, analogue dans son principe au service militaire et qui serait, par nature même, obligatoire. On discute beaucoup pour savoir si ce volontariat doit être organisé par le ministère ou rattaché à un parti révolutionnaire qui lui donnerait un plus grand élan. Évidemment, les coopérants poussent à la seconde solution.

Ce projet de volontariat, Ben Bella l'approuve aussi.

Les communistes ne sont pas seuls à tenter de s'infiltrer. Pablo (Raptis) opère également sur place. Il a rassemblé autour de lui une équipe d'économistes qui travaillent à la présidence et qui préparent des projets sur l'autogestion. Curiel est, paraît-il, furieux de cette présence. Il déteste Pablo. Ce qui est assez normal : les

deux hommes pratiquent la même recette : l'*entrisme,* mais pour des objectifs et avec des « familles » différentes.

On doit cependant signaler qu'à la même époque Curiel voit à plusieurs reprises le Hollandais Walter Tieleman, un des dirigeants mondiaux de la IVᵉ Internationale. Mais Tieleman et Pablo appartenaient à des branches différentes du trotskisme international [1].

Double mission

Nous possédons une relation précise sur un des voyages de Curiel, effectué à Alger en 1964. Ce voyage couvre une double mission.

1) Il doit intervenir en faveur de la Compagnie métallurgique et minière et de la société française radio-électrique Afrique. On voit par là qu'il possède des liens inattendus avec des groupes capitalistes.

2) Il est porteur de deux lettres, dont l'une s'intitule « Quelques considérations sur l'émigration algérienne, importance, rôle, tâches ».

Ce titre anodin camoufle une analyse soulignant que l'émigration algérienne en France constitue un *ferment révolutionnaire.* Considérations qui coïncident exactement avec celles du F.S.R.A.

On voit bien le caractère ambigu de cette double démarche. Par l'une, Curiel peut se flatter de favoriser

1. L'histoire du trotskisme est très complexe. Rien que dans notre pays, la IVᵉ Internationale s'est scindée en deux courants : la tendance lambertiste (Pierre Lambert) et la tendance franckiste. (Pierre Franck). La première a engendré *Lutte ouvrière* d'Arlette Laguiller, et les lambertistes ont soutenu pendant la guerre d'Algérie Messali Hadj; la seconde, la Ligue communiste devenue, après dissolution, la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine, les franckistes ont apporté un appui efficace au F.L.N. Au plan international, il convient en outre de tenir compte des courants *pablistes* (Raptis) et *posadistes* (Posadas). Ajoutons qu'actuellement la Ligue compte au moins cinq tendances.

les marchés de l'industrie française en Algérie. C'est un moyen pour lui de *se couvrir* et d'obtenir certaines protections. Un moyen aussi d'accroître son stock d'informations en pénétrant dans des milieux que ses activités politiques devraient logiquement lui fermer.

Ce faisant, il ne nuit pas à l'Algérie, qui peut au contraire tirer avantage des commandes françaises.

Mais la seconde démarche est d'une tout autre nature : après avoir travaillé consciencieusement à la défaite de l'armée française, l'auxiliaire du F.L.N. Curiel prépare le renversement dialectique que nous avons esquissé plus haut : savoir, l'utilisation future du contingent d'immigrés algériens installés en France, pour renforcer l'agitation politique, et peut-être pour former une troupe de choc, en cas de crise intérieure grave.

Cette double démarche, simultanée, constitue une parfaite illustration de l'opération subversive.

Cette période n'a qu'un temps. Déjà, dans le livre de Maschino, *L'Algérie des illusions,* on voit s'accroître de mois en mois le nombre des désenchantements chez les partisans de l'Algérie indépendante.

Certains s'embarquent dans des aventures qui tournent mal. Au cours de l'été 1963, des militants algériens et européens sont arrêtés, soit pour avoir appartenu au Parti de la révolution socialiste, parti clandestin fondé par Boudiaf [1], soit pour avoir formé un maquis en Kabylie, prélude aux événements qui viennent de se dérouler dans cette région. Ils sont accusés par le régime de Ben Bella d'être à la solde de l'impérialisme et du sionisme.

Les personnes arrêtées ou inquiétées quand il s'agissait de Français avaient, pour la plupart, porté les

1. L'un des chefs historiques du F.L.N. Il avait été arrêté en même temps que Ben Bella, lors de l'arraisonnement de l'avion, et partagea toute sa captivité.

valises du F.L.N. Elles n'en furent pas moins vilipendées par d'autres sympathisants du F.L.N. dans une déclaration dont nous extrayons ce passage :

« ... *par leur petit nombre, les étrangers impliqués récemment ne sont aucunement représentatifs des anticolonialistes travaillant en Algérie; ceux-ci, pour leur part, font confiance aux responsables que ce peuple algérien s'est choisi pour mener, dans le cadre de ses nouvelles institutions, de son Parti et de ses organisations nationales, l'édification du socialisme en Algérie* ».

Parmi les signataires de cette déclaration, on trouvait Nathan Blau (frère de Joyce), Étienne Bolo, Hélène Cuénat, D. Fawzi Hetata (Lelia Fawzi), Ania Francos, Jean-Louis Hurst, Jean-Paul Ribes, etc. [1].

Serge Thion, qui rapporte ces faits d'abord dans *Études anticolonialistes-Fiches d'information n° 11-12,* octobre-novembre 1963, pp. 23-25, puis dans une publication plus récente *Du bon usage des momies en politique* (février 1980) [2], est un homme de gauche, un partisan de l'Algérie indépendante. Il critique vivement la servilité des signataires à l'égard du pouvoir algérien du moment. Et il assure que derrière cette opération on trouve Henri Curiel.

Le jugement qu'il porte à cette occasion, sur un homme qu'il a personnellement connu, mérite d'être noté :

« *Quelques ultimes remarques sur cette pétition de 1963 : elle dessine bien en filigrane le portrait politique d'Henri Curiel. D'abord, il est masqué, il ne signe pas lui-même et la plupart de ses proches s'en abstiennent également. La main reste cachée. Ensuite, la tentative de contrôle dans une vague "amicale", c'est notre*

1. Cf. *Alger républicain,* 31 août 1963.
2. Publié aux Éditions de la Vieille Taupe BP. 98-05, 75224 Paris Cedex 05.

“ association ” d’aujourd’hui[1]. Ensuite, la référence dévote à l’Etat et au Parti qui “ construisent le socialisme ”. Cela paraît plutôt rigolo dix-sept ans plus tard, mais la recette a longtemps fait fureur. Enfin, l’aplomb avec lequel il parle des “ dirigeants ” que les Algériens se sont choisis. Ben Bella est venu au pouvoir par un coup de force militaire, en août 1962, et il en a été chassé par un putsch, trois ans plus tard. Ce fut d’ailleurs la déconfiture des grands projets de Curiel en Algérie. Mais “ la construction du socialisme ” n’a pas cessé depuis lors. A quoi l’on voit que les langues de bois vivent plus longtemps que ceux qui les parlent[2]. »

Le putsch de Boumediène (juin 1965) clôture les tentatives de mainmise marxiste. Après, et même avant, la chute de Ben Bella, bon nombre d’intellectuels s’en vont, les uns après les autres : Gérard Chaliand, Juliette Minces, Ania Francos, le philosophe communiste Balibar et G. Labica, qui animaient l’institut de philosophie; André Mandouze, qui rêvait de devenir recteur de la Faculté d’Alger; Hervé Bourges et enfin Alleg lui-même, qui, après son retour en France, entrera au P.C.F.

Comme Nasser, l’islam de Boumediène, tout en continuant à coopérer avec l’U.R.S.S. ou la Chine, n’en rejette pas moins les « pieds-rouges », et ces agitateurs marxistes accourus de divers points de la planète, qui prétendent donner des leçons aux patriotes musulmans.

Chute de Ben Bella

La chute de Ben Bella affecte profondément Curiel. Peut-être par sympathie personnelle, mais ce sont là des facteurs subjectifs qu’un vrai marxiste doit apprendre à

1. Il s’agit de l’Association des Amis d’Henri Curiel.
2. *Du Bon Usage...*, p. 73.

surmonter. Davantage parce que les perspectives révolutionnaires après l'arrivée au pouvoir du rogue Boumediène apparaissent bouchées. Comme elles l'ont été en Égypte, au Soudan, en Irak.

Mais l'agitateur Henri Curiel voulait-il axer l'essentiel de son effort sur la transformation de l'Algérie indépendante en société socialiste? Ne voyait-il pas plutôt dans cette terre et dans ce Ben Bella ouvert aux contacts avec Moscou, avec Pékin, avec La Havane, une plate-forme, et un renfort pour des luttes de libération nationale dispersées dans le monde entier? Des luttes qui s'accordent davantage avec un castrisme aventureux avec les partis pro-chinois tournés vers la lutte armée, qu'avec les partis pro-soviétiques du Tiers Monde, tenus, en raison de la détente, à une réserve prudente, et à l'inévitable embourgeoisement des voies légales. Des luttes qui pourront commencer par l'Angola, le Mozambique, les Caraïbes...

Ici s'ouvre la grande période du réseau Curiel. Avant d'en suivre les étapes, il est temps d'en juger les principes et d'en examiner les mécanismes

VII

TERRORISME OU PAS?

Nous en savons désormais assez sur les activités de Curiel, sur celles de son réseau pendant le conflit algérien, pour être en mesure de répondre à certaines questions vivement débattues après l'enquête du *Point* [1] et les accusations portées par Georges Suffert. Questions qui tournent autour du problème de la violence.

Interviewé par divers journaux et par Antenne 2, Curiel répond volontiers : « Ma vie est une maison de verre » [2], affirme-t-il dans un soupir.

Ce cliché est celui du Parti communiste, quand on lui prête des activités secrètes. Peu crédible dans le cas du P.C.F., il prend sur les lèvres de Curiel un aspect cocasse, voire impudent. Comment? Voilà un homme qui a tué sous lui une bonne dizaine de pseudonymes (Younès, Julien, Guillaume, Jacques... et les autres); qui pendant la guerre était le contact des Soviétiques; qui, de son propre aveu, avait aussi des relations avec l'I.S.; qui a conspiré en Egypte; qui est entré clandestinement en France et y a vécu pendant neuf ans sous une (ou plusieurs) fausse (s) identité (s); dont la femme avait un compte clandestin en Suisse; qui recrutait et récon-

1. 21 juin 1976.
2. *France-Soir*, 22 juin 1976.

fortait déserteurs et insoumis; qui après la guerre d'Algérie dirigea une association non déclarée : *Solidarité*, devenue ensuite Aide et Amitié, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle préférait l'ombre à la lumière; et ce monsieur, après avoir passé toute sa vie (environ quarante ans), affublé de masques, voudrait nous faire croire qu'elle est transparente?

Et ses amis font chorus pour accréditer la même version! On peut les croire, on peut se laisser impressionner par ces exhibitions, tant qu'on ne connaît pas la vie de Curiel. Quand on en retrace les étapes, c'est impossible.

Curiel : « je suis un non violent »

Les protestations de Curiel lui-même, celles de ses amis après les articles du *Point*, après sa mise en résidence surveillée à Digne, après sa mort, survenue dans des circonstances tragiques, ont le même objet : réfuter l'idée que Curiel puisse être un adepte de la violence, et de cette violence spécialisée : le terrorisme.

« Je suis un non violent — clame Curiel quand on l'interrroge —, un doux, un pacifique. Je hais le terrorisme qui est contraire à ma nature non violente », déclare-t-il à *France-Soir*[1].

A Antenne 2, il développe davantage ce thème :

« *Question.* — Aujourd'hui, vous êtes accusé, Henri Curiel, d'aide aux organisations communistes et terroristes et de fournir des renseignements au K.G.B. et aux services de renseignements soviétiques.

Curiel. — Il y a un peu incompatibilité. Ou le K.G.B. communiste orthodoxe et alors pas d'aide aux mouvements terroristes, ou alors aide aux terroristes, et alors

1. Numéro du 22 juin 1976.

on est plutôt mal vu chez les communistes. Il faut choisir. En ce qui concerne les terroristes, ce que l'on appelle vraiment les terroristes, pas les militants des mouvements de libération — je sais qu'on qualifie facilement de « terroriste » des mouvements de libération, c'est très utilisé — mais pour moi, il y a une différence fondamentale. Les mouvements de libération, si je peux les aider, je n'hésiterai jamais à le faire — par contre les terroristes, bien que je n'aie jamais dénoncé personne de ma vie, je me demande parfois si je ne le ferais pas, tellement je considère que ces gens-là ont une action sinistre. »

Arguments

Nous allons revenir sur cette déclaration importante, où l'essentiel est dit mais de façon à semer la confusion. Les amis de Curiel, après sa mort, développeront trois sortes d'arguments pour réfuter l'image d'un homme adonné à la violence et au terrorisme.

1) *L'argument psychologique* : c'est un doux.

Davezies : c'est un des hommes les moins familiers de la violence. *Le professeur J. Dresch* (professeur de géographie en Sorbonne et membre du P.C.F.) : On peut lui reprocher un optimisme délibéré et quelques illusions. Ce ne sont pas là les caractéristiques d'un terrorisme. *Francis Jeanson* : Non seulement il ne m'est jamais apparu susceptible de recourir à la violence, mais j'ai souvent pu admirer le calme et la patiente gentillesse... une implacable douceur. *Jean Lacouture* (écrivain et alors journaliste au *Monde*) : je l'ai toujours considéré comme fort défavorable au terrorisme, en tant qu'homme, sensible et généreux. *Nelly Policar* : il a toujours été considéré comme un idéaliste. Il n'est pas concevable qu'il soit étiqueté « terroriste »... il n'a rien d'un violent. *Vidal-Naquet* (auteur de virulents ouvrages contre la

torture pendant la guerre d'Algérie) : Henri Curiel est, vous le savez mieux que moi, le contraire d'un violent.

2) *L'argument du comportement politique* : Curiel est un homme de paix et de dialogue. Comment concilier ces activités avec le goût et la pratique de la violence?

Ici, les amis de Curiel invoquent presque uniquement ses tentatives de colloques entre Arabes et Israéliens de bonne volonté, pour trouver une solution équitable à la question palestinienne. *Amos Kehan* (écrivain israélien) : Curiel a toujours favorisé la paix. L'accuser de favoriser en quoi que ce soit le terrorisme est absurde.

Poky Rochard (ingénieur des P.T.T.) : Homme de paix et de dialogue. *Jean Lacouture*... fort défavorable au terrorisme... en tant que militant inlassable de la paix au Proche-Orient.

3) *L'argument du marxisme* (auquel a eu recours Curiel lui-même) : marxisme et terrorisme ne sont pas compatibles. Or Curiel est marxiste, donc ne peut être terroriste. *Malamoud* : le terrorisme est contraire à la doctrine marxiste qu'il professe. *Mohammad al-Guindy* : rejetant par principe le terrorisme comme moyen de lutte... Marxiste, il leur (aux Egyptiens) répétait toujours que le marxisme rejette le terrorisme... Il leur répétait ce que disait Lénine après l'arrestation de son frère et l'assassinat du tsar : « Notre voie est autre ». *Jean Lacouture* : fort défavorable au terrorisme... en tant que marxiste orthodoxe [1].

Il faut reprendre ces arguments point par point.

1. Toutes ces déclarations sont extraites du *Dossier de la partie civile* auquel nous nous sommes déjà référés.

L'argument psychologique est dépourvu de toute portée. Soit : Curiel était généreux, altruiste, courtois, il avait sans doute une horreur personnelle de la violence physique, celle qu'il aurait pu infliger ou subir. Mais les réactions affectives n'empêchent nullement d'approuver ou d'encourager l'exercice d'une violence politique, faite par d'autres. Lénine était un couard. Tenant une réunion à Paris, les mencheviks y font irruption. Lénine s'enfuit, laissant aux mains des envahisseurs sa propre femme, la pauvre Kroupskaïa. Deux heures plus tard, ses camarades le retrouvent boulevard du Montparnasse, encore tout bouleversé par cet incident, somme toute bénin [1].

Le manque de courage physique n'empêche nullement Lénine, incapable de donner (et surtout d'encaisser) un coup de poing, de prôner et de pratiquer la violence prolétarienne : celle de l'insurrection de Petrograd.

Quand Curiel se présente à la fois comme un non-violent et comme un marxiste, personne ne lui fait remarquer que ces deux affirmations sont vigoureusement contradictoires. Marx déclare que la force est la grande accoucheuse des sociétés en travail. La lutte des classes, la dictature du prolétariat, ne sont pas seulement des thèmes abstraits ou des expériences de laboratoire. Ce sont des opérations qui font couler le sang. Quand on parle de pacifisme à Lénine, il ricane. En 1917, il rejette l'idée d'une paix de compromis avec une sorte d'horreur. Il ne veut pas la paix. Il veut transformer la guerre impérialiste en guerre civile : *il veut la guerre.* Et il parle sans cesse d'exterminer ses ennemis. Toute l'histoire du bolchevisme mondial est tissée de luttes sanglantes.

1. Cf., à ce sujet, Nicolas Valentinov, *Mes rencontres avec Lénine*. Plon, 1964.

Se proclamant communiste orthodoxe, ayant participé à ces luttes, Henri Curiel n'est sans doute pas un violent de caractère, mais il adhère à une théorie rigoureuse de la violence. Et il ne s'agit pas d'une adhésion purement théorique. Celle d'un professeur qui disserterait devant ses élèves sur la lutte de classes à Pékin et qui limiterait son engagement à exalter une Longue Marche à laquelle il n'a jamais pris part. Non, c'est la *praxis* de Curiel, comme disent les pédants, qui dément son langage. Car c'est lui-même qui nous dit que son mouvement, le Haditu, a lancé un appel à l'insurrection armée, rédigé en des termes tels (« l'évacuation par le sang ») qu'il effraie la direction du Parti communiste français, où les tendres ne sont pas légion. Curiel ajoute, il est vrai, que cette expression malheureuse résulte d'une erreur de traduction. Admettons. Tout de même, il devait bien être question de verser un peu d'hémoglobine. Et d'ailleurs, quand on soutient un complot de militaires, un putsch, c'est bien avec l'idée, à moins d'être débile, que cette aventure peut déboucher sur une effusion de sang.

Nous avons par ailleurs fait référence aux textes qui figurent dans le bulletin du M.D.L.N. publié par Curiel et ses amis en France. On y invite à la préparation de la lutte armée [1].

Va-t-il se calmer avec l'âge? Pas du tout. Regardons-le agir pendant la guerre d'Algérie. Les activités de son groupe et celles du réseau Jeanson ne se limitent pas à procurer un logement, du travail, des papiers ou de l'argent à de pauvres petits gars écœurés par la guerre et la torture, et qui ne souhaitent qu'une chose : vivre loin de ces horreurs. Hurst nous l'a bien dit : ces garçons passablement démoralisés, c'est Henri Curiel qui les remobilise : contre les colonialistes français. Contre les « ultras ». Contre l'O.A.S. Contre le M.N.A. de Messali.

1. Cf. citation chap. 3, p. 62.

Où est le pacifiste? Où est la non-violence? Le F.L.N. fait-il la guerre avec des fleurs?

Dans cette guerre des porteurs de valises, on ne transporte pas seulement des billets de banque. On véhicule aussi des armes. Et quand le F.L.N. envisage d'obtenir d'Israël, comme conseillers techniques, des anciens du groupe terroriste Stern, spécialisés dans le sabotage chimique, qui s'offre comme intermédiaire pour mettre au point cette coopération? Henri Curiel [1].

Le reste de sa vie après l'épisode algérien ne va pas démentir ce qui précède : la lutte en Angola, au Mozambique, à Haïti, à Saint-Domingue, au Kurdistan, celle des Montoneros en Argentine, du M.I.R. chilien, des Black Panthers, sont des luttes armées, des guérillas, des mouvements insurrectionnels.

Le doux Curiel n'a peut-être jamais tiré un coup de revolver. Il n'en reste pas moins que toute sa vie nous le montre comme un technicien de l'aide à des organisations qui usent de la violence à des fins révolutionnaires, ou pour obtenir la reconnaissance de leur indépendance.

Pacifiste façon Moscou

Le second argument, celui du militant de la paix, n'a pas davantage de sens. Le Mouvement de la Paix, auquel Curiel et sa femme ont appartenu, a multiplié certes les déclarations en faveur de solutions pacifiques dans le monde. Nul n'ignore que la paix qu'il prônait était la paix soviétique. Les différentes sections de cette organisation dans le monde entier ne sont pas autre chose, les gens avertis le savent, que les pièces d'un dispositif guerrier : celui de la conquête commu-

1. L'épisode a été raconté par Uri Avnery, cf. *Bulletin des Amis de Henri Curiel*, n° 2, décembre 1978.

niste dans le monde. Le Mouvement de la Paix, au temps de l'appel de Stockholm [1], n'a jamais été vraiment contre l'usage de la bombe atomique. Il était contre cet usage par les Américains, alors que les Soviétiques ne possédaient pas encore cette arme. Depuis que ceux-ci la détiennent, il ne s'intéresse plus du tout à cette question. Ce mouvement n'était pas davantage pour la paix en Corée, au temps où la guerre y faisait rage. Il était pour la victoire de la Corée du Nord sur celle du Sud. *Idem* pour le Vietnam.

Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser des démarches effectuées par Curiel pour établir le dialogue entre Israéliens et Arabes, et des ressorts cachés qui guident son action. Cet argument, utilisé à maintes reprises par les Amis de Curiel après sa mort, ne vaut pas mieux que le premier. Ni le pacifique ni le pacifiste ne sauraient nous dissimuler l'homme de la violence marxiste.

Mais le terrorisme? Le terrorisme est une catégorie de la violence. Et nous abordons une troisième objection, la plus importante, celle que Lacouture formule avec le plus de concision : marxiste, Curiel ne peut être terroriste, puisque le marxisme exclut le terrorisme. Argumentation que Curiel développe devant Antenne 2, comme nous l'avons rappelé.

Lénine et le terrorisme

Réponse au demeurant fort habilement tamisée, qui est une sorte de message codé et dont Lénine va nous fournir la clé.

L'auditeur présent devant son poste peut croire que la condamnation du terrorisme exprimée par Curiel est une condamnation horrifiée du meurtre, de la violence, du sang versé. Ce n'est pas cela du tout.

1. Lancé peu après la création de ce mouvement en 1948.

Curiel condamne le terrorisme, certes. Comment pourrait-il faire autrement puisqu'il se dit communiste orthodoxe et que le communisme, avec Lénine, a rejeté le terrorisme comme mode d'action?

Ce rejet ne doit assurément rien à des considérations humanitaires. Lénine, à cette seule perspective, aurait poussé un formidable éclat de rire. Il ne s'oppose pas aux opérations des socialistes-révolutionnaires et de leur groupe de combat, héritier de la Narodnaïa Volia (Volonté du peuple) parce que ceux-ci manient la bombe ou le browning et font couler le sang des grands ducs.

« *Nous n'avons jamais rejeté le principe de la terreur* écrit Lénine dès mai 1901 — *et nous ne le ferons jamais. La terreur est une forme d'opération militaire qui peut être utilement employée et qui peut être essentielle, à certains moments de la bataille : mais le problème est que le terreur est à présent recommandée non point comme l'une des opérations que la troupe en campagne doit accomplir, en contact étroit avec le gros de l'armée et en harmonie avec le plan général de la bataille, mais comme attaque individuelle, complètement isolée de toute armée... C'est pourquoi nous déclarons que, dans les circonstances présentes, une telle méthode de combat est inopportune et hors de saison; elle distraira les combattants les plus actifs de leur tâche présente... et brisera non point les forces gouvernementales, mais les forces révolutionnaires* [1]. »

Trotski, de son côté, exprime une condamnation encore plus nette de l'aventure terroriste, toujours selon le critère de l'efficacité. Il juge que le trouble que sème le terrorisme dans les masses ouvrières est beaucoup plus profond que celui qu'il suscite dans l'appareil d'Etat :

« *S'il suffit* — écrit-il — *de s'armer d'un revolver*

1. *Iskra*, mai 1901.

pour arriver au but, pourquoi donc les efforts de la lutte de classe? Si l'on peut intimider de hauts personnages par le fracas d'une explosion, pourquoi donc un parti[1]. »

Lénine et Trotski n'en vont pas moins se retrouver aux côtés des révolutionnaires de 1905 et partisans tous deux de l'insurrection armée. Demeuré en Suisse quand la révolution éclate, Lénine presse ses partisans de se procurer d'urgence « *fusils, revolvers, bombes, couteaux, gourdins, chiffons trempés d'huile pour allumer des incendies, cordes ou échelles de cordes, pelles pour dresser des barricades, cartouches de dynamite, fils de fer barbelés, clous contre la cavalerie...* »

Aucune sentimentalité; aucun humanisme dans ces consignes. Ce que confirme cet autre texte de Lénine datant de la même époque :

« *La social-démocratie doit admettre cette terreur exercée par les masses et l'incorporer à sa tactique, tout en l'organisant et en la contrôlant, en la subordonnant à l'intérêt et aux exigences du mouvement ouvrier et de la lutte révolutionnaire*[2]. »

Le critère des masses

En 1901, Lénine écarte le terrorisme. En 1905, il semble l'admettre sous certaines conditions. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une volte-face. Pour Lénine, avant 1905, la terreur, telle que la pratiquent les socialistes-révolutionnaires, est une activité d'intellec-

1. Article paru dans la revue autrichienne *Der Kampf* en 1911. Cité par Léon Sedov dans *Le Livre rouge*, Editions populaires, 1936, pp. 69 et 70.

2. Ces deux fragments sont extraits, le premier de Bertram Wolfe *Lénine et Trotski*, pp. 331 et 332, et du *Prolétaire* n° 2. Sur les rapports de la terreur et du bolchevisme cf. Bertram Wolfe *(op. cit.)* Calmann-Lévy 1951, et Roland Gaucher, *Les terroristes*, Albin Michel 1965.

tuels *isolés*, coupés des masses. En 1905, au contraire, les masses entrent en effervescence. La lutte armée — dont le terrorisme est une phase, un moment tactique — se justifie alors pleinement, aux yeux de Lénine.

L'entrée en action des masses fournit donc le critère essentiel.

Ces conceptions resteront celles de tout le mouvement communiste international et le demeurent encore aujourd'hui. Le vieux militant Henri Curiel ne peut les ignorer. Se proclamant communiste orthodoxe à Antenne 2, il ne peut que leur être fidèle. Sinon, il s'empresserait de déclarer que les conditions de la lutte ont profondément changé depuis Lénine.

Dans cette conception léniniste de la terreur, le critère essentiel qui décide de son adoption ou de son rejet, c'est l'intervention des masses. Mais qui va juger que les masses sont entrées ou non en mouvement? Réponse : c'est la direction du Parti communiste dans une circonstance donnée.

Il peut naturellement arriver que cette direction se trompe. En 1924, par exemple, sous l'influence de Zinoviev, le « patron » de l'Internationale communiste, la direction du Parti communiste bulgare préconisa le recours à l'insurrection et organisa un attentat-monstre qui fit plusieurs centaines de victimes dans la cathédrale de Sofia. Cette opération terroriste caractérisée fut aussitôt après niée par les dirigeants bulgares et attribué à des provocateurs étrangers au parti. Mais, après la guerre, la responsabilité des communistes dans l'attentat fut admise par le Bulgare Dimitrov, célèbre depuis le procès du Reichstag [1]. Elle fut alors considérée comme une grave faute dont la direction, gauchiste et aventureuse, de l'époque, fut rendue responsable [2].

1. Et futur secrétaire général du Parti communiste bulgare, après la guerre.

2. Cf. sur ce sujet Joseph Rothschild : *The Communist Party of Bulgaria.* Colombia University Press-New York, 1959.

L'exemple du P.C.A.

Nous pouvons citer d'autres exemples, tel celui, beaucoup plus récent, qui concerne justement la guerre d'Algérie. Les attentats qui accompagnèrent l'insurrection de la Toussaint en 1954 furent tout d'abord accueillis avec une grande méfiance par la direction du Parti communiste, sceptique sur les chances de cette insurrection.

« *Conscient de ses responsabilités à l'égard de la classe ouvrière et de notre peuple* — déclare le comité central — *le P.C. algérien a toujours combattu l'attentisme et l'inaction. Il s'est, d'autre part, toujours gardé des actes individuels, des mots d'ordre inconsidérés qui ne correspondent pas à la volonté et aux possibilités réelles des larges couches de la population, qui seront un élément de division parmi les travailleurs algériens et qui risqueraient de faire le jeu du colonialisme*[1].

L'expression « *actes individuels* » — classique dans le vocabulaire communiste — met en évidence cette rupture avec les masses dont nous avons parlé.

Un mois plus tard, le P.C.A. a renversé la vapeur! Dans *Liberté*, son organe, on trouve en effet le passage suivant, extrait de la session du comité central des 5 et 6 février 1955.

« ... *Lénine souligne que " le marxisme ne répudie d'une façon absolue aucune forme de lutte ". Il montre que dans ce domaine le marxisme s'instruit, si l'on peut dire, à l'école politique des masses. Il est loin de prétendre faire la leçon aux masses en leur proposant des formes de lutte inventées par les " fabricants de systèmes " dans leur cabinet de travail.* »

Henri Curiel, spécialiste des luttes nationales dans le

1. 9 janvier 1955.

bassin méditerranéen, qui a peut-être travaillé en secret aux préliminaires de l'insurrection algérienne, n'a pu, bien évidemment, ignorer ces prises de position contradictoires. Et nous savons qu'il s'est engagé assez tôt au côté du F.L.N. et des communistes algériens entrés à leur tour dans la lutte armée. Il est vrai qu'après sa mort certains de ses amis ont affirmé qu'il désapprouvait le terrorisme en Algérie.

Patrick Rotman, tout en reprenant la même affirmation, est plus précis :

« *Partisans de l'indépendance de l'Algérie* — écrit-il — *Curiel n'approuvait toutefois pas toutes les méthodes du F.L.N. Les témoins de cette époque sont formels. Henri Curiel réprouvait les attentats individuels en France* [1]. »

Cette dernière phrase nous éclaire, bien que Rotman éprouve le besoin d'ajouter : « *simple information à l'usage de ceux qui ont voulu faire de lui le chef d'orchestre du terrorisme international* [2]. Le soutien — malgré quelques desaccords tactiques — accordé par Curiel au F.L.N. ne coïncide guère avec l'image du doux humanitaire, quand explosaient les bombes aveugles de la cafétéria d'Alger [3].

Mais il a pu s'opposer à l'extension du terrorisme en métropole, parce qu'il le jugeait « inopportun et maladroit », capable de dresser l'opinion publique contre sa cause. Il a pu le faire en se référant à une notion marxiste, fort peu familière au grand public et qui n'en est pas moins d'une grande importance dans toute action politique, savoir : la différence des niveaux de lutte. C'est à quoi correspond sans doute le reproche adressé par Casanova à Jeanson : « Ils ont encore fait ça, vos

1. Cf. *Politique-Hebdo*, 15 mai 1978.
2. *Idem.*
3. Attentat commis par les cellules terroristes du F.L.N. à Alger qui fit de nombreuses victimes le 26 janvier 1957.

Algériens [1]! » En désapprouvant les attentats en métropole, Curiel n'aurait fait en somme que s'aligner sur les positions de Casanova.

De même, à partir du moment où l'on retient pour critère les masses, s'éclaire le témoignage de Mohammed al-Guindy affirmant qu'en Egypte Curiel répétait à ses partisans que le marxisme rejette le terrorisme

Il rejetait des attentats prématurés, inopportuns du moins à ses yeux, et qui gênaient la préparation du complot des « officiers libres ». Le rejet du terrorisme dans cette phase qui n'exclut pas le recours aux armes sous d'autres formes est purement un problème *technique.*

Solidarité et la lutte armée

A partir de l'expérience algérienne, mouvement armé d'indépendance nationale, on peut déjà pressentir le comportement de Curiel à l'égard des autres mouvements de libération nationale qu'il aidera dans le Tiers Monde. Il ne conteste pas leur avoir apporté son concours. Or, une bonne partie de ces mouvements ont utilisé la lutte armée. Si Curiel les a soutenus, n'étaient-ils pas à ses yeux non pas des mouvements terroristes, au sens léniniste du terme, mais des mouvements de masse ayant pris les armes?

C'est la question judicieuse qu'aurait pu poser tel commentateur d'Antenne 2 ou tel journaliste de *France-Soir*, plutôt que d'accepter avec une passivité béate le discours de l'Egyptien. Il aurait été opportun de lui demander, par exemple, s'il mettait dans le même sac les Montoneros et la bande à Baader ou les Brigades rouges.

Nous possédons, du moins, un embryon de réponse à

1. Cf. Yves Courrière, t. III, p. 398.

cette question. Selon *Libération*[1] Curiel aurait déclaré qu'il fournissait indistinctement son aide à tous les mouvements viables ou non, et qu'il appartenait aux masses des pays intéressés de trancher entre ces mouvements.

Le propos a-t-il été réellement tenu? En tout cas, d'un point de vue marxiste, c'est une bonne réponse.

Curiel l'apatride n'est que le patron d'un service auxiliaire, qui procure un certain concours. Vivant en France, il n'a pas à substituer son jugement à celui des Argentins, des Dominicains, des Kurdes, ou des Basques et décider à leur place ce qui est mouvement réellement enraciné dans un peuple et bande terroriste sans avenir. Ce sont les populations de chaque pays qui peuvent fournir la réponse.

Nous allons voir que certains aspects du réseau Solidarité s'accordent avec cette attitude.

Mais, du même coup, les dénégations de Curiel quant à ses rapports avec la bande à Baader ou les Brigades rouges deviennent plus suspectes. Il appartient au peuple italien ou au peuple allemand de juger chaque cas. De quel droit Curiel pourrait-il se permettre d'opérer une discrimination et de refuser son concours? Et il faut souligner qu'en effet, après les révélations du *Point*, alors que les projecteurs sont braqués sur lui, qu'il est invité à s'expliquer, qu'il s'explique en effet, mais sans oser poursuivre Suffert et *Le Point* devant les tribunaux, qu'à aucun moment, s'il affecte de rejeter avec horreur le terrorisme, *il ne condamne explicitement aucun auteur d'attentat, ni aucune organisation terroriste*, ni Carlos, ni les Palestiniens, ni la bande à Baader, ni les Brigades rouges.

Il est vrai qu'il va jusqu'à dire que, n'ayant jamais dénoncé personne de sa vie, il croit bien cependant,

1. 8 mai 1978, article de Jean-Louis Hurst.

tellement les terroristes (indistincts) lui répugnent, qu'il irait jusqu'à les dénoncer [1]... Mais quels terroristes précisément? Carlos? Un membre de la bande à Baader? Un membre des Brigades rouges? Quel dommage que les confrères qui l'ont interrogé n'aient jamais pensé à lui poser la question! Pour ce cas précis, ils ont oublié une règle de base de la profession : être curieux. Voire même indiscrets.

En une seule circonstance, à notre connaissance, Curiel s'est montré hostile à un mouvement de lutte armé. Dont il était difficile de dire qu'il se résumait aux entreprises d'une petite bande terroriste. Qui était réellement soutenu par toute une population. C'était le Biafra (1967-1968). Curiel était contre. Contre l'autodétermination d'un peuple [2].

Moscou aussi.

1. Déclaration à Antenne 2.

2. C'est ce que souligne Uri Avnery, en désaccord sur ce point avec Curiel (cf. *Bulletin des Amis d'Henri Curiel*, nº 2, décembre 1978).

VIII

SOLIDARITÉ : LE CERCLE INTÉRIEUR

A Fresnes, lorsque Curiel circule le long des coursives, un homme grand et corpulent, drapé dans une robe de chambre coupée chez le bon faiseur, parfumé à l'eau de Cologne, se précipite dans son sillage. Mouche du coche bourdonnante, il tourne autour de lui, attentif au moindre de ses désirs, prompt à exécuter ses consignes.

Un lieutenant de Curiel

Ironiques et muets, les Algériens dévisagent cet Occidental bouffon, qui vient leur chanter les louanges du grand homme.

Jehan de Wangen appartient au « cercle intérieur », au noyau organisateur du réseau Curiel. Aristocrate d'origine belge, il a fait longtemps du théâtre.

Dans le réseau Jeanson comme dans le M.A.F. on trouve beaucoup d'acteurs, ou d'artistes de cinéma. C'est là un phénomène assez remarquable dont les causes n'ont guère été analysées jusqu'ici. Les hommes, les femmes du milieu théâtral, cinématographique, ou du music-hall, manifestent en général peu d'empressement à s'engager dans des opérations politiques. Le militantisme est en effet peu compatible avec leur tempérament.

Afficher des opinions politiques, d'autre part, peut compromettre une carrière, sauf si l'on s'appelle Yves Montand ou Simone Signoret, que la société bourgeoise ménage quand ils sont au P.C., et qu'elle adule dès qu'ils s'en sont écartés d'un iota.

Mais des gens qui n'ont pas encore conquis la célébrité peuvent compromettre leur carrière. Il est vrai qu'en servant dans un réseau clandestin ils ne s'exhibent pas. Mais du même coup cette démarche est peu compatible avec le goût de paraître qui caractérise un comédien.

Qu'elles qu'en soient les raisons, le fait est là.

La prison prolongée est une expérience pénible. Il ne semble pas qu'elle ait tellement déplu à Jehan de Wangen, qui l'a vécue d'octobre 1960 à juillet 1962. Un témoin de cette période [1] explique ainsi ce comportement :

« Il était heureux. Il avait son Curiel tout à lui. Ni Rose (Mme Curiel) ni Joyce Blau n'étaient là pour discuter ses opinions, et contrecarrer ses initiatives. »

Propos qui jette une brève lueur sur un des à-côtés du réseau : le côté petite cour avec son essaim de personnages qui gravitent autour du « Seigneur », le flattent, tentent de se concilier ses faveurs, et s'attirent parfois (surtout les femmes) les rancunes de la suzeraine.

Curiel n'en peut mais. Toute entreprise humaine — mais spécialement les entreprises marginales — sont vouées à ce genre de mesquineries.

Ce serait toutefois une erreur de voir seulement en de Wangen un clown. Il a ses ridicules, mais aussi une très solide expérience de la clandestinité. Libéré de prison, il va continuer à tenir dans le réseau une place importante. Au M.A.F., il avait en charge les filières. Par la suite, c'est à lui que va être confié l'accueil des « réfugiés » du Tiers Monde qui arrivent à Paris, le soin de leur trouver

1. Rapport d'un service des États-Unis.

un logement, de leur procurer des papiers. Bref, il veille à une série de tâches matérielles indispensables et, apparemment, Curiel en est satisfait.

Les sœurs Blau

On sait que Jehan de Wangen vient de la Nouvelle Gauche, mais nous ignorons à quel moment et dans quelles circonstances il a connu Curiel et décidé de travailler avec lui. Ce problème ne se pose pas avec Joyce Blau. Née au Caire, le 18 mars 1932, cette Égyptienne d'origine juive a appartenu, en même temps que son frère Nathan et sa sœur Sarah, au M.D.L.N. Elle est restée en Égypte après l'expulsion de Curiel, mais elle a été arrêtée en octobre 1954, internée et expulsée à son tour en mars de l'année suivante.

En 1957, après un bref détour par la Tunisie, on la trouve en Belgique.

On sait qu'elle opère ensuite dans le M.A.F., sans connaître avec précision ses activités. Hamon et Rotman ne parlent jamais d'elle [1]. Après l'arrestation de Curiel, elle se réfugie en Belgique en 1961 et s'inscrit à l'Université libre de Bruxelles.

Est-ce une halte dans ses activités militantes? Est-elle branchée sur un autre secteur? Tout ce que nous savons c'est que, Curiel une fois libéré, elle renoue aussitôt avec lui, et prend de nouveaux contacts. Elle circule sans cesse entre Paris, Bruxelles et Amsterdam.

A cette époque, Joyce occupe un poste d'assistant d'arabe au centre d'étude des problèmes du monde islamique contemporain à Bruxelles. Tout se passerait pour elle sans histoire si elle ne devait régler la question de sa nationalité. Un statut d'apatride peut malencontreusement attirer l'attention sur ce qui fait courir une

1. Ce qui ne veut pas dire qu'ils aient ignoré son rôle.

étrangère d'un pays à l'autre. Selon le document que nous avons cité, Joyce règle la question par un procédé classique dans les milieux révolutionnaires : un mariage blanc. En 1964, elle épouse un jeune communiste, Bernard Danduis. Conditions préalables : 1) ce sera un mariage blanc; 2) prolongé tant qu'elle n'aura pas obtenu la nationalité belge et jusqu'à son divorce, programmé lui aussi. Le divorce intervient en 1966.

L'esprit de famille n'est pas un vain mot. Quand Sarah, la jeune sœur de Joyce, doit remplacer celle-ci comme représentante de l'appareil Curiel en Belgique, elle s'empressera de suivre la même voie qui a si bien convenu à son aînée.

Elle contracte donc à son tour un mariage blanc avec Léonard Hamelryk, son aîné de vingt-cinq ans, vétéran de l'activisme communiste en Belgique. Au sein du P.C. belge, Hamelryk a été en effet un homme de coups de main. Sans doute trouve-t-il que ce parti s'enlise par trop dans la légalité bourgeoise. En 1965, il passe au parti pro-chinois de Grippa, où, du reste, il demeure fort peu de temps.

Curiel peut compter absolument sur ces deux sœurs, qui ont des caractères très différents. Sans être à proprement parler jolie, mais non dépourvue d'attraits, Joyce est une pile électrique. Elle ne tient pas en place, et vit constamment sur les nerfs. Curiel est son idole. Elle applique à la lettre ses instructions.

Pour le réseau, le dévouement fanatique de cette femme est une aubaine. Il y a un revers à cette médaille. Ignorant la faiblesse, Joyce ne peut l'admettre pour les autres. Quiconque n'accomplit pas la tâche qu'il a acceptée s'expose à son courroux. Dans une organisation qui repose sur le volontariat, tout le monde ne s'accommode pas de ces façons. Surtout quand une négligence, un oubli, un retard équivalent dans sa bouche à un sabotage ou à une trahison. Ce côté cassant du caractère

de Joyce provoquera le départ de plusieurs membres du réseau.

Sarah est bien différente. C'est une fille silencieuse, réfléchie. Sensiblement plus jeune que sa sœur, elle a pourtant à son actif tout un travail de soutien au F.L.N. Expulsée de France en 1961, on la retrouve à Alger en 1964, avec la colonie des « pieds rouges », puis, après l'internement de Ben Bella, elle s'installe à Bruxelles en 1966.

Elle montre pour Curiel, avec un tempérament différent, la même dévotion que Joyce. Curiel, au reste, exerce sur les femmes un incontestable ascendant.

Des deux sœurs, Joyce est certainement la plus précieuse pour les affaires du réseau. Elle connaît à fond tous les problèmes qui concernent le Moyen-Orient. Elle apprend le kurde et publie en Belgique un ouvrage sur cette question. (Elle est d'ailleurs aujourd'hui professeur de kurde à l'École des langues orientales à Paris.)

C'est pour elle un moyen d'accès auprès des représentants du Mouvement national kurde, minorité très guerrière partagée entre l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Turquie et... l'U.R.S.S. A défaut de son chef légendaire Barzani, qui a vu les communistes de trop près [1] et qui se méfie d'eux, Joyce Blau entre en contact avec un représentant du mouvement séparatiste kurde, un des « clients » du réseau Curiel. Joyce, semble-t-il, s'occupe parfaitement de cette tâche. Est-ce pour en rendre compte qu'elle séjourne de juillet à septembre 1966 en U.R.S.S. ?

Autres figures

Deux autres personnes complètent ce cercle intérieur. La première est Didar Rossano, ex-Layla Fawzi, que

1. Rappelons qu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale Barzani fut général soviétique.

nous avons déjà croisée au M.A.F. puis au ministère de la Jeunesse à Alger. Née au Caire le 20 août 1921, elle a appartenu elle aussi au M.D.L.N. En 1951, elle a épousé un officier de l'armée égyptienne, Uthman Hussayn Fawzi, qui passera ensuite dans le corps diplomatique.

A l'époque, on soupçonnait Fawzi d'être en liaison avec le M.D.L.N. par l'intermédiaire de sa femme. Leur union ne dure guère, puisque le divorce est prononcé en 1953. Au Caire, on raconte que c'est Fawzi qui a voulu cette séparation, car sa femme est juive, et cela pouvait nuire à sa carrière.

Cette rupture ne les empêche pas de se revoir. Layla accompagne même son mari à Moscou, où, en 1953-54, il est secrétaire d'ambassade. On le trouve ensuite attaché militaire à Prague (1955-1956), conseiller d'ambassade à Budapest (1958-1959) puis chargé d'affaires à Tokyo de 1959 à 1963.

Le cinquième personnage n'est autre que l'abbé Davezies, qui a joué un rôle très important dans le soutien au F.L.N. Selon un rapport d'un service américain, c'est lui qui dès juin 1960 aurait conçu le projet d'un réseau de soutien international bâti sur le modèle du réseau Jeanson, mais élargi aux dimensions du Tiers Monde, et faisant bénéficier les mouvements de libération nationale de l'expérience acquise pendant le conflit algérien. Si le renseignement est exact, Davezies serait alors le véritable théoricien d'un système dont Curiel serait le praticien.

Il est déjà difficile de cerner la vérité, plusieurs personnes revendiquant, de façon fréquente, le mérite d'avoir été à l'origine de telle ou telle entreprise qui se développe à ciel ouvert. Quand il s'agit d'une opération clandestine, il est encore plus délicat de discerner le vrai.

On peut dire en tout cas de Davezies qu'il ne montre

pas à l'égard de Curiel le même degré d'attachement que les trois femmes que nous venons de citer ou que Jehan de Wangen.

La coopération entre les deux hommes ne va pas se prolonger au-delà de quelques années. En attendant, l'abbé va se tourner vers deux secteurs qui l'intéressent plus particulièrement, l'Angola et le Mozambique, qui sont des objectifs immédiats dans le cadre de la lutte anticoloniale, et vers le pays basque espagnol. Pyrénéen, Davezies qui parle basque et espagnol, est plus particulièrement sensibilisé au problème basque comme un certain nombre d'autres ecclésiastiques des deux côtés des Pyrénées. Au symposium de Coire (Suisse) en 1969, c'est lui qui a fait venir une délégation de membres de l'ETA qui exposent leurs revendications, après celles des prêtres contestataires.

Qui a approché Davezies a pu se rendre compte qu'il possède une forte personnalité. Très fermé, l'air sombre, il donne l'impression d'être difficilement influençable. Dans la brume de rumeurs qui enveloppe le réseau Curiel, on lui prête des remarques assez acerbes sur le comportement du patron du M.A.F. Il aurait été déçu par certains aspects de l'appareil. Et, tout en proclamant son admiration pour les qualités de Curiel, il lui aurait reproché ses penchants pour les entreprises aventureuses.

Derrière ces désillusions se cache peut-être un conflit idéologique. Davezies, qui est allé en Chine, en serait revenu enthousiaste pour le régime de Mao. Curiel ne refusait, certes, aucun contact, y compris avec les pro-chinois. Mais son « marxisme orthodoxe » (prosoviétique) ne pouvait sans doute s'accommoder longtemps de la cohabitation avec un lieutenant qui pouvait devenir un rival, et qui cherchait peut-être ses raisons d'agir plutôt du côté de Pékin que de Moscou.

Au-delà de ce cercle intérieur, limité à quelques

individus sélectionnés, on trouve un certain nombre de membres de l'appareil qui ont des responsabilités particulières et auxquels Curiel accorde un crédit supérieur à la moyenne des militants. Parmi ces personnes, on peut citer l'avocate Michèle Beauvillard (qui plaidait déjà pour le réseau Jeanson), le sociologue belge Jacques Dofny, Franz Kuk, Oscar Niuse, Gérard Prost et Walter Tieleinman. C'est du moins l'équipe qui fonctionne en 1965. Celle-ci va ensuite s'étoffer.

120 à 200 personnes

Vient ensuite le gros de la troupe, dont les effectifs, dans la même période, peuvent être estimés à un chiffre situé entre 120 et 200 personnes. Ils forment l'essentiel de ce réseau semi clandestin. Ce recrutement est extrêmement diversifié. On y trouve d'anciens membres du M.A.F., de Jeune Résistance et du réseau Jeanson. Mais la plupart sont des visages nouveaux. Se retrouvent dans ce réseau qui va s'appeler « Solidarité » à la fin des années 60, des chrétiens, des trotskistes, des pacifistes, des spécimens de cette intelligentsia complexe qui forme la Nouvelle Gauche, quelques syndicalistes, des anciens communistes, voire des membres du parti en mission.

Ce recrutement assez hétéroclite ne pose pas de gros problèmes tant qu'il s'agit d'une poussière d'individus de bonne volonté, soucieux de se dévouer à une cause qu'ils jugent humanitaire. La structure très simple du réseau n'exige de ses membres qu'un service limité, à la mesure de leurs goûts et de leurs capacités. L'habile comportement de Curiel, qui, tout en s'affirmant marxiste orthodoxe, ne cherche nullement à faire du prosélytisme, conseille au contraire à chacun de poursuivre son expérience, au chrétien d'être chrétien, au trotskiste de vivre son militantisme particulier, tout cela forme un contraste frappant avec ces lourdes machines contrai-

gnantes que sont les annexes du Parti communiste français : le Mouvement de la paix, l'Union des femmes françaises, France-U.R.S.S., etc. Dans ces milieux étroitement chapeautés, on ne peut être longtemps ni trotskiste, ni titiste, ni sioniste, ni antisoviétique. Même si on ne procède pas à une exclusion de l'hérétique, le divergent se sent vite mal vu, suspect, isolé. Selon l'excellente formule de Lénine, il ne tarde guère à voter avec ses pieds.

Le style Curiel tranche avec ces méthodes de tutelle, même camouflées. La tolérance qu'il montre ne peut être nuisible aux objectifs du réseau, car on ne se rencontre pas pour voter des motions, signer des pétitions ou un manifeste.

Certes, les problèmes idéologiques du socialisme ne peuvent être ignorés. Mais les membres du réseau sont là pour rendre un service donné. L'oublieraient-ils que Curiel pourrait doucement le leur rappeler.

S'il n'y a pas de gros problèmes avec les individus, il peut y en avoir avec des organisations concurrentes. Les trotskistes sont des spécialistes de l'entrisme « ouvert » ou « fermé » [1]. Ne vont-ils pas tenter de mettre la main sur l'appareil Curiel. Et le docteur Jean Michel Krivine, que nous allons bientôt rencontrer, n'était-il pas investi de cette mission? L'abbé Davezies n'a-t-il pas des arrière-pensées de noyautage?

Problèmes d'autant plus délicats dans les quinze années qui vont suivre, que les « clients » du réseau viennent de multiples azimuts politiques et géographiques.

Les gens qui ont aidé le F.L.N. ont obéi à des mobiles différents (goût de l'action, pacifisme, objection de

1. « Entrisme ouvert » : consiste à être membre d'une organisation (syndicale, par exemple) en affichant sa couleur politique. On la dissimule au contraire dans l'« entrisme fermé ».

conscience, attirance affective pour les Algériens...), mais en définitive ils se sont rassemblés sur une plate-forme simple, voire simpliste, non codifiée dans un texte : le conflit algérien, c'était la lutte d'un peuple opprimé contre la domination fasciste (française). La guerre d'Algérie terminée, le réseau Curiel a utilisé comme carburant des sensibilités diverses. Cette fois, l'opprimé, c'était le Tiers Monde dans son ensemble, et le seul impérialisme existant c'était l'impérialisme américain et ses filiales.

Cette entreprise au service des masses opprimées, dont la cause était pour eux incarnée par les avant-gardes combattantes, ne débouchait ni sur des insurrections, des barricades, ou même des manifestations de masse, mais sur une complicité active masquée par les apparences de la charité. Même après sa mort, la mission Curiel continue à être présentée comme une ambulance de la Croix-Rouge utilisée pour recueillir et véhiculer les éclopés des persécutions politiques. La réalité est autre : à l'intérieur de l'ambulance, on trouve bien un peu de mercurochrome et quelques paquets de pansements. Ils sont là pour dissimuler les mitraillettes, les grenades et les bazookas.

On va le voir en examinant le mécanisme de ce réseau :

1) *Activités charitables*

C'est la surface du réseau. Celle que l'on montre quand il sort d'une longue clandestinité pour déboucher dans l'actualité. C'est aussi l'appât pour pêcher les bonnes volontés. « Nous aidons des réfugiés, des exilés, des gens persécutés dans leur pays... » Après l'enquête du *Point,* c'est ce qu'affirment le pasteur Rognon (du Mouvement de la paix) et le père dominicain Barth. A ce niveau, en effet, les membres du réseau les moins dans le secret s'emploient à collecter des fonds ou, mieux, à recueillir des médicaments dans des milieux spécialisés

(médecins, hôpitaux, laboratoires pharmaceutiques). Par là même, le réseau va se trouver branché sur des organisations dont l'activité « secouriste » est la raison principale (apparente ou réelle) : la *CIMADE* (organisation protestante), le *Secours rouge* (rassemblant diverses personnalités et organisations de tendance gauchiste), le *Comité catholique contre la faim* (C.C.F.D.), le *Secours populaire* (annexe du Parti communiste), le *Croissant rouge* au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le *Haut-Commissariat aux Réfugiés* à l'O.N.U. ...

Cette aide charitable apportée à des mouvements du Tiers Monde ne peut être dissociée de l'aide à la guérilla et à la subversion. Nous en verrons plus d'un exemple.

2) *Propagande et diffusion*

Le réseau Jeanson éditait un bulletin *Vérité pour*; le M.A.F. eut *Vérités anticoloniales* : le F.S.R.A. avait publié un manifeste. Solidarité puis Aide et Amitié se sont bornés à des bulletins d'ordre technique qui donnent aux membres du réseau des consignes pratiques. L'« appareil » s'est abstenu de prises de position qui, si générales qu'elles soient, peuvent dégénérer en controverses infinies.

Au reste, le réseau est avant tout une centrale d'aide aux mouvements de libération. Chaque mouvement a, à la base, son idéologie propre, ses mots d'ordre, ses slogans, ses consignes. Il n'appartient pas aux étrangers de se substituer à lui, de le pourvoir de conseils. Ce serait une ingérence contraire à l'esprit du réseau.

Celui-ci va donc opérer comme un *courtier* avec des *clients*. Il lui procure des services, des moyens matériels pour l'impression des bulletins et des brochures : ronéo, Varytyper, machines off-set. Il se chargera en outre d'acheminer à destination la littérature ainsi produite.

En fonction de ces principes, le matériel édité comporte une grande variété de propagandes : communistes orthodoxes, pro-chinoises, trotskistes, castristes, nationalistes.

Cet éclectisme est un facteur très important pour la réussite de Solidarité. Les « clients » n'éprouvent à aucun moment l'impression d'être endoctrinés ou manipulés. On leur fournit un concours purement technique. C'est tout.

L'importance de ce travail est loin d'être négligeable. Entre 1963 et 1966 une seule imprimerie d'Europe de l'Ouest avait procédé à plus de cent travaux d'imprimerie, en français, anglais, espagnol, portugais [1]. Et cette imprimerie n'était pas la seule.

Il n'est toutefois pas certain que toute cette masse de papier ait été effectivement diffusée. Certains observateurs pensent que le réseau se limitait, en France du moins, à distribuer un nombre limité d'exemplaires, le reste étant stocké ou détruit.

Si ce phénomène est exact, on peut en tirer certaines déductions sur un des objectifs du réseau. Son but n'était pas de faire connaître à une quantité relativement importante de gens les positions de tel mouvement, kurde, ou chilien, ou martiniquais; mais de montrer aux dirigeants de ces mouvements qu'on s'était mis à leur service. Ceux-ci étant, de toute façon, hors d'état de vérifier si on a distribué mille ou dix mille exemplaires de leur publication.

3) *Communications*

C'est un des secteurs d'activités où le réseau a rendu les services les plus importants. Certains dirigeants des mouvements indépendantistes ou révolutionnaires se trouvent en effet réfugiés ou exilés en Europe et pour eux se pose, de manière aiguë, le problème de leurs liaisons

1. Rapport d'un service américain.

avec leurs partisans demeurés dans leur pays respectif, de la rapidité de ces liaisons et de leur sûreté.

Solidarité procure à ces gens non seulement des moyens de transport, mais des codes, et des liaisons-radio, c'est-à-dire un système déjà articulé de courrier régulier. En outre, les membres du réseau peuvent se déplacer et se rendre dans les pays étrangers où se déroulent les opérations, rencontrer des partisans, leurs transmettre des renseignements et en recevoir d'eux. Ils sont naturellement moins identifiables que les membres des divers mouvements de libération nationale ou de lutte révolutionnaire. Leur qualité de citoyens étrangers leur procure une certaine protection. Celle-ci est considérablement renforcée quand les visiteurs appartiennent à des organisations charitables honorablement connues, qui leur servent de couverture. Quand l'agent de liaison est un pasteur, un religieux, un membre de la Croix-Rouge, voire du Secours populaire, il est pratiquement intouchable, toute interpellation, perquisition ou interrogatoire risquant de provoquer un scandale de dimension internationale.

Bref, le réseau est un véhicule irremplaçable.

4) *Entraînement*

Solidarité est aussi une *école*. Ceux qui la dirigent sont de vieux militants expérimentés qui ont acquis un capital considérable de savoir dans la technique clandestine. Et pas seulement une technique, mais une intelligence politique, du fait qu'ils ont été confrontés à des situations, des peuples et des expériences diverses.

Curiel, « le Vieux », a travaillé avec les services soviétiques, avec l'I.S. En Égypte, il a discuté des heures avec des musulmans, des juifs, des Arméniens, des Grecs, des Coptes, c'est-à-dire, sauf les musulmans, avec des minorités enfermées dans leur ghetto. Mais il est allé aussi à Athènes, et à Prague. Il a milité en Italie, circulé entre la France, l'Allemagne, la Belgique et la Suisse

pendant le conflit algérien, en Algérie, en Afrique du Sud et dans les Caraïbes, au Moyen-Orient. Nous sommes loin de connaître l'étendue de ses déplacements au nombre desquels on peut présumer que l'Union soviétique figure. Car il serait paradoxal qu'un homme, qui toute sa vie s'est déclaré fidèle au Kremlin, n'aie jamais mis les pieds à Moscou. Le fait le plus remarquable chez lui, ce n'est pas qu'il parle quatre langues; c'est qu'il soit capable de parler toutes sortes de langages.

Son entourage immédiat possède lui aussi une très vaste expérience. Il y a beaucoup à apprendre auprès de cet homme et de ses compagnons.

Solidarité est un apprentissage des techniques clandestines : rendez-vous, boîtes aux lettres, art de la filature et de déjouer celles dont on est l'objet, faux papiers, grimage, codes secrets, entretien et réparation de transmetteurs et récepteurs... L'enseignement est donné en France souvent dans des locaux religieux, par exemple ceux de la Mission de France. Pour une instruction plus poussée, des stages étaient prévus en Algérie ou à Cuba.

Parfois, Curiel donne des leçons individuelles à des membres du réseau qui vont partir en mission. On verra plus loin comment [1].

5) *Faux passeports*

La production de faux papiers est une activité indispensable dans un mouvement clandestin. Fréquemment, en effet, des hommes provenant des différentes parties du monde entrent en France et en repartent. Certains peuvent le faire sous leur identité véritable en s'adressant aux organismes de secours officiel. Mais il est clair qu'en pareil cas ils se trouvent soumis à des contrôles policiers dont ils peuvent d'ailleurs s'accommoder.

1. Sur cette école de clandestinité, cf. Suffert, *Le Point*, 21 juin 1976, *op. cit.*

Pour d'autres, plus profondément plongés dans l'*underground*, ce genre de risques est à éviter. C'est le cas, par exemple, pour des dirigeants de l'E.T.A. ou d'organisations armées palestiniennes. Un des objectifs du réseau est de munir ces hommes et ces femmes de faux papiers.

Parmi ceux que l'on connaît, le poète sud-africain Breytenbach, Jean-Paul Ribes [1] et un de ses camarades, et le terroriste japonais de la Fraction armée rouge Furuya Yutaka. Dans le dernier cas, on sait que le « cordonnier » était André Haberman. A l'origine, il semble que l'appareil ait travaillé dans des conditions artisanales, à partir de documents achetés, empruntés ou volés. Il s'agirait de passeports français, espagnols, portugais, belges et allemands. Les quelques spécimens qui ont pu être saisis sur des individus arrêtés donnent aux yeux des spécialistes l'impression d'un travail bricolé. La photographie de l'acquéreur remplace celle du détenteur légal : dans quelques cas le nom est modifié. Et la falsification ne va guère plus loin.

Ce travail assez grossier peut avoir de sérieux inconvénients pour l'usager. Un clandestin peut aussi se présenter aux postes-frontière avec des papiers qui lui attribuent un mètre quatre-vingt-cinq, alors qu'il mesure dix bons centimètres de moins.

On cite à cet égard l'anecdote suivante. A un moment donné, Curiel accepta de procurer un faux passeport français à un homme qui devait quitter le Moyen-Orient. Le passeport remis à l'intéressé décrivait celui-ci comme touriste, mais ne comportait pas le cachet « entrée ». Cette omission risquait évidemment d'attirer l'attention des services de contrôle aux frontières, puisque le document en question semblait indiquer que ce « touriste » était entré illégalement sur le territoire.

1. Voir chapitres IX, XII et XVI.

On en fit la remarque à Curiel. Celui-ci haussa les épaules :

« Les flics sont stupides », dit-il avec mépris.

Comme cette assertion ne calmait pas les inquiétudes, il ajouta :

« Il faut remettre ce passeport au tout dernier moment à celui qui l'emploiera. Ainsi il n'aura pas le temps de s'apercevoir qu'un cachet fait défaut. Il sera donc plein d'assurance, et cet état d'esprit est essentiel pour la réussite de l'opération [1]. »

Elle fut en effet un succès.

Ce genre de récit peut néanmoins suggérer un certain amateurisme. A notre avis, il s'agit de tout autre chose. Quand les services de renseignements expédient des agents à l'étranger, ils utilisent un personnel hautement spécialisé et sélectionné, comme, par exemple, l'espion Abel aux États-Unis. En pareil cas, les précautions les plus minutieuses s'imposent, et les faux papiers dont l'agent est muni ne doivent pas offrir la moindre faille.

Mais il n'en est pas de même pour le réseau Curiel. Celui-ci fait appel à des volontaires qui sont, au moins partiellement, des amateurs. Ils sont sensiblement plus nombreux que les agents proprement dits; ils viennent de mouvements très divers. En pareil cas, on est bien obligé de recourir à des expédients, ce que faisaient déjà le M.A.F. et le réseau Jeanson. Solidarité ne fait que prolonger la technique de ces organisations. Par ailleurs, en utilisant de petits moyens et des falsifications somme toute assez grossières, le procédé est peu coûteux. Il s'apparente dans son esprit aux méthodes de la guérilla populaire qui débute avec des armes faciles à se procurer : bâtons, matraques, couteaux etc. [2].

1. Rapport d'un service américain déjà cité.
2. Cf. Lénine, texte du chapitre précédent.

6) *Armes*

La fourniture d'armes est un autre département du réseau. C'est toutefois un domaine sur lequel nous ne possédons que des données contradictoires. Certains font état de démarches assez dérisoires de Curiel en personne auprès de « connaissances de café », pour se procurer des armes de petit calibre.

Mais d'autres pensent que le trafic d'armes du réseau était beaucoup plus important. Dans l'état actuel de nos connaissances sur ce point, il est impossible de trancher.

Dans la période 1963-1966, ces livraisons d'armes auraient intéressé le Venezuela, la Colombie, l'Espagne et le mouvement séparatiste kurde.

Le problème de l'achat des armes amène à se poser la question : qui paie tout cela?

Au moment où l'on envisagea en Suisse la fusion du M.A.F., de Jeune Résistance et du réseau Jeanson en un seul organisme, il fut admis que l'organisation accepterait les fonds de tout organisme généreux ou de tout État sympathisant qui consentirait des dons, à condition que ces subventions n'aliènent pas l'indépendance de l'organisation. Pure clause de style. La cotisation du militant de base est hors d'état d'assurer à elle seule le fonctionnement d'un parti légal, doté d'un minimum d'installations, de permanents, et d'instruments de propagande. Que dire d'organisations illégales dont les besoins financiers croissent d'autant plus vite qu'elles s'étoffent et améliorent leurs structures? En pareil cas, celui qui contrôle le plus est le principal bailleur de fonds. Si désintéressés qu'aient pu être des hommes comme Jeanson à l'origine, cette subjectivité est balayée par l'argent de la Fédération de France du F.L.N. Qui tient l'argent décide. Les marxistes savent cela mieux que personne.

Le réseau Curiel, lorsqu'il effectuait des travaux

d'impression pour un client, lui demandait une participation financière. Celle-ci était, à vrai dire, très minime et réclamée, semble-t-il, dans le dessein d'effacer chez le client un sentiment de dépendance à l'égard du réseau, de paternalisme idéologique. Signe supplémentaire de l'habileté de Curiel.

Au service de qui?

Nous avons comparé le réseau à un courtier qui sert des clients. Mais, ce courtier, pour qui travaille-t-il? La réponse était claire avec Jeanson : pour la Fédération de France du F.L.N. La réponse est plus complexe dans le cas du M.A.F., puis de Solidarité.

Nous reviendrons à la fin de cet ouvrage sur cette question importante. Dès maintenant, il faut souligner un point : une organisation qui fonctionne presque sans interruption pendant près de vingt ans (en prenant le M.A.F. comme point de départ) ne peut s'en remettre à des concours occasionnels et a besoin d'un banquier permanent. Il ne semble pas que Curiel ait jamais manqué d'argent [1].

Nous posons ici les données du problème. Nous ne le tranchons pas, pour l'instant, avant d'avoir examiné la totalité des entreprises Curiel ou du moins ce que nous connaissons. Disons cependant que le rattachement de Curiel à une centrale de type K.G.B. a été examiné dès 1963-1965 par les observateurs des services étrangers ou français. Le rapport d'un service américain où nous avons puisé la plupart de ces informations notait, par

1. Selon Serge Thion (*op. cit.,* chap. 6), Curiel, après son expulsion d'Égypte, aurait bénéficié du soutien financier de banquiers du Caire, d'origine juive, exilés à la même période que lui. Mais il est peu vraisemblable que leur concours ait pu se prolonger pendant près de trente ans.

exemple, que si au Caire on avait pu déceler des contacts avec des agents soviétiques, on n'avait pas pu, en revanche, en relever dans la période algérienne et post-algérienne [1]. Le même rapport notait toutefois : « *Nous savons au moins que deux équipes internes du réseau Curiel sont allées en U.R.S.S.* »

Par ailleurs, à leurs correspondants des mouvements indépendantistes, des membres de l'équipe Curiel sont présentés, à diverses reprises, comme appréciant l'aide soviétique.

Le même rapport fait état de deux questions que se posent les spécialistes : si l'appareil est une filiale du K.G.B., pourquoi ne dispose-t-on pas d'un meilleur équipement technique, en particulier dans le secteur de la fabrication des faux passeports, des fournitures d'armes et d'émetteurs-récepteurs radio souvent bricolés, alors que l'U.R.S.S. possède sur ce plan des moyens matériels considérables?

Nous pensons avoir déjà fourni une réponse à cette question, dans des paragraphes précédents.

La seconde question concerne le soutien que Solidarité a accordé parfois à des mouvements pro-chinois, cela en pleine crise des relations Pékin-Moscou, tels la fraction pro-chinoise du Tudeh (en Iran), le Parti marxiste-léniniste espagnol, le Parti des travailleurs haïtiens P.T.H. et le Mouvement de libération de Guyane-Caraïbes.

C'est effectivement un problème. Pour y répondre, il faut considérer les positions de principe de Solidarité. Celle-ci affirme sa résolution d'apporter son soutien aux mouvements de lutte anti-impérialiste. Mais en aucun cas de s'ingérer dans leurs affaires. Ces mouvements ne sont pas composés de naïfs. Un refus systématique de toute aide à des mouvements pro-chinois équivaudrait à

1. Ce rapport est sans doute légèrement antérieur à 1968.

afficher son allégeance à l'égard des Soviétiques. L'aide fournie, au contraire, dédouane très largement.

Par ailleurs, Curiel et son réseau, en aidant les organisations pro-chinoises, connaissent automatiquement un certain nombre de choses sur elles, leurs besoins, leurs projets. Cet apport peut être apprécié par d'éventuels utilisateurs. Les interlocuteurs pro-chinois, de leur côté, ne sont pas assez naïfs pour ne pas flairer cet état de choses, mais ils restent assez réalistes pour s'en accommoder si le réseau ne leur demande rien et leur apporte son aide. L'échange de renseignements est pour les deux parties un élément positif. Et, même au plus fort de la crise entre Moscou et Pékin, il est utile pour les deux capitales de disposer éventuellement d'un intermédiaire officieux, donc désavouable en cas d'ennui.

On cite à cet égard l'exemple de Layla Fawzi, qui aurait servi d'intermédiaire en Algérie entre mouvements pro-soviétiques et pro-chinois, afin d'éviter, dans la mesure du possible, les heurts entre ces formations rivales.

On peut maintenant se poser la question; mais quel intérêt Moscou aurait-il de soutenir des mouvements qui se situent assez loin de lui?

Un texte de Monnerot

On trouve la réponse chez Jules Monnerot.

Dans sa *Sociologie de la révolution,* il fait cette analyse pertinente :

« *Pendant les guerres d'Indochine et surtout d'Algérie, conduites par la France, dans les années 1940 et 1950, les ex-colonies ont été certes soutenues par les puissances communistes et aussi par les partis communistes. Cependant, les puissances communistes, du fait des normes implicites de la "coexistence pacifique", étaient tenues à certaines précautions. Et les partis*

communistes, du fait des liens qu'on leur attribue communément avec la métropole centrale du Kremlin, et surtout les partis communistes comme le français, réputés pour leur docilité audit Kremlin, étaient, eux aussi, tenus à une certaine discrétion : leurs actions, leurs entreprises risquant de compromettre peu ou prou la métropole révolutionnaire qui est aussi une grande puissance de ce monde. Devant une telle situation, des entreprises, des agences *au sens anglais du terme* (agencies), *non officiellement communistes, furent mises sur pied, par exemple en France, les réseaux d'aide aux Algériens en lutte pour leur indépendance pendant la guerre d'Algérie. Ces entreprises limitées et occasionnelles ne compromettaient pas le "Parti", qui pouvait toujours désavouer, si le besoin s'en faisait sentir, telle ou telle de leurs initiatives. Elles n'étaient pas directement connectées aux centrales communistes, qui d'ailleurs n'en ignoraient rien. Toutes précautions avaient été prises pour qu'elles ne puissent en aucun cas mettre en fâcheuse position la révolution institutionnalisée, établie, officielle, bref conservatrice et non seulement d'elle-même, qui constitue en France une partie intégrante du système politique, sous les noms de Parti communiste, de C.G.T. et d'une kyrielle d'associations-filles et d'une frange de " cryptos " d'apparence et d'hommes à double visage. Si l'on s'en tient aux faits historiques vérifiés, il s'agit de réseaux indépendants des structures communistes officielles, des militants orthodoxes y fussent-ils quelquefois mêlés. A ces réseaux prirent part les différentes sortes d'hétérodoxes, les sectes trotskistes et ce qui allait devenir les premiers groupements " pro-chinois ".* Les réseaux donnent le premier exemple d'une coopération active et convergente entre groupements révolutionnaires qui officiellement s'excommunient, s'anathématisent ou s'ignorent. *En eux, par eux, se manifestent des échanges actifs et même une indéniable osmose entre orthodoxes*

et hétérodoxes excommunicateurs et excommuniés. Le Parti se sert des hétérodoxes, bientôt les hétérodoxes se serviront du Parti.

[...] *Fait nouveau des années 1960 donc : l'émergence d'une variété de révolutionnaires qui utilise l'aide subversive orthodoxe de la ou des deux grandes métropoles révolutionnaires (Moscou, Pékin) mais se manifeste de manière telle qu'elle ne compromette pas officiellement le système russo-communiste, pour ne parler que de lui, et qu'on puisse lui attribuer une certaine spontanéité, une certaine liberté de mouvement. Le castrisme cubain est la manifestation la plus aisément lisible, la plus connue, de ce changement historique. Il se déclare communiste, accepte toutes les aides communistes, les demande, mais favorise le développement d'une mentalité révolutionnaire en quelque sorte autonome. C'est ce qu'incarne le personnage de Che Guevara, révolutionnaire itinérant : il ne se laisse pas ramener au type correspondant de l'époque antérieure qui était* " l'agent " *du Komintern, le chef de* l'Apparat, *étroitement soumis à Staline, opérant à l'occasion, sur commande, de stupéfiantes volte-face, et voué à disparaître dans une purge générale ou par disgrâce personnelle ou — cas privilégié — à prendre sa retraite comme gauleiter d'un pays satellite*[1]. »

Curiel est-il un *agent,* du moins au sens ancien du terme? Certains ont voulu voir en lui un survivant du Komintern défunt, un homme comme Trepper, le chef de l'« Orchestre rouge », Richard Sorge[2] ou Rado. La

1. Fayard éd., 1969, pp. 689 et 690. Tous les mots ou passages composés en romain dans l'italique étaient soulignés dans le texte.

2. Espion célèbre qui, membre de l'ambassade allemande à Tokyo, renseignait Staline. Il l'avertit (en vain) de l'imminence de l'attaque allemande en juin 1941, puis au cours de l'hiver lui donna l'assurance que le Japon n'avait pas l'intention d'attaquer les troupes soviétiques en Sibérie. Pendu par les Japonais en 1944.

comparaison nous paraît inadéquate. Certes, ces agents étaient des personnages d'une remarquable intelligence. Mais c'étaient avant tout des hommes de renseignement. Trepper, sous les apparences de l'homme d'affaires, dirigeait un réseau d'espionnage. Sorge, détaché à l'ambassade d'Allemagne à Tokyo, avait adopté le masque du national-socialisme. Rien de tel chez Curiel qui se proclame communiste, argument qu'invoquera sa femme pour soutenir qu'il n'a pas été un agent du K.G.B., ni un espion.

On peut sans doute faire valoir que le réseau, lors de la perquisition de la D.S.T. 176, rue de Grenelle (en octobre 1960), est pincé en flagrant délit de transmission de documents secrets vers l'ambassade soviétique à Berne, documents qui n'ont rien à voir avec la guerre d'Algérie. Mais c'est le seul cas que nous connaissions. Même s'il n'est pas unique, nous ne pensons pas que l'espionnage soit le ressort essentiel du réseau.

Un prédécesseur : Willy Münzenberg

Il y a tout de même des précédents au cas Curiel. Deux personnages peuvent être rapprochés de lui, en raison de leur activité, comparable à celle qu'il mène.

Le premier de ces hommes est le fameux Willy Münzenberg. Tout jeune, il avait été compagnon de Lénine en Suisse, à Zürich, puis dirigeant de l'Internationale des jeunes. Doué d'un génie exceptionnel de la propagande (de l'« agit-prop », dans le vocabulaire communiste), il avait découvert de bonne heure un principe simple : quand une personne donne de l'argent pour une cause, elle s'attache sentimentalement à celle-ci.

Arthur Koestler, qui a tracé le meilleur portrait de Münzenberg, ajoute à ce propos que « *la cause pour laquelle on vous demande de consentir un sacrifice vous*

soit rendue vivante et qu'elle parle à votre imagination; or c'était là la spécialité de Willy. Par exemple, il ne demandait pas aux ouvriers de faire l'aumône, il leur demandait de consacrer une journée de salaire "en témoignage de solidarité avec le peuple russe". « Solidarité » au lieu de charité devint le mot-clef de la campagne... [1]. »

Il s'agit ici d'une campagne de solidarité pour lutter contre la famine en Ukraine après la guerre civile, campagne organisée par l'A.I.O. (Aide internationale ouvrière), dont Münzenberg était le patron. A la suite de ce succès, Münzenberg devint le chef d'une série de comités de solidarité, de soutien, de journaux, de brochures. Il fut le grand organisateur du contre-procès de l'incendie du Reichstag, et le créateur de l'idée d'un *Livre brun* dénonçant la responsabilité des nazis dans cet incendie, traduit à des millions d'exemplaires en dix-sept langues et préfacé par un lord anglais.

Münzenberg est avant-guerre le remarquable animateur d'un extraordinaire arsenal de propagande derrière lequel on trouve le Komintern. Ce qui le différencie nettement de Curiel, qui agit au contraire hors de tout battage capable d'attirer l'attention sur lui. En revanche, deux points rapprochent ces hommes. Tous deux sont des praticiens de la « Solidarité », et savent admirablement détourner, à des fins politiques, des activités de type Croix-Rouge. Et Münzenberg disposa très longtemps, par rapport aux partis communistes locaux et même par rapport au Komintern, d'une très vaste autonomie. Jusqu'à la période des grands procès de Moscou (1936-1938), à partir de laquelle il devint suspect : on le retrouvera mystérieusement pendu dans une forêt française, durant la guerre.

Curiel a eu sans doute la même liberté d'action.

1. Cf. *Hiéroglyphes*, Calmann-Lévy, 1955, pp. 246 et 247.

Noël Haviland Field

Le second personnage avec lequel un rapprochement s'impose, à notre avis, est Noël Haviland Field.

Américain aisé, Field a travaillé avant la guerre dans des organisations charitables et également dans les coulisses de la S.D.N., à Genève. Ces activités se confondent dès cette époque avec les opérations des services soviétiques. Noël Field, pour sa part, a été précédé dans ses engagements par sa propre mère, une quaker.

L'Internationale communiste, à cette époque, a besoin d'introduire des agents en Allemagne. Entreprise délicate : il ne faut être ni Allemand, ni juif, ni connu comme socialiste ou communiste. La mère de Field, Américaine, est recrutée pour cette tâche par Ignace Reiss et par le « général » Krivitzky [1].

Pendant la guerre, Field appartint à l'Unitarium Committee, organisation de secours qui venait en aide aux réfugiés. Il rend à cette occasion de précieux services à des membres du réseau d'espionnage soviétique, l'Orchestre rouge, dans la région de Marseille. D'une façon générale, il secourt de nombreux communistes originaires de pays occupés par les Allemands, et nombre d'entre eux assument après la guerre, soit dans leurs pays respectifs, soit dans leurs partis, des responsabilités importantes.

A cette époque, il est aussi en liaison avec l'O.S.S.

1. Militant dès les premiers temps du Komintern, Ignace Reiss rompit au moment des fameux procès de Moscou. Il fut attiré dans un guet-apens en Suisse en septembre 1937 et exécuté par les agents du N.K.V.D. Le « général » Krivitzky était un important agent des services soviétiques. Lui aussi rompit avec Moscou, publia en 1940 un livre de souvenirs, *J'étais agent de Staline* (qui ne figure même pas à la Bibliothèque nationale) et se « suicida » aux États-Unis quelque temps plus tard.

(l'ancêtre de la C.I.A.) d'Allen Dulles. Tout va bien tant que les relations U.R.S.S. - États-Unis demeurent amicales. Arrive la guerre froide, la défection de Tito. Et Field bascule : il paraît éprouver soudain un besoin irrésistible de se réfugier derrière le rideau de fer. Une véritable fuite, très explicable. Field aurait à répondre à des questions gênantes dans le cadre de l'affaire Alger Hiss, un diplomate-espion qui fut son ami, et le confident de Roosevelt, au service des Soviets.

Mais à l'Est les services soviétiques nourrissent de lourds soupçons à l'égard de Field. Nous sommes en pleine fièvre des procès (Rajk, Slansky). Du point de vue de Staline et de Beria, beaucoup de communistes en place en Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, sont des agents d'un vaste complot judéo-américain, et Field fait partie de ce complot. On perd sa trace derrière le rideau de fer. Son nom apparaît à plusieurs reprises au cours des audiences des procès Rajk et Slansky.

Des années plus tard, il sort de prison. La vague d'espionnage a cessé de déferler après la mort de Staline. On ne devrait pas revoir Field en vie. Mystérieusement, il a été épargné.

Pour qui travaillait Field? Paul Barton, un émigré tchécoslovaque bien documenté [1], pense que l'Américain, coupé de son réseau après la mort de Reiss, a été récupéré par le service de renseignement de l'Armée rouge et qu'il se rattachait au P.C. suisse.

Les agissements de Field ne s'expliquent que si cet homme, qui a les apparences du philanthrope, qui travaille à Genève, dans les couloirs de la S.D.N., pour secourir les réfugiés, opère sous ces apparences éminemment honorables pour un autre système. Ce système, c'est la Centrale sanitaire suisse fondée par le docteur Hans Von Fischer pendant la guerre d'Espagne. Durant

1. Cf. *Prague à l'heure de Moscou,* Pierre Horay éd., 1954.

toute la durée du conflit, Field sera relié en permanence à cette organisation [1].

La Centrale sanitaire suisse a été créée spécialement par le Komintern pour assurer la récupération des combattants antifascistes en Espagne. Mais il faut remonter beaucoup plus loin en arrière pour découvrir des tentatives d'exploiter à des fins politiques des organisations humanitaires, car avant même la prise du pouvoir en Russie les bolcheviks s'étaient déjà infiltrés dans des organismes comme la Croix-Rouge.

On ne peut manquer d'être frappés par le rapprochement entre les personnalités de Field et Curiel. Tous deux étaient des hommes qui donnaient à ceux qui les approchaient l'impression d'un grand dévouement. Et ce dévouement existait bien, mais sa fin véritable en était soigneusement dissimulée. Tous deux étaient des marginaux de l'action politique. Tous deux fréquentaient des milieux et des organisations humanitaires.

Cependant, la comparaison ne doit pas être trop poussée. Il n'est pas certain que Field ait jamais appartenu au P.C. américain [2], tandis que Curiel a été le chef, en Égypte, non d'un parti, mais d'un mouvement pro-communiste et s'est fait connaître ouvertement comme tel. Field opérait essentiellement pour sauver des communistes, tandis que Curiel est intervenu pour toutes sortes de gens engagés dans diverses formes d'action

1. Sur Field, un des premiers fondateurs du Komintern, qui finit par rompre avec Moscou, Jules Humbert-Droz, donne cette précision : « J'ai bien connu Noël Field. Il était membre du Parti communiste suisse. Il est intervenu en qualité d'Américain et *d'agent des Églises* (souligné par nous) auprès du gouvernement de Vichy pour sauver un grand nombre de camarades allemands menacés d'être mis en prison par le gouvernement de Pétain. » Cité par Barton, *Prague à l'heure de Moscou,* p. 256.

2. Cf. à ce sujet le livre de la journaliste progressiste américaine Flora Lewis : *Pion Rouge,* Gallimard, 1967.

révolutionnaire. Enfin, il a été établi sans contestation possible que Noël Field travaillait pour le compte d'un service soviétique, ce qui n'était pas évident quand il opérait en Europe.

Par certains côtés, par un sens de l'agitation et du contact politique, par son envergure, Curiel se rapproche davantage du grand Willy Münzenberg. On n'imagine guère Noël Field discutant pied à pied avec Jeanson, Jean-Louis Hurst ou avec les représentants du F.L.N. C'était une personnalité plus limitée.

Ainsi Curiel peut se rattacher à des prédécesseurs. Mais il est aussi un homme d'une trempe spéciale, fait pour tenir des langages très divers à des groupes qui s'écartent du marxisme orthodoxe, mais qui peuvent en subir l'attraction : chrétiens, musulmans, castristes, maoïstes, nationalistes d'obédiences diverses, pacifistes, représentants de minorités ethniques. Jamais Field n'a eu une tâche aussi complexe. Et Münzenberg lui-même, tout en cherchant à capter des personnalités fort éloignées du communisme stalinien, ne disposait sans doute pas de la même marge de manœuvre que Curiel. Une marge dont celui-ci ne connaissait pas toujours avec précision les frontières.

IX

STRATÉGIES POUR LE TIERS MONDE

Dès la fin de la guerre d'Algérie, les structures d'un réseau qui va se dénommer *Solidarité,* à une date indéterminée, s'élaborent au prix d'inévitables tâtonnements. L'organisation Curiel se crée d'abord, à partir de la base algérienne. Elle vise l'Afrique, mais aussi le Moyen-Orient, la péninsule Ibérique, les Caraïbes. L'Amérique latine, à cette époque, n'est pas encore comprise dans son champ d'extension. Mais la base révolutionnaire établie par Fidel Castro à Cuba est un relais naturel pour l'appui logistique aux guérillas et aux mouvements indépendantistes du continent américain.

Dans sa brochure, Serge Thion écrit à ce propos :

« *Je retrouve une note de la fin 1962 qui concerne un " bureau africain " du " mouvement anticolonialiste " (c'était le nom de l'époque). Ce " bureau " devait comporter des " groupes " qui étaient chacun chargés des contacts avec telle ou telle organisation : il s'agissait essentiellement de l'Union des populations camerounaises, du Sawaba (Mali), du M.P.L.A. angolais, de l'U.G.E.A.N. (Union générale des étudiants d'Afrique noire), du P.A.I. (le P.C. sénégalais), de l'A.N.C. sud-africaine, de la West African Student Organization, etc. Il y avait des " bureaux " pour la péninsule*

Ibérique, le Moyen-Orient, etc. Il s'agissait donc surtout de mouvements communistes, ou de mouvements où des communistes avaient des positions influentes[1]. »

La chute de Ben Bella va contraindre Curiel à réviser certains plans, et surtout à transférer le centre de gravité de son réseau d'Alger à Paris. Mais, avant d'examiner les actions qu'il va soutenir de 1964 à 1978, année de sa mort, dans différentes parties du monde, il convient de situer sa position et à l'égard des organisations communistes et par rapport aux nouvelles perspectives stratégiques dans le Tiers Monde.

D'abord, il faut préciser ses relations avec le Parti communiste français. Elles n'ont plus ce caractère aigu qu'avait révélé l'affaire Marty-Tillon, mais Curiel demeure un marginal. Officiellement, la direction du parti l'ignore, ne veut être en rien compromise par ses activités et maintient par rapport à lui une distance circonspecte.

Compagnons de route

Les relations sont très différentes avec certaines grandes organisations de masse contrôlées par le P.C.F. mais ouvertes aux compagnons de routes, telles : le Mouvement de la paix, France-U.R.S.S., l'Association des juristes démocrates, l'Union internationale des étudiants (U.I.E.), la Fédération syndicale mondiale, etc. Curiel et sa femme ont avec ces organisations une très ancienne familiarité. Comme, pendant très longtemps, il n'y a pas eu en Égypte de véritable parti communiste, c'est avec ces organisations de masse (Mouvement de la paix, F.S.M...) que Curiel et les dirigeants du M.D.L.N. ont, nous l'avons vu, travaillé.

1. *Du bon usage des Momies*, p. 13.

A son arrivée en France, la femme de Curiel travaille d'ailleurs au Mouvement de la paix, et le couple a ses entrées à Action.

Ce type d'organisations facilite les contacts avec les compagnons de route, avec des sympathisants du parti, voire avec des « libéraux » et même, en certains cas, avec des organisations de « droite »[1]. Ce milieu convient particulièrement à Curiel, qui a toujours mené une action « frontiste », c'est-à-dire de recherche d'unité d'action avec des éléments non communistes.

Il faut avoir présent à l'esprit la mutation qui s'est produite après la mort de Staline dans ces organisations parallèles. Elles ont pu prendre une certaine distance par rapport aux partis communistes de chaque pays où elles opèrent. Mais leurs appareils de direction demeurent contrôlés par Moscou, tout spécialement par la section internationale du parti communiste soviétique, que dirige actuellement Ponomarev, flanqué de son adjoint Zagladine.

Dans ce milieu, on est beaucoup plus proche des directives soviétiques, on en subit l'influence, on y noue des contacts avec une ampleur sensiblement plus importante qu'au sein du P.C.F. proprement dit. Ce qui favorise de curieux amalgames. Car on peut par exemple retrouver à France-U.R.S.S., des hommes qui ont quitté le parti parce qu'ils ne pouvaient plus supporter le stalinisme du clan Thorez, hostile à la politique de Khrouchtchev. C'est le cas de Pierrard, qui après 1960 rallie France-U.R.S.S. Mais on y trouvera aussi, plus tard, des militants, qui auront quitté le parti, parce qu'ils le jugeaient affadi et qu'ils avaient, au fond, la nostalgie du bon vieux temps de Thorez et de Staline.

1. Des gaullistes, par exemple, comme Michel Debré ou Léo Hamon.

Curiel et sa femme sont des gens tout à fait aptes à s'adapter à ces situations particulières. Ils y poursuivent leur bout de chemin avec les compagnons de route. Ils y gardent des fils directs ou indirects avec les camarades de Moscou, ce « matériel humain » que Curiel juge sans égal dans le monde.

Après la guerre d'Algérie, cette insertion dans le milieu politique le plus pénétré et le plus contrôlé par Moscou coïncide avec de profonds bouleversements stratégiques dans le monde, et surtout dans le Tiers Monde. Cette période est dominée par deux importants phénomènes, en apparence contradictoires : d'une part la détente, la coexistence pacifique; de l'autre, l'explosion de mouvements insurrectionnels dans le Tiers Monde, pour lesquels Fidel Castro et le Che font figure de héros et de modèles.

Entre Russes et Chinois

Le premier phénomène contraint Moscou à modérer les assauts des partis communistes de chaque pays et à les inviter à se cantonner dans la vie légale. Mais c'est le moment où éclate la crise sino-soviétique. Elle affecte les partis communistes du monde entier. Et il serait évidemment très dangereux pour Moscou que Pékin devienne la centrale des insurrections armées dont la hardiesse et l'intransigeance révolutionnaire pourraient être avantageusement opposées à la tiédeur, à l'embourgeoisement et au révisionnisme des partis demeurés fidèles au Kremlin.

Le second phénomène, l'avènement du castrisme, est une aubaine pour le Kremlin. Car, à partir de 1960 la rivalité sino-soviétique s'affirme principalement en Afrique et en Amérique latine. Le leader progressiste

marocain Medhi Ben Barka[1] est au cœur de ces tensions.

Ben Barka effacé, le choix que va faire Castro sera capital. En faveur de Pékin? En faveur de Moscou? Si l'on considère qu'il est parvenu au pouvoir à La Havane, par les armes, et contre la ligne préconisée par les communistes cubains, qui acceptaient le dictateur en place, Batista, on se dit que Fidel devrait pencher en faveur de Pékin, qui préconise la lutte armée.

Il n'en est rien. Au début de la querelle sino-soviétique, il se proclame neutre. Mais l'île est soumise au blocus américain. Le régime castriste dépend de l'aide économique de Moscou. Castro va donc choisir Moscou contre Pékin.

On trouve l'amorce de cette politique dans le petit livre de Régis Debray, *Révolution dans la révolution*[2], écrit, dit-il, sous la dictée de Fidel.

A première vue, ce livre constitue l'apologie de l'action armée telle que la mènera le Che en compagnie de Debray en *Bolivie,* périlleuse aventure qui s'achève sur une déroute : la mort pour Guevara; la captivité pour Debray. On pourrait donc penser que cet ouvrage est avant tout orienté contre les « révisionnistes » de la voie pacifique.

A y regarder de plus près, il n'en est rien. Les

1. A la création en avril 1960, à Konakry, de l'Organisation de solidarité des Peuples afro-asiatiques (O.S.P.A.A.), il a choisi un poste de responsabilité dans la gestion des fonds de cette organisation, fonds procurés à la fois par les Russes et les Chinois.

Il occupe ainsi un poste-clé, à la charnière des mondes soviétique et chinois, dans une phase où s'amorce une grande offensive en direction du Tiers Monde. Il disparaît (octobre 1965 à Paris) dans des circonstances restées mystérieuses, peut-être parce qu'il était le seul homme capable de maintenir un certain équilibre entre les puissances qui veulent chacune la révolution mondiale, mais par des voies différentes.

2. Maspero, 1967.

Soviétiques n'y sont jamais critiqués. En revanche, Régis Debray ne se gêne guère pour critiquer la notion de *base* chère à Mao. Il explique que les thèses chinoises de la Longue Marche ne peuvent pas être transposées telles quelles en Amérique latine. Il nie que l'insurrection armée doive sortir d'un parti marxiste-léniniste, préalablement constitué et enraciné d'abord dans les masses. C'est au contraire de l'action armée menée à partir d'un *foco* révolutionnaire que doit jaillir le parti politique.

Dans les années qui vont suivre, tout se passe comme si le castrisme agissait à la manière d'un contre-feu. Prônant l'action armée, au Venezuela, en Bolivie, au Brésil, à Saint-Domingue, au Guatemala, au Paraguay, en Uruguay, il dresse, par sa théorie de la lutte armée, une barrière entre les guérilleros (présents et futurs) et les maoïstes, qui sont en train de s'implanter en Amérique latine. Ceux-ci ne conçoivent la lutte que dans le cadre étroit de la lutte des classes. Ils se réfèrent à un modèle (chinois), terriblement lointain. Les castristes, eux, acceptent dans leurs rangs des éléments très divers, y compris des libéraux, et Fidel, le Che, sont des figures familières à l'Amérique latine.

Dans les années 60-70, le *foco* sud-américain va aimanter tout le potentiel insurrectionnel, terroriste ou guérillero en Amérique latine et occuper ce terrain au détriment des maoïstes.

Deux fers au feu

Les Soviétiques peuvent se frotter les mains. Grâce à Castro, qu'ils contrôlent économiquement et dont ils coiffent bientôt la police politique, ils ont deux fers au feu.

Les partis qui se réclament de Moscou sont les défenseurs de la légalité et entendent s'y cantonner. Soutenues par Castro, les opérations armées écartent les

maoïstes. En cas de succès, elles vont poser à Washington un cas épineux. Il suffira en effet que les marines interviennent pour que soit déclenchée dans le monde une campagne analogue à celle menée contre la guerre du Vietnam. Si la guérilla se prolonge sans vaincre, elle réalise le mot d'ordre : « créer partout, deux, trois, dix Vietnams ». Enfin, si l'opération tourne à la déroute, elle permettra du moins d'exalter la figure des héros marxistes, et de faire récupérer par les partis communistes locaux une bonne part des guérilleros battus et déçus.

Curiel et ses amis s'insèrent très bien dans ce dispositif. Au fond, en Amérique Latine, ou en Afrique, ou au Moyen-Orient, c'est non pas la lutte communiste, opérant sous son propre drapeau, mais la lutte anti-impérialiste et essentiellement anti-impérialisme yankee qui s'affirme. C'était déjà celle que préconisait Curiel en Égypte, puisqu'avec le Haditu qui n'était pas un Parti communiste à proprement parler, il recommandait la lutte contre l'impérialisme britannique.

Sa stratégie était alors en contradiction avec celles des partis communistes des pays coloniaux, telle qu'elle avait été définie dans les congrès de l'Internationale communiste entre 1920 et 1930. Cette stratégie stipulait que dans ces pays les partis communistes pouvaient conclure des alliances avec les partis nationalistes de la bourgeoisie pour abattre et expulser le colonisateur étranger. Mais chaque parti communiste devait conserver sa *structure propre et son autonomie.*

La déroute de cette conception s'est affirmée en Algérie. Le parti communiste algérien a été, dans un premier temps, à la traîne de la lutte armée qu'il n'a accueillie qu'avec méfiance. Il a tenté ensuite de combler son retard et de constituer, avec les armes volées par Maillot, ses propres unités armées dans la région d'Orléansville. Cette tentative s'est soldée par un échec

total. Le P.C.A. a dû livrer ses armes à l'A.L.N. et renoncer à sa propre formation armée. Enfin, dans un troisième temps, il a dû renoncer à disposer dans l'Algérie indépendante de sa propre formation politique.

Curiel s'accommodait de cette situation. Sa conception consistait à s'infiltrer au sein de l'appareil directeur d'un mouvement nationaliste pour s'en assurer le contrôle. A l'action politique ouverte il substituait la subversion silencieuse. Il put croire qu'il gagnerait la partie jusqu'à la chute de Ben Bella en 1965.

Et, avant la conquête du pouvoir, les efforts de Curiel visaient à pénétrer l'organisme le plus apte à réussir cette entreprise, c'est-à-dire la force armée.

C'est ce que le Haditu avait réussi chez les « officiers libres » de Nasser, tentative aventureuse qui avait été freinée par les partis communistes européens, qui possédaient dans ce secteur un droit de tutelle, et plus particulièrement le Parti communiste français [1].

Il n'en reste pas moins que l'Algérie et Cuba demeurent des plates-formes solides, pour le grand combat anti-impérialiste à l'échelle mondiale, dont le premier objectif est de venir en aide au Vietnam.

Ainsi Curiel peut regarder l'avenir avec confiance. Il ne va pas chômer...

1. La réédition de l'opération Curiel devait se faire des années plus tard au Portugal. Là, un petit noyau d'officiers communistes ou sympathisants réussiraient un moment à contrôler l'armée, à pousser en avant Spinola, et à renverser Caetano, le successeur de Salazar. Il y a un parallélisme évident entre ce putsch et celui des « officiers libres » au Caire. Curiel, à notre connaissance, n'y est pour rien, mais en définitive c'est la même technique; toutefois, au bout du compte, le pouvoir échappe dans les deux cas aux communistes camouflés.

X

DU MOZAMBIQUE AUX CARAIBES

1962. La guerre d'Algérie, c'est fini. Les accords d'Evian sont signés. Les membres des réseaux sortent de prison. Ceux qui l'ont évité s'ennuient un peu. C'est le cas de Jean-Paul Ribes, ancien étudiant en droit, membre du P.S.U. qui « portait les valises » du F.L.N. Il en est réduit à discuter marxisme, révolution, lutte armée, Tiers Monde, à la terrasse de l'Old Navy, à Saint-Germain-des-Prés avec un certain Marcelino, originaire du Mozambique, alors colonie portugaise.

Les nationalistes du Mozambique viennent de faire leur unité au sein du Frelimo. Il s'agit de les soutenir, de les former, de même que les partisans de l'indépendance de l'Angola et de la Guinée-Bissau. Pour ces entreprises, l'Algérie de Ben Bella est une base révolutionnaire.

Jean-Paul Ribes est prêt à tenter l'aventure. Sa mission consiste, en compagnie d'un autre camarade, un certain John, à gagner d'abord l'Afrique du Sud, et, de là, le Mozambique, par petites étapes, comme des touristes, d'hôtels de moyenne catégorie, en presbytères, car la filiale chrétienne commence à fonctionner en faveur de la révolution.

Objectif de ce voyage : recruter des candidats-guérilleros et les canaliser vers l'Algérie, où ils viendront suivre des stages de formation dans des camps d'entraînement.

Avant de partir, John et Jean-Paul Ribes passent une sorte d'examen technique. Un homme leur fait répéter des listes d'adresses apprises par cœur, brûler leurs papiers compromettants, et leur donne ses dernières consignes.

L'expert qui a préparé cette mission, c'est Henri Curiel [1].

Le récit de cette scène chez Jean-Paul Ribes tient en quelques lignes. Elles suffisent pour montrer l'honorable et doux Henri Curiel pris en flagrant délit de mensonge.

Car cette leçon donnée aux missionnaires marxistes dément l'image du saint Vincent de Paul laïc, accueillant aux opprimés qui viennent se réfugier en France. Curiel ne reçoit pas des gens en détresse. Il incite des jeunes gens à aller au Mozambique fomenter la révolution et à y recruter de futurs guérilleros pour la lutte armée. Il se comporte en professeur es-clandestinité. Et on pourra longuement discuter sur ce qui sépare la guérilla du terrorisme. Il n'en reste pas moins que le non-violent Curiel s'occupe à recruter des hommes pour des entreprises sanglantes.

Cette première mission ne marche pas très bien. Les « contacts » de Jean-Paul Ribes et de John se révèlent sur place être surtout des Blancs. Certains, comme ce Fernandez qui est un ancien officier portugais, et que

1. Cf. le récit de Jean-Paul Ribes. « Bernique au Mozambique », in *Almanach d'Actuel des années 80*, pp. 205 et 209.

Ribes a rencontré à Alger, ne prennent pas le Frelimo au sérieux. Et, surtout, personne ne se soucie d'aller apprendre la guérilla en Algérie.

Il n'empêche que treize ans plus tard, en 1975, les Portugais évacuent le Mozambique. Quand Jean-Paul Ribes retourne là-bas en 1978, le chef du nouvel état, Samora Machel, inaugure le musée de la Révolution. Sur place, les hommes qui occupent des postes techniques sont essentiellement de jeunes Blancs, fils de colons, convertis au marxisme-léninisme pro-chinois, mais qui ont viré leur cuti après la mort de Mao. Dans le port de Maputo, capitale du pays, on croise des Nord-Coréens, des Cubains et des Allemands de la R.D.A. Curiel a dû se dire qu'il avait bien travaillé.

Davezies en Angola

Tandis que Jean-Paul Ribes effectue une assez vaine tentative au Mozambique, l'abbé Robert Davezies opère en Angola. Il a pris contact avec des Angolais en exil à Paris, dès la fin de la guerre d'Algérie.

« *Je vis* — raconte Davezies — *des Angolais pour la première fois de ma vie en 1962, à la fin de l'été, par hasard, à Paris dans divers milieux politiques ou confessionnels. Ils appartenaient soit au M.P.L.A.* [Mouvement populaire de libération de l'Angola, qui est marxiste], *soit à l'Union des populations de l'Angola, U.A.P., les deux organisations nationalistes rivales. Certains même étaient des nationalistes blancs " pieds-noirs " militants de l'indépendance angolaise* [1]. »

Davezies écoute ces interlocuteurs avec intérêt. Mais il est absorbé par d'autres problèmes. Il revoit néanmoins ces hommes de temps à autre et leur rend quelques

1. Cf. *Lettre* n° 80, avril 1965. Il s'agit d'extraits d'un livre de Davezies, *Les Angolais*, Ed. de Minuit, 1965.

services. Peu à peu, il en vient à se passionner pour leur cause.

Le 7 janvier 1964, Davezies part pour Brazzaville, où il rencontre les nationalistes du M.P.L.A. A Léopoldville, il entre en contact avec ceux de l'U.P.A. Puis, grâce à leurs filières, il pénètre clandestinement en territoire angolais.

« *J'étais là* — affirme-t-il — *non par goût de la subversion, comme on dit, mais de la Justice, de la Liberté, ou plus simplement du Bonheur*[1]. »

Le goût de la Justice et de la Liberté, ou du Bonheur, ne suffisent pas toutefois pour être du jour au lendemain un passe-frontières. Il y faut aussi les commodités que procurent une organisation, un réseau dont les filières sont internationales. Ribes et Davezies, l'un au Mozambique, l'autre en Angola, remplissent bien des missions. Tous deux appartiennent au même réseau. Et il est évident que les opérations, qu'ils mènent à des milliers de kilomètres l'un de l'autre ont au moins en commun la volonté de renverser la domination portugaise.

Aux îles Canaries

A la même époque, qui donc a entendu parler d'un certain Cubillo? C'est un petit homme brun et maigre, volubile, avocat de profession, qui exerce aux Canaries. Homme de gauche, Cubillo a d'abord été autonomiste, puis il opte franchement pour les thèses de l'indépendance.

En 1964, au moment où Davezies gagne l'Angola, Cubillo, réfugié en Algérie, crée le M.P.A.I.A.C. (mou-

1. *Lettre*, op. cit. (n° 80). Le M.P.L.A. est actuellement au pouvoir, soutenu par les Soviétiques et les mercenaires cubains. L'Union des populations angolaises (avec à sa tête Robert Holden, actuellement dans le maquis) est plus ouverte aux influences occidentales.

vement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'Archipel des Canaries).

Personne ne prend très au sérieux le petit Cubillo. On a tort. Cubillo, assez habilement, joue sur deux tableaux. D'une part, en Espagne, il se présente comme un autonomiste, proche des Basques et des Catalans. D'autre part, en Algérie, il fait valoir que les îles Canaries ne sont qu'à 80 kilomètres des côtes africaines et que leur destin est lié à celui du continent noir.

A cette époque, 'on trouve des représentants du M.P.A.I.A.C. à Paris, Londres, Rome, Caracas (il y a dans cette ville une colonie de 10 000 Canariens).

En France, ils se manifestent pour la première fois dans la région des Pyrénées. Y rencontrent-ils Davezies? Celui-ci, en tout cas, a des liens avec l'E.T.A. et, entre les M.P.A.I.A.C. et l'E.T.A., des rapprochements s'effectuent à Alger; cependant que les relations s'enveniment entre Cubillo et les anciens de la République espagnole réfugiés en Algérie.

Avant ou après Franco, le gouvernement espagnol voit d'un mauvais œil les activités de ces Canariens. Il le fait savoir à Boumediène, et l'activité de ceux-ci est passablement freinée en Algérie.

Cet état de choses ne dure que jusqu'en 1976. A ce moment, le gouvernement espagnol cède au Maroc une large partie du Sahara. Alger est furieux. Cubillo en bénéficie sous la forme d'émissions-radio plus nombreuses. Dans cette période, il passe à ce qu'il appelle « la propagande armée », qui précède dans son esprit la lutte armée proprement dite. Il s'agit d'attentats contre des locaux et non, en principe, contre des personnes : contre l'aéroport de Las Palmas (le 26 mars 1977); contre les Galeries Préciados à Madrid, le 14 mai de la même année; contre un pylône à haute tension le 2 juin, près de Las Palmas, etc.

Lorsque Curiel est tué, le M.P.A.I.A.C. rend hom-

mage dans un communiqué à « ce grand révolutionnaire internationaliste ». De toute évidence, l'homme n'est pas un inconnu pour les dirigeants de cette organisation. Les liens ont été facilités, parce que pour le M.P.A.I.A.C., pour le Frelimo, comme pour les mouvements indépendantistes d'Angola, l'Algérie est une base. Curiel y opère, du moins tant que Ben Bella est libre, en toute sécurité. Et toutes ces entreprises n'ont évidemment rien à voir avec le pur humanisme.

Le M.L.Z.C.

Toujours dans ces lendemains de la guerre d'Algérie, un organisme s'est créé, cette fois en France. Il s'agit du M.L.Z.C. (Mouvement de libération de la zone des Caraïbes). A la fin de 1962, le M.L.Z.C. apparaît comme une des formes de la reconversion du M.A.F. de Curiel. L'anticolonialisme en est le ressort. Ce mouvement de soutien n'englobe pas seulement la Martinique et la Guadeloupe, mais aussi, Saint-Domingue, Haïti, Trinidad, les Guyanes hollandaise et britannique, ainsi que le Venezuela.

Le champ d'action du M.L.Z.C. s'étend en définitive aux îles et aux pays qui commandent l'accès oriental du canal de Panama.

Le M.L.Z.C. constitue le réseau de soutien qui peut permettre à un mouvement nationaliste de prendre pied, à l'exemple de Cuba, dans une de ces îles, ou dans une des Guyanes. L'indépendance ou la révolution éclatant dans un de ces territoires aurait l'avantage de démontrer que le feu anti-impérialiste qui s'est allumé à Cuba se propage dans la zone caraïbe, particulièrement sensible sur le plan de la défense maritime.

La Martinique et la Guadeloupe se trouvent entraînées dans cette lutte. A cette époque, les partis communistes martiniquais et guadeloupéen, qui ont de fortes

attaches avec le P.C.F. demeurent prudents et se contentent de revendiquer un statut d'autonomie.

Mais, en marge de ces partis, fidèles à Moscou, se forment des organisations qui font hardiment de l'indépendance leur drapeau. C'est le cas, à la Guadeloupe, du G.O.N.G. (Groupement des organisations nationales de la Guadeloupe), où l'on décèle des influences pro-chinoises et trotskistes. C'est ainsi que la *Voix du peuple*, organe des communistes pro-chinois de Belgique, critique vivement, dans son numéro du 23 octobre 1964, l'attitude du Parti communiste guadeloupéen, qui « *préconise uniquement la voie pacifique en fermant les yeux devant la répression des impérialistes* (et qui est) *fondamentalement un parti opportuniste et réformiste* ».

On assiste au même phénomène à la Martinique. Une organisation, l'O.J.A.M. (Organisation de la jeunesse anticolonialiste de Martinique), est accusée de complot. Douze de ses membres sont inculpés et comparaissent devant la 16e chambre correctionnelle de Paris en décembre 1963. Sept d'entre eux appartiennent au P.C. martiniquais, mais il semble qu'il s'agisse de déviationnistes.

En janvier 1966, une délégation du G.O.N.G. participera à la Tri-continentale [1] à La Havane et approuvera une résolution vietnamienne sur l'indépendance de la Guadeloupe.

Curiel et ses amis ne se font pas trop d'illusions sur les chances de succès. L'influence américaine dans cette partie de l'Atlantique est trop puissante pour être aisément délogée. Mais du moins quelques jalons peuvent être posés.

1. La conférence tri-continentale, qui s'est tenue en janvier 1966 à La Havane est suivie en août 1967 par la première conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité (O.L.A.S.). Les influences cubaines — donc soviétiques — y sont prédominantes.

Pour Curiel, il y a tout de même une difficulté sérieuse : la Martinique et la Guadeloupe sont territoires français. Sa situation d'apatride l'expose à une expulsion ou à une nouvelle arrestation, si l'on découvre que son réseau apporte son aide à une entreprise subversive sur le territoire national. C'est pourquoi il y fut très prudent.

Dans le cadre des opérations menées par le M.L.Z.C., on voit apparaître Curiel à deux reprises, ou plutôt on discerne son ombre, à l'arrière-plan de deux affaires très différentes.

Morts tragiques à Bruxelles

La première a pour cadre Bruxelles. Elle débute dans la nuit du 22 au 23 mai 1971, comme un fait divers passionnel, somme toute banal. Cette nuit-là, en effet, des amis transportent à l'hôpital Miriam Pinedo, vingt-sept ans, une jolie femme brune, originaire de Saint-Domingue. En enfonçant la porte de son domicile, ses amis l'ont découverte sur son lit, alors qu'elle avait perdu connaissance. Sur le tapis, un homme, Maximiliano Gomez, vingt-huit ans, dit « El Moreno », Dominicain lui aussi. L'homme est mort. Une lourde odeur de gaz imprègne la pièce. Miriam va s'en tirer. La police conclut à un double drame passionnel. Elle ne tient pas compte de l'arrière-plan politique de cette affaire.

En effet, la belle Miriam est la veuve du secrétaire général du M.P.D. (Mouvement populaire dominicain), Otto Moralès.

En avril 1965, les partisans de la révolution et ceux du dirigeant libéral de l'opposition, Juan Bosch, ont tenté une insurrection à Saint-Domingue afin de chasser du pouvoir Reid Cabral. Leur tentative, qui a connu d'abord un certain succès, a été en définitive brisée par les marines qu'expédie sur place le président Johnson. Mais Cabral est écarté. A sa place s'installe un homme

plus modéré, Balaguer. L'opposition révolutionnaire est toutefois confinée dans la clandestinité.

L'opposition, c'est le P.R.D. (Parti révolutionnaire démocratique) de Juan Bosch, qui circule en Europe. C'est le M.P.D. d'Otto Moralès, pro-cubain, pro-soviétique, qui a de fortes attaches avec la D.G.I. (services secrets cubains), elle-même coiffée par les services soviétiques. C'est encore le Mouvement du 24 avril, que dirige Hector Aristy, ancien représentant de Saint-Domingue à l'UNESCO[1].

Un jour, Otto Moralès, qui se déplace sans cesse en Europe, revient clandestinement à Saint-Domingue. C'est pour y tomber sous les balles de la police au cours d'un affrontement. Lui succède très logiquement à la tête du M.P.D. le numéro 2 de cette organisation. Ce n'est autre que Maximilien, dit « El Moreno », qui vit désormais avec la belle Miriam.

A l'hôpital, Miriam se remet lentement du drame qu'elle a vécu. Un jour, ses amis viennent la chercher. On ne la reverra plus.

Les mois passent.

Le 11 décembre 1971, une valise est abandonnée sur le trottoir dans une rue de la banlieue bruxelloise. On l'ouvre : à l'intérieur, deux jambes de femme sectionnées. Le lendemain le tronc est découvert dans une autre valise, rue Américaine. La tête ne sera jamais retrouvée. Mais on identifie ces restes macabres comme étant ceux de Miriam Pinedo Moralès.

Quand la police belge découvre les valises de Bruxelles, elle est bien obligée de rouvrir un dossier qu'elle avait classé un peu vite.

Il apparaît que Gomez n'est pas mort asphyxié, mais empoisonné par Miriam. Celle-ci aurait en effet acquis

1. Cf. *Le Monde*, 2 novembre 1969. Ce curieux diplomate sera impliqué dans l'enlèvement à Paris de Lucien Revelli-Beaumont, un des hauts cadres de la FIAT.

la conviction que Gomez, devenu pro-chinois, aurait « donné » Moralès (pro-soviétique) et attiré celui-ci dans un piège à Saint-Domingue [1].

Est-ce la vérité? On n'en sait trop rien. *L'Express*, pour sa part, donne sous la plume d'un de ses reporters. Edouard Bailby, sa version : enlevée par ses « amis » à la sortie de l'hôpital, Miriam aurait comparu devant un tribunal révolutionnaire siégeant quelque part en Europe, et son récit aurait été enregistré sur bande magnétique.

Interrogatoire sur bande magnétique

« *Nous possédons* — écrit Edouard Bailby, *la bande magnétique sur laquelle Miriam, harcelée, avoue le 29 août 1971 qu'elle a empoisonné Maximilien Gomez* [2]. » Plus tard, pressée de questions, elle a accusée quatre Dominicains qui travailleraient pour le compte de la C.I.A. « de l'avoir aidée à tuer leur chef à l'instigation d'Hector Aristy, ancien bras droit du colonel Francisco Caamano, un des patrons de la gauche dominicaine, pendant la guerre civile de 1965, puis ambassadeur à l'UNESCO jusqu'en 1969.

Convaincue que Gomez a fait liquider son mari, Miriam n'a qu'une idée en tête : le venger. Son dessein va être facilité par un Dominicain, un certain El Chino Ramos Peguero. Dans un bar de la rue Monsieur-le-Prince, à Paris, celui-ci lui procure un poison mortel qui tue, dit-il, en quinze minutes.

A 2 heures du matin, le 23 mai, Miriam propose à Gomez, qui passe la nuit chez elle, une tasse de chocolat. Sur cet épisode la bande magnétique restitue — selon Bailby — le dialogue suivant :

1. Sur ces événements, cf. *Le Monde*, 28 décembre 1971 et *Le Soir* (quotidien de Bruxelles), 29 janvier 1972.
2. *L'Express* du 7 février 1972.

« — Tribunal. — Tu lui as donné, comme ça, froidement, la tasse de chocolat?

— Miriam. — Oui. Il en a bu une gorgée. Et, tout de suite, il m'a dit : " Comme c'est amer! ". Alors, j'ai proposé d'aller lui chercher un peu de sucre. Quand je suis revenue, il m'a dit qu'il avait le vertige.

— Tribunal. — Mais, quand tu as vu qu'il allait mourir, tu n'as pas pensé à appeler un médecin?

— Miriam. — Non. Je me suis assise au bord du lit. Et je l'ai regardé. " Mais qu'est-ce qu'il y avait dans ce chocolat? Qu'est-ce que tu m'as donné, Miriam? ", a-t-il demandé. Je lui ai répondu que je l'avais empoisonné pour me venger de la mort de mon mari. Il m'a dit : " Miriam, tu m'as trompé. Je n'aurais jamais cru ça de toi " [1]. ».

Est-ce là l'explication? Miriam, qui a empoisonné Gomez, a-t-elle été préalablement « intoxiquée » par la C.I.A. et par son « agent » Aristy? Celui-ci intente un procès en diffamation à *L'Express*.

A l'audience de la 17e chambre correctionnelle, le Dominicain est muet, ou presque. L'avocat de la partie civile explique que le jour où l'on empoisonnait Gomez son client se trouvait à Karachi (Pakistan). On n'entendra pas la bande magnétique. Le traducteur-juré assure que certains passages en sont quasiment inaudibles et que d'autres donnent l'impression d'avoir été repiqués. En tout cas, assure-t-il, le nom d'Aristy n'est prononcé à aucun moment.

Il n'en est rien — assure Me Badinter, qui défend *L'Express* : « Des Cubains qui connaissent bien la situation politique à Saint-Domingue nous ont dit que le nom d'Aristy était prononcé plusieurs fois ».

Sa plaidoirie le montre toutefois assez peu à l'aise.

Et le Tribunal, le 22 décembre 1972, accorde à Hector Aristy le franc symbolique qu'il réclamait.

1. *Idem.*

Avec Edouard Bailby, journaliste cégétiste de *L'Express*, nous avons une version qui lave l'opposition dominicaine en exil de sa culpabilité, dans le meurtre de Gomez, et rejette celle-ci sur les manigances ténébreuses de la C.I.A.

Villemarest le premier...

Avant celle de *L'Express*, une autre explication de ces deux morts énigmatiques a été fournie par Pierre de Villemarest, dans l'hebdomadaire belge *Spécial*. Ce journal, le premier, a trouvé suspecte la mort de Gomez, avant même la disparition de Miriam, et évoqué l'hypothèse d'un règlement de compte à l'intérieur de l'opposition dominicaine [1]. Dans un article ultérieur, Villemarest révélera que Miriam, après sa sortie de l'hôpital, était en proie à une réelle angoisse et qu'elle se trouvait sans papiers, ceux-ci ayant été vraisemblablement confisqués par les « amis » venus la chercher à la sortie de l'hôpital, « amis » qui allaient devenir ses juges.

« *Maman* — écrivait Miriam sur une carte postale adressée à sa mère demeurée à Saint-Domingue, et postée à Paris le 28 octobre 1971 — *me trouvant dans une situation terriblement délicate, j'en appelle à ceux qui peuvent résoudre cet important problème... Je veux et j'ai besoin que vous m'envoyiez un billet de voyage et un passeport. Je suis désespérée. Appelle-moi aussi vite que possible. Embrasse mes enfants, mes frères, Daddy, Bertha et tous les autres. Miriam.* »

La thèse de Villemarest est qu'on s'est servi de Miriam pour empoisonner Gomez, parce que celui-ci était soupçonné d'être devenu pro-chinois. Ensuite, Miriam a probablement été exécutée pour qu'elle ne parle pas. Trois hommes détiendraient la clé de ce double

1. Numéro du 15 décembre 1971.

meurtre. Un certain Chico Despradel, un Dominicain, Manola Plata, et un Cubain, Gonzalo Perez Cuevas, lié aux services de la D.G.I. cubaine. Ce seraient en particulier Manolo Plata et Perez Cuevas qui auraient retiré à Miriam son passeport.

Cette histoire ténébreuse mêle les intrigues des agents du K.G.B., de la D.G.I. cubaine, de la C.I.A., et les rivalités chinoises et russes. Si nous racontons cet épisode macabre, celui des règlements de comptes, perpétrés par des révolutionnaires en exil, c'est qu'à l'arrière-plan nous allons voir apparaître, comme dans un éclair, la silhouette furtive de Curiel.

Dans un de ses articles de *Spécial*, Pierre de Villemarest écrivait [1] :

« *Le 5 janvier, nous concluions nos révélations en soulignant que certains accusés dominicains n'auraient pas les moyens d'agitation, de circulation, et même de séquestration en Belgique ou ailleurs, si " quelqu'un " ne les leur fournissait. Ce personnage-clé dont ils disposent, nous avons tenté de le déterminer.. Plusieurs des amis de Gonzalo Perez Cuevas s'étonnaient, l'an passé, qu'à chaque fois qu'ils lui posaient un problème : argent, logement, faux papiers, etc., il pût le résoudre relativement avec rapidité, où que ce soit en Europe. Si ce n'était grâce à Moscou, était-ce grâce à Cuba? Ou les deux à la fois? Gonzalo Perez Cuevas a commis un jour une erreur qui a permis à plusieurs Dominicains de découvrir l'homme auquel il se référait. Le nom ne leur a rien dit. Mais à nous, il dit beaucoup. D'abord parce qu'un transfuge très haut placé des services secrets cubains (ou D.G.I.), passé aux Etats-Unis, il y a quelques mois, parlait précisément des activités de ce M. X... Il précisait même que la D.G.I. dans les années 1966-1967 (lorsque momentanément Fidel Castro eut des frictions avec Moscou) avait tenté de pénétrer*

1. Numéro du 19 janvier 1972.

son organisation pour s'en servir dans ses activités d'espionnage dans le monde européen, car elle y disposait de moyens extraordinaires. Il ajoutait que bien des exilés des Caraïbes en Europe dépendent de cet homme, dont on a tout lieu de croire qu'il appartenait au K.G.B. soviétique. Nous connaissons l'identité de M. X... et une longue et minutieuse enquête nous a permis de retracer sa carrière, qui est aussi mouvementée qu'édifiante ».

« *Monsieur X... alias Curiel* »

Ce M. X... n'est autre qu'Henri Curiel. A l'époque, *Spécial* n'a pas voulu prendre le risque d'imprimer son nom. Mais Pierre de Villemarest nous a gracieusement communiqué la version primitive de son article, rédigé comme suit :

« *Le nom ne leur a rien dit : Henri Curiel. A nous, il disait beaucoup. D'abord parce qu'un transfuge* [...] *parlait précisément des activités de cet Henri Curiel...* »

Rien n'indique toutefois que Curiel ait été mêlé en quoi que ce soit à la double liquidation des deux Dominicains en exil. Villemarest ne le soutient à aucun moment, et nous-même n'avons recueilli aucun indice qui permettrait à cet égard de suivre une piste.

Au reste, une intervention directe de Curiel ou de ses amis du cercle intérieur dans une histoire de ce genre enfreindrait un des grands principes du réseau : pas d'ingérence dans les affaires intérieures des mouvements de libération en exil et dans leurs éventuelles querelles. Un initiative de cette nature, surtout dans une affaire de sang, risquerait de compromettre la réputation de neutralité du réseau dans le monde, volontiers chuchotant, des exilés de toutes tendances et de nombreux pays. En pareille circonstance, Curiel a tout intérêt à se tenir à l'écart.

On voit Curiel apparaître dans sa fonction principale : celle de la logistique, celle qui consiste à fournir planques, liaisons, faux papiers, argent... Otto Moralès et son adjoint Gomez se déplaçaient souvent en Europe. Gomez est venu à Paris, Miriam aussi. Perez Cuevas était « dépanné », chaque fois qu'il en avait besoin. Selon *Spécial*, ce dernier pressait Miriam de partir en U.R.S.S. Qui pouvait organiser ce départ? Très vraisemblablement Curiel et son réseau.

En revanche, quand la malheureuse Miriam, dépouillée de ses papiers, tente désespérément de s'en procurer, elle n'a d'autre ressource que de s'adresser à ses parents, à Saint-Domingue. Il ne lui vient pas à l'idée de chercher du secours du côté du réseau Curiel. Elle sait qu'elle est dans ce secteur « tricarde », à partir du moment où elle est enlevée, séquestrée, et interrogée par ses « amis ». Le secours Curiel n'est pas en effet destiné, comme on voudrait nous le faire croire, à des individus en détresse, mais à des groupes opérationnels, politiquement orientés.

Sur ce plan d'organisation des secours, on trouve, il est vrai, le réseau engagé, toujours à Saint-Domingue, dans des activités plus conformes à l'image qu'il voudrait donner de lui. L'intervention que nous allons relater est assez largement antérieure aux morts de Bruxelles, puisqu'elle se situe tout de suite après l'échec de l'insurrection de 1965.

La mission du docteur Krivine

Le personnage qui entre en scène ici est le docteur Jean-Michel Krivine, frère d'Alain le leader trotskiste. A l'époque, il milite encore au P.C.F., où son frère apparaît déjà comme un membre indocile de l'Union des Étudiants communistes (U.E.C.).

A la fin de 1965, le docteur Krivine est sollicité par des

amis de Curiel. Ceux-ci lui signalent qu'un certain nombre de révolutionnaires ont été mutilés, au cours des combats. Ils ne sauraient, lui dit-on, être convenablement soignés sur place. C'est pourquoi les organisations révolutionnaires de l'île se *sont adressées à Curiel* pour lui demander de trouver une solution humaine à cette situation. Curiel, de son côté, a sollicité l'aide d'une organisation protestante, la CIMADE. Et il a pensé au docteur Krivine pour effectuer sur place les démarches.

Celui-ci accepte la mission qu'on lui propose[1]. En décembre 1965, il enquête dans l'île sur le sort des mutilés. Apparemment, ce voyage imprévu ne lui pose aucun problème, d'ordre financier ou professionnel. A son retour, il fonde un groupe de travail sous l'égide de la CIMADE. Les points les plus délicats : trouver des fonds et des pays d'accueil pour les mutilés sont réglés rapidement, grâce à la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.), d'obédience soviétique, dont Louis Saillant était le président. Les syndicats hongrois acceptent de prendre en charge vingt et un blessés. Le gouvernement français, pour sa part, en accueillera trois. Leur voyage sera financé par la F.S.M.

En avril de l'année suivante, le docteur Krivine repart en compagnie d'un autre médecin et d'un anesthésiste qui parle espagnol. Il paraît qu'il se heurte sur place à quantité d'obstacles et à une campagne de presse. On l'accuse de vouloir faire de la propagande pour la Russie.

Et, comme si les difficultés avec le régime dominicain ne suffisaient pas, voici que l'ambassade de France se montre à son tour peu compréhensive :

« Laissez donc tomber — lance au bon docteur Kri-

1. *Rouge* (journal du mouvement d'Alain Krivine), n° 642, 9 mai 1978.

vine un diplomate impérialiste — et allez donc plutôt vous bronzer sur la plage! »

Ambassadeur mis au pas

Le frère d'Alain Krivine n'est pas homme à vouloir bronzer idiot, ni à supporter une telle pression diplomatique. Il téléphone aussitôt à Curiel. Et, miracle, sur l'intervention de l'apatride auprès des Affaires étrangères, l'ambassadeur se montre beaucoup plus accommodant. L'exilé égyptien a décidément le bras long.

Finalement, après une escale en Guadeloupe, les mutilés partent pour l'Europe. Ils en reviendront un an plus tard.

« *Tel est le genre d'action "terroriste" auxquelles Henri Curiel a été mêlé* », conclut le docteur [1]. Et, bien entendu, il n'y a aucun terrorisme dans cette opération. Ce réseau Curiel, qui remplit ici une mission typiquement Croix-Rouge, n'en est pas moins par ailleurs articulé aux organisations révolutionnaires dont nous avons vu les règlements de compte sanglants. Il suscite aussi l'attention circonspecte des services cubains à une époque de tension avec Moscou. Et nous avons appris par ailleurs [2] que les Cubains étaient fortement intrigués par les interventions de Curiel, qu'ils connaissaient mal, du moins au début, dans ce secteur des Caraïbes.

Entre les mutilés de Saint-Domingue et le corps tronçonné dans les valises sanglantes de Bruxelles, le réseau établit un lien.

Il y a une autre leçon qui se dégage du témoignage Krivine. On y voit que plusieurs organisations, en apparence assez éloignées les unes des autres, conjuguent avec aisance leurs efforts. Lié aux révolutionnaires

1. *Rouge* n° 642.
2. Source privée.

dominicains, ou castristes, l'exilé Curiel, n'a aucune difficulté à *contacter* le communiste Krivine en train de virer au trotskisme. Les querelles qui a la même époque ravagent l'U.E.C. n'empêchent pas du tout la F.S.M. d'intervenir dans l'affaire de Saint-Domingue et d'apporter l'argent soviétique. La CIMADE s'accorde sans peine avec tout ce monde.

Paris est décidément une plaque tournante bien commode.

XI

S.O.S. DÉSERTEURS

Il y a du Fantômas chez Curiel. Le sombre héros de Pierre Souvestre et Marcel Allain hante Paris. On le voit surgir dans les ministères, les banques, les demeures luxueuses, tout comme dans les bas-fonds des faubourgs. De même, l'ombre de Curiel apparaît aux points sensibles du Tiers Monde. On le trouve derrière les guérilleros des « focos », et dans les négociations avec les Grands. C'est que le roman-feuilleton envahit les coulisses de la politique révolutionnaire.

Les Caraïbes, qui aujourd'hui sont à l'avant-scène de l'actualité, et où Curiel a posé quelques jalons, sont un champ d'action assez vaste, au flanc des États-Unis, pour absorber tous ses soins. Mais voici que les Américains interviennent au Vietnam : « Un, deux, trois, dix Vietnam », sont les mots d'ordre lancés par Castro, Guevara et leurs partisans.

Les entreprises castristes en Amérique latine ou en Afrique tendent en effet à ouvrir de nouveaux fronts qui doivent être coordonnés dans une stratégie anti-impérialiste globale. L'agitation sur le territoire des États-Unis, c'est-à-dire la propagande pacifiste, les manifestations contre la guerre, les *sit-in* dans les universités, les émeutes raciales déclenchées par les Black Panthers, ou autres organisations similaires, font partie de ce proces-

sus. C'est un des moyens d'affaiblir l'ennemi, de saper sa volonté de combat, de démoraliser l'arrière.

L'insoumission et la désertion prennent place dans cet arsenal.

En 1966, les premiers déserteurs de la 7ᵉ armée américaine stationnée en Allemagne arrivent en France, via la Hollande. D'autres gagnent le Canada et la Suède.

Dans notre pays, ces déserteurs tentent de trouver des appuis auprès du P.C.F. et du parti socialiste. Prudentes, ces organisations qui ont pignon sur rue refusent leurs concours. Le Parti communiste, pour sa part, se montre, en la circonstance, fidèle à la ligne qu'il avait adoptée au temps de la guerre d'Algérie. Pourtant, il combat ouvertement la guerre du Vietnam. Mais ses dirigeants, c'est vraisemblable, redoutent de tomber dans le piège d'une provocation.

L'aide aux déserteurs américains va donc être fournie par des groupes très marginaux : la J.C.R. trotskiste de Krivine, dont la constitution est toute récente, « une petite équipe entourant d'Astier de la Vigerie »[1] et le réseau Curiel.

Ce dernier a derrière lui toute l'expérience accumulée pendant la guerre d'Algérie.

Aujourd'hui encore, cette entreprise demeure assez mal connue. Outre Curiel lui-même, elle fait surgir de nouveaux acteurs qui circulent à travers le monde et qui apparaissent aux points chauds de la planète. Ils semblent voués au cosmopolitisme révolutionnaire.

Thomas Schwaetzer

Le plus étrange de ces commis voyageurs se nomme Thomas Schwaetzer. A deux reprises, au moins, son destin croise celui de Curiel.

1. *Rouge,* 8 mai 1978.

Thomas Schwaetzer est né le 13 juin 1928 à Vienne. Juif, il quitte l'Autriche avec son père en 1938, sans doute pour fuir le régime nazi. Commence alors une vie errante qui mènent le père et le fils — la mère, divorcée, a gagné les États-Unis — en Suisse, en France, puis en Grande-Bretagne, où le jeune Thomas effectue une partie de ses études secondaires.

En 1947, c'est le drame. Son père se suicide. Thomas rejoint alors sa mère, qui s'est remariée avec un psychiatre, le docteur Darin-Baum, à Boston. Le jeune homme ne tarde pas à adhérer au parti communiste américain, et fréquente assidûment les milieux de la Nouvelle Gauche américaine.

Il n'y aurait sans doute aucune raison pour qu'il ne s'installe pas dans ce pays, si les autorités n'avaient l'impertinente idée de le soumettre à la conscription, comme les autres jeunes Américains. Thomas Schwaetzer gagne Israël, travaille dans un kibboutz, à Ramat Schoffet, puis à l'Israël Mining Corporation. Il s'y marie avec une ressortissante latino-américaine, dont il ne tarde pas à divorcer.

La géophysique est, en principe, son métier. Mais il semble que la qualité de géophysicien soit surtout pour lui un prétexte à l'agitation politique. Dès 1953, on le retrouve en Europe et en Afrique du Nord. Selon une rumeur, qu'enregistrera après 1970 la Sécurité militaire française, il aurait eu dès 1953 des contacts avec les futurs rebelles algériens. Dans cette période, et dans le même secteur, la présence de Curiel est également signalée, mais, nous l'avons vu, avec une certaine imprécision.

Rien n'indique que les deux hommes aient alors lié connaissance. Mais, pendant la guerre d'Algérie, l'existence de ces liens sinon avec Curiel en personne, du moins avec son réseau et celui de Jeanson, est certaine. Schwaetzer, qui est venu s'installer à Paris, à la fin de

1953, y poursuit des études en Sorbonne. Il est en même temps employé par l'United Geophysical Corporation, dont le siège est à Chartres, puis de mai 1956 à juillet 1962 par la Compagnie d'exploitation minière (C.E.M.) installée à Chambourcy (Yvelines).

Ses obligations professionnelles justifient ses déplacements en Algérie dans le département des Oasis. Ses sympathies politiques le mettent vite en contact avec les réseaux Jeanson et Curiel et naturellement avec des membres du F.L.N. Mais le S.D.E.C.E. estime que sa tâche principale était alors de transmettre à l'U.R.S.S. des renseignements sur notre exploitation pétrolière. En 1957, 1958 et 1961 il effectue en tout cas plusieurs voyages dans les pays de l'Est et fréquente assidûment le géophysicien soviétique Kolesnikov, membre du comité central du P.C.U.S., pour les questions scientifiques.

Après les accords d'Évian, Schwaetzer quitte sa compagnie. Devenus algériens, les puits de pétrole ont-ils perdu à ses yeux tout intérêt? Il garde en revanche le contact avec le groupe Curiel, qui collabore étroitement avec Ben Bella.

Chose curieuse : au moment où Schwaetzer cesse ses missions pour le compte de la C.E.M., Curiel prend le relais pour la Compagnie métallurgique et minière, et pour la Compagnie radioélectrique.

Aide aux déserteurs américains

En 1961, Schwaetzer s'est marié avec une Française. Cette union ne durera pas davantage que la première.

C'est à partir de 1967 qu'on va le voir se lancer à fond dans l'aide aux déserteurs américains. Il agit, à ce moment-là, en étroite liaison avec une trotskiste qui a appartenu au réseau Curiel, Marie-Jo Van Ingen, alias June, divorcée d'Emmanuel Weisgal, puis du célèbre

compositeur René Leibowitz, qui, lui aussi, connaissait Curiel.

Membre de la IVe Internationale (trotskiste) en contact avec la Ligue communiste révolutionnaire, Marie-Jo entretient en outre des relations avec l'ancien député communiste et poète martiniquais Aimé Césaire, et avec des extrémistes américains, tels ceux des Black Panthers. Elle met souvent à la disposition des déserteurs américains son domicile parisien de la rue Saint-Guillaume et effectue nombre de démarches pour régulariser leur situation. Ses deux filles, Alexandra Weisgal et Laura Leibowitz, participent à ses activités. La première s'est rendue aux États-Unis en septembre-octobre 1970 pour y rencontrer Jane Fonda, cette actrice américaine très engagée; elle y a fréquenté aussi le déserteur américain Morissey et est très liée à Daniel Ben Saïd, un des dirigeants de la Ligue communiste.

Si l'on ajoute que Marie-Jo fréquente assidûment la CIMADE et le Centre international quaker de la rue de Vaugirard, on voit que cette antenne familiale de Thomas Schwaetzer ne chôme pas.

Thomas Schwaetzer est aussi en rapport avec l'actrice britannique Vanessa Redgrave qui est trotskiste. Celle-ci lui procurera des fonds pour la publication d'une feuille *underground,* et fournira asile à nombre de déserteurs, assez mal accueillis en Angleterre. Thomas a fait la connaissance de Vanessa grâce à un certain Pincus, citoyen américain qui vit en Grande-Bretagne, où il s'emploie activement à organiser des manifestations contre le gouvernement de son pays.

Ce noyau a encore d'autres ramifications aux États-Unis, où Schwaetzer, qui utilisera pour ses activités au moins une demi-douzaine de pseudonymes (Cook, Max Watt, Pancho Peterson, Tommy Watt, Tommy Stevens) correspond avec une dame Julie Adler, à Central Valley,

antimilitariste convaincue, elle-même liée au jésuite américain progressiste Daniel Berrigan [1].

Tout cela ne fait pas grand monde. Mais nous discernons dans ce noyau des traits communs avec le réseau Jeanson, avec le M.A.F. et avec Jeune Résistance. Et, comme au temps de la guerre d'Algérie, les interventions de ce groupe opérationnel vont venir se greffer sur un milieu très réceptif, celui de l'*intelligentsia* universitaire, littéraire, artistique, scientifique. Dans le courant des années 60, on peut définir ce milieu conducteur, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, comme celui de la Nouvelle Gauche.

En marge des partis communistes pratiquant une aide concrète qui compromettrait trop ces partis, cette Nouvelle Gauche va se mobiliser contre la guerre du Vietnam.

En France, elle s'exprime dans les manifestations de la J.C.R. qui vient d'éclore, mais aussi dans les comités Vietnam de base, où l'on trouve un dissident du P.C.F., Jean-Pierre Vigier, et dans le collectif inter-syndical pour la paix au Vietnam, qui rassemble l'U.N.E.F., le SNE-Sup [2] le syndicat national des chercheurs scientifiques (S.N.C.S.) le Syndicat national C.G.T. du personnel technique et administratif du C.N.R.S. et la F.E.N.

Au C.N.R.S.

Observons un instant le C.N.R.S. C'est ce que les maoïstes appelleraient une *base* et les castristes un *foco*. On y multiplie les déclarations virulentes, les appels et les réunions contre l'entreprise armée des États-Unis.

1. Voir chapitre 13 note 13.
2. Syndicat national de l'enseignement supérieur.

La technique utilisée ici est celle de la lutte sur les arrières de l'ennemi, des campagnes contre les bombes atomiques (tel l'appel de Stockholm) ou la guerre bactériologique en Corée, et d'autres en faveur des Rosenberg [1].

Observons-la sur une seule semaine (18-25 novembre 1965). Dans la région parisienne, le collectif intersyndical tient un meeting à la faculté des Sciences d'Orsay (22 novembre); réunit 110 chercheurs pour un débat à l'École pratique des hautes études; organise un autre débat à la Sorbonne avec des universitaires américains et vietnamiens (25 novembre); provoque une réunion d'information du personnel de l'observatoire de Meudon.

En province, 700 jeunes participent à une collecte à Bordeaux, pour la reconstruction d'une léproserie au Nord-Vietnam (23 novembre). A Lyon 250 personnes se retrouvent à un débat (26 novembre); 600 autres se rassemblent à Strasbourg, sous la présidence d'un professeur de la faculté de droit, R. Lavigne [2].

Cet effort a des ramifications internationales. Un de ses pionniers est Pierre Halbwachs, chercheur au

1. L'Appel de Stockholm fut lancé en 1948 par le Mouvement de la paix pour protester contre l'usage éventuel de la bombe atomique, à une époque où l'Union soviétique ne possédait pas cette arme. Dès que les Soviétiques l'eurent en leur possession, la campagne cessa.

Pendant la guerre de Corée, la presse communiste et progressiste accusa les armées américaines d'avoir utilisé l'arme bactériologique. Après la mort de Staline, les Soviétiques admirent que c'était pure invention de leur propagande.

Le couple Rosenberg fut accusé aux États-Unis d'avoir dérobé des secrets atomiques en faveur de l'U.R.S.S. Jugés, ils furent condamnés à mort et exécutés le 19 juin 1953. Une immense campagne fut menée dans le monde par l'appareil de propagande communiste. Et la thèse de l'innocence des Rosenberg a toujours été défendue dans ces milieux. Elle est néanmoins très peu crédible.

2. Cf. *La Vie de la recherche scientifique*, nº 91, 15 janvier 1966.

C.N.R.S., pacifiste, antimilitariste, qu'on retrouvera au premier rang dans les opérations ultérieures du Secours rouge, puis dans les campagnes antimilitaristes des années 1973-1976. (Halbwachs n'a eu, sans doute, que des rapports intermittents avec le réseau Curiel, mais il participe de façon active à la diffusion dans les milieux intellectuels d'un certain état d'esprit anti-américain et pro-vietcong.

A Paris, toutes ces manifestations sont centralisées par Madeleine Réberioux, membre de la commission administrative du SNE-Sup. Agrégée, Madeleine Réberioux figure parmi ces universitaires communistes qui ont été ébranlés par la guerre d'Algérie et qui jugeaient trop prudente la ligne de leur parti. Elle a ainsi participé à la création d'un comité pour la défense des libertés et de la paix en Algérie (fin mars 1957) et, discrètement, au bulletin *Vérité-Libertés,* avec Barrat, Laurent Schwartz, Vidal-Naquet et quelques autres intellectuels. Elle appartient à cette catégorie de membres du parti, à moitié dans l'opposition comme Leduc ou Pronteau, qui sont en rapport avec Curiel. On la retrouvera parmi les membres de l'Association des Amis de Curiel après la mort de celui-ci. La guerre d'Algérie terminée, elle présente Vidal-Naquet à Curiel dans le square de la Bibliothèque nationale.

Curiel a sans doute trop à faire par ailleurs pour jouer dans ce concert un rôle de chef d'orchestre. Mais il n'en est pas totalement absent.

Cette action internationale des intellectuels, et principalement des scientifiques, contre la guerre du Vietnam va se prolonger et se « structurer ».

Actes concrets

A l'échelle internationale, l'opinion d'assez larges secteurs de l'*intelligentsia* est conditionnée pour approu-

ver et soutenir certains actes *concrets*. Au premier rang desquels l'insoumission et la désertion.

Le bulletin du C.N.R.S. [1] en rend compte en relatant le procès de trois réfractaires aux États-Unis sous le titre :

« *Trois G.I. ont dit non à la guerre au Vietnam — les trois de Fort Hood ou l'escalade des réfractaires.* » Il s'agit de James Johnson, Denis Mara et David Samas, qui ont refusé de partir au Vietnam et qui ont comparu en septembre 1966 devant la cour martiale de Fort Dix (New Jersey). A New York, ils ont tenu une conférence de presse et intenté un procès à l'État devant la Cour fédérale de Washington. Selon eux, la guerre est illégale; elle viole les décisions du tribunal de Nuremberg et la Constitution américaine. On voit réapparaître des thèses qui ont déjà largement servi pendant la guerre d'Algérie.

Les « trois » n'ont pas été choisis au hasard : un Noir, un Porto-ricain, un Italo-Lituanien.

Ce panachage englobe des communautés ethiques qui sont ou peuvent entrer en conflit avec la société américaine.

« *De véritables colonies de réfractaires* — lit-on dans ce même article — *se forment déjà au Mexique et au Canada, tous ne se rebellent pas pour des raisons politiques, mais la proportion des réfractaires politiques s'élève chaque année. Sur les campus universitaires, la plupart des formations de la "Nouvelle Gauche", et notamment le S.D.S., s'opposent au recensement. En décembre 1966 à Berkeley, plus de 10 000 étudiants et professeurs se sont mis en grève pour protester contre la présence d'un bureau de recrutement de la marine sur le cam-*

1. Numéro 116, 15 avril 1967.

pus, et l'arrestation de plusieurs manifestants[1]. »

Le mouvement de désertion et d'insoumission est lancé. Il se propage en Europe.

L'opération est en général déclenchée à partir des bases américaines en Allemagne fédérale. Les réseaux de soutien qui interviennent ont leur principal point d'appui chez les S.D.S. (Jeunesses socialistes d'Allemagne), assez fortement infiltré à l'époque par des éléments pro-chinois). Les membres de ce réseau distribuent des tracts aux G.I. à la sortie des casernes américaines : « *G.I., ne pars pas pour le Vietnam. Demande une permission, prends ton livret militaire et va à l'adresse suivante... Ne va pas te faire tirer dans les couilles.* » Figurent parfois sur des tracts six numéros de téléphone en Suède (pays très accueillant aux déserteurs).

Parfois, on expédie des tracts au moyen de petites fusées à l'intérieur des bases. Mais, en définitive, les conversations dans les bases, les restaurants et les dancings sont un moyen de persuasion plus efficace. Les Noirs américains sont particulièrement sollicités.

1. Numéro 116, *op. cit.* Diverses formations telles que le S.D.S. (Students for Democratic Society), filiale de l'organisation de l'aile gauche du parti démocrate; Action for a Democratic America; le S.N.C.C. (Students Non Violent Coordination's Comittee); le Black Panther Movement (Panthères Noires) : le Fair-Play for Cuba, etc., procèdent en substance d'un courant créé par la « New Left » (Nouvelle Gauche américaine). Celle-ci est une dissidence du parti démocrate apparue dans la foulée de la candidature de Stevenson en 1952. N'ayant pu obtenir la rénovation du parti démocrate, elle n'a cessé de se radicaliser, mais est restée distincte et très méfiante à l'égard du parti communiste américain.

Passage de la frontière

Si nous voulons savoir comment s'effectue le passage en France, il faut se reporter au témoignage de Claude Angeli [1], qui a suivi ces péripéties de très près. Un soir, il se trouve à bord d'une voiture à trente kilomètres de la frontière allemande.

« *Il est trois heures du matin*, écrit-il, *et la route est déserte. A cent mètres devant nous, un appel de phares. Notre voiture ralentit et vient se ranger sur le bas-côté. Quatre hommes s'approchent. Deux s'installent sur les banquettes arrière de la voiture, tandis que mes compagnons échangent quelques paroles avec le chauffeur. Puis nous repartons vers Paris. Je me retourne : les deux nouveaux passagers sourient et disent qu'ils ont faim et soif* [2]. »

Ricky, 19 ans, a déserté après être passé par le cachot. Hébergé par une étudiante, il a été mis en contact par elle avec le réseau de soutien. Ray, 22 ans, a déserté à Wiesbaden, trois jours avant de partir pour le Vietnam « pour des raisons religieuses et morales ». Tout va bien pour eux. A 10 heures du matin, ils arrivent à Paris, où un domicile les attend. Un avocat va les conduire à la préfecture de police afin qu'ils s'y fassent enregistrer officiellement comme des déserteurs américains. On leur donnera un permis de séjour; on leur trouvera du travail.

1. Actuellement rédacteur en chef du *Canard Enchaîné*. Claude Angeli a appartenu aux jeunesse communistes. Il était rédacteur de *L'Avant-Garde*, organe de l'U.J.C.F., puis de *Nous les garçons et les filles*, organe du même mouvement. Il a été exclu du Parti communiste en 1964. Il a collaboré ensuite au *Nouvel Observateur* et à *Politique Hebdo*. Il avait auparavant participé à divers Festivals mondiaux de la Jeunesse, organisés par les Soviétiques à Bucarest (1953), Varsovie (1955), Vienne (1959) et Helsinski (1962). Il a appartenu également au Secours rouge.

2. *Le Nouvel Observateur* du 6 mars 1968.

Permis de séjour et de travail, assure Angeli, seront renouvelés sans problème [1].

Sans problème, nous voulons bien le croire.

Sautons trois années. Les désertions continuent. William Forester, qui a déserté à Stuttgart, a été recueilli par un pasteur en France et placé comme commis chez un agriculteur éleveur d'Attigny (Vosges) [2]. D'autres vivent en groupe dans la région parisienne. Ils travaillent chez un certain Kahn, qui dirige une petite entreprise de textile (à Pantin ou Cachan). Le soir, ils se retrouvent dans un immeuble en brique qui leur sert en quelque sorte de foyer et leur permet d'organiser des conférences.

Interviewés par un journaliste américain [3], ils se plaignent toutefois que la police française, qui les laissait tranquilles jusque-là, soit devenue plus tracassière.

C'est peut-être que depuis le départ de De Gaulle, au printemps 1969, la politique française s'est quelque peu infléchie. Elle est devenue moins systématiquement antiaméricaine.

Ce systématisme du régime gaulliste convenait parfaitement à Curiel.

Dans les Caraïbes, en Amérique du sud, au Québec, les agitations révolutionnaires s'accordaient assez bien avec l'hostilité dont de Gaulle faisait preuve à l'égard des dirigeants américains et avec l'activité de ses services parallèles. Une exception toutefois : la Martinique et la Guadeloupe, englobées dans le champ d'action des Caraïbes, points sensibles qui risquaient de compro-

1. A cette date, selon la même source, il y aurait eu 30 déserteurs et une quarantaine d'insoumis américains accueillis légalement en France.

2. *Le Monde*, 14 mars 1968. (Voir aussi dans le même quotidien du 2 mars, une information signalant que le pasteur Rognon, très lié à Curiel, s'occupe des déserteurs américains.)

3. James Goldsborough, in *International Herald Tribune*, 1 août 1969.

mettre le réseau Curiel. Mais l'aide aux insoumis et déserteurs américains ne posait aucun problème.

Au Paris American Comittee to Stop War, qui soutient les déserteurs, on retrouve, à défaut de Curiel, qui n'apparaît jamais sur le devant de la scène, Schwaetzer et Marie-Jo Van Ingen.

Conseiller technique

L'intervention de Curiel dans ce réseau d'aide aux déserteurs et insoumis n'en est pas moins révélée par une information publiée dans *Rouge,* l'hebdomadaire de la Ligue communiste [1]. On y lit en particulier que nombre de mouvements politiques de gauche (dont les communistes) refusèrent de s'occuper de ce sujet, jugé par eux trop risqué, et qu'une fois de plus on fit appel à Curiel.

Voilà qui est à rapprocher d'un passage de l'article d'Angeli : « *En décembre 1966, tandis qu'*on *intervenait auprès du Quai d'Orsay pour faire bénéficier tous les déserteurs d'un permis de séjour renouvelable, le 9 mai 1967, l'un des trois, Luis Armsfield, se faisait arrêter pour vagabondage* [2]. »

Il y a tout lieu de penser que cet *on* mystérieux n'était autre que le très honorable Curiel, qui avait, nous l'avons vu lors de l'épisode de Saint-Domingue, ses entrées au Quai. En fait, l'arrestation (peut-être provoquée) d'Armsfield donna lieu à une réunion de protestation organisée par les militants de l'U.J.C.M.L. (prochinois), les trotskistes de la J.C.R. et de la *Voix ouvrière*, et le Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (C.L.E.R.) également de tendance trotskiste.

1. 8 mai 1978.
2. Le *Nouvel Observateur* 6 mars 1968.

Remis rapidement en liberté, Armsfield obtient un permis de séjour et du travail.

Suite à cette affaire Armsfield, en juin 1967, l'ambassade américaine reçoit une note du Quay d'Orsay qui précise que désormais les déserteurs américains seront considérés comme des réfugiés politiques.

Une France accueillante

« *En Europe* — commente Claude Angeli — *c'est la France qui est désormais considérée comme le pays le plus accueillant pour tous ces Américains pas tranquilles.* »

Le même ajoute : « *Il reste encore aux réseaux de soutien à organiser des désertions collectives* ».

Ce seuil ne sera jamais franchi. C'est sans doute la raison pour laquelle les partis communistes dans le monde ne s'engagent pas franchement. Les désertions collectives, les fraternisations, seraient conformes aux principes de la lutte antimilitariste, tels qu'ils ont été codifiés par l'Internationale. En deçà, on se trouve toujours en présence d'*actes individuels*, c'est-à-dire dans cette zone marécageuse du pacifisme, de l'objection de conscience, de l'anarchisme individualiste. Il convient donc d'abandonner la prise en charge de ces démarches à des marginaux. C'est le domaine de ces patrouilleurs que sont les Curiel et les Schwaetzer.

L'affaire Armsfield est un de ces petits signes avant-coureurs qui passent inaperçus. La France de 1967, qui a réglé le sort de l'Algérie française, est tranquille et prospère. mais, à force d'encourager les Ho Chi Minh, les Castro et les Guevara chez les autres, on finit par les avoir chez soi. Mai 68 n'est plus très loin.

De son sixième étage, rue Rollin, Curiel a assisté aux émeutes de Mai 68, comme du haut d'un balcon.

Jean-Louis Hurst raconte que le « vieux [1] » « *en rajeunit de vingt ans* ». Rien n'indique toutefois qu'il ait été mêlé de près à ces événements tumulteux. Sa prudence, croyons-nous, le poussait à s'écarter des opérations, ayant pour terrain et pour objet cette France où il bénéficiait du statut d'apatride et où il avait installé son quartier général. Mais les émeutiers de Mai, c'étaient un peu ses fils spirituels. Ils devaient lui rappeler les étudiants de sa jeunesse, ceux des universités du Caire et d'Alexandrie. Et quelques faiseurs de barricades au quartier Latin avaient fait leurs premières armes dans les réseaux de soutien au F.L.N.

Curiel passe sans encombre à travers ces rafales. Thomas Schwaetzer, lui, va, à la fin de Mai 1968, faire l'objet d'une mesure d'expulsion en direction de l'Autriche. Comme les autorités de ce pays ne veulent pas de lui, on l'assigne à résidence en Corse.

Toute l'extrême gauche prend alors feu et flammes pour lui. Il n'en est pas moins expulsé. A la suite d'une nouvelle campagne, alors qu'il est défendu par les avocats Nicole Dreyfus et Jean-Jacques de Felice, qui sont très proches du réseau Curiel, il est autorisé à venir présenter sa thèse de doctorat en France.

Installé à Heidelberg, Schwaetzer fera encore parler de lui, en participant à de nouvelles campagnes antimilitaristes.

Un film de Max Watt

Dès 1974, il agit contre la Bundeswehr en liaison avec les Gruppe Internationalen Marxisten, de tendance

1. Surnom affectueux, rappelons-le, donné à Curiel par ses camarades. C'était ainsi qu'on appelait Lénine et Trotski. Cf. *Libération*, 8 mai 1978.

trotskiste. Mais les troupes allemandes ne monopolisent pas son attention et ses efforts. Schwaetzer s'intéresse de près aux soldats français stationnés en Allemagne. Il rédige à leur usage des tracts qui leur seront distribués à Trèves, à Landau et à Neustadt en 1975. Et, sous un de ses pseudonymes, Max Watt, journaliste américain, il réalise un film avec des militaires en cagoule, appartenant à nos troupes en Allemagne. Ce film sera diffusé par Antenne 2 le 14 janvier 1975. Il est bon de rappeler que des opérations filmées de même nature avaient été effectuées précédemment avec des déserteurs américains. Comme quoi les leçons ne sont jamais perdues.

Sur Curiel, dans cette phase ultérieure, de l'agitation contre l'armée française (1973-1975) — avec des tentatives trotskistes dès 1971 — une seule indication, parue dans *Rouge* [1]. On y lit que pour l'action antimilitariste dans notre pays Curiel fournit des conseils techniques. Comme la IVe Internationale et la Ligue communiste ont été à la pointe de l'agitation antimilitariste en Europe, et singulièrement en France, on peut penser que le journal trotskiste est bien renseigné.

Mais pour les mêmes raisons qu'en Mai 1968, nous pensons que l'Égyptien était trop subtil pour se compromettre directement dans des opérations menées sur le territoire français, ou auprès des troupes françaises stationnées à l'étranger. Ses conseils « techniques » ont dû concerner des armées étrangères. Mais, naturellement, les recettes fournies sont applicables aussi en France. Et, de nos jours, les idées circulent vite.

1. Cf. *Rouge*, 8 mai 1978.

XII

D'OKELA À « L'OPÉRATION JACQUES »

Breyten Breytenbach, mince, chevelu, barbu, très style hippie, pasteur, poète sud-africain... Quand on l'arrête dans son pays, en août 1975, il y est revenu clandestinement, après plusieurs années passées en Europe, avec un faux-passeport, au nom de Christian-Jean Balaska, citoyen français. Il est inculpé au nom de la loi sud-africaine anti-terroriste. La presse de gauche déclenche aussitôt une campagne en sa faveur. Elle la stoppe brutalement — comme le note Suffert [1] — dès que Breytenbach fait des aveux et plaide coupable. Il n'en sera pas moins lourdement condamné à neuf années de prison.

L'affaire Breytenbach offre pour l'histoire de Solidarité un double intérêt. D'une part, elle est un exemple assez caractéristique de l'infiltration de ce réseau dans un milieu chrétien, ici le milieu protestant, de l'utilisation de membres de cette communauté et, éventuellement, de ses filières. D'autre part, Breytenbach a mis ouvertement en cause Henri Curiel et son association. C'est jusqu'ici le seul dissident de ce groupe qui ait consenti à parler.

1. *Le Point* n° 196, 21 juin 1976.

Isolé, son témoignage peut paraître sujet à caution d'autant qu'il s'agit d'un détenu soumis à des pressions éventuelles et qui risquait la peine capitale. Mais rapprochée d'autres éléments que nous avons rassemblés dans ce récit, la déposition de Breytenbach et celles de ses co-accusés sont assimilables à des pièces manquantes dans un puzzle.

Suivons l'histoire de Breytenbach. A vingt ans, en janvier 1960, il est parti en Europe poursuivre ses études. Et, le 15 juin 1962, se produit dans la capitale française ce qui va être le déclic de son engagement politique. Il épouse une Vietnamienne. Ce mariage lui interdit de revenir s'installer en Afrique du Sud, car on se refuse à accorder un visa à son épouse [1]. Il en ressent une profonde amertume.

Quelque temps plus tard, il va faire la connaissance de John Makhatini, qui était, en France et en Afrique du Nord, le représentant de l'A.N.C. (African National Congress) association interdite en Afrique du Sud en 1960. Cette A.N.C. est pratiquement entre les mains des communistes.

Il ne semble pas que Breytenbach ait basculé très vite dans la vie clandestine. Mais il prend contact avec des comités anti-apartheid à Paris, à Londres, aux Pays-Bas. Mai 1968 a sur lui l'effet d'un accélérateur. Il vit alors au quartier Latin, à Paris, et participe aux manifestations. Cuba, les Palestiniens, les Tupamaros (terroristes uruguayens), forment la trame des discussions fiévreuses qui s'ensuivent.

1. Cf. *Breyten en die Bewaarder.* Die Breytenbachverhaar, Junie-Julie 1977. Mac Graw Hill Johannesburg. Ouvrage en afrikaans, p. 1. Il s'agit de lettres interceptées par l'administration pénitentiaire, de documents ou d'enregistrement sur bande magnétique réalisés pendant son séjour en prison.

En 1972, Makhatini lui demande s'il veut participer à une organisation clandestine, Atlas, qui recrute essentiellement ses membres chez les Blancs anti-apartheid d'Afrique du Sud. Breytenbach accepte.

C'est alors qu'il est introduit par Makhatini dans le cercle de Solidarité, créé, selon les propres déclarations de Breytenbach, « en vue de conseiller et de former des membres d'organisations clandestines dans des pays du Tiers Monde »[1].

Breytenbach va suivre les cours « techniques » de Solidarité mais, soutient-il, de façon irrégulière.

Hors de l'Afrique du Sud, Atlas est contrôlé par deux hommes, Schuitema, secrétaire de l'organisation anti-apartheid néerlandaise, et Moerdijk, qui s'est installé à Paris. Mais Atlas périclite. En 1973, il cesse ses activités.

En 1974, après un voyage clandestin en Afrique du Sud, Schuitema met au point avec Moerdijk et Breytenbach la création d'une nouvelle organisation, Okhela. En juin 1975, Schuitema, rédige le manifeste de cette organisation et affirme que l'A.N.C. va la soutenir. Ce groupe clandestin doit se développer en recrutant essentiellement chez les Nusas (association d'étudiants), dans les milieux syndicaux, et dans les milieux religieux (protestants).

Le procès du groupe Okela[2], en novembre 1975, fournit d'autres données sur son fonctionnement.

Voici, par exemple, l'aventure de Norman Lewis, co-accusé de Breytenbach. Il sort des Nusas et il y a été sensibilisé à la propagande anti-apartheid. En 1974, il est membre actif de la société d'aide industrielle qui a pour objectif l'aide aux travailleurs noirs et qui tire ses ressources de dons provenant des Nusas.

1. *Breyten en die Bewaarder* p. 6.
2. Seize personnes furent arrêtées dans le cadre de l'affaire Breytenbach. Huit d'entre elles furent poursuivies.

C'est dans ce milieu que Lewis est enrôlé par Okela. On lui demande de se rendre en Europe et d'y prendre contact avec un certain Dick.

A Amsterdam, Lewis téléphone au numéro qu'on lui a communiqué. Au bout du fil, une voix anonyme lui demande d'attendre qu'on le convoque.

Quelque temps plus tard, il est invité à se rendre à Paris et à Londres. Il y rencontre Jack et Dick. Jack est un certain Donald Moerdijk. Dick n'est autre que Breytenbach.

La base de *Dick* est à Paris. Lewis ne tarde pas à apprendre qu'il fréquente divers endroits où il suit des stages de formation avec les membres d'un mouvement Solidarité, qui serait communiste. Lui-même sera introduit plus tard dans ce cercle mystérieux et participera à ses travaux. On y apprend à cacher des documents, à fabriquer des faux tampons, à procéder à des exercices de filature et de contre-filature, à fabriquer des cocktails Molotov.

Parmi les documents que Lewis a eu l'occasion de consulter figure un manuel de la C.I.A., *Diary,* qui traite des problèmes de sécurité. Au cours de ces réunions, il est également question de mettre en place en Afrique du Sud une presse clandestine dont la mission serait de diffuser des informations anti-apartheid, mais qui n'aurait pas toutefois un caractère subversif.

Une autre inculpée, Mme Röhm, femme d'un savant atomiste et sœur d'un certain Just Grapow, servait de boîte aux lettres dans le groupe Okela. Elle collectait des renseignements sur les activités gouvernementales, celles des syndicats, et celle des milieux noirs. Dans sa déposition, elle accuse son frère de l'avoir poussée à ces activités. Celui-ci a un jour déclaré qu'il avait l'intention de faire entrer des armes en Afrique du Sud.

C'est un projet dont Breytenbach lui-même confirme bientôt la réalité à Mme Röhm, qui le rencontre dans les jardins du Cap. Il lui dit encore :

« Au cas où je serais arrêté, je déclarerais que mon faux-passeport m'a été vendu par un gangster parisien ».

Au cours du procès, l'accusation d'avoir voulu importer des armes, ou des explosifs pour sabotages, d'avoir envisagé l'organisation de cours de sabotage et de groupes de terrorisme urbain, sera toutefois repoussée par Breytenbach. Il admet en revanche avoir été, avec d'autres, l'auteur du manifeste d'Okela, et avoir projeté la création d'une aile « blanche » (c'est-à-dire composée de Blancs) avec le dessein de renverser le gouvernement. Il reconnaît encore avoir incité plusieurs fois diverses personnes à suivre des cours sur les méthodes secrètes de communication, sur les moyens de déjouer les filatures, de résister aux interrogatoires et de mettre sur pied des radios pirates.

Au cours des débats, les connexions avec les organisations chrétiennes apparaissent. Selon Mme Röhm, son frère est revenu de Genève enthousiaste à l'idée d'avoir trouvé au C.O.E. (Conseil œcuménique des Églises) une organisation vraiment révolutionnaire. De retour en Afrique du Sud, il a pris contact avec un certain Horst Kleinschmidt, de l'Institut chrétien. Les entretiens se déroulaient dans les locaux de l'Institut. Là, on était sûr, paraît-il, qu'il n'y aurait pas de micros.

Un autre ministre du culte participe à cette conspiration. Il s'agit du révérend Morton, alias « John Muller », alias « Ted ».

Le contact de Breytenbach avec les membres d'Okela aura été bref, puisque, entré en Afrique du Sud

en août, avec un faux passeport, il y est arrêté dès le 19 du même mois.

Il s'agissait, comme nous l'avons dit, d'un passeport français que lui a procuré Solidarité.

Le livre *Breyten en die Bewaarder,* que nous avons déjà cité, fournit d'autres informations concrètes. Au cours d'une conversation le 27 juin 1976 avec un gardien, enregistrée à son insu, Breytenbach parle de livres, dans lesquels étaient cachés des documents. S'engage alors le dialogue suivant :

« Quels documents?

— Euh! cinq cent passeports pour des Noirs.

— Vous avez imprimé 500 faux passeports!

— Oui, nous avons notre propre presse...

— Bon Dieu! Cinq cents!...

— Un marron, c'est un passeport marron. On peut l'utiliser pour aller au Lesotho, Swaziland, Botswana, les pays voisins. »

Une note précise que Makhatini a fait imprimer à Paris par Solidarité plusieurs de ces passeports. En août 1975, Breytenbach en aurait reçu cent cinquante et aurait décidé, après en avoir discuté avec Schuitema, d'en apporter deux avec lui en Afrique du Sud [1].

On peut naturellement être sceptique, penser que Breytenbach bluffe, qu'il cherche à intoxiquer son interlocuteur. Mais on ne peut manquer de faire un rapprochement avec la découverte récente dans un dépôt d'Ivry de mille passeports détenus par un réseau dont les liens avec solidarité devenue Aide et Amitié, sont devenus évidents [2].

Quelques jours plus tard, le 29 juin, le gardien Grœnewald fournit au « Boss » (police secrète d'Afrique du Sud) une lettre codée, lue grâce à l'éclairage ultra-violet, adressée à un certain M. A Vandis, 9 *bis,*

1. *Op. cit,* p. 68.
2. Voir chapitre 18.

rue Beethoven, Amsterdam. A l'intérieur, une autre enveloppe adressée à « Pieter ».

Le code, selon Breytenbach, était un code cubain. Dans cette lettre en partie décodée, relevons ces deux phrases :

« On peut prendre contact avec moi par l'intermédiaire du gardien P.G. »

Ce qui semble indiquer que le détenu, qui n'avait pas encore comparu, a cru trouver un sympathisant à sa cause dans son interlocuteur, alors que celui-ci était vraisemblablement un agent du « Boss ». *A priori*, cette confiance semble dénoter une certaine naïveté. Nous ne connaissons pas les motifs qui ont pu inciter Breytenbach à adopter cette conduite.

La seconde phrase s'énonce ainsi : *« Cherchez nom et adresse chez Henry (Chris de Broglio) et ma vieille dame (son épouse). S'il vous plaît, ne prenez pas contact directement avec elle. »*

Certains se demandent si ce Chris de Broglio ne serait pas Christian de Broglie, cousin de l'ancien ministre et négociateur d'Évian, abattu dans les conditions que l'on sait [1].

On trouve également dans l'ouvrage consacré au poète sud-africain la reproduction d'une lettre destinée à une Mme S. Cordier, membre de Solidarité. Breytenbach y indique qu'on ne l'a pas torturé, si ce n'est tout de même qu'au début on l'a empêché de dormir pendant plusieurs nuits, et il assure que quelqu'un l'a trahi. Une phrase fait aussi allusion à un « petit Corse », avec ce commentaire : *« mais il semble que celui-ci a abandonné ma cause »*. Il s'agit donc vraisemblablement d'un avocat.

Tous ces renseignements sont assurément disparates, et beaucoup de points demeurent dans l'ombre. Mais une

1. *Op. cit.*, pp. 71 et 72. Voir à ce sujet dans la même collection : *L'Affaire de Broglie*, de Jacques Bacelon. Editions Jean Picollec, 1981.

chose au moins se dégage. Une organisation aussi restreinte qu'Okela disposait à l'étranger de contacts et d'expériences multiples : des liaisons à Amsterdam, Solidarité à Paris, le Conseil œcuménique des Églises à Genève, le « code cubain ». Ailleurs, il est question de Londres. La subversion est bien internationale et elle adopte bien des masques.

Et Curiel? Dans *Breyten en die Bewaarder,* nous n'avons relevé nulle part son nom.

Les confidences de Breytenbach

Ce n'est qu'après sa condamnation que Breytenbach fera des confidences à son frère. Peut-être est-il déçu de constater qu'il lui a suffi de plaider coupable pour être immédiatement abandonné par la presse progressiste du monde entier. Il est devenu pour elle un traître et un renégat.

A son frère, Breytenbach raconte que le chef du réseau Solidarité se faisait appeler tantôt Raymond tantôt Julien. Il ne l'a pas rencontré tout de suite.

Ayant assisté à des réunions qui traitaient de l'aide aux pays sous-développés, il a été recruté par des membres de Solidarité, puis présenté par la suite à Curiel, avec qui il a travaillé pendant deux ans, sans jamais connaître son vrai nom.

« *Pour moi,* dit-il, *c'est un professionnel. Il disposait d'une quantité impressionnante de passeports. Parfois, il s'absentait quinze jours, un mois. Dans les réunions "œcuméniques" auxquelles il prenait part, il se gardait d'exprimer ses préférences politiques. Mais, dans un milieu plus sélectionné, il ne dissimulait point qu'il était un "communiste orthodoxe".*

Après plusieurs mois passés en prison, Breytenbach prend conscience d'avoir été manipulé. On a utilisé sa bonne foi, comme on utilise celle de chrétiens, comme on

entretient chez tous la mauvaise conscience. Les individus deviennent ainsi assez malléables pour rendre quantité de services peu compromettants.

« Breytenbach ajoutait qu'à son avis il existait un autre niveau d'activités pour Raymond. Un réseau, franchement secret celui-là, qui consistait à fournir une aide technique aux organisations terroristes internationales. Dans le but en apparence bizarre d'être informé sur leur composition, les opérations qu'ils préparaient [1] ».

Un article de The Citizen

Ultérieurement, le 11 mai 1978, un article de *The Citizen* accusera Curiel d'être venu en Afrique du Sud en compagnie d'une femme [2]. Le fait est vivement contesté par le *Bulletin des amis d'Henri Curiel* [3]. Celui-ci avait d'abord commencé par nier tout contact avec le poète sud-africain, qui affirmait avoir reçu de lui un faux passeport. Par la suite, ses amis se sont contentés de contester que le chef du réseau Solidarité ait jamais incité Breytenbach à retourner clandestinement dans son pays. Les révélations de *The* Citizen ont été accueillies par des dénégations, faiblement argumentées, à vrai dire. Comment, nous dit-on, un apatride comme Curiel aurait-il pu obtenir un passeport pour l'Afrique du Sud? Outre que, bénéficiant du statut de réfugié, Curiel pouvait, comme d'autres personnes dans son cas, quitter sans difficulté le territoire français, mais encore il ne lui était pas difficile d'avoir un faux passeport, alors que son réseau était spécialisé dans ce genre de confection. Enfin, il est curieux que la dame L... mise en cause dans *The Citizen* et nommée dans le *Bulletin des Amis d'Henri*

1. *Le Point,* 21 juin 1976.
2. *The Citizen* est ce journal sud-africain qui fut accusé d'avoir été alimenté par des fonds secrets.
3. Numéro spécial, 3 février 1979.

Curiel n'ait pas jugé bon de faire connaître son point de vue.

Si on tente de tirer les leçons de cet épisode, on a là un bon exemple d'une organisation qui fait, en réalité, le contraire de la mission qu'elle prétend remplir.

Assigné à résidence à Digne, Curiel publie un texte rédigé sur le mode pathétique; opposant, juif, exilé, qui saurait mieux que lui la triste condition du réfugié, du proscrit? Qui pouvait mieux que lui voler à son secours et lui procurer toute l'aide matérielle et spirituelle?

Les dépositions de Lewis et de Breytenbach font au contraire ressortir que Solidarité ne se contente pas de recueillir des éclopés (en admettant même qu'elle le fasse), mais appelle à elle des volontaires pour en faire des combattants et les expédier sur leur front. On en avait déjà eu l'esquisse avec le récit de Jean-Paul Ribes dans *Actuel*. Curiel y apparaissait comme une sorte de conseiller technique. Mais dans le cas d'Okhela, la collaboration avec Solidarité semble à la fois plus longue et plus poussée. Solidarité s'y dévoile comme une école. On hésite à dire de terrorisme, car le terrorisme, selon les déclarations de certains accusés, n'a pas dépassé le stade du projet. En tout cas, de l'action subversive.

L'aventure malheureuse de Breytenbach signe l'échec d'une offensive dirigée contre l'Afrique du Sud. Se serait-elle développée qu'elle se serait rattachée aux offensives des Cubains et des Soviétiques en Afrique noire, et singulièrement en Angola. Et il est clair qu'une Afrique du Sud en proie à des désordres, à des actes de guérilla et de sabotage, était un objectif intéressant dès 1973 pour le plan de Moscou et de La Havane sur le continent africain. Plan dont nous avons vu les manifestations avec les interventions cubaines et soviétiques en Angola et les infiltrations en Namibie (Sud-Ouest africain).

Il faut maintenant tourner nos regards vers un autre continent, l'Amérique latine, et voir comment Solidarité fonctionne quand il s'agit, cette fois, de mener un combat défensif.

En 1973-1974, les actions de Solidarité se portent principalement vers l'Argentine. Il ne s'agit pas de renverser le régime établi mais de récupérer un certain nombre de révolutionnaires de différents pays d'Amérique du Sud qui s'y trouvent pris dans un cul-de-sac.

Cette entreprise est une conséquence de la chute d'Allende en septembre 1973. Pendant la période où celui-ci était au pouvoir, le Chili est en effet devenu une terre d'accueil pour des militaires révolutionnaires traqués par d'autres régimes du continent. Ce fut le cas, par exemple, pour Apolonio de Carvalho, alias « Pierre », leader du Parti communiste brésilien révolutionnaire (P.C.B.R.) et pour son fils René-Louis de Carvalho.

On trouvait aussi au Chili nombre d'éléments révolutionnaires provenant du Paraguay et de l'Uruguay, du M.I.R. vénézuélien, du M.A.P. (Mouvement d'action populaire), du F.L.B. (Front de libération brésilien) ou du V.R.P. (Avant-Garde populaire révolutionnaire) fondé par Carlos Marighela, théoricien marxiste de la guérilla urbaine.

Quand Pinochet prend le pouvoir au Chili, tous ces révolutionnaires sont en danger. Leur seule porte de sortie est l'Argentine. Mais l'Argentine, qui va être la proie des affrontements et passer sous la tutelle des généraux, est en train de devenir elle-même un refuge bien précaire. Solidarité est donc amenée à intervenir pour assurer la fuite du maximum de ces hommes et assurer leur réinstallation à l'étranger.

Il s'agit là d'une opération délicate et complexe qui commence souvent au Chili, assure le passage de la

frontière entre ce pays et l'Argentine, et qui achemine les récupérés soit directement en Europe, soit dans d'autres pays d'Amérique latine, au moins à titre provisoire. Bien entendu, cette opération de sauvetage englobe aussi nombre de militants chiliens.

Choncholl et Lira-Massi

Parmi ces derniers, les plus importants sont Jacques Choncholl et le journaliste Eugénio Lira-Massi.

Aujourd'hui décédé, Lira-Massi s'était particulièrement signalé par le ton d'un article paru dans le journal communiste *Pura Chile*. Il s'y élevait avec violence contre les expériences nucléaires de la France dans le Pacifique et prenait personnellement à partie le président Pompidou dans des termes très vifs. La France ne lui en a pas tenu rigueur puisqu'il est devenu notre hôte.

Jacques Choncholl, lui, est le fils d'émigrants français, d'origine juive convertis au christianisme. Après de brillantes études, il devient un des meilleurs experts du pays en matière agricole. A ce titre, le gouvernement démocrate chrétien Eduardo Frei l'envoie, dans les années 60, étudier la réforme agraire à Cuba. A son retour, à la fin des années 60, il dirige la corporation de la réforme agraire.

A cette époque, il appartient encore à la démocratie chrétienne. Il ne va pas tarder à s'en séparer. Il fonde un nouveau parti, le M.A.P.U. (Mouvement d'action populaire unifié) qui appuie à fond la candidature d'Allende. En retour, il est nommé ministre de l'Agriculture, après la victoire électorale d'Allende en 1970.

L'opération menée pour assurer l'évacuation des deux hommes (Lira-Massi et Choncholl) et d'autres militants révolutionnaires d'Amérique du Sud reçoit à Solidarité, à la fin de 1973, le nom de code de « Jacques ».

« Jacques », en tout cas, n'aurait pu se dérouler sans

accrocs, si l'opération n'avait bénéficié du concours précieux que procurèrent certains membres de notre ambassade à Siantago. Solidarité y possède en effet dans le personnel diplomatique des « correspondants », qui incitent les militants chiliens à chercher refuge à notre ambassade, à obtenir leur départ pour la France et, une fois arrivés à Orly, à demander, dès leur descente d'avion, leur prise en charge par France-Terre d'asile.

Opération « Jacques »

Pour obtenir l'entrée en France, Lira Massi va, pour sa part, disposer de l'appui personnel de Loïc Hennekine, premier secrétaire à l'ambassade de France, avec qui il était en relations. Deux autres membres du personnel participent à l'opération « Jacques ».

On peut s'interroger aussi sur le rôle joué par Mlle Masbrennier, secrétaire du directeur de l'O.F.P.R.A. (Office français pour les réfugiés et apatrides au ministère des Affaires étrangères). C'est elle qui, au début de juin 1974, prévient Gérold de Wangen, un des lieutenants de Curiel, de l'arrivée imminente de plusieurs Chiliens importants.

En ce qui concerne des hommes comme Choncholl, ou Lira-Massi, ou d'autres personnes d'un certain relief, leur départ s'effectue légalement, après entente entre les gouvernements français et chilien. Mais d'autres évacuations ne peuvent se faire que clandestinement. Il faut donc prévoir un (ou plusieurs points de passage) à la frontière argentino-chilienne. L'antenne installée à l'époque à Mendoza, à proximité de la frontière chilienne, était tenue par un prêtre argentin, Oscar Bracelis.

A la fin des années 1960, Bracelis a séjourné à Paris, où il était en contact avec d'autres ecclésiastiques sud-américains. Il fréquentait des réunions de Sud-

Américains, 68, rue de Babylone, où Solidarité tenait parfois des réunions. Il rencontrait également des ecclésiastiques considérés comme des agents cubains.

Depuis cette époque, Bracelis est resté en relations épistolaires avec Solidarité. Il s'agit de messages écrits en langage codé. Ceux-ci sont d'abord adressés dans un pays tiers qui sert de boîte aux lettres entre l'Argentine et la France, avant de parvenir à Solidarité. C'est la technique des services de renseignements.

En 1973, plusieurs militants de Solidarité sont envoyés en Argentine, où ils prennent contact avec Bracelis. La dernière mission, en novembre 1974, est celle de Christian Bompard, directeur de sociétés, un des dirigeants de France Terre d'asile, et de l'I.R.F.E.D. (Institut international de recherche, de formation, éducation et développement), domicilié chez les Dominicains rue de la Glacière [1].

La France, et singulièrement Paris, constitue une base arrière idéale pour des gens qui sont décidés à poursuivre la lutte révolutionnaire. A l'époque, du reste, un plan de Solidarité prévoit le retour d'un certain nombre d'entre eux selon un plan échelonné entre avril et décembre 1975. Nous ignorons si ce plan a pu être suivi.

Dans certains pays d'Amérique latine des mouvements révolutionnaires peuvent faire office de *sanctuaires,* au moins provisoires. C'est ainsi qu'en novembre 1973 « Catherine » (nom de code) reçoit pour mission de prendre contact avec le M.I.R. colombien, afin d'obtenir son concours au profit de réfugiés chiliens.

1. Il y a quelqu'un qui, à l'époque, s'intéresse de fort près aux activités de Solidarité, en Argentine, c'est un certain Martinache. Nous allons le retrouver plus loin.

Liaisons au Pérou et au Mexique

De même, au Pérou, Solidarité établit des liaisons clandestines avec un mouvement non identifié répondant au nom de code de « Pedro ». Selon toute probabilité, il peut s'agir soit du M.I.R., soit de l'Avant-Garde révolutionnaire, soit de la V.R.P. (Avant-Garde populaire révolutionnaire).

Le Mexique est également une terre d'accueil plutôt confortable. L'anti-américanisme des dirigeants, les sympathies pour Cuba, les activités des agents soviétiques, offrent des conditions très favorables. En novembre 1973, une enseignante urugayenne, membre de Solidarité, y effectue une mission, afin de « contacter » des réfugiés brésiliens.

Le mois suivant, deux autres membres de Solidarité, tous deux enseignants, sont affectés au Mexique au titre de la coopération. Une de leurs tâches consiste à récupérer des militants fuyant le Chili et à les acheminer vers la France. En général, la CIMADE, ou France Terre d'asile, seront leur foyer de réception quand ils auront atterri à Orly.

Si le Chili et l'Argentine sont, dans ces années 1973-1974, au centre des préoccupations de Solidarité, des liens permanents ou intermittents n'en existent pas moins avec des mouvements révolutionnaires d'autres pays d'Amérique latine ou centrale, ou de la zone des Caraïbes ou du Québec. A cette époque, en effet, Solidarité est liée, selon un rapport de la D.S.T., à 36 mouvements dont voici la liste :

1. MOUVEMENTS D'AMÉRIQUE LATINE

VENEZUELA

— Front de libération nationale du Venezuela (F.L.N.V.)
— P.C. du Venezuela (P.C.V.)
— M.I.R. (Mouvement de la gauche révolutionnaire)

BRÉSIL

— M.A.P. (Mouvement d'action populaire)
— P.C.B. (Parti communiste brésilien)
— F.L.B. (Front de libération brésilien) ou encore M.P.L. (Mouvement populaire de libération)
— V.R.P. (Avant-Garde populaire révolutionnaire fondée par Carlos Marighela).

ARGENTINE

— A.R.P. (Action révolutionnaire péroniste)
— F.A.R. (Forces armées révolutionnaires)

COLOMBIE

— M.R.L. (Mouvement révolutionnaire libéral)
— M.O.E.C. (Mouvement ouvrier et étudiant colombien)
— P.C.C. (Parti communiste colombien)
— F.A.R.C. (Forces armées révolutionnaires de Colombie)
— F.A.L. (Forces armées de libération)

PÉROU

— M.I.R. (Mouvement de la gauche révolutionnaire)
— Avant-Garde révolutionnaire
— V.R.P. (Avant-Garde populaire révolutionnaire)

GUATEMALA

— F.A.R.G. (Forces armées révolutionnaires du Guatemala)
— F.A.R. (Forces armées révolutionnaires)
— U.P.G. (Union patriotique guatémaltèque)

MEXIQUE

— M.P.M. (Mouvement populaire mexicain)

2. MOUVEMENTS DES CARAÏBES

a) Antilles francophones

HAÏTI

— P.P.L.N. (Parti populaire de libération nationale)
— P.E.P. (Parti de l'entente populaire)
— P.T.H. (Parti des travailleurs haïtiens)

MARTINIQUE

— Front Antilles-Guyane (jusqu'en 1964)
— Puis le M.P.M. (Mouvement populaire martiniquais)

— R.E.M. (Rassemblement de l'émigration martiniquaise)

GUADELOUPE

— Le G.O.N.G. (Groupement des organisations nationalistes guadeloupéennes)

b) Antilles anglophones

GUYANE ANGLAISE ET JAMAÏQUE

— Mouvement des travailleurs des Caraïbes

TRINIDAD

— Parti communiste

c) Antilles hollandaises

SURINAM (ex-Guyane hollandaise)

— P.N.R. (Parti nationaliste de la République)
— Emigration surinamienne en Hollande

d) Antilles d'expression espagnole

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

— Mouvement du 14 Juin.
— M.P.D. (Mouvement populaire dominicain)
— P.C.D. (Parti communiste dominicain)

PORTO RICO

— M.P.I. (Mouvement populaire pour l'indépendance)

3. MOUVEMENTS D'AMERIQUE DU NORD

CANADA

— Le F.L.Q. (Front de libération du Québec)

XIII

LES FILIÈRES CHRÉTIENNES

Mis en cause par le célèbre article de Georges Suffert dans *Le Point*, le pasteur René Rognon et le R.P. dominicain Maurice Barth ont protesté aussitôt avec vigueur.

« *On veut faire de nous* — disent-ils — *les assistants de Curiel. Nous ne le sommes pas. On veut aussi faire un amalgame entre aide aux persécutés et appui aux terroristes. On oublie la tradition constante dans les Églises chrétiennes d'accueil et d'aide à tous les persécutés et à tous les opprimés, sans distinction d'origine ni d'opinion*[1]. »

Tous deux savent fort bien que les Français sont toujours sensibles aux secours prodigués aux exilés, aux réfugiés, aux opprimés, à tous ceux qui ont dû fuir leur pays pour éviter la prison, la torture ou la mort. Et chacun estime normal de trouver les chrétiens au premier rang des secouristes, la charité, l'aide au prochain, étant un des principaux fondements du christianisme.

Seulement, le père Barth et le pasteur Rognon n'ignorent pas que pour une fraction de leurs Églises les notions d'accueil, d'aide, d'assistance qu'englobait le

1. *Le Nouvel Observateur*, 28 juin 1976.

terme de *charité* — vocable que les ecclésiastiques progressistes n'emploient plus guère et même qui les agace — ont connu au cours des quinze dernières années une profonde mutation. Ces termes qu'il est toujours bon de conserver quand il s'agit de donner mauvaise conscience à l'opinion ne recouvrent plus les mêmes réalités. Ils sont utilisés, avec un parfait cynisme, à seule fin de duper les gens. Car le secourisme s'est mué en complicité active.

Cette évolution s'était amorcée, dès la guerre d'Algérie et les compromissions de certains ecclésiastiques dans les réseaux de soutien au F.L.N. Mais elle s'exprimait encore, du moins à certains niveaux, avec une sorte de gêne. Défendant les religieux du Prado, le primat de Lyon exaltait leur sens de la charité. Elle avait poussé ces apôtres à secourir les musulmans persécutés. N'avaient-ils pas été plus loin? Ah! C'étaient des imprudences.

Quelques années passent. Et la « conscientisation » des chrétiens de gauche — ces pasteurs et ces révérends pères sont les plus fervents adeptes du jargon — s'accélère. La *charité* s'efface devant la *solidarité,* puis devant la *solidarité concrète.* Et ce concret-là, c'est très vite le stockage des armes, ou leur transport, quand ce n'est pas leur usage.

Christianisme et révolution

L'accélération qui va se produire et qui entraîne une participation croissante des chrétiens au réseau Solidarité précède de peu mai 1968. C'est en effet dans les journées des 23 et 24 mars 1968 que se tient à Paris un colloque intitulé « Christianisme et Révolution ». Y participent la CIMADE, *Lettre,* Frères du Monde, Christianisme social, Croissance des Jeunes Nations,

Économie et Humanisme, les groupes de Témoignage chrétien, la section française de l'IDOC, la commission de la Société africaine de culture. Parmi les personnalités présentes au débat on trouve Georges Hourdin, directeur de l'hebdomadaire *La Vie catholique* [1], les dominicains Blanquart et Cardonnel, le jésuite Michel de Certeau, les pasteurs Lochard et Casalis, les laïcs Jacques Chatagner et Robert de Montvalon.

Que les chrétiens doivent s'engager dans le processus révolutionnaire, et la lutte des classes, accepter le marxisme comme outil d'analyse, voilà qui va de soi pour les participants de ces journées. La violence leur pose encore certains problèmes et l'on discerne, çà et là, quelques îlots de résistance à son emploi. Mais la plupart de ces chrétiens s'accordent à considérer que la violence première est celle de la société capitaliste. L'autre n'est guère qu'une riposte. « *La violence révolutionnaire* — affirme Jallès Costa, un des participants de ce colloque — *est temporaire. La violence d'État est permanente* [2] ». Le père Olivier Maillard, de Frères du monde, balaie d'une chiquenaude hésitations et scrupules de conscience : « *Le problème moral* — dit-il — *n'est donc pas de savoir si la violence est bonne ou mauvaise, permise ou non. Le scandale moral est qu'un enfant meure de faim et qu'un homme soit exploité. C'est à ce niveau que doit se situer la morale... Le problème n'est pas de la choisir [la violence], nous y sommes acculés, le problème est d'assumer les situations de violence...* [3]. » Le père de Certeau, grosse tête théologique qui a ses entrées au *Monde*, se penche avec un évident respect sur l'humanisme du Che : l'humanisme consistant à prendre la

1. « Catholique », depuis, a semblé de trop à la direction. L'épithète a été supprimée.

2. *Christianisme et révolution*, p.101. Supplément au n° 119 de *Lettre*, 1968.

3. *Idem*, p.106.

décision de faire exécuter un paysan, accusé d'avoir dénoncé la guérilla. Quand cette dernière était encore faible, explique le Che, on pouvait se permettre d'être indulgent. Une fois qu'elle aura vaincu aussi. Mais dans la phase difficile où se trouve la guérilla, c'est impossible. En évoquant cet humanisme de la conjoncture historique, le père de Certeau, qui, par ailleurs, doit être contre la peine de mort, trouve des accents lyriques [1].

On discerne bien, chez le père Biot, de *Témoignage chrétien,* quelques réticences éparses, et Georges Hourdin, toujours matois, se confine dans des généralités, prudentes et creuses. Mais, en définitive, l'important se trouve dans les conclusions finales adoptées par les 450 participants du colloque. Elles reconnaissent « *le droit pour tout chrétien, comme pour tout homme, de participer à ce processus révolutionnaire, y compris dans la lutte armée* [2] ».

Un centre de contact : Lettre

La cheville ouvrière de ce colloque, qui précède de peu les émeutes de Mai, est le groupe Lettre. Sur son rôle, sur celui des dominicains de la rue de la Glacière, sur les activités de la CIMADE, du Conseil œcuménique des Églises à Genève, ou du Comité catholique contre la faim et pour le développement en France, il est nécessaire d'entrer dans certains développements. Car l'activité de Solidarité ne se comprend pas si on oublie qu'elle se greffe sur ce monde religieux en pleine évolution.

Nous avons déjà signalé les activités de Lettre pendant le conflit algérien. De ce petit groupe fort discret, installé au 68, rue de Babylone, qui publie chaque mois un modeste fascicule, on peut dire qu'il n'a cessé de se

1. *Idem,* p.114
2. *Idem,* p.175. Passage souligné par nous. Ce texte est signé par toutes les organisations que nous avons énumérées, sauf par la CIMADE et par Croissance des jeunes nations.

radicaliser sur le double plan religieux et politique. Avatar (au sens étymologique du mot) du *Bulletin* et de la *Quinzaine,* il constitue un foyer de réflexion et d'action dont les animateurs principaux sont André Mandouze, Jacques Chatagner, du Mouvement de la paix, le dominicain Paul Blanquart, membre du comité de rédaction de *Politique-Hebdo* créé par des militants d'extrême gauche, les pasteurs Casalis et Lochard. Lettre est en contact avec d'autres associations comme le Cercle Jean-XXIII de Nantes, ou le Centre protestant de l'Ouest. Et on trouve périodiquement dans ce bulletin des encarts sur des colloques, des stages de formation, des week-ends de travail qui se déroulent dans des centres discrets comme le couvent de l'Arbresle, tenu par les dominicains de la Tourette, la Sainte-Baume, près de Marseille, ou les Chalets de montagne, où se retrouvent pasteurs, religieux et laïcs. On y disserte aussi bien sur la réforme de la liturgie que sur la révolution sexuelle, sur la théologie de la révolution, que sur le marxisme, le freudisme... On y organise des carrefours de discussion. Ces centres constituent ainsi des ateliers de pensée où s'élabore sans tapage une nouvelle religion. Il va de soi encore que ces asiles qui échappent à l'attention de la plupart des observateurs sont aussi des lieux de rencontre et d'échange.

A partir de 1965, Lettre multiplie les contacts avec des groupes de chrétiens révolutionnaires en Belgique, en Italie, en Espagne, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique Latine. Des liens étroits existent avec les représentants de Pax [1] en Pologne, et on trouve fréquem-

1. Mouvement catholique progressiste ayant à sa tête Piasecki. Celui-ci dirigeait avant et pendant la guerre un mouvement pro-fasciste et nettement antisémite. Capturé par l'Armée rouge, il fut expédié à Moscou, où il fut interrogé par le général Serov, alors un des chefs des services soviétiques. Il fut, à la suite de ces interrogatoires, enrôlé par ce dernier, et prit la direction de *Pax,*

ment dans le bulletin des articles de prêtres vietnamiens acquis à la révolution. Ceux-ci, avec une belle constance, font le procès des catholiques de leur pays, irréductiblement hostiles au communisme.

La « troïka »

Ce patient travail n'a jamais été perdu de vue par la « troïka » que formaient le R.P. Boisselot, Ella Sauvageot [1], tous deux aujourd'hui décédés, et Georges Hourdin, directeur de *La Vie.* Tous trois ont accordé leurs encouragements et ont aidé de leurs deniers l'équipe de la *Quinzaine,* quand celle-ci fut condamnée par Rome en 1949, pour sympathies communistes. Tous trois l'ont aidée à publier *Le Bulletin,* puis *Lettre.* André Mandouze, qui était en contact étroit avec cette « *troïka* », lui a rendu hommage en ces termes :

« ... *travaillant* [le père Boisselot] *en fait à la tête, mais se voulant toujours* au sein d'une équipe ou plutôt de plusieurs équipes liées les unes aux autres par Ella Sauvageot, Georges Hourdin et lui-même, *il eût refusé de se voir reconnaître une part privilégiée d'initiative dans ce qu'il considérait comme un travail commun* [2] ».

qui avec des moyens financiers considérables avait pour mission de noyauter l'Église catholique polonaise. Cette tentative, dénoncée par le cardinal Wyszynski dans une note à la secrétairerie d'État (communiquée par elle aux évêques français le 6 juin 1963), aboutit à un échec. Mais *Pax* envoya des « missionnaires » en Europe occidentale pour y encourager, parfois financièrement, les progressistes chrétiens. Il semble que sur ce plan les succès aient été plus marquants.

2. Qui jouait un rôle décisif dans l'administration du *Monde.* Son fils, Jacques, en est d'ailleurs actuellement le directeur administratif.

3. *Lettre* n° 74, oct. 1964. (Passage souligné en romain par nous.)

C'est dans ce milieu que l'idée d'un engagement des chrétiens dans des actions violentes, en vue de changer l'organisation de la société va mûrir à tel point qu'elle ne sera plus remise en question.

L'impulsion de ce retournement idéologique doit être cherchée à notre sens dans les thèses élaborées par la Conférence chrétienne pour la paix, qui s'est tenue à Sofia en octobre 1966 [1],

Cette organisation internationale est largement dominée par les Soviétiques, au même titre que le Mouvement de la paix. On y verra opérer un fidèle serviteur du Kremlin, le métropolite Nikodème [2], qui rétablira l'ordre quand un des principaux animateurs de cette conférence, le professeur tchèque Hrodmaka, tente, au moment du printemps de Prague, en 1968, d'exprimer dans cette assemblée internationale un courant contestataire.

A Sofia, donc, le comité consultatif s'attache à répondre à la question posée par les chrétiens d'Amérique latine, qui demandent s'il ne leur est pas permis de participer à des révolutions violentes. Question qui avait déjà été posée au comité, en 1965 à Budapest, puis à la conférence « Église et Société » à Genève en 1966.

Le Comité s'abstient encore de trancher, mais il

1. Il faut toutefois signaler que dès juin 1965 le père Joseph Robert considère que « *la charité est une super-solidarité* ». Le même religieux s'interroge un peu plus tard : « *Les cinq années à venir peuvent-elles faire l'économie de la révolution?* ». La réponse est assurément négative. Cf. *Lettre* n° 82 (juin 1965) et n° 100 (décembre 1966).

2. Métropolite de Leningrad, Nikodème, président de la commission du Saint-Synode de l'Église orthodoxe russe pour les problèmes de l'unité chrétienne et les relations entre les Églises, a été chargé des contacts avec les chrétiens à l'étranger, où il a accompli plusieurs séjours. Il était considéré comme un agent du K.G.B. Il est mort, dans des circonstances dramatiques, d'une crise cardiaque au cours d'une entrevue au mois de juillet 1978 avec le Pape Jean-Paul 1er qui devait décéder lui-même le mois suivant.

communique déjà des « éléments de base pour une réflexion théologique sur la Révolution ».

« *Il ne faut pas* — lit-on — *que le parti pris de la non-violence aide à justifier une oppression violente établie, ni que le parti pris de la révolution violente voile aux chrétiens le droit et le devoir qu'ils ont de protester contre la guerre et les effusions de sang en n'y participant pas* [1]. »

Etonnante dialectique qui dans son écriture entortillée diffuse ce message :

« Chrétiens, n'hésitez pas à verser le sang pour la Révolution. Vous en avez le droit et le devoir. Mais que cette effusion de sang ne vous dissuade pas, par un scrupule mal compris, de refuser de verser le vôtre pour une guerre internationale contre les régimes socialistes. »

Donc, d'un côté, on encourage à la guérilla, au sabotage, au terrorisme, à la violence, du moment que l'objectif est la Révolution. Et de l'autre on est prié d'être non violent s'il s'agit de défendre son pays et d'éveiller la sensibilité populaire contre les horreurs de la guerre.

Avec cet embryon de théologie révolutionnaire, Moscou est gagnant sur les deux tableaux.

Le colloque « Christianisme et révolution », que nous avons évoqué au début de ce chapitre, est le prolongement dans notre pays de ces réflexions.

Le Révérend père Blanquart chez Castro

Un peu plus tard, on ne discute plus pour ou contre cette option. On passe déjà à l'acte. En janvier 1968 se tient le congrès culturel de La Havane. Castro s'y déclare fort impressionné par la communication d'un groupe de

1. *Lettre*, n° 111, novembre 1967.

prêtres catholiques. Il s'agit de Roger German Guzman (Colombie), des ecclésiastiques Allerto de Escurdia (Mexique), et Carlos Zaffardi (Uruguay) et du père dominicain Paul Blanquart, qui représente la France.

« *Nous, prêtres catholiques* — déclarent les quatre délégués (par qui?) au Congrès culturel de la Havane... — [dénonçons] *la nocivité de l'impérialisme.* » Les quatre assurent que le marxisme a fourni l'analyse scientifique la plus exacte de la réalité impérialiste et les stimulants les plus efficaces pour l'action révolutionnaire des masses. Ils considèrent, certes, que la foi chrétienne signifie amour, mais que l'amour signifie un service efficace pour tous. Après avoir exalté la figure de Camillo Torrès, prêtre colombien tué au combat le 15 février 1966, les quatre proclament :

« *Nous nous engageons à la lutte révolutionnaire anti-impérialiste jusqu'à ses dernières conséquences...*

« *Il est certain* — conclut Castro — *que nous assistons à un phénomène nouveau* [1]. »

Dès ce moment, qui précède de peu d'ailleurs le colloque « Christianisme et révolution », le passage à l'action révolutionnaire violente est effectif. Ce qui ne signifie pas qu'on va voir le père Blanquart empoigner la mitraillette comme Camillo Torrès. Mais il suffit de feuilleter les numéros de *Lettre* pour constater qu'à partir de 1968 on est solidaire des guérilleros latino-américains, des campagnes contre la guerre au Vietnam, ou des actions spectaculaires du père jésuite Daniel Berrigan aux États-Unis [2].

1. *Lettre,* n° 115, mars 1968.

2. Le père Daniel Berrigan menait une violente agitation contre la guerre du Vietnam et finit par être expulsé du diocèse de New York. Il était coprésident du « Comité des ecclésiastiques pour le Vietnam ». A Catonsvile (Maryland), il détruisit des fiches de recensement militaire : arrêté, il fut condamné à 19 mois de pénitencier. Le général des jésuites, le R.P. Arrupe, refusa de le

Mai 68 accélère ces fièvres. A l'amphithéâtre de la Sorbonne une religieuse à la langue bien pendue, sœur Françoise Vandermeersch [1], se disant auxiliatrice, en fait sœur auxiliatrice du Purgatoire (mais le Purgatoire, il ne faut surtout pas en parler, ce n'est plus dans le vent), organise le 9 juin un débat sur le thème « de Jésus-Christ à Guevara ». Les éléments de cette discussion très orientée ont été préparés par le prêtre Jean Mansir, un des habitués des réunions de *Lettre,* Madeleine Garrigou-Lagrange et le pasteur Jacques Beaumont.

Consulter, au cours des dix années suivantes, la collection de *Lettre,* c'est accumuler une série de déclarations et d'analyses qui vont toutes dans le même sens. On y trouve la relation de réunions, de colloques, de manifestations qui ont pour objet d'affirmer une solidarité concrète avec les peuples en lutte et les mouvements révolutionnaires sur les trois continents : pendant longtemps le Vietnam [2] occupe la vedette, les catholiques vietnamiens qui ne veulent pas de la victoire de Hanoï (la majorité) étant la cible favorite des critiques. Mais au fil des années les nationalistes basques de l'E.T.A., dont Robert Davezies est le spécialiste, les Palestiniens, les révolutionnaires d'Angola (M.P.L.A.), les Brésiliens, les Chiliens après le putsch de Pinochet, les Latino-Américains révolutionnaires dans leur ensemble, le

désavouer. Le frère de Daniel Barrigan, Philip, également ecclésiastique, participa lui aussi à des actions pour la paix au Vietnam.

1. La sœur Françoise Vandermeersch, de l'ordre des sœurs auxiliatrices du Purgatoire, a été longtemps rédactrice en chef de la revue de cet ordre, *Echanges.* Très progressiste, elle a organisé un colloque en marge des événements de mai 68. Elle a rempli ensuite diverses missions au Vietnam, où elle a pris ostensiblement parti pour les autorités communistes, cela en dépit de l'invasion du Cambodge.

2. Le pasteur Casalis écrit que le Vietnam est « l'avenir de l'homme »; *Lettre,* n° 184 (décembre 1973).

peuple sahraoui, etc., font l'objet d'une attention vigilante.

Ce noyau, qui rassemble dans toute la France trois mille lecteurs, n'est assurément pas exempt de contradictions : entre ceux qui s'interrogent sur les parts respectives du religieux et du politique : entre ceux qui ont adhéré au P.C. ou à une de ses annexes et ceux qui, après mai 68, subissent l'attraction des gauchistes : entre ceux qu'attirent des études théoriques comme une « lecture matérialiste de l'Évangile de Marc » et ceux que mobilise l'action concrète, *Lettre* est un carrefour.

Et un carrefour où aboutissent beaucoup de filières internationales. De ce point de vue, pour un « agent », quel merveilleux poste d'observation!

Camillo Torres ou la mort

L'homme qui sert de modèle à ces hommes et à ces femmes, leur héros et leur martyr, se nomme Camillo Torrès. Un dominicain français a encouragé la vocation de cet étrange ecclésiastique colombien, qui va troquer le crucifix contre la mitraillette. La mémoire du guérillero est particulièrement évoquée à l'Université catholique de Louvain [1], au cours d'une réunion présidée par le chanoine belge Houtart.

Le mieux est ici de citer un passage de l'appel lancé par ce prêtre colombien quand il décida de prendre le maquis.

« *Unité de la classe populaire jusqu'à la mort.*

Pour l'organisation de la classe populaire jusqu'à la mort.

Pour la prise du pouvoir par la classe populaire jusqu'à la mort.

1. *Convergence* (revue catholique progressiste belge), mai 1969.

...Jusqu'à la victoire, parce qu'un peuple, lorsqu'il donne tout jusqu'à la mort, obtient toujours la victoire.

Pas de pas en arrière! Libération ou la mort! [1] ».

Il est assez difficile de trouver dans ces litanies un souffle très évangélique. On peut en revanche les rapprocher de ce texte du « Che » :

« *La haine comme facteur de lutte, la haine intransigeante de l'ennemi, qui pousse l'être humain au-delà des limites naturelles et le change en une machine à tuer efficace, violente, sélective et froide. Nos soldats doivent être ainsi; un peuple sans haine ne peut triompher d'un ennemi brutal* [2]. »

Les deux textes rendent le même son.

Ce passage à la lutte armée, cet engagement concret, que consentent certains chrétiens en Amérique latine, de concert le plus souvent avec les guérillas castristes, s'est accompagné d'une recherche idéologique. Celle-ci s'est incarnée dans une *Théologie de la révolution.*

La théologie de la Libération, puis de la Révolution, a été élaborée au cours des quinze dernières années, et elle a trouvé son champ d'action principal en Amérique latine. Mais cette recherche s'est développée également en France, 9, rue Guénégaud, au centre Lebret, fondé en 1972.

Décédé en 1966, le père Lebret a été un des pères de l'encyclique *Populorum progressio,* à laquelle il a travaillé avec acharnement jusqu'à sa mort. Il fut un pionnier du militantisme du développement, né de la campagne contre la faim que la F.A.O. lança en 1960.

1. *Lettre,* nº 97-98 (sept.-oct. 1966). Dix ans après sa mort, le père Blanquart évoquera encore le souvenir de Torrès avec émotion

2. Message de « Che » Guevara aux peuples du monde entier, publié par l'Organisation anti-impérialiste tri-continentale à La Havane, le 16 avril 1967.)

Comme le souligne un texte de *Foi et Développement*, « *ce militantisme a été conduit par l'analyse du sous-développement à un engagement politique pour la transformation du système international. La formation de l'opinion publique est son principal champ d'action. Voulant mobiliser l'opinion chrétienne, il lui faut traduire sa pratique en pratique de la foi. Par là même, il devient, collectivement, théologien*[1]. »

Théologie de la Libération

La théologie de la Libération, qui succède à la théologie du Développement, se propage en Amérique latine à partir de 1968 (année de la conférence de Medellin)[2]. Elle correspond à une évolution de l'Église que Vincent Cosmao, dans *Nouvel ordre mondial*, ouvrage préfacé par le père Chenu, dominicain célèbre, décrit en ces termes : « *Le passage d'une pratique caritative d'aide au Tiers Monde à une pratique plus politique d'appui aux stratégies du Tiers Monde suppose un travail de l'Église sur elle-même : travail d'interprétation théologique d'une pratique politique pour la rendre intelligible comme pratique de la foi*[3].

Et, toujours dans son *Nouvel ordre mondial*, il souligne que la conférence du CELAM, à Medellin, « *en faisant sienne cette analyse* (...) *allait accélérer les prises de conscience en cours chez les militants, laïcs, clercs ou religieux; engagés dans le mouvement général*

1. Organe du centre Lebret. Dossiers d'approfondissement, s.d. (postérieur à nov. 1976)
2. Cf. l'étude de Pablo Richard dans *Foi et développement*, n° 42, décembre 1976. A Medellin, en 1968, le CELAM. (Conférence épiscopale latino-américaine) a pris une orientation révolutionnaire.
3. *La Croix*, 23 avril 1977.

de libération, cherchant à vivre leur foi dans cet engagement, ils allaient redécouvrir dans la Bible et surtout dans l'Exode, une dynamique et un discours de libération, dont la lecture révélait la signification de ce qu'ils étaient en train de vivre ».

L'enchaînement ne se fait pas attendre. Du 5 au 12 août 1976 se réunissent à Dar Es Salam (Tanzanie)[1] théologiens catholiques, protestants et orthodoxes d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie[2]. L'année suivante, en juillet, se tient à Kinshasa une Semaine théologique sur la « Libération en Jésus-Christ »; lui succède en septembre le colloque de la Société africaine de culture sur « Civilisation noire et Église catholique ». Et, du 17 au 23 décembre, a lieu à Accra une nouvelle rencontre de théologiens du Tiers Monde sur l' « Engagement actuel du christianisme en Afrique ».

Cette théologie de la Libération a été énergiquement combattue par l'évêque colombien Lopez Trujillo, depuis qu'il est devenu en 1972 secrétaire du CELAM. Soutenu par un jésuite belge installé en Colombie, le père Vekemans, Trujillo, à différentes reprises, a insisté sur la conjonction effective entre théologiens de la Libération et le mouvement « Chrétiens pour le socialisme »[3]. C'est cette contre-offensive que Jean-Paul II est venu couronner à Puebla, portant ainsi un coup très dur à quinze années d'avancées progressistes, théoriques et pratiques dans l'Église d'Amérique latine.

Il était nécessaire, croyons-nous, de rappeler cette évolution des idées qui tantôt précède, tantôt accompa-

1. *Nouvel ordre mondial, op. cit.*, p. 148.
2. Sur ce sujet voir l'ouvrage de V. Cosmao, et *Lettre* n° 221, janvier 1977.
3. Mouvement marxiste fondé au Chili par le jésuite Gonzalo Arroyo. Cf. *Cité nouvelle,* mensuel des chrétiens marxistes, mars-avril 1978.

gne une aide concrète, une solidarité effective, aux révolutionnaires du Tiers Monde; qui se substitue à la notion de secours charitable; ou qui souvent utilise cette notion et les structures qu'elle a engendrées comme moyen d'action au service d'un objectif camouflé.

Solidarité Chili

Prenons le cas précis de l'aide aux réfugiés chiliens. Tout de suite après le putsch de Pinochet, un comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien se constitue. Il en naît une organisation spécifique, Solidarité Chili, dont le siège est installé 10, rue de Solférino, à Paris.

Ce comité tient parfois ses réunions au 68, rue de Babylone, siège de Lettre. A la fin de l'année 1973, un groupe de recherche latino-américain s'y réunit. Il a un caractère sinon clandestin, du moins très confidentiel. Il est en effet « *strictement réservé aux militants latino-américains et à* quelques camarades français qui ont des liens avec l'Amérique du Sud [1] ». Pourquoi ce côté « initiés », alors qu'il y aurait intérêt, dans l'optique de *Lettre,* à intéresser le maximum de gens au drame des réfugiés chiliens?

Aussitôt après cette initiative, *Lettre* publie certains documents qui définissent les besoins de l'opposition chilienne. Celle-ci réclame trois choses : 1° une action d'information; 2° une action politique et un soutien matériel aux victimes, une action de propagande pour entraver les relations politiques et économiques entre la France et les généraux chiliens; 3° un soutien financier.

Pour répondre favorablement à cette demande, trois

1. *Lettre* n° 182 (octobre 1973).

organisations chrétiennes, la CIMADE, l'A.C.O.[1] et *Lettre* expliquent qu'on peut participer à la lutte soit en s'engageant dans le Comité des 18[2], soit en participant aux comités de soutien révolutionnaires. L'important est que les chrétiens ne se coupent pas des masses (la notion de masse coïncidant, bien sûr, avec celle des groupes révolutionnaires, ce qui signifie que *masse* et *nombre* sont souvent des notions fort distinctes).

Trois années passent et, à la fin de 1976, le jésuite Gonzalo Arroyo accorde une interview à *Lettre*[3], au retour d'un voyage en Amérique latine. Dans ses propos, il indique que de nouvelles formes d'organisation ont été mises au point au Chili pour lutter contre la dictature en place.

Une interview postérieure (1978) de Rodrigo Gonzalvez, membre du comité directeur du M.A.P.U., un parti d'extrême gauche, donne quelque idée sur ces nouvelles formes d'organisation.

Gonzalvez souligne que l'année 1977 constitue au Chili un tournant important. Elle a vu naître une lutte de masse, à la fois légale et clandestine. Légale : elle s'exprime à travers des initiatives telles que la Bourse des chômeurs, les cantines populaires, les organisations de jeunesse, ou à caractère culturel. Semi-légales : les commissions ouvrières dans les entreprises. Clandestines : les comités de résistance dans les quartiers. *Ce sont ces comités qui doivent donner les directives aux organismes légaux et semi-légaux.* De ce point de vue, on note des signes encourageants. « On a même — assure Gonzalvez — commencé à châtier quelques espions... Il faut rompre en effet avec le pacifisme et le légalisme qui ont toujours été très forts dans le mouvement ouvrier chilien. » Toujours selon le même témoin, le P.C. chilien

1. Action catholique ouvrière.
2. Qui regroupe des organisations politiques et syndicales.
3. Numéro 189 (mai 1974).

travaille activement au sein des masses à travers les syndicats[1].

Deux formes de solidarité

En conclusion, Gonzalvez distingue deux types de solidarité : l'humanitaire et la politique. « Si la solidarité humanitaire est importante, nous avons besoin — souligne-t-il — d'une solidarité politique[2]. » Tout ce qui précède montre que c'est cette dernière qui compte essentiellement, que la première est d'abord l'amorce puis la couverture de la seconde, que parfois il est difficile de distinguer entre les deux.

Un autre point d'appui des émigrés latino-américains se situe à l'église Saint-Merri, à deux pas de Beaubourg. Les 26 et 27 mars 1977, cette paroisse d'avant-garde animée par l'abbé Xavier de Chalandar organise une manifestation de solidarité franco-sud-américaine. Des chants et des danses se déroulent dans le chœur. On projette un film sur la Bolivie. Jacques Chonchol, ministre de l'Agriculture sous Allende, chrétien passé au marxisme, secrétaire du M.A.P.U., prend la parole. Sur les bas-côtés sont installés des stands d'information et de rencontre sur l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Pérou, la Bolivie...

On y trouve quantité de publications qui font un singulier mélange. Cet échantillonnage englobe aussi

1. Vieille technique. Quand le P.C.F. fut dissous en septembre 1939 au début de la guerre, la C.G.T. servit de base de repli aux communistes clandestins. Son secrétaire général, Benoît Frachon, fut avec Duclos et Tillon un des trois dirigeants de l'appareil illégal du parti durant la durée de la guerre et de l'Occupation, Même processus après la dissolution du P.C. algérien en 1955.

2. Lettre n° 228, août 1977. On retrouve des thèmes identiques dans *Information*, bulletin d'émigrés chiliens édité par le centre œcuménique de liaisons internationales, 68, rue de Babylone, n° 1, mars 1977.

bien l'apologie de la lutte armée, du terrorisme et du sabotage, l'éloge de Castro, la dénonciation de la torture et de la répression, que des textes de caractère théologique, tels que *Foi et développement*, organe du centre Lebret, ou telle déclaration d'évêques français [1].

Cette déclaration porte les signatures du cardinal Gouyon, archevêque de Rennes, président de Pax Christi, de Lucien Bardone, évêque de Châlons, président du comité épiscopal France-Amérique Latine (C.E.F.A.L.), d'André Fauchet, évêque de Troyes, président de la commission sociale, d'Arnaud Le Bourgeois, évêque d'Autun, président du Comité pour l'unité des chrétiens, de Jacques Ménager, archevêque de Reims, président de Justice et Paix, de Jean Rémond, évêque auxiliaire de la Mission de France, et de Guy Riobé, évêque d'Orléans, président de 1961 à 1969 du Comité épiscopal France-Amérique latine. Elle réclame la liberté d'expression et d'association en Amérique latine, proteste contre les assassinats d'ecclésiastiques dans ce continent, rappelle la misère des populations et met en accusation le totalitarisme et la militarisation de certains régimes [2].

En prenant ces positions, ces évêques ne sortent pas de leur rôle. Seulement, ils se situent à un bout d'une chaîne. A l'autre bout on trouve les comptes rendus des opérations de guérilla menées en Argentine par l'E.R.P. (Armée révolutionnaire du peuple, organisation militaire

1. Parmi les documents diffusés dans cette église : *la sécurité des étrangers en France*, dossier établi par la CIMADE; peuples opprimés; peuples en lutte (CIMADE-Information); l'accueil des réfugiés politiques — Bilan 1975 (CIMADE); *Chili 76*, organe des amitiés franco-chiliennes animé par Jean Offredo, le pasteur Casalis, Maurice Barth, Jacques Chonchol, Jean-Jacques de Felice, *Amérique Latine, unité et lutte* (n° 3), organe de l'Association des étudiants latino-américains et des Caraïbes en France; *Foi et Développement* etc. Un récit de ces deux jours de cérémonie a paru dans *Minute*, numéro du 30 mars 1977.

2. 28 février 1977.

trotskiste) ou par les Montoneros, le point de vue des partis communistes, et une longue analyse de la lutte révolutionnaire en Amérique latine.

Monseigneur Riobé et l'Amérique Latine

Entre l'une et les autres, il n'y a pas de solution de continuité. Il serait facile aux évêques de prendre leurs distances, avec les opérations armées. Mais au cours des quinze dernières années toute une partie de l'Église a préparé le terrain à l'action révolutionnaire, puis est venue se mêler à son combat. Un combat qui a son centre principal en quelques points chauds de la planète, en Amérique du Sud et du Centre, et aussi au Moyen-Orient.

En ce qui concerne l'Amérique latine, les ecclésiastiques venus d'Europe ont joué un rôle déterminant. On oublie en effet que près de 50 % des prêtres et des religieux d'Amérique latine sont originaires d'Europe.

Un de ceux-ci fut Mgr Riobé, qui fut envoyé en Amérique latine dans les années 50 avant de revenir en Europe. Il y avait connu dom Helder Camara, le fameux « évêque rouge », et c'est là sans doute qu'il se transforme, que le prêtre traditionnel qu'il a été à ses débuts devient un des apôtres d'une double réforme parallèle : celle de l'Église, celle de la société.

« *Quand je suis allé en Amérique du Sud* — raconte un prêtre [1] — *on m'a dit : " Mettez-vous en relations avec Mgr Riobé ". C'était, si je me souviens bien, en 1962. J'ai été surpris, en pénétrant dans son bureau, d'y voir une grande affiche de* L'Humanité *représentant une foule en marche. Il s'est mis presque tout de suite à me parler d'Ivan Ilitch [2]. Il a sorti de son bureau une lettre de lui et me l'a lue. Ils se tutoyaient.*

1. Qui tient à garder l'anonymat.
2. Religieux qui, à Cuernavaca (Mexique) a joué un rôle important pour la diffusion des idées progressistes.

» C'était par Riobé que passaient les jeunes prêtres qui voulaient se rendre en Amérique latine. Il s'en occupait pendant un mois ou deux. Ensuite, on les envoyait en Espagne, à l'université de Madrid. C'était l'épiscopat français qui supportait le financement de ce stage. Les cours donnés par des laïcs y étaient remarquables. Mais cela n'a pas duré. Riobé, bientôt, est intervenu. Il a fait remarquer qu'il était très fâcheux qu'une partie de la formation de nos jeunes prêtres soit assurée dans l'Espagne de Franco. Il a eu gain de cause. Du coup, les nouveaux ont été expédiés au monastère d'Ilitch, à Cuernavaca (Mexique). C'est ce centre qui sera géré ensuite par un religieux belge, dom Lemercier. Lequel y a introduit la psychanalyse. »

De retour en France, devenu évêque d'Orléans, Mgr Riobé va prendre la défense des objecteurs de conscience, dénoncer l'arme nucléaire pour notre pays, ce qui lui vaudra une polémique avec l'amiral de Joybert, protester contre l'apartheid en Afrique du Sud, les tortures en Amérique latine, les ventes d'armes au Brésil, en Argentine et au Chili... Son humanitarisme ne l'a toutefois pas empêché, peu avant sa mort, d'aller en Hongrie pour y « visionner » un film tourné dans ce pays sur l'Église de France [1].

L'école Riobé-Ilitch, en Amérique latine, donne assez rapidement des fruits. En 1966, une lettre signée de 77 prêtres français en Amérique latine débutait en ces termes :

Venus d'Europe pour la subversion

« Nous nous sommes réunis à Sao Paulo, autour de Mgr Riobé, délégué de nos évêques de France [2]... » On

1. Cf. *Notre combat*, n° 108 (sept.-oct. 1978) : *« Les évêques de Hongrie ont en 1970 exprimé leur reconnaissance à l'héroïque peuple soviétique. »*
2. *Lettre*, n° 92, avril 1966.

y trouve déjà certains thèmes progressistes qui seront développés par la suite.

L'université catholique de Louvain, avec le chanoine Houtard, qu'encourage le cardinal Suenens, est un autre centre d'où partent pour l'Amérique latine des prêtres et des religieux formés dans le même esprit [1].

Certains d'entre eux vont se trouver engagés dans des activités révolutionnaires et arrêtés. Il est probable qu'une partie a subi au cours de ces arrestations des tortures, et il est normal qu'en pareil cas des campagnes soient menées pour dénoncer les sévices qu'ils ont pu subir. Mais on ne voit pas pourquoi leur arrestation constitue un sujet de scandale, à partir du moment où ces hommes revendiquent un engagement révolutionnaire.

Au nombre de ceux dont les activités côtoient la subversion on peut citer l'abbé Boudouresque, ex-membre du réseau Jeanson, militant du Mouvement de la Paix, important chercheur du C.N.R.S., les pères Olivier Maillard et Berrugain, franciscains des *Frères du Monde* (revue chrétienne proche des maoïstes) qui ont quitté la France en 1969 pour un séjour de deux ans au Pérou : le père Pierre Rivals, qui opérait à la même époque en Bolivie et réclamait des envois discrets de la revue.

De leur côté, Gonzalo Arroyo, Charles Condamines, Pablo Richard ont, en particulier après le putsch de Pinochet, assuré une liaison permanente avec les révolutionnaires chiliens soit en exil, soit sur place.

Ces liaisons trouvent leur justification, du point de vue révolutionnaire, dans des phénomènes contemporains. Dans un numéro de *Cité nouvelle,* organe des *Chrétiens marxistes,* auquel collabore le père Blanquart, on

1. Voir le témoignage de l'un d'eux, Conrad Detrez : *L'Herbe à brûler*, Calmann-Lévy, 1978, Prix Renaudot 1978.
2. Numéro de mars-avril 1978.

pouvait lire : « *Savez-vous, par exemple, qu'au Nicaragua, la vieille dictature " tropicale " de Somoza bat de l'aile sous l'assaut des successeurs de Sandino, qui fut le premier grand dirigeant révolutionnaire latino-américain?* » La même année, le bulletin *America Press*, publié 46, rue de Vaugirard (centre des étudiants protestants) par des Latino-Américains et des Français, a consacré en janvier un numéro au Guatemala et un autre en février au Nicaragua.

On constate ainsi que certains centres comme celui de *Lettre*, le 46, rue de Vaugirard, ou l'église Saint-Merri, où se tiennent de discrètes réunions, servent de bases arrière aux révolutionnaires latino-américains. Les 14 et 15 septembre, à Orléans, fief de Mgr Riobé, se tient un forum sur le thème des droits de l'homme. La cinquième commission y est consacrée aux exilés politiques, principalement ceux d'Amérique latine. Mais la troisième concerne l'armée, c'est-à-dire l'agitation antimilitariste; la sixième, les mouvements régionaux; la neuvième, les départements d'outre-mer. La défense des droits de l'homme apparaît ainsi comme le moteur d'un combat global. Une douzaine d'organisations ont participé à ces journées dont Christianisme social, la CIMADE, *Lettre*, *Vie nouvelle*, France-Terre d'Asile, le Comité de soutien aux déserteurs portugais... Une partie de ces associations a déjà participé au colloque « Christianisme et Révolution » en 1968.

Lettre est un petit groupe inconnu du grand public. Apparemment sans grands moyens matériels. Mais, pour que des personnalités comme le R.P. Boisselot, comme Mme Ella Sauvageot et Georges Hourdin se soient intéressés à ses efforts et les aient encouragés, peut-être financièrement, pour qu'André Mandouze y soit incrusté, pour que les émissaires de Pax, comme ceux de la Conférence chrétienne pour la paix, ou les prêtres vietnamiens pro-communistes de Paris, et Curiel lui-

même, fréquentent le 68, rue de Babylone, il faut bien que ce centre soit une pièce d'un dispositif international efficace.

Les comptes du C.C.F.D.

On change totalement de dimension quand on considère une association importante comme le C.C.F.D. (Comité catholique contre la faim et pour le développement). Mais on ne change pas tellement de registre.

Le C.C.F.D., que dirigeait un laïc, Philippe Farine, placé en principe sous le contrôle de la hiérarchie, a été créé, semble-t-il, pour être une sorte de rival du Secours catholique, et dériver vers lui les sommes importantes destinées à des œuvres charitables.

Le Secours catholique se cantonne dans ce qui a toujours été sa mission : une œuvre d'assistance humanitaire. Dès le début (1961), le C.C.F.D. a pris une orientation assez différente.

En 1972, le C.C.F.D. avait collecté dans les paroisses ou à domicile environ un milliard d'anciens francs. Ceux qui donnent s'imaginent que cet argent sert à procurer aux populations sous-développées et sous-alimentées des secours en nourriture, médicaments, matériel agricole, etc. Sans doute cette aide existe-t-elle, mais dans son ensemble le C.C.F.D. fonctionne sur des bases assez différentes.

Quand on consulte, par exemple, le recueil du C.C.F.D., intitulé *Projets 1972*, on tombe, dès l'introduction, sur un texte qui résume de façon pertinente les intentions des dirigeants :

« *Voici la Brique 1972, c'est-à-dire l'ensemble des projets que nous espérons — Diocèse et National — prendre en charge financièrement en 1972.*

» *Notre* priorité *est l'information, l'éducation et la* conscientisation (sic) *de l'opinion en France. Les projets*

ont été choisis en vue d'atteindre cet objectif[1]. »

Il s'agit en effet pour le C.C.F.D. de « *remettre en cause nos mentalités et nos structures qui feraient obstacle au développement des autres peuples*[2] ».

Il n'est pas très compliqué de déceler les intentions sous-jacentes à ce projet. Il s'agit de balayer la mentalité « colonialiste » et de lui substituer une perception « progressiste » des problèmes du Tiers Monde. On va même plus loin. Un autre texte, daté du 5 octobre 1976, concernant des week-ends d'étude régionaux, indique que ces réunions sont nécessaires « *pour mieux appréhender les réalités françaises au plan régional et national; mieux connaître les réalités du Tiers Monde; comprendre la jonction entre elles : comprendre comment se vit et peut se vivre la solidarité internationale avec les nécessaires remises en cause dans notre société, pour que le développement solidaire de l'Humanité soit possible*[3] ».

De la « conscientisation »

L'idée centrale de ce texte est qu'il n'y a pas d'aide efficace sans transformation de la mentalité des chrétiens dans notre pays, et de ses structures. C'est, très exactement, un travail de propagande. Une large partie des sommes recueillies (environ un quart de la Brique) est effectivement destinée à l'animation de la campagne de « conscientisation » menée en France par les diocèses et le C.C.F.D. proprement dit. Cent millions (anciens) sont encore affectés à la propagande et sur les quelque 600 millions prévus par les divers projets, on peut noter la part considérable qu'occupent « *des projets à domi-*

1. Page 1. Les termes en caractères romains sont soulignés par nous.
2. *Op. cit.*, p. 2.
3. C.C.F.D., week-end d'études régionales de Toulouse.

nante éducative et allant dans le sens de la formation et de la promotion des masses[1] ».

Former des animateurs, des enseignants, financer des programmes d'alphabétisation, des centres d'éducation, etc., peut être une tâche utile. Quand on feuillette *Projets 1972*, on est tout de même frappé par la place considérable qu'occupe cette activité. On peut aussi se poser des questions, les animateurs et animatrices provenant souvent de la J.O.C. (Jeunesse ouvrière chrétienne), de la J.E.C. (Jeunesse étudiante chrétienne), et du M.R.J.C. (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne), dont les orientations politiques sont ouvertement progressistes. On se dit que les animateurs qui ont déjà été « conscientisés » à la J.O.C., à la J.E.C. ou au M.R.J.C. dans le sens souhaité par les dirigeants de la C.C.F.D. auront peut-être tendance à choisir, pour la promotion des masses du Tiers Monde, des auxiliaires ayant eux aussi une conscience révolutionnaire.

Dans un petit nombre de cas, on n'a guère de questions à se poser. *Projets 1972* prévoit un budget de 6 millions anciens pour une réunion internationale de travailleurs au Brésil, projet transmis par l'A.C.O. (Action catholique ouvrière). Elle se déroulera sur le thème « Oppression, libération et évangélisation des travailleurs », regroupant à Recife des participants venus de trente pays. L'objet de cette session est de « manifester concrètement la solidarité internationale aux travailleurs opprimés du Brésil ».

Sous la houlette de l'A.C.O., un million est consacré à la formation syndicale, *politique* et sociale des travailleurs en Bolivie. Trois millions sont destinés au Chili pour « la formation et la conscientisation des milieux populaires ». Ce projet intéresse « *un groupe de 80 prêtres travaillant en milieu populaire urbain et rural*

1. Projet de 1972.

dans différentes régions du Chili [qui] *a pris publiquement position pour la construction du socialisme et s'efforce de mener une action pédagogique au niveau des communautés, pour un vrai dialogue entre chrétiens et non-chrétiens* ».

Ce groupe des 80, les Ochenta, s'est prononcé au Chili pour le socialisme en 1970. Il marque « *la naissance du mouvement qui plus tard se transformera en secrétariat des chrétiens pour le socialisme*[1] ».

Les 80

Le soutien aux 80 a été proposé par le père jésuite Gonzalo Arroyo, et sa réalisation lui a été également confiée. Nous l'avons vu, ce père est un « correspondant » de *Lettre.* Au cours d'une interview, il assure que de nombreux chrétiens, y compris des ecclésiastiques d'un rang élevé, luttent contre la dictature en place. « *La discrétion ici s'impose* — ajoute-t-il — *tu comprends pourquoi. Mais ce qui est certain, c'est que cette lutte a su également prendre les formes d'organisation nouvelle qu'exige la situation actuelle, qui n'a rien de commun avec celle d'il y a dix ans. Ces chrétiens n'ont pas oublié la parole d'Évangile : candide comme la colombe, mais habile comme le serpent*[2]. »

Cette « habileté » financée par la C.C.F.D. ne passe-t-elle pas par les filières de *Lettre?*

Ancien conseiller d'Allende, le père Arroyo, dans une interview, parlait d'organisation nouvelle. C'était sur cette idée d'*organisation* qu'André Jacques, un des dirigeants de la CIMADE, avait fortement insisté à son retour du Chili, toujours au foyer du 68, rue de Babylonne :

« *Au cœur de cette réalité,* disait-il, *la forme de*

1. *Lettre,* n° 185 (janvier 1974).
2. *Lettre,* n° 219, nov. 1976.

résistance la plus valable, celle qui porte en elle-même l'avenir, celle qui est sans grandiloquence, celle qui parle de justice à venir, passe par l'effort d'organisation [1]. »

Apparemment André Jacques ne s'était rendu au Chili que pour accomplir une mission tout à fait charitable : l'organisation de cantines pour enfants. Mais on croit comprendre qu'avec l'argent venu de l'extérieur, qu'il s'agisse du C.C.F.D. ou de son homologue protestante, la CIMADE, les comités et institutions fondés par les intéressés eux-mêmes servent de points d'appui pour la résistance politique (et militaire?) au régime Pinochet.

Le problème n'est pas de savoir si cette résistance est fondée ou non. Il est de savoir si des organismes qui recueillent de l'argent à des fins charitables ne l'utilisent pas à des fins que la majorité des souscripteurs ne prévoient pas.

C'est cette même question que l'on peut poser quand on apprend que la C.C.F.D. a dépensé 800 000 dollars pour l'achat de wagons destinés aux chemins de fer du Vietnam communiste. Wagons qui ont servi à l'offensive contre le Cambodge, ou qui l'ont soulagée.

Nous allons voir que la CIMADE, sur ce plan, ne le cède en rien au C.C.F.D. Mais on ne peut comprendre son action sans la resituer dans un contexte international : celui de l'évolution du Conseil œcuménique des Églises (C.Œ.E.), dont le siège est installé à Genève.

Évolution du C.Œ.E.

Ce Conseil, à l'origine, était prévu pour un rapprochement spirituel entre Rome et les Églises réformées ou orthodoxes. Après le Concile, il parut à de nombreux

1. *Lettre; idem.* En caractères différents dans le texte.

observateurs que le Vatican était sur le point d'engager le dialogue avec le Conseil. En juillet 1968, le père jésuite Tucci, directeur de Civilta Cattolica, déclarait dans une assemblée plénière du C.Œ.E. : « *Elle* [l'Église] *accepte que le dialogue se fasse sur un pied d'égalité* [1] ».

Le temps passa. Le rapprochement ne se fit point.

Entre-temps, le Conseil œcuménique avait singulièrement évolué. Les problèmes spirituels étaient relégués au second plan au bénéfice de l' « ouverture du monde ».

Dès 1969, à Canterbury, le comité central du Conseil envisage la lutte contre le racisme [2]. A la fin de ses travaux, il réclame la levée de l'embargo contre Cuba [3]. Le Conseil projette encore d'organiser du 26 au 31 janvier 1970 une conférence où Helder Camara doit prendre la parole et y traiter des changements de structure, ce qui ne pouvait manquer de réjouir les dirigeants du C.C.F.D.

Plus tard, à Addis-Abeba, en janvier 1971, le comité central examine l'attitude à adopter à l'égard des mouvements de libération antiracistes. Il ne parvient pas à se prononcer sur la question de savoir si la guerre et la violence peuvent être justifiées, mais il ne peut désavouer les mouvements indépendantistes qui ont pu avoir recours à des moyens illégaux.

Le refus de désavouer n'est qu'une brève étape dans un processus accéléré qui aboutit très vite à l'aide concrète, c'est-à-dire d'abord financière. Quelques années plus tard, on peut relever dans *Le Monde* [4] que le Conseil œcuménique a consacré 450 000 dollars l'année passée (1973) à sa propagande de lutte contre le racisme.

1. *Le Figaro*, 8 juillet 1968.
2. *Le Monde*, 18 août 1969.
3. *Le Figaro*, 22 août 1969.
4. 20 août 1974.

Les sommes les plus élevées vont au Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et des Iles du Cap-Vert, au Front de libération du Mozambique (Frelimo) et à l'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain qui luttent respectivement contre les Portugais et les Sud-Africains.

En fait, depuis 1969, plus de 5 millions de francs lourds ont été accordés à des mouvements de libération qui, pour la plupart, ont recours à la lutte armée. Cette aide, assure le pasteur Potter, qui préside le C.Œ.E., est limitée aux programmes humanitaires de ces mouvements.

« *Nous avons le plus grand respect pour ceux-ci* — ajoute le pasteur avec beaucoup de dignité — *et nous ne leur demandons pas de comptes* [1]. »

Il est bon de savoir qu'au moment où le pasteur Potter fait montre de tant de délicatesse à l'égard des mouvements révolutionnaires, le même Conseil, dont il est le président, a envisagé d'interrompre son aide au Biafra.

« *Cette aide* — disait-on alors — *expose les Églises à l'accusation de prolonger la guerre et d'accroître les souffrances des populations* [2]. »

Ainsi, pour les tartufes de Genève, il y a une bonne et une mauvaise violence : une bonne et une mauvaise résistance des peuples; un financement qui pourrait concourir à prolonger l'effusion de sang et la souffrance; et un autre qui reste purement humanitaire, puisque ceux qui le reçoivent le jurent.

Cette dialectique a dû aller droit au cœur d'Henri Curiel.

Les dollars de l'œcuménisme pour des armes

Questionné plus tard sur cette distinction subtile entre aide humanitaire et aide directement militaire, le cha-

1. *Le Monde*, 22 février 1974.
2. *Le Figaro*, 6 décembre 1969.

noine Carr, membre du Conseil œcuménique, hausse carrément les épaules :

« *C'est une pure fiction* — dit-il. *L'argent, c'est toujours de l'argent. Si vous me donnez un dollar pour acheter des pansements et rien d'autre, je pourrai toujours utiliser ce dollar que j'aurai mis de côté à cet effet, pour m'acheter des munitions* [1]. »

Au-delà même de la question de l'aide concrète à des mouvements terroristes, l'évolution du C.Œ.E. témoigne du même glissement qu'on a déjà pu constater à Lettre, où les esprits étaient sans doute davantage préparés par des engagements antérieurs. En une quinzaine d'années, on est passé de problèmes d'ordre spirituel et théologique à des insertions toujours plus prononcées dans le monde. Interviewé par *Le Monde,* le pasteur antillais Philippe Potter prétend toujours que le C.Œ.E. reste partisan de formes d'action non violentes. « *Moi-même* — affirme-t-il — *j'ai toujours été un pacifiste et je le suis toujours* [2]. » Il reste qu'au-delà des intentions le C.Œ.E. subventionne la violence [3].

Il y a en France un organisme de secours protestant qui s'est aligné sur les positions du C.Œ.E., qui l'a même précédé dans cette voie. C'est la CIMADE. Son rôle est considérable.

1. *Le Monde,* 14 août 1974.
2. *Le Monde,* 20 août 1974.
3. Le C.Œ.E. n'est plus la seule grande organisation internationale à agir de la sorte. Dans *L'Aurore* du 6 août 1979, Pierre de Villemarest a révélé que l'O.N.U. et les organisations qui s'y rattachent (U.N.E.S.C.O., F.A.O...) financent elles aussi des mouvements terroristes. Par exemple, le S.W.A.P.O., qui revendique l'indépendance de la Namibie, a reçu de ces organismes quelque 5 millions pour la seule année 1976-1977. Ces subventions sont la conséquence de la résolution onusienne du 10 décembre 1974, décidant que les mouvements de libération reconnus par l'O.U.A. pourront désormais s'associer à certains travaux de l'O.N.U., donc bénéficier des fonds spéciaux de cet organisme. On trouvera dans cet article le bilan détaillé de ce soutien, auquel la France participe par ses contributions à ces institutions internationales.

La CIMADE

La CIMADE (Comité inter-mouvements auprès des évacués) a été créée en 1939, par des mouvements de jeunesse protestants.

Son but était alors d'apporter un secours matériel et moral aux Alsaciens et aux Lorrains qui, du fait de la guerre, se trouvaient dans la nécessité d'abandonner leur domicile inclus dans la zone du front, et de se replier à l'intérieur du pays. La CIMADE remplissait donc à l'époque une tâche à la fois humanitaire et patriotique. Son orientation va commencer à se transformer à partir de la guerre d'Algérie.

Installée 176, rue de Grenelle à Paris, la CIMADE appartient à la Fédération luthérienne mondiale et fonctionne avec des capitaux provenant des églises protestantes des États-Unis, ainsi qu'avec les subventions du gouvernement, des départements et des communes, ou à l'aide de dons privés. Elle travaille en liaison avec la Fédération protestante de France, l'Église orthodoxe de France, le Conseil œcuménique des Églises, le Conseil protestant de la jeunesse, le Comité juif d'action sociale pour les réfugiés, France-Terre d'asile. Sur le plan international, elle est en relation avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés de Genève, et avec sa filiale en France, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, ainsi qu'avec les ministères et services sociaux intéressés. Elle est encore en liaison avec des organisations progressistes chrétiennes comme Vie nouvelle, Témoignage chrétien, le Mouvement chrétien pour la paix, le 46, rue de Vaugirard et, bien entendu, *Lettre* [1].

En 1975, le président d'honneur de cette association

1. Cf. CIMADE-Service œcuménique d'entraide. Dépliant d'information, juin 1975.

est le pasteur Marc Boegner; le président, Bernard Pincibono; les vice-présidents, Pierre Bruneton et Brunschweiler; le secrétaire général est Roby Bois et l'administrateur Jean Vinet, En 1972, la composition était un peu différente. André Jacques partageait la vice-présidence avec Bruneton, le trésorier était Rémy Schlumberger et le secrétaire général Michel Wagner.

Quelques mots ne sont pas inutiles sur certaines de ces personnalités. Pierre Bruneton est administrateur des établissements Schmid, Bruneton et Marin. En 1965, il a été nommé P.D.G. de la Société Air Liquide. Bernard Pincibono, lui, professeur d'électronique, a été élu président de l'université de Paris-Sud (Paris-XI) en 1971.

Autour d'eux, on peut noter la présence au comité directeur de la CIMADE du professeur Evdokimov, orthodoxe, qui dirige à Sèvres le foyer international et interconfessionnel. A son conseil d'administration figure le professeur Léon Zander et parmi ses équipiers l'archiprêtre Valentin de Bochet, qui, en qualité d'aumônier, a en charge les orthodoxes, mais assure aussi la liaison avec les protestants, participe à des rencontres œcuméniques et dirige le périodique *Les Feuillets orthodoxes.*

La plupart de ces personnalités ne se sont pas signalées par des activités révolutionnaires. Il n'en est pas de même pour le père Blanquart, qui, bien que catholique, a pris de l'importance au sein de la CIMADE, après mai 1968.

Rééquilibrage du côté d'Hanoï

Après la fin de la guerre d'Algérie, la CIMADE s'engage de plus en plus activement du côté des mouvements de libération.

Son évolution est très sensible dans le conflit du Vietnam. De 1962 à 1965 elle participe à des actions d'aide au Sud-Vietnam, entreprises par le C.Œ.E. Mais, comme l'indique une de ses publications, « *trop dépendante de la seule administration de Saïgon, cette aide fut rééquilibrée grâce aux contacts noués par la CIMADE à partir de 1965 avec Hanoï et le G.R.P.* [1] ».

Selon la même source, ce rééquilibrage se décompose ainsi :

« — *1966 : aide à l'hôpital de Saïgon avec le C.Œ.E.*

» — *1967 : aide à l'hôpital de Hanoï avec le C.Œ.E.*

» *1968 : envoi de trousses chirurgicales dans le cadre de l'opération " Bateau pour le Nord-Vietnam ", menée avec les organisations humanitaires, syndicales et politiques* [2].

» — *1969 : assistance médicale au Sud-Vietnam avec le C.Œ.E.*

» — *1970 : envoi de médicaments et de matériel chirurgical au G.R.P. avec l'association médicale franco-vietnamienne.*

» — *1971 : fourniture d'une chaîne de lyophilisation pour vaccins et sérum à l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie de Hanoï avec le C.Œ.E., l'Institut Pasteur et les associations médicales d'amitié vietnamienne.*

1. Dépliant d'information, juin 1975 *(op. cit.)*.
2. Cette aide représente 50 000 francs. Les organisations dont la C.I.M.A.D.E. ne donne pas la liste, étaient le P.C.F., la C.G.T., le Mouvement de la paix, les Jeunesses communistes, le M.R.A.P., Témoignage chrétien, la Ligue des droits de l'homme... A noter que le bureau national de la S.F.I.O., pour sa part, avait prescrit à ses militants de se tenir à l'écart de cette entreprise. Et la puissante Fédération de l'éducation nationale avait adopté une attitude identique.

» — 1972 : envoi d'équipements dentaires portables au G.R.P. avec l'association médicale franco-vietnamienne.

» — 1973 : un avion de médicaments et d'instruments chirurgicaux pour Hanoï et le G.R.P. avec le C.Œ.E. — 50 000 flacons pour vaccins — à l'Institut d'hygiène de Hanoï.

» — 1974 : équipement pour climatiser la salle où est installée la chaîne de lyophilisation et 100 000 flacons.

» De 1966 à 1975, cette aide a atteint un million de francs. »

Après cette énumération, « rééquilibrage » est un euphémisme. Dans le sillage du C.Œ.E., la CIMADE a basculé du côté d'Hanoï, du G.R.P. et des communistes.

Ce phénomène ne peut être détaché d'orientations qui concernent d'autres domaines.

A partir de 1971-72, à une époque où la guerre est la plus âpre au Mozambique, en Angola ou en Guinée-Bissau, la CIMADE est un terminus pour une filière de désertion à l'usage de militaires portugais, qu'ils soient originaires d'Afrique ou de métropole. Cette filière commence au Sénégal, passe par l'Algérie, pour aboutir dans plusieurs pays européens.

Filières pour déserteurs

Arrêté au Sénégal, un déserteur est interrogé par les militaires de ce pays et aussi par des membres du P.G.A.I.C.G. (Parti africain de l'indépendance, de la Guinée et du Cap-Vert). Là, il s'agit de faire ses preuves. C'est-à-dire de fournir le maximum de renseignements sur l'armée portugaise, ses déplacements, ses effectifs, son infrastructure, son matériel, ses dépôts de munitions, les lieux d'embuscades éventuels. Les déserteurs fran-

çais, pendant la guerre d'Algérie, ont subi un interrogatoire identique, et il a dû en être de même pour les déserteurs américains.

Deux possibilités : ou bien le déserteur est africain, et il est alors invité à rallier la P.G.A.I.C.G. et à combattre dans ses rangs; ou bien il est Européen, et il est alors dirigé vers l'Algérie, où il est accueilli par un certain Lopez, 13 A, rue Auber, à Alger, responsable du Front de la libération du Nord des exilés portugais. Un peu plus tard, munis de faux passeports, les déserteurs sont transférés en Europe.

Le pays d'accueil principal est la Hollande, où fonctionnent De Angola Comite Da Costastratt 88 hs Amsterdam et le Comité de Desertores Da Holanda, 13 Amsterdam, que dirige Jac Van Lennenkade.

Deux autres comités existent également en Suède. Le Comité de Desertores de Suecia, Box 42 110 126-12 Stockholm, et le Comite de Desertores Portugueses da Suecia Seccao Malmö-Lund Fack 5029 — Lund 5-Suecia.

En France, le point de chute, c'est la CIMADE. Le bureau d'entraide est dirigé à l'époque par un certain Sylvestre Guilloire, 52, rue d'Enghien, qui édite le journal *Voz de Desertor (La Voix du déserteur).* Les déserteurs sont dirigés ensuite sur le bureau de la préfecture de police, 4, boulevard Ney, où un certaine Marie s'occupe de leur faire obtenir une carte de séjour.

A cette époque, la CIMADE joue le même rôle d'assistance à l'usage des déserteurs américains, comme le soulignait Claude Angeli dans son article du *Nouvel Observateur* [1].

Un comité de soutien aux déserteurs portugais se réunit également dans les locaux de la CIMADE. Il a

1. Cf. chapitre 11.

pour directeur Pierre Sorlin, membre du syndicat C.F.D.T. de l'éducation nationale.

Quand on apporte un soutien efficace à des déserteurs étrangers, il n'y a pas de raison de ne pas poursuivre ce travail en faveur des déserteurs et insoumis de sa propre armée. La CIMADE ne s'opposera pas aux activités antimilitaristes dans la période 1973-1975.

Ce travail s'articule parfois avec l'agitation dans les D.O.M.-T.O.M. Ainsi la CIMADE de Lyon prête ses locaux au Comité de défense des étrangers expulsés, créé le 14 octobre 1974, qui développe une campagne pour la levée de l'expulsion du prêtre catholique d'origine mauricienne Michel Clet Reynolds, animateur, puis président d'honneur de Témoignage chrétien à la Réunion, militant actif en faveur de l'autonomie de cette île, refoulé en métropole, puis expulsé de nouveau de Lyon (où il servait comme vicaire) en Suisse.

Locaux pour la Révolution

En 1973, un autre pasteur, Berthier Perregaux, de nationalité suisse, avait déjà été l'objet d'une mesure d'expulsion. Arrivé en France en 1967, il s'était installé à Marseille comme responsable de la CIMADE. Il en avait aussitôt profité pour prêter les locaux en 1970 et 1971 au Secours rouge gauchiste, au Comité Palestine et à la Gauche prolétarienne (maoïste) afin de leur permettre d'y tenir des réunions. Par la suite, il avait, à diverses reprises, participé à des manifestations gauchistes en faveur des immigrés. En mai 1973, par exemple, il incitait les travailleurs tunisiens de Berre, verbalisés pour infraction à la police des étrangers, à ne pas répondre aux convocations de la Justice ou des autorités, et à les adresser à la CIMADE [1].

1. Cf. communiqué du ministère de l'Intérieur. *Le Monde*, 7 septembre 1973.

Considérant peut-être qu'un étranger abusait quelque peu de notre hospitalité en incitant des immigrés à s'opposer aux décisions de la justice française, la commission départementale des expulsions finit par prendre une mesure contre lui (5 juillet 1973), ce qui incita la rédaction du *Monde* à émettre ce jugement quelque peu offusqué : « *Ce communiqué purement administratif et policier ne tient évidemment aucun compte des aspects moraux. humains et sociaux de l'action de la CIMADE* [1] ».

Ce qui précède a montré ce qu'il faut entendre par morale, humanisme et esprit social. La suite n'est pas moins démonstrative. Ainsi, au printemps 1971, le vice-président Bruneton figure parmi les membres du comité des « Chrétiens pour la Palestine ». Ce comité est entré à plusieurs reprises en relations avec le « Bureau d'aide à la révolution palestinienne », par l'intermédiaire d'un autre vice-président de la CIMADE André Jacques.

Des liens étroits existent en outre entre la CIMADE et le 46, rue de Vaugirard, siège de l'Association des étudiants protestants de Paris, et de la section des jeunes de Mouvement chrétien pour la paix, laquelle obtient des crédits auprès du secrétariat à la Jeunesse et aux Sports. Dans ces locaux, on pratique une très large ouverture, puisqu'on y trouve l'association des chrétiens marxistes, le comité pour l'auto-détermination des D.O.M.-T.O.M., le Mouvement pour le désarmement, la Paix et la Liberté, l'Information pour les droits du soldat, le Comité de lutte des objecteurs, le Mouvement international de la réconciliation, le Comité contre l'apartheid, le Mouvement républicain espagnol, le Comité international de défense des détenus, le M.A.J. (Mouvement d'action judiciaire), animé par l'avocat Jacques de Félice.

1. *Idem.*

Une mention spéciale doit être faite pour l'aide que la CIMADE procure aux exilés, réfugiés, mais avant tout aux révolutionnaires d'Amérique du Sud. Cette aide a pris une importance particulière après mai 1968, et s'est amplifiée après le putsch au Chili. Le siège de la CIMADE à Paris, et surtout son foyer 80, rue de Paris, à Massy-Palaiseau, sont des centres actifs pour les extrémistes brésiliens, argentins, uruguayens et chiliens. Ces activités sont grandement facilitées par une employée du foyer, Mme da Silva Rodriguez, née Furtado, d'origine brésilienne.

Aide aux Sud-Américains

Sur le plan de l'aide aux exilés sud-américains, la CIMADE se trouve reliée à la communauté catholique des étudiants latino-américains de Paris, au centre sacerdotal latino-américain, à Mgr Helder Camara et à *Lettre*.

Dans ses publications officielles, la CIMADE dissimule à peine le caractère essentiellement politique de son assistance. Ainsi dans la fiche intitulée *Nos solidarités* du dépliant daté de 1975 que nous avons déjà cité, on peut lire que la « *La CIMADE n'est plus seulement une distribution d'aides. Elle retransmet l'interpellation des exilés à ceux qui travaillent avec elle et la soutiennent. Ses équipiers tentent de vivre cette double exigence : le service de ceux que... une société injuste et la lutte avec d'autres contre toute forme d'oppression* [1] ».

1. Cette fiche donne une idée des « ouvertures » de la CIMADE Elle travaille pour la défense des prisonniers politiques avec Amnesty International en France, Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique et les Associations internationales de juristes (dont le fameux Comité international de juristes démocratiques, d'obédience communiste).

Elle assure la formation des programmes d'éducation en Europe

« Toute forme » est une expression sans doute abusive. Dans tous les dossiers que nous avons consultés sur ces différentes organisations, nous n'avons pas le souvenir d'avoir rencontré une seule fois le mot *goulag*. Soljenitsyne a toutefois fait l'objet d'un débat spécial à *Lettre*. Pour y être âprement critiqué. Grief essentiel : il n'est pas de gauche.

Si l'on veut maintenant juger de la manière dont la CIMADE conçoit l'information, ce qui est une des tâches qu'elle s'assigne, il est bon de se reporter à son dossier n° 1 (mars 1977) intitulé : « L'appareil répressif et le prisonnier politique : le cas du Chili ». On ne reprochera pas à ses auteurs (anonymes) qui se désignent, dans l'introduction, comme une équipe de médecins, psychiatres, neurologues et psychologues chiliens, de donner une large place aux tortures qui auraient été infligées aux exilés et aux traumatismes qui en auraient résulté. Ces faits ont très bien pu se produire. Mais ils sont difficilement vérifiables, puisqu'aucun nom de témoins n'est cité et que tous les cas évoqués demeurent anonymes.

De curieux toubibs

On est davantage surpris par les considérations suivantes : l'équipe des médecins fait état de 51 prison-

ou en Afrique avec le Fonds international d'échanges universitaires et le C.Œ.E. Elle s'occupe de projets de développement dans certains pays d'Amérique latine avec le C.C.F.D. et le Comité « Para la Paz » au Chili (se rapporter aux activités d'André Jacques); dans les pays de réfugiés avec le concours du Comité œcuménique de liaisons internationales; soutient les Mouvements de libération avec le programme de lutte contre le racisme du C.Œ.E.; contre les atteintes aux droits de l'homme elle agit de concert avec le tribunal Russell, l'ONU, le C.Œ.E. et la Ligue des droits de l'homme; elle mène la lutte contre la torture avec Amnesty et l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture.

niers politiques arrivés en exil. Parmi eux huit, nous dit-on, n'ont pas encore vécu en France une période suffisante (supérieure à six mois), pour que leur cas puisse être évalué de façon objective.

En quoi consiste l'évaluation? A mesurer le bon ou mauvais état (physiologique et psychique) des 43 exilés considérés? Pas exactement. Ces sujets sont testés en fonction d'un critère très spécial : *leur rendement politique.* Cinq seulement « *ont rompu de façon absolue avec leur engagement politique contre la contre-révolution chilienne* ». « *Sur les 38 ex-prisonniers qui s'incorporent activement aux tâches politiques de l'exil, 19 seulement (50 %) conservent une activité adéquate et constante; avec eux, on voit comment, à partir d'une formation idéologique renforcée, ils peuvent être utilisés en fonction de leur tâche fondamentale : affronter la contre-révolution au Chili* ».

Chez 19 sujets faibles, la même équipe dénote « *une fluctuation du rendement politique* » due aux « *conditions limitantes* (sic) *du pays d'asile; ou à des difficultés d'adaptation, à des troubles neuro-psychiques* etc... [1] ».

Est-ce le rôle de médecins de mesurer le niveau du rendement politique de leurs patients et le degré de leur conscience de classe? Cette question, on pourrait tout aussi bien la poser à toute l'équipe de la CIMADE, au 46, rue de Vaugirard, au C.Œ.E., dans une moindre mesure au C.C.F.D.

L'aide qu'on y procure y conserve, dans certains cas, un caractère humanitaire. Mais l'état d'esprit qu'on y rencontre est tel qu'il devient inévitable que le militant politique soit privilégié par rapport au simple réfugié. A un dernier stade enfin, ces organismes avec leurs moyens matériels, leurs locaux, leurs possibilités de bourses

1. Les dossiers de Cimade-information, n° 1, mars 1977.

d'études [1], de travail, d'emploi, de papiers d'identité, leurs liaisons internationales, leur invulnérabilité qui fait d'eux des sanctuaires pratiquement inviolables (allez donc faire une perquisition à la CIMADE ou à l'abbaye Saint-Michel de Cuxa!) sont devenus purement et simplement des courroies de transmission pour une subversion de caractère international. Pour ceux qui participent à ce travail, une seule chose compte, comme le montrait la curieuse équipe de médecins chiliens : le rendement politique [2].

1. Dans la fiche du document déjà cité intitulée « Bourses pour les réfugiés », on indique que ces bourses, qui sont de 750 francs par mois, ont été accordées de septembre 1974 à juin 1975 pour un montant de 650 000 francs à des bénéficiaires dont l'âge moyen est de vingt-sept ans. Ces bourses, « accordées selon des critères rigoureux », sont valables deux ans. On peut montrer quelque scepticisme pour le caractère rigoureux des critères utilisés. Car un âge *moyen* de vingt sept ans pour des études indique que nombre de bénéficiaires ont largement dépassé la trentaine. On peut donc se demander si, dans certains cas, ces bourses ne sont pas des subventions déguisées pour des responsables politiques. Il serait en tout cas intéressant de savoir comment les bénéficiaires ont mis ce temps à profit.

2. Aux organisations citées il conviendrait d'ajouter Pax Christi. Sa section belge, par exemple, au titre de la campagne Pax Christi 1974, éditait une affiche intitulée « *Soutenons l'action de libération des colonies portugaises* ». Un autre document, la même année, soutenait l'importance du « soutien du travail d'information de l'opinion chez nous » (même thème qu'au C.C.F.D.) et l'appui aux mouvements de libération dans le Tiers-Monde; enfin, dans sa « brève bibliographie », on trouvait René Dumont *(L'Utopie ou la mort),* Roger Garaudy, Ilitch, le dossier I.D.O.C. sur le Mozambique, le dossier des « Chrétiens face à la domination portugaise », etc.

XIV

LES RAMIFICATIONS DU RÉSEAU

Curiel, dans l'aquarium chrétien, évolue comme le poisson dans l'eau. L'éducation religieuse qu'il a reçue au Caire chez les jésuites, sa subtilité naturelle, son sens aigu du contact lui facilitent sans aucun doute l'approche des Chrétiens, particulièrement des catholiques. Mais, trente ans plus tôt, ni son éducation, ni ses dons naturels, ne lui auraient apporté grand-chose au sein de la chrétienté pour la cause qu'il entend défendre. Si ce n'est quelques ecclésiastiques, amers ou naïfs, tous marginaux.

Après ce que nous venons de voir, l'entreprise Solidarité se greffe sur des filières toute prêtes pour la servir.

C'est l'Histoire qui a changé et qui sert ses desseins. Y a contribué, côté catholique, le grand mouvement qui a commencé avant-guerre chez les dominicains de Juvisy, où l'on trouvait déjà Mme Sauvageot, et qui a donné naissance à *Sept* et à *Temps présent*[1]. Sous l'Occupation, une partie de ces chrétiens se sont engagés aux côtés du Parti communiste clandestin. Après la Libération, à *La Quinzaine,* devenue le *Bulletin* puis à *Lettre,* à *Témoignage chrétien,* à *Vie nouvelle,* quantité de

1. Périodiques influencés par les dominicains qui exprimaient, avant-guerre, les tendances de la gauche chrétienne.

rapprochements se sont dessinés avec la gauche, et la guerre d'Algérie a permis de nouer de nouvelles solidarités. Le concile a été l'accélérateur de ces tendances. A une hiérarchie encore hésitante et timide (cardinal Lienart, Mgr Chappoulie) succède une hiérarchie engagée (Riobé, Vial, Maziers, Huyghe, Fauchet, Schmitt, Ancel).

Le même mouvement, peut-être plus prompt d'ailleurs, s'est exprimé chez les protestants. Dès le lendemain de la Libération, certains pasteurs s'engageaient ouvertement au Mouvement de la paix [1].

L'ouverture effectuée par Henri Curiel en direction des milieux religieux concerne aussi bien les catholiques que les protestants.

Chez les catholiques, on trouve Curiel en relation avec deux hommes, l'abbé Glasberg et le père dominicain Barth, du couvent de la rue de la Glacière.

Le couvent de la Glacière, où le père Blanquart est venu donner des conférences, peut être considéré comme une sorte de base du réseau, au même titre que les bâtiments de la Mission de France à Fontenay-sous-Bois.

Curiel a conservé également des liens étroits avec le père dominicain Jean de la Croix-Kælin, en contact avec le réseau au moment de la guerre d'Algérie, et avec Davezies, que nous avons déjà cité, ou le prêtre argentin Bracelis, considéré comme un agent cubain.

Citons encore l'abbé Dalmau, qui, en liaison avec Beatrix Andrade Nicod (alias Sandra), de la CIMADE, coordonnait en 1965 la filière portugaise utilisée par le général Delgado, opposant de Salazar.

Chez les laïcs, les personnalités les plus connues se nomment Jean-Marie Domenach, directeur de la revue

2. Dont était membre l'abbé Boulier. Mais il y était à peu près le seul ecclésiastique catholique.

Esprit, et Robert Barrat, ex-signataire du manifeste des 121 (décédé depuis).

Les femmes tiennent une place importante dans la trame du réseau. C'était le cas de Denise Barrat, et des militantes du groupe « Lettre », 68, rue de Babylone (assidûment fréquenté par Curiel), notamment d'Anne-Marie Perroy, dite Elia, alias Marité, directrice-gérante de *Lettre,* qui participait, à Coire (Suisse) aux réunions du groupe d' « Échanges et Dialogue ». Ces femmes prêtaient souvent leur domicile pour les réunions de Solidarité. On dénombrait ainsi une quinzaine de lieux de rendez-vous discrets, connus sous le seul prénom de leurs propriétaires, ou locataires : Cécile, Clotilde, Doris, Josette.

Les pasteurs ont apporté à Solidarité un soutien aussi efficace et assidu. Parmi eux, outre le pasteur Rognon, qui était un des lieutenants principaux de Curiel, on peut citer André Lew, né au Caire, juif converti, qui exerçait son ministère à Madagascar en 1950, le pasteur Georges Casalis, Jean-Marie Bœglin (un ex-porteur de valises), Marcel Henriet, qu'on trouve à Beyrouth en 1975, Jacques Beaumont (de la CIMADE), Michel Reymond (filière suisse), Émile Mihiéré, etc.

Solidarité : 1 200 correspondants dans le monde

Dans ces milieux chrétiens, Curiel trouve des amplificateurs inespérés. Si l'on s'en tient aux chiffres dont on peut disposer, Solidarité, devenue *Aide et Amitié* au moment où Curiel est démasqué par *Le Point,* groupe environ 300 personnes en France, pour la plupart des bénévoles. Et dans le monde entier, au total quelque 1 200 individus.

Ce n'est pas rien. Mille deux cents individus actifs bien placés, appartenant pour la plupart à des milieux intellectuels, exercés peu ou prou aux règles de la

clandestinité, forment — ne serait-ce que sur le plan du renseignement — une force redoutable. Mais le pouvoir qu'ils détiennent est considérablement multiplié à partir du moment où cet appareil se trouve greffé sur les moyens, les complicités, les protections que peuvent mettre à son service non seulement des groupes chrétiens, mais des ordres religieux, des couvents, des associations de secours, officiellement et mondialement reconnus.

Au fond, Solidarité n'existe pas *à part,* comme une association entièrement distincte, si ce n'est par la personnalité de son chef et d'une demi-douzaine d'adjoints (guère plus). Tout le reste est un assemblage de connexions, se confondant avec des organismes qui sont extérieurs à Solidarité : le Mouvement de la paix, France-Terre d'asile, le Parti communiste et le Secours populaire, la IVᵉ Internationale, le Grand-Orient, le Haut-Commissariat aux réfugiés, certains services des Affaires étrangères.

Ces attaches sont évidentes quand on examine la composition des organes dirigeants de Solidarité, tels qu'ils ressortent du congrès clandestin tenu par cette organisation du 30 novembre au 1ᵉʳ décembre 1974, à Fontenay-sous-Bois, dans des locaux appartenant à la Mission de France.

Les postes de commande

A l'issue de ce congrès, réunissant environ 200 personnes, deux organismes sont élus :

I. — *Le secrétariat général.* Celui-ci comprend :

- Henri Curiel, alias Luc (son pseudo. du moment).
- Joyce Blau, alias Edith.
- Pierre Bloud, alias Paul, aumônier à l'École Supérieure des Mines.

— Gérard Chapeau, alias Alain, ancien prêtre-ouvrier de la Mission de France.

On peut ajouter à cette liste Maria Amaral, alias Natacha, qui est une semi-permanente de Solidarité.

II. — *Le comité directeur*

— Henri Curiel.
— Le pasteur René Rognon.
— Gérold de Wangen, alias Léopold.
— André Haberman, alias Thomas.
— Le R.P. Maurice Barth, alias Bernard.
— Joyce Blau.
— Gérard Chapeau.
— Françoise Boineaux, alias Sylvie.
— Florence Vermeil, alias Carole.
— Cécile Lacheret, alias Josette.
— Maria Amaral.

S'y ajoutent quatre personnes non identifiées [1] :

— X... alias Maxime.
— X... alias Georges.
— X... alias Patrick.
— X... alias Guy (qui appartient au Comité Central du Parti Communiste français).

Le pasteur Rognon et le père Barth reprochaient à Suffert de les avoir mis en vedette. C'est exact, ils n'étaient pas seuls à aider Curiel dans sa tâche.

Au total dix-sept personnes assurent la direction de Solidarité [2].

Voyons-les d'un peu plus près. Françoise Boineaux appartient à Solidarité depuis de nombreuses années, tout comme Joyce Blau, dont nous avons déjà parlé. Elle a milité activement au P.C.F., dans la section Raymond-

1. Pourquoi tant de mystères et d'ombres si le mouvement est une simple association humanitaire?

2. Ces précisions se trouvent dans un mémento de la D.S.T., consacré à Curiel et à son réseau. Il comporte 250 pages dactylographiées.

Losserand de Paris. Et, aspect plus intéressant, elle a suivi des cours à l'école centrale du parti à Choisy-le-Roi. Il est par conséquent douteux qu'elle ait quitté le P.C.F.

Depuis avril 1975, elle est entrée à France-Terre d'Asile, que dirige le gaulliste de gauche Debû-Bridel, ancien membre du C.N.R. (Comité National de la Résistance) et vieux compagnon de route du Parti communiste français [1].

Florence Vermeil est journaliste à Bayard Presse, puissant groupe de presse catholique.

Gérold de Wangen occupe un poste de responsabilité au service médical de la compagnie d'assurances Union-Vie. Il est le frère de Jehan de Wangen.

Le pasteur René Rognon a joué un rôle important au Mouvement de la paix, dont il est un des vice-présidents. A ce titre, il a participé à la conférence des Chrétiens pour la Paix, dont nous avons parlé au chapitre précédent, association internationale d'obédience soviétique.

André Haberman, alias Thomas, exerce la profession de photographe. Ses ateliers « micro-film Service Bureau » sont installés 11, rue des Deux-Gares, dans le 13e arrondissement. Dans le réseau il tient une place importante. C'est lui qui dirige l' « appareil technique ». Il a été inculpé comme fabricant de faux papiers, et jugé en décembre 1978 : il a été condamné à quelques mois de prison.

Cécile Lacheret réside également dans le 13e arrondissement de Paris.

1. Dans le conflit qui a opposé Tillon à l'A.N.A.C.R. (Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance), Debû-Bridel a pris fait et cause pour la direction mise en place par le P.C.F.

Quatre membres, nous l'avons vu, demeurent inconnus. Cependant, sur les quatre, l'un d'eux aurait appartenu en 1974 au comité central du Parti communiste français. Il est possible toutefois qu'il s'agisse d'une confusion, car il est par ailleurs question d'un communiste appartenant à la section de politique étrangère du comité central, Jacques Martinache.

Un membre de la section de politique étrangère (ou de toute autre section du Parti) est un permanent. Il n'appartient pas à la commission de politique étrangère, qui, elle, peut comprendre des membres du Comité central. C'était le cas par exemple pour Jean Kanapa [1]. ou, actuellement, pour Maxime Gremetz, qui préside cette commission.

Aux obsèques de Curiel, au Père-Lachaise, le P.C.F. était représenté par Martin Verlet et par Henri Martin, ce dernier effectivement membre du comité central.

Martin Verlet a appartenu au M.A.F. de Curiel. Il était alors présenté comme un communiste en rupture de ban avec son parti, en raison du conflit algérien [2]. Sa présence aux obsèques comme représentant du P.C.F. [3] indique qu'il est rentré dans le rang. Nous doutons pour notre part qu'il l'aie jamais quitté. Il n'est pas coutume au P.C. de récupérer des dissidents puis de leur confier des missions de représentation. Il est probable que si *L'Humanité* a fait mention de la présence de Verlet, aux

1. Aujourd'hui décédé.
2. Cf. Hamon et Rotman.
3. Cf. *L'Humanité,* 12 mai 1978. « *On remarquait notamment pour le P.C.F. Lucien Villa, député, et Martin Verlet.* » Dans le même numéro sont signalées les présences de Mmes Nicole Dreyfus, secrétaire générale de l'Association des juristes démocrates, et Suzi Burnsztein, membre du B.P. du P.C. israélien.

obsèques, c'est par imprudence. La rédaction de *L'Humanité* ne prévoyait pas sans doute que l'ouvrage d'Hamon et Rotman mentionnerait Verlet comme ancien communiste et membre du M.A.F.

Henri Martin a été une vedette, au moment de la guerre d'Indochine. Servant à bord d'un navire français, il s'y livra à des actions de propagande défaitiste et fut accusé de sabotage à bord du *Dixmude.* Jugé, condamné à cinq ans de réclusion par un tribunal militaire le 11 mars 1950, il fit, aux yeux des communistes, figure de héros et de martyr. L'appareil de Marty et de Léon Feix exalta son geste. Après la chute de Marty, son étoile connut une forte éclipse. De toute façon, son acte était associé à un passé que le parti ne voulait certes pas renier, mais pas davantage mettre en avant, à l'heure où il s'agissait d'apparaître avec un masque démocratique.

Il n'est toutefois pas interdit de penser qu'Henri Martin, laissé au second plan, a été appelé à remplir des tâches clandestines. Il était fort lié avec Léon Feix, et, celui-ci était en contact avec Curiel, il n'est donc pas impossible qu'il ait été le X... mystérieux siégeant comme représentant du parti au comité directeur de Solidarité. Mais il paraît douteux que le secrétariat du P.C. et la commission de politique étrangère, dirigée à l'époque par Jean Kanapa, aient pris le risque de faire siéger un homme aussi connu qu'Henri Martin au Comité directeur d'une organisation accomplissant un travail très spécial. Il aurait été rapidement identifié par quelqu'un comme Rognon, membre du Mouvement de la paix, ou par d'autres membres du comité directeur qui avaient pu voir sa photo.

Il est donc plus vraisemblable de croire qu'il s'agit d'un autre. Serait-ce ce Jacques Martinache en liaison lui aussi avec Solidarité et membre de la section de politique étrangère? Nous n'avons pas jusqu'à présent

pu l'identifier. Il existe toutefois parmi les animateurs du C.C.F.D. un Fred Martinache, sans que nous puissions établir s'il y a un lien de parenté avec le précédent. Ou s'il s'agit du même personnage qui aurait simplement changé de prénom.

Les missions du père Barth

Venons-en maintenant à Maurice Barth, né le 8 mars 1916 à Mulhouse. Au 45, rue de la Glacière, couvent des dominicains, le révérend père dirige la résidence Maydieu, foyer d'étudiants étrangers. Il est également directeur du Centre international de recherches et d'échanges culturels, qui a pour objet de développer ce type d'échanges entre Français et Étrangers.

Il semblerait que ces activités devraient suffire à absorber tout son temps, surtout si on y ajoute les obligations de la vie contemplative (mais celles-ci comptent-elles encore?).

Il n'en est rien. Au service du Tiers Monde, c'est-à-dire des révolutionnaires du Tiers Monde, le père Barth aligne un palmarès impressionnant.

Il débute avant Mai 68. A cette époque, en effet, c'est lui qui donne asile au foyer Maydieu à Mahmoud Hamchari. Celui-ci représente le Croissant rouge égyptien, mais il s'occupe aussi, sur le plan du secours et de l'aide médicale, des combattants palestiniens.

Le père Barth s'engage à fond aux côtés des Palestiniens. Bolo disait qu'il ne s'agissait pas de ne pas faire la guerre, mais de la faire de l'autre côté. Notre dominicain de même. C'est un bon prototype du retournement. Il fréquente en effet assidûment les réunions du collectif d'appel pour les Palestiniens et du collectif national pour la Palestine.

Tournant ses regards vers l'Amérique, il adhère en 1970 au Comité d'action et d'information pour la

défense des Noirs américains et au Comité de soutien du Black Panthers Party.

En 1974, il devient secrétaire général de l'Association des amitiés franco-chiliennes et, en mars 1976, il est nommé secrétaire général adjoint du Comité de défense des prisonniers politiques au Chili.

En octobre de l'année suivante, plusieurs organisations pro-chiliennes décident de fusionner et créent une fédération Solidarité-Chili. Les gens ont eu le temps d'apprécier les qualités militantes du père Barth. Ils le choisissent aussitôt comme secrétaire.

La Palestine, l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud. Il faut tout de même faire quelque chose dans son propre pays. Aussi le père Barth est-il, en 1973, vice-président de l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés (A.S.T.I.) au foyer sis rue Léon-Maurice Nordmann, tout près de la rue de la Glacière. Patriote, il co-signe le 17 février 1976, avec l'avocate Michèle Beauvillard, le gaulliste Jean Charbonnel et le crypto-communiste Jacques Debû-Bridel, un manifeste pour l'indépendance nationale, et contre l'élection d'une Assemblée européenne, ce qui s'accorde assez bien avec les positions communistes. Internationaliste, il assiste le 18 août 1977, au siège de la Ligue des droits de l'homme, rue Jean-Dolent dans le 14e arrondissement de Paris, à une conférence de presse donnée par deux avocats allemands, défenseurs des membres de la bande à Baader. Ces terroristes qui, paraît-il, suscitaient l'horreur d'Henri Curiel.

Il a été encore membre du Conseil mondial du Mouvement de la paix, en novembre 1971, et directeur en août 1974 du bi-mensuel *France Terre d'Asile,* organe de l'association que dirigent Gérold de Wangen et Debû-Bridel, ce qui le place dans le sillage des satellites du P.C. français.

Terminons en signalant que ce dominicain ne se

contente pas de présider des organismes ou de signer des manifestes. C'est aussi un homme d'action, voire de coups de main. Le 27 juin 1974, il envahit avec d'autres manifestants l'ambassade d'Haïti à Paris, 10, rue Théodule-Ribot. Il y est interpellé en compagnie d'une vingtaine de personnes. Le 24 décembre 1972, il trouble avenue George-V, par solidarité avec les Vietnamiens (du Nord), une cérémonie religieuse, ... c'était celle de Noël [1].

Quand on considère les personnes qui chapeautent Solidarité, on peut comparer cette association clandestine à un carrefour dont les avenues débouchent sur une série de plaques tournantes.

Contacts avec les associations religieuses

Les principales sont les organisations religieuses. Dans les organisations suivantes, les membres de Solidarité sont assurés de trouver accueil et concours :

— Association des chrétiens pour l'abolition de la torture. Siège : CIMADE 176, rue de Grenelle.

— Association de solidarité avec les travailleurs immigrés. Foyer rue Léon Maurice-Nordmann (13e).

— Bibliothèques des facultés dominicaines I.S.T.I.N.A., Centre d'études, 45 rue de la Glacière.

— Centre international de recherches et d'échanges culturels. C.I.R.E.C. Même adresse.

— CIMADE, 176, rue de Grenelle et foyer de Massy-Palaiseau (Essonne).

— *Hebdo T.C.*, 48, rue du Faubourg-Poissonnière.

— Institut International de recherches, de formation, éducation, et développement (I.R.F.E.D.), 49, rue de la Glacière. Directeur : Christian Bompard.

1. Aux dernières nouvelles, on ne signale pas de commando conduit par le fougueux dominicain à l'ambassade du Vietnam, pour protester contre l'occupation du Cambodge.

— Institut œcuménique au Service du développement des peuples (I.N.O.D.E.P.)
— Justice et Paix, siège de la CIMADE.
— Lettre — Librairie Temps Présent 68, rue de Babylone.
— Mission de France 27, avenue de Choisy (13e) et Fontenay-sous-Bois.
— Mission populaire évangélique (de Montmartre) 127, rue Marcadet, Paris-18e.
— Mission Protestante 17, rue de la Butte-aux-Cailles (13e) animée par le pasteur Rognon.
— Mouvement international des juristes catholiques (siège de la CIMADE).
— Paroisse Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy (13e).
— Pax Christi, 89, rue du Cherche-Midi.
— Séminaire de la Mission de France à Fontenay-sous-Bois.

France Terre d'Asile

Il convient de faire une place à part à France-Terre d'asile, qui est une organisation charitable non religieuse. Fondée le 20 décembre 1970, elle a pour président Jacques Debû-Bridel, ex-sénateur de la Seine. Autour de lui on trouve Gérold de Wangen et son épouse Sylviane Abou, qui sont respectivement directeur et directeur adjoint.

Le trésorier est l'abbé Glasberg, d'origine polonaise. Juif converti, l'abbé Glasberg a joué un rôle fort important dans la Résistance d'obédience communiste.

On trouvera un portrait de lui, très chaleureux, et un récit de ses exploits dans l'*Histoire de la Résistance* du communiste Alain Guérin [1].

1. Édité par le Club du Livre Diderot.

Depuis la guerre, on ne l'a guère vu apparaître dans les manifestations. Mais c'est le type même de l'homme discret et efficace, qui apprécie une certaine pénombre. Il dirige une autre association d'entraide, rue de l'Arbre Sec.

L'abbé Glasberg ne s'est jamais détaché du parti communiste.

On ne saurait reprocher à France-Terre d'asile d'exclure de son assistance certains réfugiés. Elle a recueilli dans ses locaux des Vietnamiens du Sud et, plus récemment, des Cambodgiens. Mais il est certain qu'elle œuvre davantage en faveur des réfugiés politiques d'Amérique latine et tout spécialement du Chili. Elle est d'ailleurs en liaison avec le Comité Europe-France-Amérique latine et avec Amnesty International.

Il va de soi qu'elle bénéficie de subventions publiques et privées importantes.

France-Terre d'asile mène encore une autre action. Elle s'efforce de faire adopter en faveur des réfugiés politiques une législation plus libérale que celle qui est actuellement en vigueur. En octobre 1974, avec le concours de Philippe Waquet, avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation, membre du bureau de France-Terre d'asile, la commission juridique de cette association a mis au point un texte de proposition de loi conçu dans ce sens.

Parallèlement à France-Terre d'asile, l'abbé Glasberg et les époux de Wangen ont fondé en octobre 1974 le Comité d'accueil national des déplacés. Son activité semble toutefois modeste.

Succédant à l'abbé Glasberg, le pasteur Jacques Beaumont, ancien secrétaire général de la CIMADE, très engagé dans le soutien aux Palestiniens, occupait à France-Terre d'asile le poste de trésorier en 1970.

On le retrouve comme directeur général adjoint de l'I.R.F.E.D., dont le secrétaire général est Christian Bompard, un des dirigeants de Solidarité.

On voit par là que ces différentes organisations s'interpénètrent. Leurs dirigeants sont interchangeables et les frontières entre mouvements catholiques et protestants semblent s'estomper. On trouve le pasteur Beaumont à l'I.R.F.E.D. (catholique); mais le dominicain Blanquart opère à la CIMADE (protestant).

Le collectif des avocats

Enfin, il faut insister sur le rôle particulier joué par les avocats. Ceux-ci forment un échelon très important du réseau.

A tout instant, en effet, il convient de défendre des gens, de former des interventions juridiques en faveur des réfugiés, d'empêcher les expulsions.

Ces avocats constituent des collectifs sur le modèle adopté au moment du procès du réseau Jeanson. A cette époque, ils ont été un élément-charnière assurant la jonction entre les accusés et les intellectuels qui ont signé le manifeste des 121. Et ils continuent à opérer en ce sens, car il s'agit à tout moment de mobiliser l'intelligentsia au service des prisonniers, des exilés, et des inculpés. A l'égard de ces derniers, ils servent parfois d'agents de liaison. On a eu deux exemples célèbres avec le cas de Klaus Croissant [1] et celui de M[e] Graindorge [2].

Le noyau principal des avocats reliés à Solidarité est

1. Klaus Croissant, descendant d'immigrés huguenots, avocat de la bande à Baader, fut condamné le 16 février 1979 à deux ans et demi de réclusion pour propagande terroriste par le tribunal de Stuttgart. Réfugié en France, il en avait été extradé, non sans les vives protestations des intellectuels de gauche. Il était défendu par M[es] Badinter, Jean-Denis Bredin et Joë Nordmann, ce dernier membre du Parti communiste. Il a été libéré en décembre 1979.

2. Michel Graindorge, avocat belge du gangster François Besse, connu pour ses opinions gauchistes, avait été accusé d'avoir favorisé l'évasion de son client. Il fut acquitté de ce chef par la 22[e] chambre du tribunal correctionnel de Bruxelles, le 29 février 1980.

composé de Michèle Beauvillard, qui plaida pour le réseau Jeanson, par Matarasso, membre du P.C.F. qui semble s'être quelque peu écarté de celui-ci, par Jean-Jacques de Felice, Nicole Dreyfus, et par André Weil-Curiel, qui défend actuellement la mémoire de son cousin germain, en compagnie de Matarasso.

L'association de ces deux derniers ne laisse pas d'être piquante puisque Weil-Curiel fut qualifié de « traître » dans *L'Humanité,* à une époque où Matarasso était membre du Parti. Et donc approuvait une insulte qu'il s'est gardé de désavouer.

Weil-Curiel, pour sa part, fut un des animateurs, il y a quelques années, du groupe Présence socialiste. Cette association, dont les principaux dirigeants étaient le docteur Boutbien et Guy Vinatrel, connu pour ses opinions anti-communistes, suivait une ligne très opposée à l'alliance du Parti communiste et du Parti socialiste. On y décelait de fortes influences gouvernementales et sans doute maçonniques, Vinatrel appartenant au Grand-Orient.

A ces noms, il faut ajouter celui de l'avocat Serge Waquet, qui a plaidé le dossier Curiel devant le Conseil d'État, après son assignation à résidence à Digne. Riche avocat installé dans le 16ᵉ, Serge Waquet, catholique, est un assidu de la paroisse Saint-Honoré-d'Eylau. Au début des années 70, cette riche paroisse fut le siège d'une intense activité destinée à faire de fidèles, très bourgeois, des adeptes de l'*aggiornamento* et de l'ouverture à gauche. Ceci, sous l'impulsion de son curé, le chanoine Perrot, protégé de Mgr Pézeril [1], et de l'abbé Jean-Claude Barreau, play-boy paradant sur une moto avant de faire par son mariage le chagrin de plus d'une dévote.

Mᵉ Waquet soutenait activement la tendance du

1. Évêque auxiliaire de Paris, très favorable au courant progressiste.

chanoine Perrot. Encore trouvait-il parfois qu'on n'allait ni assez vite, ni assez loin. Le chanoine Perrot ayant recommandé l'édification d'une église souterraine. Me Waquet lui écrivit pour lui signifier que ce projet lui paraissait s'accorder assez mal avec les temps à venir. Lui ne voulait pas d'église du tout.

On le vit par la suite intervenir activement en faveur des comités antimilitaristes et des insoumis, ce qui était bien dans la « ligne Curiel ».

XV

CONNEXIONS TERRORISTES

A l'époque où le colonel Nasser, après la réussite du complot des « officiers libres », voyait grandir son étoile et où les amis de Curiel restés sur place, comme Khaled Mohieddine, tentaient encore de noyauter le nouveau régime, le bikbachi était en France une des coqueluches de l'intelligentsia progressiste : il entendait secouer le joug de l'impérialisme; il avait le peuple égyptien avec lui; et il était plutôt anti-français.

A la même époque, un autre colonel disposait des mêmes atouts, exception faite peut-être du dernier. Il prétendait arracher son pays à la domination économique des États-Unis. Et il était l'idole des « descamisados ».

Mais il était Argentin et surtout il s'appelait Peron. Et la même intelligentsia le haïssait. Elle le traitait de démagogue, de fasciste, de nazi. Il est vrai qu'il avait accueilli dans son pays d'anciens S.S., d'anciens collaborateurs comme le Croate Ante Pavelitch, chef des Oustachis. Mais, somme toute, Nasser en avait fait autant. Pourquoi était-il chéri de ceux qui rejetaient Peron et sa femme, la belle Evita, adorée de la population?

Il est probable que Curiel, en ce temps-là, nourrissait des sympathies et des hostilités identiques. Mais l'Histoire est pleine de surprises et de retournements. Après 1970, Solidarité entra donc en relations avec l'Action révolutionnaire péroniste et avec les F.A.R. (Forces armées révolutionnaires), qui toutes deux se réclamaient de Peron. Ces deux formations se placent à l'avant-garde de la lutte armée.

La naissance de ces groupes armés, qui vont subir l'attraction du marxisme et du castrisme, est révélatrice des mutations qui peuvent intervenir à l'intérieur d'un mouvement nationaliste où a toujours existé un fort ressentiment contre l'impérialisme américain.

Le péronisme a été à l'origine un grand mouvement de masse populaire rassemblé derrière un chef charismatique (Péron) et la même ferveur a joué en Égypte en faveur de Nasser. Isolés, les marxistes ont essayé ensuite par divers biais de s'infiltrer dans ce mouvement, tout comme ils ont tenté la même manœuvre avec les « officiers libres ». Le Toudeh iranien (pro-communiste) a manœuvré de même avec l'ayatollah Khomeiny en Iran en 1979.

En 1956, Peron est chassé à la suite d'une gestion suicidaire. Mais les gouvernements qui se succèdent ne réussiront jamais à obtenir le soutien populaire. Sentimentalement, celui-ci reste acquis à Peron, qui, exilé à Madrid, n'a pas perdu l'espoir du retour au pouvoir.

A partir de là, des groupes armés péronistes déjà infiltrés par les marxistes se constituent. Ceux-ci ont un sens aigu de la conjoncture historique. Ils prennent contact avec Peron en exil. Des émissaires communistes ou trotskistes viennent le voir à Madrid. Chacun espère duper l'autre.

Les F.A.R. se sont ralliés à l'idée de la lutte armée dès

1965. Elles subissent déjà l'attraction des castristes. Plus tard, l'influence des écrits de Régis Debray, auteur de *Révolution dans la révolution* se fait sentir chez leurs dirigeants.

Les Montoneros

Un autre groupe armé va se constituer. Les Montoneros [1]. A la fin de 1972, il fusionne avec les F.A.R. et les Descamisados, en imposant son nom.

Les attentats terroristes commencent. De temps en temps à Buenos-Aires, la nuit, les habitants sursautent au bruit d'une explosion. Puis se rendorment.

Le 29 mai 1970, à 13 h 30, l'ancien président, l'amiral Aramburu, est enlevé. Il est abattu quarante-huit heures plus tard, le 1er juin, après un simulacre de procès.

Un communiqué annonce la nouvelle en ces termes : « *Au peuple de la Nation, le groupe Montoneros informe qu'aujourd'hui à 7 heures Pedro E. Aramburu a été exécuté. Peron ou la Mort.* » Signé : *Montoneros.*

Quatre ans plus tard, dans le journal *La Causa peronista* (3 septembre 1974), les responsables de cet enlèvement, Mario Firmenich et Norma Arrotisto, raconteront froidement cette exécution, qui préfigure celle de Moro.

A partir de 1970, la guérilla urbaine et rurale a essaimé. Attaques, enlèvements, attentats, raids contre des casernes se succèdent, pour ainsi dire, heure par heure.

Après les élections du 11 mars 1973, et la désignation du président Campora, qui arrive quelques mois plus tard au pouvoir, Peron revient alors. Sa femme, Isabela, devient vice-présidente.

Le retour du chef vieilli ne règle rien. Les attentats

1. Le terme de *Montoneros* a été adopté pour marquer la filiation avec les hommes qui, au 19e siècle, ont mené la lutte armée contre la pénétration néo-colonialiste étrangère.

continuent. Peron rompt avec les terroristes. Redevenus clandestins, ceux-ci abattent maintenant des dirigeants péronistes et des leaders syndicaux.

Peron meurt le 1er juillet 1974. Sa femme, qui lui succède, est incapable de redresser la situation dans un pays rongé par l'inflation (1 000 % en 1975). Elle est entièrement sous la coupe d'un ministre, José Lopez Rega, personnage ténébreux qui suscite un contre-terrorisme de droite, l'Alliance argentine anticommuniste (A.A.A.)

L'Argentine sombre dans la catastrophe économique et le chaos subversif. C'est à ce moment que les forces armées prennent le pouvoir le 26 mars 1976. Elles ont rétabli l'ordre contre un double terrorisme. Évidemment, cela ne se fait pas sans casse.

Les Montoneros issus des F.A.R. préconisent la lutte pour la libération nationale — car selon eux l'Argentine est asservie par le capitalisme étranger —, adoptent une ligne marxiste et proposent d'inclure dans leur front de combat les éléments les plus extrémistes, communistes compris.

Selon les déclarations du secrétaire général des Montoneros, Eduardo Firmenich [1], la lutte armée ne peut être détachée d'une propagande massive, des protestations permanentes sur les marchés, des grèves, des débrayages et aussi des sabotages dans les entreprises. La lutte armée proprement dite englobe « *les actions des milices, toutes les formes de lutte, nées de la créativité du peuple et de l'imagination populaire* » et « *la création continuelle de nouvelles formes de résistance* [2] ».

1. 17 octobre 1976. Déclaration du camarade Eduardo Firmenich, secrétaire général du parti Montonero.
2. Idem.

Une conception léniniste

On pourra gloser sur la qualification de ces différentes péripéties, savoir si elles sont terroristes ou non. Nous considérons pour notre part que les définitions fournies par Firmenich sont très léninistes. Il y a (ou il y a eu) dans le mouvement montonero un certain caractère de masse, au sens léniniste du terme.

En ce sens là, donc un marxiste-léniniste orthodoxe comme Curiel doit logiquement contester que l'épithète de « terroriste » puisse être accolée au mouvement montonero. On peut aussi, si l'on est théologien, soutenir dans un langage abscons que la violence des Montoneros ne fait que répondre à une violence préétablie, immergée dans les institutions, le capitalisme, la société bourgeoise etc. et que cette riposte est, en quelque sorte, sainte, comme la guerre du même nom. Ce qu'on ne peut nier, toutefois, c'est que la violence est la violence, que le sang est le sang, et que la mort est la mort.

Les Montoneros ont fait la démonstration théorique et pratique qu'ils étaient fort bien organisés pour l'exercice de la violence. Théorique : on trouve chez eux un manuel extrêmement détaillé et précis pour l'action armée, ainsi qu'un code qui, article par article, règle le fonctionnement de leurs tribunaux révolutionnaires [1].

Pratique : leur tableau de chasse est impressionnant, comme nous l'avons vu.

Leur offensive n'en a pas moins été brisée. Aussi les dirigeants des Montoneros ont-ils reporté leurs efforts sur le domaine de la propagande à l'étranger. En France,

1. *Manual Unico de Instruccion individual paro la O.P.M. (Y sus Reglementas)* et *Codigo de Justicia Penal Revolucionaria.*

par exemple, leurs représentants sont en liaison avec les organisations suivantes :

— Le C.A.I.S. (Comité argentin d'information et de solidarité 27, av. de Choisy (13e arr.).

— Le C.I.S.A.L. (Comité d'Information et de solidarité avec l'Argentine en lutte), 94, rue Notre-Dame-des-Champs (6e).

— L'Association des Familles et des Amis des disparus en Argentine et en Uruguay, 128, rue de Paris, Vincennes.

— Le C.O.S.O.F.A.M. (Comité de solidarité avec les familles des disparus en Argentine), 27, av. de Choisy (13e).

— La Cimade, 176, rue de Grenelle.

— Le C.A.D.H.U. (Comité argentin pour les Droits de l'Homme), 61, rue Melcay (3e).

— Le Coba (Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de foot-ball, 14, avenue de Nanteuil (15e) (siège du Cedetim).

— Le Parti socialiste.

Dans le reste du monde, les dirigeants montoneros en exil ont naturellement des liens avec le Conseil œcuménique des Églises, Amnesty International, le Comité international des juristes démocrates, le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés, l'Association de Défense des Droits de l'Homme pour l'Amérique Latine.

On retrouve là toute une série d'organisations humanitaires, auxquelles Curiel et son réseau se trouvent rattachés. La propagande que les uns et les autres développent a pour objet de secouer l'opinion internationale, et de mettre en accusation les autorités argentines. Objectif assez largement atteint. Le gouvernement Videla, au cours de ces trois dernières années, dans la réprobation dont il est l'objet, a éclipsé les gouvernements de Pinochet et du dictateur paraguayen Stroess-

ner et leurs collègues du Brésil, assez délaissés en 1978-1979.

Campagnes en exil

Cette campagne de réprobation menée dans les pays occidentaux coïncide avec un double phénomène.

D'une part, depuis le triomphe de la révolution cubaine, nous avons assisté à une série de revers des mouvements armés en Amérique latine. Ces échecs ont été aussi bien ceux des *foco* dans les campagnes (le Che en Bolivie, le M.I.R. vénézuélien) que de la guérilla urbaine (les Tupamaros en Uruguay); les Montoneros, pour leur part, ayant associé les deux formes de lutte. Les tentatives « démocratiques » ont également échoué (Goulart au Brésil, Allende au Chili) et ont été balayées par le *Golpe*.

Ce recul, d'autre part, a correspondu à la montée en Occident d'un nouveau thème, celui des Droits de l'Homme, de la percée d'un mouvement comme Amnesty International. Le thème, qui n'est pas neuf, des Droits de l'Homme prend une extension soudaine à partir de 1972-1973. Il est au centre des débats au colloque chrétien d'Orléans en 1973. Le pape, Carter, l'utilisent largement.

Bref, c'est un véhicule à bord duquel chacun monte, mais dont l'orientation politique dépend des intentions du pilote.

Les Latino-Américains exilés se servent largement de ce thème dans un sens défensif : pour préserver la vie ou la liberté de leurs militants menacés dans leurs pays respectifs; pour refaire en exil les forces révolutionnaires battues et préparer de nouvelles offensives [1]. Mais la défense des droits de l'homme a aussi une fonction

1. Les offensives ont repris mais cette fois au Nicaragua (1979) et dans la République de San Salvador.

publicitaire. Les mouvements de guérilla finissent par être connus en Europe, quand ils ont été défaits dans leur pays. Ils reconstituent ainsi dans la zone très spéciale des *mass media* les forces qui ont été dispersées sur le terrain. Enfin, cette campagne des droits de l'homme a aussi valeur offensive [1], car elle peut isoler dans l'opinion internationale les régimes au pouvoir (Pinochet, Videla, Stroessner), et préparer ainsi les conditions de leur chute (telle celle des Somoza au Nicaragua en 1979).

Au cours de leurs déplacements à l'étranger, les représentants des *Montoneros* ne se bornent pas à visiter les associations humanitaires ou le Haut-Commissariat aux réfugiés, leurs démarches visent également d'autres organisations terroristes et on assiste à travers ces rapprochements et ces échanges, à un phénomène neuf et important : *une certaine ossification internationale de la terreur.*

Suivons ainsi les déplacements de Firmenich. A partir de janvier 1977, il met au point une tournée qui doit le mener à Cuba, en U.R.S.S., en Allemagne orientale, en Corée du Nord, au Vietnam, en Chine, en Libye, en Tanzanie, en Algérie et en Angola.

Toutes ces étapes ne pourront être accomplies. Mais en mai 1977, Firmenich et un de ses collaborateurs rencontrent Arafat, le *leader* de l'O.L.P. Ils expriment à cette occasion leur solidarité mutuelle [2].

En septembre de la même année, des Montoneros rencontrent à Dar Es Salam le Parti révolutionnaire de Tanzanie.

En juillet, une autre délégation a été reçue en Espagne

1. La campagne pour les droits de l'homme peut trouver des applications offensives, comme il apparaît par exemple au colloque d'Orléans. Défendre les droits des appelés est en effet un élément d'une campagne de désagrégation de l'armée.

2. Communiqué du service de presse Montonero, Rome, 7 juin 1977.

par Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti communiste espagnol. Des contacts sont également pris au Mexique avec les services tchécoslovaques. Moscou en revanche, en dépit des avances de Montoneros, semble faire preuve de circonspection. Il faut dire que Moscou a besoin du blé argentin.

La mort du « patron des patrons » allemands Hanns Martin Schleyer : un acte de justice révolutionnaire

Le 26 octobre 1977, l'ambassadeur d'Allemagne occidentale reçoit un message des Montoneros ainsi rédigé : « *Nous considérons l'exécution du misérable et corrompu Schleyer comme un acte de justice révolutionnaire et nous nous sentons pleinement d'accord avec nos frères en lutte pour la libération de leurs peuples.* »

Enfin, tout récemment au Nicaragua, dès la conquête de Managua, on a vu apparaître Firmenich à la tête d'une délégation de son parti, venu exprimer son soutien à l'insurrection sandiniste triomphante.

Du fascisme à la révolution, l'histoire du péronisme de gauche est l'exemple typique d'un mouvement nationaliste recyclé en organisation marxiste et terroriste. Pour cette transformation, la révolution cubaine et plus précisément le mythe du Che (d'origine argentine) ont eu un pouvoir d'attraction déterminant. Mais d'autres courants, tels que le trotskisme et le maoïsme ont aussi accéléré ce processus.

Une armée trotskiste

A côté des Montoneros, il faut faire mention de l'E.R.P., essentiellement à cause de ses imbrications internationales.

L'Ejercito Revoluciunario Del Pueblo (E.R.P.) forme le bras armé du parti trotskiste argentin. Il est une des branches de la J.C.R. (Junte de coordination révolutionnaire) qui rassemble différentes organisations armées d'Amérique du Sud, de tendance trotskiste, elles aussi [1]. Outre l'E.R.P., la J.C.R. regroupe l'E.L.N. (Ejercito Revolucionario de Libération) en Bolivie; El Movimiento Izquierdio Revolucionario (M.I.R.) au Chili; El Frente Nacional de Libération Paraguayo (Frepalina) et les restes du mouvement des Tupamaros (Movimiento de Liberacion Nacional) en Uruguay.

Comme les Montoneros, l'E.R.P. a installé sa base principale en exil. Le bureau politique du P.R.T. réside en effet en Italie. Son secrétaire général est Juan Kremer, alias « Capitan Luis » ou « Luis Matini ». Il a remplacé à ce poste Mario Roberto Santucho, tué au combat en 1976.

L'E.R.P. a organisé en Argentine de nombreuses opérations armées. Mais tout comme les Montoneros, elle fait porter actuellement le poids de son effort principal sur l'organisation en exil de la solidarité internationale.

Il est à ce propos intéressant de voir comment les dirigeants de l'E.R.P. conçoivent cette solidarité. Selon eux, elle comprend trois échelons :

— La solidarité démocratique.

— La solidarité de combat.

— La solidarité prolétarienne.

La première concerne les appuis moraux et politiques en faveur des victimes de la répression. L'effort ici vise la Commission des Droits de l'Homme aux États-Unis, la

1. Ne pas confondre cette J.C.R. argentine avec la J.C.R. (Jeunesse communiste révolutionnaire, également d'obédience trotskiste), fondée par Alain Krivine au printemps 1966 après sa rupture avec l'U.E.C. Dissoute le 12 juin 1968, elle survit de nos jours sous le nom de Ligue communiste révolutionnaire.

Croix-Rouge internationale, le Vatican, Amnesty International ou le Conseil œcuménique des Églises. Ce qui nous ramène à des secteurs connus.

La solidarité de combat, elle, cherche à mobiliser l'opinion en Europe en faveur des victimes de la répression : par exemple, manifestation de soutien à la famille Santucho.

Enfin, la *solidarité prolétarienne* consiste à obtenir l'appui effectif d'États socialistes ou sympathisants. A titre d'exemple, on peut citer la conférence pour les Droits des Peuples qui s'est réunie à Alger en août 1976.

Ces différents degrés de la Solidarité ne sont pas sans rappeler une certaine hiérarchie des tâches et des engagements que nous avons constatée au sein du réseau Curiel.

Les activités internationales de la J.C.R., des Montoneros, leurs contacts avec Cuba, peut-être avec les services de la R.D.A., leurs relations avec les terroristes palestiniennes, voire avec les Brigades Rouges, ont conduit certains observateurs à se demander s'il n'y avait pas une direction internationale du terrorisme.

La J.C.R. de coordination terroriste

C'est vers une conclusion de cet ordre que s'orientent trois journalistes du *Times* Michaël Frenchman, Luis Heren, et Ian Muray dans un article du 18 octobre 1977. Ils estiment qu'il y a au moins une certaine coopération entre les principales organisations terroristes et que cette coopération va croissant. Selon eux Paris est le centre de ces contacts.

C'est une hypothèse qu'on ne saurait écarter. Il serait en revanche naïf d'imaginer une centrale de commandement installée dans notre capitale (ou une autre) d'où partiraient des ordres pour diriger les opérations de

l'O.L.P., du F.P.L.P. [1], des Brigades rouges, de la bande à Baader, de l'E.T.A. ou des Montoneros. Chaque organisation a ses propres problèmes, sa stratégie spécifique. Même des services comme le K.G.B. ou le G.R.U. [2], en dépit de leur expérience et des ressources considérables dont ils disposent, n'ont pas les moyens de tout contrôler et de planifier l'ensemble des opérations terroristes à l'échelle mondiale, voire même à celle d'un continent.

Les trois journalistes britanniques n'en accordent pas moins une grande importance à la J.C.R. Selon eux, elle a établi son quartier général à Paris et y dispose des sommes importantes. Le chef de cette organisation serait un certain Fernando Luis Chavez Alvarez, marié à une sœur du « Che », Ana-Maria Guevara, et domicilié à Pantin.

La J.C.R. travaille en collaboration constante avec Cuba. Les connexions sont établies à l'aide de boîtes postales installées à Hambourg, Milan et Paris. Elle serait aussi en relations avec le groupe Baader et la Fraction Armée rouge japonais. Elle peut compter enfin sur un centre de documentation qui confectionne de faux papiers. Un certain nombre de ces documents ont été distribués à des exilés qui regagnaient clandestinement l'Argentine et à d'autres militants qui se rendaient en Suède.

Dans cet article, le réseau Curiel n'est pas nommé. Mais la description du noyau directeur de la J.C.R. à Paris suggère une articulation avec Solidarité. Certes, dans le domaine de la fabrication des faux papiers, les trotskistes disposent d'une vieille expérience. Mais n'est-ce pas faire double emploi que de créer son propre service de faussaires.

Un parti concurrent disposant d'un atelier de faux

1. Front populaire de libération palestinien, dirigé par le docteur Georges Habbache, chrétien marxiste.

2. Service de renseignement de l'Armée rouge.

papiers pourrait sans doute exercer un chantage sur une J.C.R. qui en serait dépourvue. Mais Curiel pouvait difficilement jouer ce jeu. Son crédit reposait en effet sur cette notion de solidarité anti-impérialiste sans référence précise à un parti comme le P.C.F. ou un service secret comme le K.G.B. Et sur une aide procurée sans discrimination, à partir du moment où le client s'affirme comme un authentique adversaire de l'impérialisme occidental. Boycotter dans une certaine phase les trotskistes serait extrêmement préjudiciable à l'échelon international. Ce serait réveiller les vieux fantômes des procès de Moscou et de Prague et l'assassinat du « Vieux ».

Curiel et les trotskistes

On voit apparaître là une des filières du réseau : la filière trotskiste. Elle est loin d'avoir l'importance, la densité, les ramifications et surtout cette précieuse façade d'honorabilité des filières chrétiennes. Dans le monde entier, pour autant qu'on puisse le savoir, la IVe Internationale ne rassemble guère que 30 000 à 40 000 militants. La Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine, avec ses quelque 3 000 adhérents, en est une des sections les plus étoffées.

Mais les trotskistes ont pour eux une très vieille expérience de la clandestinité.

Nous avons déjà eu l'occasion de voir Curiel conjuguer ses efforts avec leurs entreprises. Le M.A.F. a été en liaison avec Raptis du temps où celui-ci fabriquait en Hollande de la fausse monnaie. Curiel l'a retrouvé en Algérie dans l'entourage de Ben Bella. Mais les rapports entre les deux hommes auraient été plutôt aigres.

Nous avons vu aussi comment le docteur Jean-Michel Krivine intervenait à Saint-Domingue pour le compte de Curiel.

Ces contacts se sont toujours poursuivis. En janvier 1974, Curiel reçoit un journaliste très actif de l'hebdomadaire *Rouge*, organe de la Ligue communiste révolutionnaire. Le prétexte de cette visite est d'obtenir des renseignements sur la situation dans les pays arabes. Mais la conversation s'oriente bientôt sur le développement des organisations trotskistes dans le monde. Au passage, on évoque avec insistance les possibilités révolutionnaires dans les Antilles françaises [1].

Le visiteur, justement, a travaillé à la création d'un noyau révolutionnaire aux Antilles, le travail de cette cellule étant orienté vers les milieux de l'émigration. La lecture de *Rouge* permet de retrouver des traces de cette agitation dans les milieux émigrés antillais.

Ce sont aussi des Antillais qu'on trouve en première ligne dans la mutinerie de Draguignan. Et on se dit que tout ce travail souterrain finit par porter ses fruits, si l'on considère l'agitation présente à la Martinique et à la Guadeloupe, et la façon dont le secteur des Caraïbes s'est brusquement embrasé [2].

On peut enfin effectuer un rapprochement entre cette visite et la recrudescence d'activité en 1974 et 1975 du G.R.S. (Groupe révolutionnaire socialiste) d'obédience trotskiste, qui coïncide avec une campagne de souscription pour l'achat de matériel d'imprimerie.

Inversement, on aurait tort de croire que les rapports entre Curiel et les organisations trotskistes aient pu être simples. Non seulement à cause de la division du mouvement trotskiste dans le monde (tendance Franck, tendance Pablo, tendance Posadas, tendance Lambert). Mais aussi parce que la coopération entre un commu-

1. Source privée.

2. Les récents événements du Nicaragua et de San Salvador mettent en évidence le rôle actif des formations trotskistes armées.

niste qui se dit toujours orthodoxe et un trotskiste est lourdement grevée par l'Histoire.

Nous savons que les lieutenants de Curiel au Caire, sinon Curiel en personne, ont pris vivement à partie Soliman en 1939, parce que celui-ci se refusait à approuver le pacte germano-soviétique [1].

Curiel a dû ensuite sinon approuver officiellement l'assassinat de Trotski à Mexico, du moins s'aligner sur la version soviétique qui transformait le geste de Mornard en révolte d'un militant indigné de découvrir que Trotski voulait l'engager dans une mission d'espionnage en Russie.

Mais en même temps l'homme est complexe. Il a été un certain temps suspect au P.C.F. On peut se demander s'il a jamais cessé de l'être bien qu'il soit en relations avec les Soviétiques.

Il y a des affinités entre les trotskistes et Curiel. Comme un air de famille. Un même goût pour l'analyse un peu poussée, pour le cheveu coupé en quatre par l'abus de la dialectique. On raffole de ce genre d'exercice dans les cercles de la IVe Internationale, et Curiel a bien dû se prêter à ce jeu. Mais il s'est toujours proclamé « marxiste orthodoxe », c'est-à-dire inconditionnel de Moscou. Les trotskistes peuvent tout redouter de ce type d'homme.

Par contre, Curiel est juif, et la proportion des juifs chez les dirigeants trotskistes est très importante. Les juifs égyptiens, au début des années 1960, ont été tenus pour suspects. C'est entendu, Staline est mort. La brutale poussée d'antisémitisme, déguisée en antisionisme aigu, n'aura été qu'un bref cauchemar. Pour combien de temps? A Moscou, on a donné sans doute le feu vert à ce juif Curiel, manipulant les juifs trotskistes. Mais sait-on jamais... Si c'était l'inverse?

Au poids de l'Histoire, à l'ambiguïté de l'homme

1. Voir chapitre 2.

Curiel et de ses liens familiaux ou personnels cosmopolites s'ajoute enfin le poids des appareils. En 1965, à La Havane, Castro ne donne pas seulement tort aux Chinois dans leurs querelles avec les Soviétiques; il vitupère aussi contre les trotskistes. C'est le moment où le réseau Curiel est profondément engagé dans les péripéties des Caraïbes. Mais, en principe, le M.Z.L.C. et plus tard Solidarité ne doivent pas se mêler aux luttes entre trotskistes, castristes, maoïstes, pro-soviétiques, chrétiens révolutionnaires.

Et, là, on peut compter sur Curiel pour jouer serré. Cependant le fameux contexte international exerce sa pesée. Quand les rapports se tendent entre castristes et trotskistes, quand l'avocat Jacques Vergès, dans la revue *Révolution,* part en guerre contre les révisionnistes communistes, quand certains, à la revue *Partisans* que dirige Maspero, montrent de l'humeur, les échos de ces tiraillements n'ont pas dû épargner Solidarité.

Il faut beaucoup d'habileté pour évoluer dans une pareille situation. Et pour survivre.

XVI

DES TERRORISTES À LA DÉFENSE DE LA PAIX

Nous sommes le 27 juin 1975, au 9 d'une petite rue misérable, la rue Toullier, proche du Panthéon, au second à droite. On y accède après avoir franchi une passerelle au-dessus d'une cour. L'immeuble vétuste y sent le graillon et le chou comme dans un roman de Simenon. Et comme chez Simenon, un homme, un commissaire de police nommé Herranz, vient frapper à une porte de ce second étage. Y habitent deux filles qui vivent ensemble, Sanchez et Salazar. La porte s'ouvre.

A Cristobal et rue Toullier

Revenons sept ans en arrière. Nous sommes à Cristobal, une cité du Guatemala, le 8 septembre 1968. A l'intérieur d'une pièce, une jeune femme est en train de mettre le couvert pour deux amis qu'elle attend à dîner. C'est une Française, une cinéaste qui a fait ses classes à l'I.D.H.E.C. A la porte, on frappe. Elle ne va pas ouvrir. Elle dit simplement : « Je viens ». A la porte, on n'a pas dû frapper selon le code convenu. Ou bien les policiers ont dit tout bonnement : « Ouvrez! Police! » Michèle Firk n'ouvre pas. Elle prend un pistolet, se tire une balle dans la bouche. Et meurt!

Rue Toullier, le commissaire Herranz est entré dans l'appartement. Il tombe sur un petit groupe : quatre hommes, une femme. C'est un de ces hommes qui intéresse le commissaire de la D.S.T., un joueur de guitare, un beau garçon brun, un peu trop empâté. On parle, on blague. Le commissaire sort un instant chercher dans le couloir de l'immeuble deux inspecteurs qui s'y sont tapis en compagnie d'un Libanais qu'ils encadrent. Le joueur de guitare, pendant ce temps, va à la salle de bains, y prend quelque chose, revient dans la pièce, au moment où les policiers y pénètrent avec leur prisonnier, le Libanais Moukharbel, qui les a conduits ici. A ce moment, le joueur de guitare, le terroriste Carlos, dont on parlera tant par la suite, sort son P. 38 de sa poche. Deux balles pour Moukharbel. Tué sur place. Deux autres pour les inspecteurs : un tué, un grièvement blessé. La cinquième : pour le commissaire Herranz, atteint au cou.

Et Carlos s'enfuit [1].

La mort lointaine de Michèle Firk est passée à peu près inaperçue. Elle a trente et un ans. Petite fille de rabbin, ancienne communiste. Ou peut-être toujours communiste? Elle s'est engagée dans les réseaux d'aide au F.L.N. C'était elle qui « dispatchait » les armes venues de Belgique. Un poste de confiance. Son nom figure parmi les signataires du F.S.R.A.

Elle en avait ras le bol des meetings et des pétitions. Elle est partie filmer un peu en Algérie, du temps de Ben Bella (Ania Francos a croisé là-bas sa trajectoire). Puis on retrouve la jeune femme à Cuba où elle tourne avec le cinéaste Santiago Alvarez. Elle fait aussi des traductions. Notamment, pendant la Tricontinentale.

Ensuite, elle gagne le Guatemala où elle entre avec un faux passeport au nom d'Isabelle Chaumet. C'est sous

1. Voir aussi le récit du terroriste Klein paru dans *Libération*, du 3 au 7 octobre 1978.

cette identité qu'elle loue le 22 août 1968 une voiture qui servira le 28 du même mois pour l'enlèvement [1] puis l'assassinat de l'ambassadeur des États-Unis [2].

Qu'y a-t-il de commun entre Carlos et Michèle Firk? D'abord que tous deux participent à des actions terroristes. On pourrait dire que ces opérations se sont déroulées à des milliers de kilomètres l'une de l'autre, à sept années d'intervalle. Donc qu'elles n'ont pas grand'chose de commun entre elles...

Le lien, c'est Solidarité

C'est ce que soutenait Curiel. Les amis de Curiel, après sa mort, adopteront le même refrain : « Nous ne connaissons pas ces gens-là ». Curiel soutenait, après l'article de Suffert dans *Le Point,* qu'il n'avait jamais vu Michèle Firk : « *Ou alors,* ajoutait-il, *elle s'est présentée à moi sous un autre nom* [3] » :

Ce n'est pas très sérieux. Quand Michèle Firk « réceptionne » les armes venues de Belgique, Curiel est incarcéré à Fresnes. Une partie de ces armes est destinée à la prison. Cette tâche qui requiert une personne de toute confiance, le chef du M.A.F. n'en aurait pas connu les protagonistes? Qu'on ne vienne pas nous dire que Curiel est en cellule à ce moment, coupé de tout, et qu'il ignore ce qui se passe à l'extérieur! Les prisons sont poreuses, en tout cas pour les hommes des réseaux F.L.N.

La publication du manifeste du F.S.R.A. n'avait pu lui échapper. Il y a vu le nom de Michèle Firk. Et à Alger, après l'indépendance, le monde des Pieds Rouges était tout petit.

1. Le récit et les circonstances de la mort de Michèle Firk figure dans un numéro de la revue *Partisans.*
2. Cf. *Bulletin des Amis d'Henri Curiel,* n° 3.
3. Cf. *Bulletin des Amis d'Henri Curiel,* n° 3.

Avec Carlos, le lien était assuré par l'intermédiaire d'un antiquaire de la rue de Verneuil, Pereira Carvalho, dit Fereira, dit Achème. Le commerce de l'antiquaire est une simple façade. Carvalho s'occupe en réalité de fournitures d'armes. Il en procure en particulier à Carlos. Quand celui-ci, après l'affaire de la rue Toullier s'enfuit, Pereira, se jugeant brûlé, s'éclipse aussi.

Achème, ce pseudo de Carvalho, a été retrouvé par la D.S.T., le 26 juillet 1974, inscrit sur un papier qu'un Japonais, venu de Beyrouth, Furuya Yutaka tente en vain d'avaler, après son arrestation à Orly. Sur Yutaka, les inspecteurs de la D.S.T. n'ont pas saisi moins de quatre passeports, dont trois faux [1].

Sur le papier que le Japonais n'a pu avaler, on trouve encore un autre nom : Jean-Baptiste. C'est un des pseudonymes d'un certain André Haberman le « cordonnier », c'est-à-dire le fabricant de faux papiers du réseau Curiel. Arrêté, inculpé. Curieusement remis en liberté.

Après la fuite de Carlos, en perquisitionnant chez certains de ses complices, on a découvert aussi des noms et des adresses de membres de Solidarité.

Yutaka, pour sa part, est membre de l'A.R.J. (Armée Rouge Japonaise) appelée parfois A.R.A. (Armée Rouge Arabe) parce que ses membres se sont mis au service des Palestiniens. C'est une organisation terroriste célèbre [2].

Entre Solidarité et l'A.R.A. on trouve donc deux points de contact : Haberman et Carvalho, tous deux

1. Christopher Dobson et Ronald Paynes *Carlos l'Insaisissable*, Albin Michel 1977.

2. Sur cette affaire, cf. l'article de Suffert dans *Le Point*, 21 juin 1976.

opérant dans des secteurs illégaux : le trafic d'armes et les faux papiers. Avec Carlos, le contact se nomme Carvalho. Auquel il faut ajouter les noms des membres de Solidarité trouvés chez les complices de Carlos.

De son vivant, Curiel aurait pu affirmer qu'il ne connaissait ni Haberman, ni Carvalho. Ou que, s'il les connaissait, ceux-ci avaient agi de leur propre chef dans les relations respectives avec Yutaka, et Carlos; que lui, Curiel, ignorait tout de leur démarche. C'est la première chose à dire, quand on est accusé en première page d'un grand hebdomadaire français d'être le chef des réseaux d'aide du terrorisme international. Or, il n'a jamais rien dit de tel. Il était beaucoup moins compromettant de connaître Michèle Firk, parce que l'aventure de cette jeune femme s'était déroulée très loin de notre territoire. Curiel a nié connaître Michèle Firk. Il n'a jamais nié connaître Haberman et Carvalho. Il s'est dit seulement horrifié qu'on puisse supposer un instant qu'il aie pu avoir des sympathies pour les terroristes. Nous avons déjà dit ce que nous pensions de ce langage.

Carlos est un successeur. Il succède à Mohammed Boudia, quarante et un ans, représentant en France de Septembre Noir, une organisation terroriste palestinienne.

Le 28 juin 1973, vers midi, Boudia s'installe au volant de sa voiture, une Renault 16 bleu métallisé, stationnée à Paris rue des Fossés-Saint-Bernard. Et saute. On suppose que pendant la nuit, les services israéliens ont dissimulé sous son siège une bombe, et que celle-ci a explosé comme une mine, sous la seule pression du poids de son corps, au moment où il s'est assis.

Un ami du Père Barth : Boudia

Avec Boudia, nous retrouvons le milieu où opère Curiel. En 1951, un jeune homme déçu par le P.C., féru

de théâtre, Jean-Marie Boeglin, futur porteur de valises, a rencontré à un stage international un Algérien qui semble aussi envoûté par les planches que lui-même [1]. C'est Mohamed Boudia. On va retrouver celui-ci dans l'entourage de Ben Bella après l'Indépendance. Quand Boumediene prend le pouvoir, Boudia qui est un marxiste convaincu, préfère s'exiler.

Il refait surface après les accords d'Évian comme directeur administratif au Théâtre de l'Ouest à Boulogne-Billancourt, dont Georges Gorse, est le maire. La caissière est une blonde nommée Evelyne Barge. Avec deux amies, elle introduira du matériel explosif, en Israël. Arrêtée peu après son arrivée, jugée, condamnée à quatorze ans de prison, puis graciée, elle sera à son retour en France jugée et condamnée pour d'autres attentats à Paris contre un commissariat, boulevard Garibaldi, et contre la banque Rothschild, rue Saint-Honoré, à sept ans de réclusion en décembre 1978. Horrifiée (une fois de plus), toute la gauche (non sioniste) prend fait et cause pour la pauvre Evelyne.

Entre-temps, elle a donné aux Israéliens le nom de son patron : Boudia.

Boudia s'occupe peut-être de gérer son théâtre. Mais il a aussi un hobby : l'explosif. Avec son adjoint Mohamed Hamchari, pendant le seul mois de février 1972, il a organisé quatre attentats. On lui attribue aussi l'incendie de réservoirs à mazout en Hollande, l'exécution en Allemagne de cinq Jordaniens, soupçonnés de travailler pour le compte d'Israël, et la destruction par explosifs d'une usine de moteurs qui travaillait à Hambourg pour Israël.

Les Italiens l'accusent encore d'avoir fait sauter un pipe-line transalpin à Trieste le 5 août 1972. Ils délivrent

1. Cf. Hamon et Rotman, *op. cit.*, p. 47.

un mandat d'arrêt contre lui. Les services israéliens seront plus rapides [1].

Quand ils ont quitté l'Algérie, Boudia et celui qui va devenir son principal lieutenant, Hamchari, sont logés au foyer Maydieu à Paris. Qui dirige le foyer Maydieu? Le père Barth. On n'a jamais entendu dire qu'il ait par la suite condamné les activités terroristes de Boudia.

Quand on parle de Boudia, on évoque en général ses activités terroristes en Europe. Un autre aspect de ses opérations est à peu près inconnu. Il concerne la liaison établie par lui avec les organisations armées sud-américaines.

Les premiers contacts remontent assez loin, à l'été 1969. Les conversations se déroulent à Buenos-Aires entre Boudia, Raul Ernesto Zamora, dit « Raoul », représentant du G.Z. cubain (les services secrets de Castro) et des membres des F.A.R. (Fuerzas armadas Revolucionarias), qui peu auparavant appartenaient à l'E.L.N. (Ejercito de Liberacion Nacional), créé par les Cubains pour développer la guérilla en Bolivie. Le chef incontesté des F.A.R. (qui vont commettre les premiers actes terroristes en Argentine) est alors Carlos Olmedo.

Dans cette période, Boudia prend d'autres contacts. Il traite avec le Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale, et avec la section qui va développer la lutte armée la plus importante (dans le cadre du trotskisme), le P.R.T. argentin qui en 1970 crée l'E.R.P. (Ejercito Revolucionario del Pueblo).

Par Boudia, nous avons dès cette époque un début de coordination entre les opérations terroristes palestiniennes qui se déroulent en Europe, et la lutte

1. Cf. Christopher Dobson et Ronald Payne, *Carlos l'insaisissable*, pp. 29 et 30, Albin Michel. 1977.

armée en Amérique latine. Ce resserrement des fronts de lutte va s'accentuer par la suite avec les Montoneros.

Dès cette période (1970-1972), Boudia est en relations avec Carlos. Mais celui-ci dirige une branche « dormante » du terrorisme, qui ne doit intervenir que le moment venu.

Pour mener ces opérations, Boudia a carte blanche. Pour les décisions importantes, il doit consulter un « coordonateur stratégique » et n'agir qu'après avoir obtenu de lui le « feu vert »[1].

En Algérie, du temps de Ben Bella, Curiel connaissait fort bien Mohamed Boudia qui dirigeait alors *Alger Ce Soir*. Ces relations étaient antérieures à toute activité terroriste palestinienne en Europe. Interrogé sur ce chapitre, Curiel aurait sans doute soutenu qu'il n'avait plus jamais revu Boudia. Mais, curieusement, nous retrouvons toujours les mêmes personnages. Est-ce l'effet du hasard?

Ici, il convient peut-être de citer un passage extrait des règlements de Solidarité :

« Cette évaluation des risques a amené Solidarité à s'abstenir de toute activité de soutien sur les terrains mêmes où se mènent des luttes de libération. Les exceptions à cette règle non seulement ne peuvent être que rarissimes, mais ne peuvent être faites — dans des conditions rigoureusement fixées — qu'à travers des membres acceptant en connaissance de cause les risques particuliers qu'ils assument... »

Appliquons ces règles au cas de Boudia. Elles signifient que Solidarité ne va pas lui accorder son concours, en tant que tel, en Argentine, en Hollande, ou en Italie,

1. Archives privées : selon certaines, Curiel aurait pu être ce mystérieux coordonateur. Cette hypothèse nous paraît toutefois peu vraisemblable.

où il dirige quelques attentats. Mais Boudia n'effectuant pas d'opération en France, il est donc bien naturel que le père Barth lui procure un asile au foyer Maydieu, et qu'il lui trouve au théâtre de Boulogne-Billancourt une place à laquelle Georges Gorse ne verra que du feu, en admettant qu'il ait cherché à voir quelque chose.

Une consigne de Solidarité

C'est ce qu'on peut appeler en effet une évaluation correcte des risques.

Quant au passage sur les « exceptions » qui pourraient être faites « dans des conditions rigoureusement fixées » à des membres du réseau acceptant des risques particuliers, il pouvait parfaitement s'adapter à Michèle Firk, laquelle a assumé jusqu'au bout.

Règle qui évoque singulièrement les missions de nombreux agents des Services Spéciaux : « Si vous êtes pris, sachez que nous ne vous couvrirons pas ».

En fonction de ce qui précède, nous pouvons donc affirmer que des liens existent bien entre Solidarité, les Palestiniens et Carlos, quelques dénégations qui aient pu être faites à ce sujet.

Les amis de Curiel, par ailleurs, ont protesté avec indignation contre toute accusation d'aide à la bande à Baader et toute intervention dans l'enlèvement et l'exécution de Schleyer, le patron des patrons allemands dont le corps fut retrouvé dans un coffre de voiture le 17 octobre 1977 à Mulhouse.

Les *Montoneros,* eux, sont liés aux Palestiniens, à la bande à Baader, aux Brigades Rouges. Ils ont approuvé l'enlèvement de Schleyer [1]. On ne voit donc pas ce qui pourrait offusquer dans ces affaires Curiel et ses amis.

1. Voir chapitre précédent.

Mais c'est un fait que Curiel n'attaque pas *Le Point* en diffamation, qu'il entame au contraire un procès contre le *Spiegel,* qui l'a mis en cause à propos de l'enlèvement de Schleyer; que le *Spiegel* publiera une rectification accompagnée de ses excuses; et que depuis, en effet, aucune preuve n'est apparue, jusqu'ici, pour démontrer le rôle de Curiel et de Solidarité dans le soutien à la Bande à Baader.

Il y a tout de même quelques indices que nous avons relevés. Ils passent par un de ces personnages curieux qui, comme Thomas Schwaetzer, hantent l'underground.

Asselmeyer : Curiel au petit pied

L'homme se nomme Jean Asselmeyer. Il est né à Mulhouse le 11 janvier 1944. Il a longtemps circulé entre la France et l'Allemagne, puis a jugé préférable de ne plus mettre les pieds outre-Rhin.

Son origine politique remonte aux années 1967-68, à la S.D.S. A cette époque Asselmeyer passe pour assurer la liaison entre Rudi Dutchke, dit Rudi-le-Rouge, et Cohn-Bendit.

En 1970, il évolue toujours aux côtés de Rudi Dutchke. On trouve son nom dans le carnet d'un anarchiste allemand, Erich Hornut Reiser, et sur l'agenda d'un cinéaste, Charles Welschinger, de tendance trotskiste.

Il est, par la suite, en contact avec une série d'organisations révolutionnaires :

— Le Comité d'aide sociale à Munich,
— Le Comité contre la torture,
— La Garde Rouge à Toging,
— Le Goupe des prisons-Secours rouge à Munich,
— La Maison d'édition révolutionnaire Trikont, à Munich,

— « Problème Ouvrier » à Munich.

Il fréquente aussi les défenseurs de la Rote Armee Fraktion (Bande Baader-Meinhoff) et notamment Klaus Croissant.

En définitive, Asselmeyer semble tenir un rôle assez voisin de celui de Curiel. Comme ce dernier, il opère dans la zone du soutien logistique, mais son champ d'action semble borné à l'Allemagne et à quelques autres pays européens. Bien que son nom n'apparaisse jamais officiellement, il est l'un des principaux animateurs du « Comité International pour la défense des prisonniers politiques pour l'Europe de l'Ouest ». Ce mouvement a été créé à Utrecht (Pays-Bas), le 14 décembre 1974, à l'initiative d'avocats parmi lesquels Jean-Jacques de Felice et Klaus Croissant. La branche française de ce comité a réussi à obtenir un document confidentiel du Conseil de l'Europe, intitulé : « Projet de convention européenne sur la répression du terrorisme ». Elle le fait diffuser en France par la presse gauchiste les 20, 21 et 22 septembre 1976.

Dans la sphère d'activité d'Asselmeyer, on peut faire encore entrer une exposition franco-allemande contre la répression, en R.F.A. Cette exposition se tient pendant un mois au Centre Pierre Bayle, rue de la République à Besançon, en avril 1978. S'y déroulent des conférences-débats avec Peter John, assistant à l'université de Berlin; avec Bouguereau, journaliste à *Libération,* en contact, par ailleurs, avec les autonomes italiens et les avocats Tubiana et von Plattnitz.

Sur un Allemand, une liste et des noms

Le 28 juin 1976, un membre de la bande à Baader, Heinrich Hermann est arrêté à Paris, pour un incident très mineur (grivèlerie à l'égard d'un chauffeur de taxi). Au commissariat, on le fouille. On trouve sur lui un

chèque émis à l'ordre du cinéma de Donboy 3, boulevard Richard Lenoir. Le chèque est signé Jean Asselmeyer. On trouve aussi sur Hermann une liste d'associations en contact avec la *Rote Arme Fraktion;*

— l'association Solidarité avec en face de ce nom la mention suivante : *Papiers,*

— la Cimade avec en face la mention : *Frontière,*

— l'association « Loisirs » avec en face la mention *Presse.*

On note encore deux noms, ceux d'un couple : M. et Mme Granier. Le mari est attaché de recherche au C.N.R.S. (département Civilisation) et membre du Comité international de défense des prisonniers politiques en Europe de l'Ouest.

On peut penser que Solidarité n'est pas la solidarité de Curiel et que *papiers* ne veut pas dire nécessairement faux papiers. Mais ce n'est pas le seul lien qu'on puisse noter avec Curiel. Donboy, le propriétaire du cinéma, dont le nom figure sur les notes de l'Allemand, projette exclusivement des films révolutionnaires : *Camarades, Coup par coup,* etc. Ils sont en général animés par un cinéaste Marin Karmitz. Et celui-ci est un ami personnel de Curiel. C'est par l'intermédiaire de Curiel et de Karmitz qu'un film de même style a pu être tourné en Bolivie.

Dans tous ces contacts, Asselmeyer se montre toujours d'une extrême prudence. L'incident Hermann est un des rares qui permettent de saisir un fil ténu. Avant tout voyage en Belgique ou en Allemagne, Asselmeyer envoie toujours des amis en avant-garde, en général des jeunes femmes, ce qui évoque les techniques des réseaux Jeanson et M.A.F. On peut citer parmi celles-ci Dominique Clavier, Monique Weinberger, psycho-sociologue, Brigitte Masson, Dominique Poirée, Véronique Boucher.

D'autres liens existent avec Krivine. Ils sont assurés

par Gérard Soulier, Professeur de Droit à la Faculté d'Amiens.

De temps en temps, Asselmeyer se retire dans une propriété, la bergerie Vedas à Saint-Paul et Valmalle (Hérault) que possèdent les époux Granier. Il était également en contact avec Martin Andler, ce professeur dont le nom a été prononcé à propos de l'affaire Negri [1].

Le réseau d'Asselmeyer, comme celui de Curiel, débouche sur une série d'associations humanitaires : à peu près toujours les mêmes, par exemple Témoignage chrétien et France Terre d'asile. Le contact est également assuré avec le Cedetim, avec Asti (travailleurs immigrés), avec les travailleurs algériens en Europe.

On dit toutefois que depuis quelque temps Asselmeyer serait suspect à certains milieux de gauche et considéré comme « brûlé ».

Le réseau turc de Villiers-sur-Marne

Une autre affaire mérite d'être rapportée, car elle permet de découvrir d'autres liens.

Le 20 décembre 1973, les inspecteurs de la D.S.T. font irruption dans une villa de Villiers-sur-Marne, 12, rue de Lille, perquisitionnent et procèdent à des arrestations. On trouve, sur place, tout un stock d'explosifs et des missiles Sam 7 d'origine soviétique. Les interrogatoires permettent d'établir que la villa est la base principale d'un réseau algéro-turco-palestinien. Le ministère de l'Intérieur fait un certain bruit autour de ce coup d'éclat. Puis silence.

L'opération est en réalité moins brillante qu'il ne paraît. La police a laissé, en effet, échapper deux

1. Universitaire italien, accusé d'être un des théoriciens des Brigades Rouges.

membres importants du réseau : Ismaël Sadoud, un Algérien surnommé « Michel », et son lieutenant principal Saïda al-Asnar, alias Georges Kitty; selon certaines rumeurs, ils auraient été mystérieusement alertés.

« Michel » possédait, rue Grégoire-de-Tours à Paris, un restaurant, « Le Hoggar ». On y trouve des documents qui prouvent les relations entre les Palestiniens et la Bande à Baader.

Le frère de « Michel », Hacène Sadoud est, lui, arrêté. Il est propriétaire d'un hôtel à Paris. Les enquêteurs établissent qu'une vingtaine de terroristes ont séjourné dans ce lieu. La trésorière de ce groupe est une Française, Jeanine Hanniet, mariée à un enseignant, Jean Spanner, domicilié 3, rue Margareta Platz à Munich.

Tous les terroristes qui ont séjourné dans cet hôtel étaient domiciliés en Allemagne. A cette époque, la Bande à Baader n'a pas encore commis ses plus graves attentats. Il était possible de remonter les filières et de démanteler des dispositifs qui n'avaient pas encore fonctionné. Cette occasion ne sera pas saisie, alors que les collusions entre révolutionnaires turcs, allemands et algériens se dessinent à partir des prises effectuées dans la villa de Villiers-sur-Marne.

194, rue Lafayette, à Paris au cinquième étage, la police a néanmoins arrêté Osman Tokan, un des membres de la branche turque. Il loge là depuis un an et demi. L'appartement a été laissé à sa disposition par sa propriétaire, une jeune femme Anne-Marie Petit, qui se fait appeler Petit-Varenne. De son métier, elle est comédienne et elle a longtemps travaillé au Théâtre de l'Ouest à Boulogne que dirigeait Boudia. C'est encore un hasard...

Au moment de l'arrestation de son locataire, Anne-Marie Petit n'est plus en France. Elle est partie pour la Tunisie. Elle avait pour compagnon un Bulgare, qui

rencontrait souvent Boudia, en compagnie de Mohamed Saleh, un Algérien qui patronne le Bureau d'aide à la révolution, 24, rue de la Réunion, Paris-20e, qui est aussi le siège de la Librairie France-Palestine.

Où Curiel apparaît comme un apôtre

Toutes les affaires que nous venons de résumer dans ce chapitre mettent en évidence les interconnexions entre divers réseaux terroristes du Moyen-Orient, d'Allemagne, d'Amérique du Sud, auxquels il faut ajouter la Fraction Armée Rouge japonaise. On ne peut assurer qu'ils ont obéi à une directive unique, et cette hypothèse est même peu vraisemblable. Mais ils se sont concertés, ils se sont prêté appui, et les uns et les autres font partie du même courant anti-impérialiste dont un récent communiqué du Parti Communiste français [1] souligne l'importance. Au centre de ces contacts, on trouve Curiel et son réseau dont certains membres apparaissent liés avec les Japonais ou avec Carlos. Dans d'autres cas apparaissent des personnages (Boudia) qui le touchent de fort près, et les fils saisis aux cours des enquêtes mènent dans ses parages, à des lieux qu'il fréquente, à des milieux sociaux où il pêche ses auxiliaires.

Le rôle de Curiel, opérant à l'arrière-plan du terrorisme est nié, après sa mort, par ses amis... Mais ceux-ci ne se préoccupent guère de faire une réfutation serrée des faits qu'on leur oppose. A l'image (excessive) de Curiel patron du terrorisme, et plus particulièrement du terrorisme palestinien, ils s'emploient à opposer une autre image : celle du pèlerin de la Paix, qui, inlassablement, s'efforce depuis des années de renouer des fils embrouillés, de rétablir le dialogue entre les Arabes et les Israéliens.

1. *L'Humanité* du 26 octobre 1979.

Le père Barth — protecteur du terroriste Boudia — affirme qu'il a participé avec Henri Curiel à de multiples tentatives en faveur de la paix au Moyen-Orient, « tentatives concrètes qui sont en contradiction avec les accusations portées contre lui... »

« Henri Curiel a, notamment, cherché à œuvrer pour la paix au Moyen Orient », écrit le Docteur Mathieu de Brunhoff, un des membres de l'Association des amis d'Henri Curiel.

Claude Bourdet vante son « travail de contact entre la gauche israélienne et les dirigeants palestiniens, qu'il a accompli sous l'égide de Pierre Mendès France; ce travail, dont l'effet politique a déjà été notable, inquiète au plus haut point les nouveaux dirigeants israéliens... »

La Cimade se porte garante que Curiel est « connu pour ses activités en faveur de la paix au Proche-Orient »!

« Il a contribué à réunir, fort peu clandestinement, des Israéliens et des Palestiniens », témoigne Jean Dresch, professeur communiste à Paris VII.

Charles Malamoud, directeur d'études à l'École Pratique des Hautes Études, décrit Curiel comme un « homme profondément épris de justice et de paix... » qui parlait « avec une force de conviction remarquable et une sincérité évidente » de la nécessité pour le peuple israélien et les peuples arabes de se comprendre et de parvenir à un accord.

Maxime Rodinson insiste, de son côté, sur le fait que *« l'essentiel (au moins) de l'activité d'Henri Curiel depuis plusieurs années a consisté à travailler pour la paix israélo-arabe. Il s'est efforcé d'aider à des rencontres entre représentants de la gauche arabe (entre autres des Palestiniens ouverts à la nécessité d'une issue pacifique) et des Israéliens comprenant la nécessité de concessions aux revendications arabes. »*

« *Si la paix se fait un jour dans cette région du monde, votre frère en aura été un des artisans* », écrit Vidal-Naquet à Raoul Curiel.

Une lettre de dirigeants de The Committee for a just peace between Israël and the Arab Countries (Tel Aviv) rappelle qu'ils ont rencontré plusieurs fois Curiel et qu'ils le tiennent pour « *un homme honnête, humaniste et démocrate. On l'a rencontré, récemment, en octobre 1977, dans la réunion internationale pour une paix juste au Moyen-Orient qui a eu lieu à Paris.* »

« *Un pionnier de la cause de la paix* ». Ainsi le définit le journaliste israélien Uri Avnery [1].

Nous pourrions citer d'autres témoignages qui tous vont dans le même sens. A tel point que tous ceux qui écrivent paraissent obéir à un même mot d'ordre.

A partir de 1978, Curiel déploie, certes, des efforts remarquables en vue d'aboutir à des rapprochements entre Palestiniens et Israéliens, et il consacre à cette tâche une large partie de son temps.

Déjà, dès 1970, c'est Curiel qui avait transmis à l'ancien chef terroriste israélien Nath Yalin-Mor [1] une proposition de l'Égyptien Anouar el-Sadate pour une rencontre préparatoire entre Israéliens et Égyptiens. Cet épisode souligne à quel haut niveau se situaient les relations du « pauvre exilé ».

De fait, pour ces si délicates négociations au Moyen-Orient, Curiel va faire jouer tout un orchestre de contacts : du côté gaulliste l'ancien ministre Louis Terrenoire, Lucien Bitterlin (l'une des barbouzes qui combattaient l'O.A.S.), Raymond Offroy, l'Association de Solidarité franco-arabe et Eurabia, où les influences gaullistes sont puissantes et qui ont les meilleures

1. Toutes ces déclarations figurent dans le dossier de la partie civile pour le procès contre Suffert et autres (*op. cit.*).
2. Voir chapitre suivant.

relations avec les Palestiniens; du côté du Vatican, les renseignements et les interventions qu'il peut obtenir d'un mystérieux ecclésiastique, membre de la Curie [1]; dans les milieux de la gauche française, des personnalités comme Mendès France et Sartre; ou encore des spécialistes du Moyen-Orient, tels le professeur Berque, Maxime Rodinson ou Loftallah Soleiman, marxiste égyptien.

Entre autres, Curiel est un des organisateurs, au printemps 1976, d'une rencontre entre le général Peled, président du Comité israélien pour la paix, et le docteur Issan Sertawi, membre du comité central du Fath et un des adjoints directs d'Arafat [2].

Cette rencontre s'est déroulée à la conférence de Bologne. Curiel étant alors un des animateurs du mouvement Paix et Justice au Moyen-Orient [3].

Ces entretiens se sont poursuivis notamment par une nouvelle rencontre à Paris entre des dirigeants de l'O.L.P. et le général Peled les 31 décembre 1976 et 1er janvier 1977. Elle avait été précédée et suivie de contacts discrets qui eurent lieu au domicile de l'ancien président du Conseil, Pierre Mendès France.

Quelque temps plus tard, du 20 au 22 septembre 1977, se tint, toujours à Paris, un nouveau colloque organisé par l'association *Eurabia* et Louis Terrenoire. Et là encore Curiel apporta tout son soin à sa préparation.

L'organisation de telles rencontres requérait beaucoup de subtilités et de patience, un long, minutieux et quasi clandestin travail préparatoire. « *Des contacts de ce type* — note Patrick Rotman... *étaient suivis avec la plus extrême attention par tous ceux qui cherchaient*

1. Cf. *l'Expresso*, 5 juin 1978.
2. *Politique Hebdo* numéro du 15 mai 1978.
3. Cf. Claude Bourdet, *Témoignage chrétien*, 1er juillet 1976.

une solution négociée au Proche-Orient. Y compris la diplomatie française[1]. »

En pareil cas, Curiel opère avec sa discrétion coutumière. Il s'occupe de toutes les phases préparatoires, met à la disposition des futurs interlocuteurs les moyens de son réseau, veille à l'organisation matérielle de la rencontre. En général il n'y prend pas part, restant ainsi fidèle à ce comportement décrit en d'autres circonstances par Étienne Bolo : « il mettait des gens en présence, puis s'effaçait ».

Bien qu'il n'y soit, croyons-nous, jamais question de Curiel, on trouve le reflet le plus fidèle de ces tentatives en faveur de la paix au Moyen-Orient dans une très modeste publication, le *Bulletin d'information* publié par le Groupe d'études sur le Moyen-Orient, dont le secrétaire général est le docteur Georges Vaucher, spécialiste de l'Égypte. Dans les différents numéros de cette feuille, la plus large place est faite d'une part aux mouvements et aux personnalités israéliennes hostiles à la politique annexionniste de Tel-Aviv et, plus profondément, au sionisme, d'autre part aux étudiants du groupe progressiste Matspen, à la Ligue des Droits de l'homme en Israël que dirige le docteur Israël Shahok[2], à la Nouvelle Gauche israélienne, à l'avocate israélienne Felicia Langer, membre du C.C. du P.C. israélien (Rakah), qui défend les réfugiés palestiniens et dont les interventions paraissent dans la revue du Conseil mondial de la paix. Un de ses livres sera traduit en français et publié aux Éditions sociales[3] (qui dépendent du parti communiste).

Dans ce bulletin, on trouve, du côté palestinien, un

1. *Politique Hebdo*, 15 mai 1978.
2. Dont les déclarations sont également répercutées par *Lettre*.
3. *Témoin oculaire*, 1976.

large écho aux interventions d'Arafat et la reproduction d'une interview du chef de la Saïka (organisation terroriste plus ou moins contrôlée par la Syrie), Zouheir Mohsen, accordée à la revue allemande *Quick*. On lui demande s'il suit la ligne soviétique. Il répond :

« *Le problème n'est pas de savoir si nous suivons la ligne de Moscou ou de Pékin. Pour nous, la question se pose de savoir où nous pouvons donner à nos cadres une formation politique militaire et technique. L'union soviétique nous offre cette possibilité.* »

Un peu plus tard, on note la constitution d'une association Suisse-Palestine, et la création d'un comité international pour les droits de l'homme en Palestine. On y trouve le sénateur italien Lelio Basso, Claude Bourdet, Louis Terrenoire et le rédacteur en chef d'*Hebdo-T.C.* Georges Montaron, tous amis de Curiel.

Quand on parcourt la collection du bulletin du docteur Vaucher, on constate que les entreprises terroristes de Septembre noir, de l'O.L.P. et autres Front du Refus y sont rarement critiqués, et si elles le sont, c'est par une brève allusion.

En revanche, la parole est très largement donnée à tous ceux qui critiquent l'occupation israélienne, décrivent le sort des réfugiés, évoquent les traitements dans les prisons. Le chef du gouvernement israélien Begin, dès la constitution de son gouvernement, y est très âprement attaqué, en particulier par Uri Avnery, un des familiers de Curiel.

Que celui-ci ait mené au cours des années 70 de grands efforts pour faciliter une paix négociée au Moyen-Orient et que ses activités en ce sens aient été suivies de près par différentes diplomaties (égyptienne, israélienne, française, américaine, soviétique...) et par les services secrets des puissances que nous venons d'énumérer, cela ne fait aucun doute. Mais est-ce que ces considérations sont de nature à modifier l'image de Curiel?

La réponse à cette question dépend d'une autre. Quelle paix Curiel défendait-il?

Celle du Mouvement de la Paix aligné sur Moscou. Affirmer dans ces conditions l'incompatibilité entre le négociateur infatigable et l'auxiliaire de terrorisme, c'est se laisser duper par des apparences. Le Mouvement de la Paix a été contre la bombe atomique (tant que l'Union Soviétique ne la possédait pas); il était pour la paix en Corée, aux conditions soviétiques; pour une détente, analogue à celle que prône Moscou; enfin, pour la paix au Vietnam; ce qui n'était nullement incompatible avec la guérilla, le sabotage et la terreur du Vietcong, et l'aide aux déserteurs américains.

En Palestine, l'opération Curiel s'insère dans cette stratégie.

L'intervention de Curiel dans le secteur du Moyen-Orient s'aligne sur celle d'un des deux partis communistes israéliens, le Rakah (l'autre étant le Mapaï), ou, plus exactement, elle l'a précédée. A partir de 1965, en effet, Moscou opte définitivement pour une politique d'appui aux nationalismes « bourgeois » du Tiers Monde, donc aux nationalismes arabes. Curiel avait été un pionnier de cette politique. Il était, bien entendu, tout à fait averti des crises qui ont ravagé les communistes palestiniens, parti de cadres tout à fait remarquables, mais secoué par les procès de Moscou, le pacte germano-soviétique, le procès Slansky, la vague antisémite en U.R.S.S., et enfin par la guerre des Six Jours. Il ne saurait être question de retracer ici cette histoire extraordinairement complexe. En simplifiant beaucoup disons qu'elle a été aimantée tantôt par un pôle juif, tantôt par un pôle arabe, pour aboutir à la scission d'août 1965, entre Maki (dénomination adoptée par le parti communiste de palestine après novembre 1947) et le Rakah entre lesquels, du moins au début, Moscou se refusa à trancher. Par la suite, le Rakah eut un assez

large recrutement dans le milieu arabe, au contraire du Maki demeuré à peu près exclusivement juif. Il s'aligna étroitement sur les positions soviétiques et approuva l'intervention de l'Armée Rouge en Tchécoslovaquie. Il finit par reconnaître l'O.L.P. comme représentant légitime du peuple palestinien. Et ses dirigeants eurent des contacts avec cette organisation d'abord dans des rencontres informelles tout au cours de l'année 1976, à Moscou en février, à Athènes en mars, à Paris en septembre, à New York en octobre, avant de rencontrer ouvertement une délégation de l'O.L.P. à Prague en mai 1977[1].

Dans l'affaire palestinienne, Curiel se trouvait donc très proche du Rakah, mais travaillait davantage avec ses organisations annexes de type « frontiste », comme il l'avait fait au fond toute sa vie, telles que les associations Israël-U.R.S.S... ou le comité israélien de la paix. Mais Curiel est allé plus loin en s'efforçant d'attirer à ses thèses des mouvements et des personnalités sionistes de gauche hostiles à l'annexion des terres arabes, comme le général Peled ou le journaliste Uri Avnery, ou encore l'ancien dirigeant du groupe terroriste juif Stern, Yalin-Mor.

« *Bien que juifs, les Palestiniens ont confiance en moi, et j'ai aussi la confiance de certains Israéliens, bien que je sois Egyptien* », disait en substance Curiel, alors en résidence forcée à Digne, à l'envoyé spécial de *Libération* (numéro du 2 novembre 1977).

On retrouve là un de ses traits caractéristiques, celui d'homme-carrefour. Mais c'est aussi une situation très fragile. Il faut très peu de chose pour que les Palestiniens se rappellent qu'après tout ce Curiel est tout de même juif, et que les juifs le trouvent trop dévoué à Moscou et trop favorable aux Arabes.

1. Cf. Alain Greilsammer, *les Communistes israéliens*, p. 308. Presses de la fondation Nationale des Sciences Politiques 1978.

Et peut-être aussi que Moscou s'avise que son poisson-pilote est allé un peu trop loin en direction des sionistes ou se demande s'il n'est pas tombé dans les filets de Sadate et de la C.I.A.

On peut mourir de ces soupçons.

XVII

TOUS LES CHEMINS MÈNENT A MOSCOU

Ceux qui suivirent la dépouille mortelle de Curiel au Père-Lachaise chantaient un vieux chant révolutionnaire émouvant et grave; ce chant était né après la révolution de 1905, et il accompagna à la tombe les militants bolcheviks.

« *Usé, tombé à la tâche...*

Vainqueur, tu terrasses la mort. »

Le directeur de la revue *Esprit,* le chrétien Jean-Marie Domenach, participait à cette cérémonie. Il raconte [1] qu'il entonna ce chant, mais qu'il fut tout de même gêné par ce vers :

« *Vengeance! Vengeance pour toi!* »

Quand on a rejeté le *De Profundis*, quand on est un chrétien à moitié retourné, il n'est pas surprenant qu'on entonne l'hymne funèbre des « autres », puisqu'on a adopté leurs thèses, leurs mots d'ordre, et qu'on marche avec eux, derrière le cercueil d'un de leurs combattants.

Le chant entonné pour les funérailles de cet homme, qui n'avait peut-être jamais eu de patrie charnelle, mais qui avait toujours eu au cœur une patrie dont la capitale

1. Cf. *Bulletin spécial nº 3 des Amis d'Henri Curiel* (*op. cit.*).

s'appelait Moscou, est une sorte d'attestation *post mortem.* Accordée par ses camarades au révolutionnaire Henri Curiel. Au révolutionnaire *bolchevik.*

C'était bien ainsi que Curiel s'était défini toute sa vie. Il disait : « *Je suis un marxiste orthodoxe* ». On peut être marxiste réformiste, marxiste trotskiste, marxiste pro-chinois. Marxiste orthodoxe ne trompe personne : cela veut dire pro-soviétique, bolchevik.

Accuser Curiel d'appartenir au K.G.B. a mis en émoi l'épouse de Curiel, ses amis, un certain nombre de compagnons de route, comme si le fait d'affirmer des relations entre un homme et les services secrets soviétiques équivalait à une marque d'infamie. Celle du mercenaire qui vend ses services.

Sorge, Ignace Reiss, Léopold Trepper, Rado, ont travaillé soit pour le K.G.B. (anciennement N.K.V.D. ou Guepeou) ou pour le G.R.U. [1]. Ce n'étaient nullement des stipendiés, engagés pour de l'argent dans de basses besognes. C'étaient de grands combattants de l'Internationale, des hommes à des titres divers remarquables, et à qui l'U.R.S.S. doit beaucoup. Et ils ont donné tout d'eux-mêmes. Curiel appartient à cette phalange.

1. Service de renseignements de l'Armée rouge. Richard Sorge, ancien communiste allemand, apparemment rallié au régime nazi. Membre du personnel diplomatique du III[e] Reich à Tokyo, il renseignait en réalité l'Union soviétique. Il avertit en vain Staline, qui ne voulait pas le croire, de l'imminence de l'attaque allemande, en juin 1941. Au cours de la campagne d'hiver 1941-1942, il donna l'assurance que les Japonais n'attaqueraient pas en Sibérie, ce qui permit aux Soviétiques d'expédier sur le front ouest leurs troupes d'Orient et de sauver ainsi Moscou *in extremis.*

Ignace Reiss, agent du G.R.U. en Allemagne de l'Ouest; il rompit avec Staline au moment des procès de Moscou en 1936. Il fut exécuté en Suisse peu après par les hommes de main de la police soviétique.

Léopold Trepper, originaire de Pologne, militant communiste en Israël, il fut un émigrant clandestin en France avant-guerre et travailla dans le réseau d'espionnage du juif polonais Bir. Pendant la guerre et sous l'occupation, tantôt en Belgique, tantôt en France, il

Quand ses amis le portent en terre et lui rendent un ultime hommage, celui des camarades de combat, il faut faire un instant silence, parce que le militant tué au combat est respectable. Mais quand ses camarades essaient ensuite de nous conter un mauvais roman, de nous débiter des balivernes humanitaires pour midinettes, il ne faut pas les croire. Il faut écrire au contraire que Curiel fut, toute sa vie, un agent de l'Union soviétique.

Agent soviétique

Cette appartenance a été d'abord affirmée par les rédacteurs de *L'Humanité rouge*, organe des prochinois en France [1]. Elle ne fait pas de doute non plus pour les auteurs du supplément du *Sunday Times*, ni pour Brian Crozier, un spécialiste britannique des réseaux communistes dans le monde [2]. Ce sont, il faut le noter, des opinions qui viennent d'horizons très différents.

A cette liste, il faut encore ajouter le témoignage d'un *défecteur* [3] soviétique passé aux États-Unis et qu'a

dirigea le célèbre Orchestre rouge (Rote Kapelle), qui porta des coups sévères aux Allemands. Arrêté par eux, il fut à la fin de la guerre rapatrié en U.R.S.S. et jeté dans un camp de concentration sur ordre de Staline. Libéré après la mort du dictateur, on a pu le voir au cours d'un dossier de l'Écran à Paris, bien qu'interdit de séjour en France.

Sandor Rado, Hongrois d'origine juive, géographe. Installé en Suisse un peu avant la guerre, où sa « couverture » était la confection de cartes géographiques, Rado dirigea le réseau « Dora », moins connu que celui de Trepper, mais au moins aussi important. Après la guerre, fut interné par Staline. Libéré, il regagna la Hongrie.

1. Numéro du 27 octobre 1977.

2. Il est directeur de l'Institute for the Study of Conflict à Londres.

3. Néologisme pour désigner l'agent de renseignements d'une puissance qui rallie une puissance étrangère.

évoqué Pierre de Villemarest [1]. Ce témoignage concerne le secteur des Caraïbes.

Tous ces gens, certes, peuvent se tromper. On peut même concevoir qu'ils aient, en accord avec Suffert, fomenté un complot contre le brave Curiel. Que, manipulés par l'I.S. ou la C.I.A., ils aient cherché à « intoxiquer » perfidement l'opinion occidentale.

Mais cette explication ne résiste guère à l'examen. Dans le cas de Curiel, on trouve, en effet, assez vite des données biographiques qui n'ont pas été forgées pour les besoins de la cause.

Nous avons déjà montré que Curiel, en Égypte, se trouvait à l'intersection d'influences croisées venues du P.C. français, du P.C. italien, et du P.C. britannique. Il faudrait ajouter à cette liste les influences du P.C.P. (Parti communiste de Palestine), parti de cadres très remarquables.

Curiel lui-même, avec son M.D.L.N., qui n'est pas une section de l'Internationale, n'a pu être statutairement rattaché ni au Komintern, ni plus tard au Kominform. Ne dépendant d'aucun parti communiste organisé, tout en en subissant les conseils ou les influences il devait bien être rattaché à une centrale. Et celle-ci ne pouvait avoir son siège qu'à Moscou.

Le comportement de Curiel en Égypte étaie ces présomptions. C'est lui qui est au Caire le dépositaire de la propagande soviétique. Il la diffuse, notamment en Afrique du Nord. Il s'occupe d'installer en Égypte une chaîne de cinémas qui distribueront des films soviétiques. Et il loge Marty, en route vers l'Algérie.

Si l'on nous dit que les Soviétiques confient l'homme qui est, *à ce moment-là, le numéro un du P.C.F. hors-frontières soviétiques*, le représentant du communisme auprès du gouvernement provisoire d'Alger, à un

1. Cf. Chapitre 10.

simple sympathisant du communisme, c'est qu'on prend ces Soviétiques pour des imbéciles ou des imprudents. Nous persistons à penser qu'ils ne le sont pas.

Dans cette période de la guerre, Curiel est en outre — il le dira lui-même à Suffert — en liaison avec l'Intelligence Service [1], à qui il communique certains renseignements. Un communiste égyptien ne peut se permettre de flirter avec l'I.S., sans en avoir reçu l'autorisation ou l'ordre. De qui? De sa conscience? Voyons! Ce serait de l'idéalisme petit-bourgeois, totalement incompatible avec ce marxisme orthodoxe dont Curiel n'a cessé de se targuer.

La seule réponse est qu'il a reçu une mission d'un autre service qui ne peut être qu'un service soviétique.

Tout cela est valable en gros jusqu'à l'expulsion de Curiel hors du territoire égyptien. Ensuite s'ouvre pour lui une période incertaine. Suspect au P.C.F., considéré avec réticence par le P.C.I., mis peut-être à l'écart par Moscou dans la phase violemment antisioniste (voire antisémite) du procès de Prague, Curiel sent le fagot.

Mais il n'est pas brûlé. Il traverse cette passe difficile. Et ses liens vont se rétablir avec le P.C.F.

Considérons sa situation à partir du conflit algérien. Il n'est plus rien, au moins officiellement, dans le P.C. égyptien, enfin unifié. Cela en raison d'une politique d'arabisation, qui est dans la ligne de l'Internationale Communiste au Moyen Orient. Il n'est rattaché — du moins à notre connaissance — à aucune section de la M.O.I., c'est-à-dire à aucune section étrangère du P.C.F. Il est donc *apparemment* un individu isolé. Agissant de son propre chef. A ses risques et périls.

Il est alors inexplicable que les dirigeants communistes

1. Cf. l'article de Philippe Bernert dans *L'Aurore, op. cit.*

s'adressent à l'hérétique de la veille, encore tout chaud, pour engager le dialogue avec Jeanson et la Fédération de France du F.L.N. Menant son propre jeu, Curiel ne peut que les gêner. Pourquoi s'encombrer de cet intermédiaire inutile?

Il faut que Curiel le suspect, le parent du « traître » Weil-Curiel offre certaines garanties, pour justifier la confiance qu'on met de nouveau en lui. Mais de qui les tenait-il, sinon d'une autorité supérieure à Thorez lui-même? Thorez qui n'a cessé de condamner la désertion et l'insoumission que l'Égyptien Curiel n'a cessé d'encourager et d'entretenir.

Après la guerre d'Algérie, Curiel va opérer d'une façon semi-clandestine, *pendant seize années.* Durant toute cette période, il ne cessera jamais de se définir comme un « communiste orthodoxe ». Il assume des tâches délicates qui concernent l'ensemble du Tiers Monde.

Il n'est pas concevable qu'il le fasse de son propre chef. Intervenant aussi bien pour aider des révolutionnaires que pour tenter d'établir un dialogue dans ce secteur terriblement complexe du Moyen Orient, il se comporterait, s'il prenait ses décisions seul, en idéaliste petit-bourgeois, et non en marxiste-léniniste.

Curiel pendant seize ans va dire et répéter à des interlocuteurs de gauche, qu'il tient l'U.R.S.S. pour la plus grande accumulation de compétences révolutionnaires. Cette théorie implique une certaine pratique. Or, la pratique d'un monsieur qui, de temps à autre, donnerait de grands coups de chapeau à l'Union soviétique, comme ça, pour le plaisir, par une sorte de don quichottisme internationaliste, et qui se limiterait à cela, est, d'un point de vue marxiste (celui de Curiel), tout bonnement grotesque. Lénine, Trotski ont à maintes reprises dénoncé avec sarcasme les bons apôtres qui arborent les bannières de l'humanisme. Et cet humanisme que Curiel et ses amis invoquent est assurément incompatible avec

le marxisme orthodoxe. L'un ne peut être que le masque de l'autre.

Toute l'entreprise Curiel demeure inexplicable, si on ne la rattache pas à un organisme plus vaste qui la sous-tend. Cet organisme ne peut être qu'un service soviétique.

La délicate question d'argent

Il y a un autre argument qui ruine toute tentative d'expliquer Curiel hors des sphères soviétiques. C'est l'argument financier.

Un mouvement comme *Solidarité, fonctionnant pendant seize ans*, exige des sommes considérables. Pour les domiciles, pour les contacts, les voyages à l'étranger, les communications radio, les faux papiers, les achats d'armes, les colloques, etc. Tout le monde sait cela. Et plus un mouvement clandestin se développe, plus ses besoins financiers croissent vertigineusement.

Solidarité compte dans le monde quelque 1 200 correspondants. Le nombre de ses membres en France est de l'ordre de 200 à 300. La plupart sont, sans doute, bénévoles. Il n'en faut pas moins rétribuer un certain nombre de permanents et de semi-permanents. Nous avons d'ailleurs, à titre de comparaison, un exemple précis, c'est le réseau Jeanson. Si le F.L.N. n'assure pas sa trésorerie, il n'y a pas de réseau.

Alors, comment s'en tire Solidarité? Avec les ressources personnelles d'Henri Curiel. Un de ses amis esquisse ce genre d'explication. Une autre assure qu'il n'avait pas le sou. Ce qui est parfaitement contradictoire.

Voyons les possibilités financières de Curiel. Il touche un salaire chez Nathan, qui ne dépasse guère 6 000 à 7 000 francs. Il est possible qu'il ait perçu en outre des commissions. Par ailleurs, il possédait environ 40 000 francs placés en Bourse. Il participait avec cette

somme à des opérations boursières, en général couronnées de succès.

Évidemment, on ne finance pas un mouvement avec de si faibles ressources. D'où venait l'argent? Ah! question inconvenante! Mais question capitale. Quelques mécènes ont pu être mis à contribution. (Pourquoi ne se feraient-ils pas connaître?) Mais on ne peut pas financer un mouvement clandestin pendant seize ans, à partir de dons individuels dont la permanence ne peut être assurée.

Il faut, pour assurer une continuité, des organismes qui ont eux-mêmes la continuité dans leurs attributions : organismes patronaux, syndicaux, gouvernementaux, spéciaux.

Aucun patronat, aucun syndicat ne pouvait financer de manière continue Solidarité. Aucun intérêt pour eux. Certains gouvernements ont pu donner des fonds pour une opération bien définie. On peut très bien imaginer Khadafi, versant sa contribution pour le recueil ou la protection des terroristes palestiniens. Mais il est douteux qu'il ait financé quelque entreprise aux Caraïbes ou en Afrique du Sud.

La trésorerie nous ramène à Moscou ou à un de ses satellites (R.D.A., Tchécoslovaquie, Cuba). Et ne peut nous ramener que là.

Dans ce domaine, on ne trouvera pas trace d'un chèque adressé par le camarade Andropov au camarade Curiel. Les choses se passent par intermédiaires.

Suffert dans *Le Point* [1] a indiqué l'un d'eux. Il s'agit, selon lui, de la SEREP, Société d'Échange et de Représentation, 2, rue du Colonel Driant, dont le compte est déposé à la B.C.E.N. (Banque Commerciale de l'Europe du Nord [2]).

1. Numéro du 21 juin 1976.
2. Cf. à ce sujet le livre de Jean Montaldo : *Les Secrets de la Banque soviétique en France*, Albin Michel, 1979.

La SEREP a été fondée en 1962. Elle est à ce moment domiciliée rue Linné, à deux pas de la rue Rollin, ce qui est commode pour les rendez-vous. Elle a à sa tête Joseph Hazan et Biriotti qui sont originaires d'Égypte, membres du P.C. de ce pays, et apparentés à Curiel.

Prenons le cas de Joseph Hazan, dit Soussou, né en 1917 au Caire. Il a été pendant plusieurs années administrateur à la société « Le Haras des pur-sang de l'automobile » puis à la société « PATEX » 6, rue du Faubourg Poissonnière (société d'import-export).

Il n'est pas seulement à la SEREP, il est aussi P.D.G. de la Société de gestion et de financement immobilier, 5 rue de Pontoise (5e) et gérant de cinq autres sociétés : « transactions pour les matières premières et les produits œuvrés », 26 rue des Carmes, les « Nouvelles Éditions pour la Jeunesse et l'Enfance » (même adresse); l'agence Linné (transactions immobilières). Prologis, agence immobilière, 110 boulevard Raspail (6e) et enfin l'Européenne des Arts Graphiques 5, rue de Pontoise, où Curiel est employé.

Joseph Hazan ne limite pas ses activités à des entreprises immobilières ou à l'import-export. C'est aussi un militant politique. Il a été interné au Caire en 1949, comme membre du P.C. égyptien, puis expulsé de son pays. Entré en France peu après, il fréquente les communistes et quête pour les manifestations de la C.G.T. Ce qui lui vaut d'être interpellé le 26 mars 1950.

Il n'est pas extraordinaire qu'un homme qui s'occupe d'import-export reçoive à son domicile du courrier étranger. Il en recevait pas mal d'Argentine. Les lettres lui étaient expédiées par une de ses tantes, Noémie Pinto, agent de liaison du P.C.

On peut aussi se demander si ses contacts avec Ali Abdel Bari, 3, place Mustapha-Kemal, au Caire, qui pratique l'export-import avec les pays de l'Est, sont purement commerciaux.

Il arrive parfois que Curiel à la société européenne des Arts Graphiques rencontre Lydia Farahat. C'est tout naturel, puisque son époux Raoul Farahat est directeur financier de cette société, et que la mère de celui-ci était une Curiel prénommée Giovanna. Certains pensent que par ce couple, comme par Aghion, sont maintenus des liens avec le P.C. italien, les Farahat étant de nationalité italienne.

Nous pouvons assurer en tout cas que le ministère de la Défense Nationale par une note 055 083 datée du 13 janvier 1972 s'est intéressé aux activités de Madame Farahat, de Joseph Hazan et à leurs relations avec Curiel.

A la SEREP, domiciliée alors rue du Colonel Driant, les porteurs de parts étaient en 1975 Alfred Cohen, Raymond Biriotti, Salomon Stambouli, Victoria Cohen, Charles Patchinger, Cyril Lenos, Danièle Casanova [1].

Biriotti et Stambouli connaissent très bien Curiel. Nous ne pouvons rien affirmer pour les autres.

Quand paraît l'article du *Point* relatant les liens entre Curiel et la SEREP, les dirigeants de celle-ci adressent au journal un communiqué de démenti. Ils n'ont aucun rapport, disent-ils, avec Curiel [2], mais n'engagent pas de procès contre le journal.

Là-dessus Curiel meurt, et la SEREP cesse ses activités. Tout se passe comme si son unique fonction était de fournir des subsides à *Solidarité.* Au reste, quand on consulte les registres du commerce, on constate que les archives de cette société se limitent à des modifications de statuts, à des changements de gérants, à des modifications dans la répartition des parts, et à la transformation de la SEREP, de S.A.R.L. en société anonyme. Il n'existe aucune pièce relatant une discussion

1. Cf. registre du commerce. Réunion du 12 mai 1975.
2. *Le Point*, 28 juin 1976.

pour un marché, dressant un bilan, bref donnant une idée quelconque des activités commerciales de cette société.

Dernier point. Que devient Joseph Hazan?

On le retrouve parmi les membres du Conseil d'administration de l'Association Henri Curiel. Il y avait tout de même quelques liens entre Curiel et la SEREP.

Cette source financière n'écarte pas évidemment d'autres possibilités. Il n'est pas exclu que des subsides aient été dégagés du côté de la CIMADE, ou des dominicains de la rue de la Glacière ou du centre Maydieu en faveur de Solidarité. Voire que des subventions gouvernementales versées à tel ou tel organisme ayant une vocation caritative aient pris la direction du réseau Curiel. L'Orchestre rouge de Trepper se greffait bien sur l'organisation Todt pour financer ses opérations. Autrement dit, Trepper allait chercher l'argent chez l'ennemi; ce qui est de très bonne guerre. Que Solidarité ait eu partiellement recours à l'argent des gouvernements capitalistes pour subventionner ses secours à la Révolution ne serait pas moins habile. On n'imagine pas le malin Curiel écartant, par pudeur, cette manne.

Si l'on tient *Solidarité* pour une branche spécialisée d'un organisme plus vaste qui ne saurait être logiquement que les services soviétiques, on doit alors admettre que Curiel se concertait, à certaines périodes, avec des officiers traitants. L'ambassade de l'U.R.S.S., à Paris, n'était pas nécessairement l'endroit le mieux choisi pour ces rencontres. Nous savons, par exemple, que la polyclinique des Bleuets, à Paris, contrôlée par les communistes, a servi à plusieurs reprises pour accueillir des citoyens soviétiques de passage en France. Officiellement ils étaient hospitalisés pour un examen ou pour une cure. En réalité, ces séjours facilitaient de discrets contacts, malaisément décelables, avec des Français hospitalisés au même moment ou venant en visite. Nous

n'avons toutefois pas la preuve qu'Henri Curiel ait eu ce genre de rencontres.

Un homme de sa classe devait nécessairement avoir du côté soviétique des interlocuteurs de haut niveau. Deux noms ont été cités à cet égard [1] : celui de Sultanov, diplomate soviétique, installé au Moyen Orient, vers l'immédiat après-guerre; et celui de Ponomarev, chef de la section de politique étrangère du P.C. d'U.R.S.S.

Toutefois les preuves d'un contact direct font défaut.

On ne peut analyser correctement l'histoire du M.A.F. puis du M.L.Z.C., de *Solidarité* et en dernier lieu d'*Aide et Amitié*, sans concevoir que derrière ces réseaux se dresse la présence tutélaire de l'Union soviétique.

Importance du milieu familial

Mais cette histoire — longue après tout, si l'on considère que Curiel a été notre hôte de 1951 à 1978, soit pendant vingt sept ans — n'a pu se dérouler sans qu'aient joué d'autres mécanismes de protection.

Le premier d'entre eux — et peut-être le plus important est celui de la *famiglia* Curiel-Behar. Extraordinaire pépinière qui a éclaté, essaimé tous azimuts. Elle disperse ses membres en Égypte, en Italie, en France, en Angleterre, en Hollande, dans les pays de l'Est.

Limitons-nous à la France. C'est son propre cousin germain, André Weil-Curiel, qui a la charge de défendre sa mémoire et qui est intervenu pour faciliter ses relations.

Charles Braibant a servi, à différentes reprises, de caution morale à Curiel et à son épouse. Né en 1889 à

1. Notamment dans l'article du *Point* consacré à Georges Blake le 28 Juin 1977.

Villemomble, archiviste paléographe et écrivain, Charles Braibant a été inspecteur général des Archives de France. Il possédait ainsi une très haute autorité et d'innombrables relations. Il a épousé en 1922 une demoiselle Evelyne Curiel.

Son fils Guy Braibant, né le 5 septembre 1927, est maître de Requêtes au Conseil d'État, et commissaire du gouvernement depuis 1969 près du tribunal des conflits.

Guy Braibant n'est pas officiellement membre du parti communiste. Mais en 1948, il a écrit un ouvrage sur la planification en Tchécoslovaquie, et en octobre 1960, il a participé au Congrès de l'association internationale des juristes démocrates (organisation courroie du parti communiste). On pourrait le définir, à tout le moins, comme un compagnon de route. Le poste qu'il occupe au Conseil d'État l'incite naturellement à une certaine prudence.

A ce conseil, Guy Braibant est lié d'amitié à un de ses collègues, Jean Kahn. Dès 1965, celui-ci est commissaire du gouvernement au tribunal des conflits, et également au Conseil d'État statuant au contentieux. En 1974, il deviendra président de la section du contentieux du Conseil d'État.

Le contentieux du Conseil d'État, beaucoup de gens ne savent pas exactement ce que c'est. C'est la section qui s'occupe, entre autres, des naturalisations.

Ajoutons que Jean Kahn a les mêmes inclinations politiques que Guy Braibant. La fille de ce dernier, Sylvie Braibant, n'est pas inactive. On retrouve, perdu dans la masse des signataires, son nom au bas d'une motion signée par les élèves de l'École de Journalistes de la rue du Louvre. Cette motion, parue dans *Le Monde* du 30 mai 1978 s'intitule « l'affaire Curiel vue par des étudiants du Centre de Formation des Journalistes ». Elle est naturellement très hostile à Suffert. Sylvie

Braibant passe pour avoir été l'instigatrice de cette opération. Elle n'a pas dû manquer d'encouragements auprès du directeur de l'école, José de Broucker, ancien rédacteur en chef des très progressistes *Informations Catholiques Internationales*, mis en cause à diverses reprises au moment de l'affaire *Pax*.

Il ne faut pas négliger ces influences familiales. On constate en définitive que le communiste Curiel, malheureux exilé, est le membre d'une grande famille cosmopolite qui possède beaucoup d'appuis. En ce sens, un Curiel dispose de relations, différentes peut-être, mais nombreuses et puissantes.

Le milieu familial dans lequel s'incruste le militant communiste Curiel facilite les approches et assure la préservation. Si le militant de la Paix a des ennuis, toute la *famiglia* vole à son secours. Après sa mort, elle voudra faire de lui un martyr.

Communistes, gaullistes

A côté de la famille, il y a le parti communiste. Le parti, officiellement, a ignoré Henri Curiel, mais les opérations de celui-ci ont souvent été étayées par la masse des habituels pétitionnaires et signataires de manifestes. Au reste, parmi les amis de Curiel on retrouve un certain nombre de noms de communistes (l'avocate Nicole Dreyfus, Jean Dresch,) ou de compagnons de route, comme Jacques Chatagner et le pasteur Rognon.

De son côté, le *Secours Populaire* mène sur certains point une action parallèle à celle de *Solidarité*.

Un troisième concours est celui de certaines personnalités et milieux gaullistes. Nous retrouvons ceux-ci tout au long de la « carrière » de Curiel.

André Weil-Curiel, dit-on, lui fait connaître Roger Frey, ministre de l'Intérieur et responsable de la lutte

anti OAS. Guy Braibant le présente au ministre Robert Buron, un des négociateurs d'Évian. Le ministre Bourges, Georges Gorse, Maurice Schumann, Maurice Couve de Murville, de Broglie ont été autant de relations sans parler de personnages engagés dans des opérations parallèles comme Bitterlin.

A un moment ou à un autre, Curiel a rendu des services en proposant ses bons offices pour des missions délicates. Tous les gouvernements ont besoin d'hommes de cette nature, discrets, à qui on peut confier des tâches d'approche qui évitent de compromettre les milieux officiels et qui, découvertes, sont aussitôt laissés à la responsabilité de ceux qui les entreprennent. Curiel, venu voir Suffert, affirme qu'il a rempli une mission pour le compte de Couve de Murville, alors ministre des Affaires étrangères. Suffert publie l'information. Couve s'empresse de démentir. Mais le père Kaelin, o.p., vient confirmer cette histoire [1]. Pour notre part nous aurions plutôt tendance à croire ce Dominicain installé en Suisse. Car l'activité diplomatique de Couve de Murville implique le démenti.

Les contacts que Curiel a entretenus avec des gaullistes ne sont pas seulement des liens d'individu à individu, mais des collusions entre des politiques qui, à certains moments, coïncident.

Curiel, quand il se rendait en Algérie, était au fond dans la droite ligne de la politique gouvernementale. Il se peut même qu'il y ait rempli des missions confidentielles. Quand il opérait dans la zone des Caraïbes, son antiaméricanisme systématique devait le rendre agréable à l'entourage du Général. En revanche, la Martinique, la Guadeloupe pouvaient être des secteurs d'accrochage. Curiel était certainement encore bien vu, quand il aidait les indépendantistes québécois, les Black Panthers ou les déserteurs américains...

1. *Dossier de la partie civile, op. cit.*

Les choses ont dû commencer à changer pour lui en 1969, après la chute de De Gaulle. Pompidou n'applique plus exactement la même politique. Et de fait, Curiel commence à connaître quelques difficultés. Si, à partir de 1972-73, il oriente une bonne partie de ses efforts en direction des négociations israélo-palestiniennes, c'est peut-être parce que de ce côté, il sait pouvoir trouver des concours favorables (grâce à Raymond Offroy et à Bitterlin), donc des protections.

Au Quai d'Orsay, à la Coopération, voire à la Défense Nationale, Curiel-Talleyrand devait rencontrer des interlocuteurs compréhensifs. Il n'en allait certainement pas de même à la D.S.T. ou au S.D.E.C.E. [1].

Les activités de Curiel, à quelques exceptions près (le Cameroun, Haïti), n'intéressaient guère des secteurs francophones. Les dirigeants du S.D.E.C.E. n'avaient donc pas lieu de s'en inquiéter. Ils pouvaient même considérer que certaines entreprises servaient leurs desseins profonds. Mais ils ne pouvaient s'en tenir à un point de vue aussi court et négliger qu'à long terme les activités révolutionnaires soutenues par *Solidarité* chez les voisins auraient tôt ou tard des retombées en France.

Par ailleurs, les services du S.D.E.C.E. entretenaient une certaine coopération avec des services étrangers alliés. Or une douzaine de services (au moins) possédaient des dossiers sur Curiel : la C.I.A., le F.B.I., l'I.S., Gehlen, sans parler des États sud-Américains, de l'Afrique du Sud, d'Israël, de l'Égypte, etc. En échange d'informations obtenues, ils ne pouvaient éviter d'être

1. Il ne semble pas que les renseignements généraux aient entrepris quoi que ce soit contre Curiel. Il était certainement surveillé par la section des étrangers. Mais celle-ci devait sans doute estimer qu'après 1962 il ne semait aucun trouble sur notre territoire, ce qui était exact.

l'objet de demandes de renseignements sur Curiel et son appareil.

Ces démarches devaient renforcer l'image qu'ils pouvaient avoir du personnage. Ils ne pouvaient pas le considérer sous un jour très favorable.

Il n'est pas dit toutefois qu'ils n'aient pas cherché à l'utiliser, à le manipuler. Après sa mort, certains de ceux qui l'ont connu ont semblé avoir redouté ce genre de tractations [1]. Curiel qui rendait des services à une trentaine d'organisations dans le monde, ne les mettait certainement pas toutes dans le même sac. Soumis à une vive pression (nous parlons de pressions psychologiques), il aurait pu être tenté de lâcher du lest, et de sacrifier, peut-être avec l'accord de Moscou, ceux auxquels il tenait le moins.

Mais ce sont là des spéculations qui demanderaient à être étayées.

Du côté de la D.S.T., les choses se présentaient sans doute différemment, la D.S.T. s'est trouvée engagée dans le combat contre le réseau Jeanson et le M.A.F. Elle finit par arrêter Curiel en 1960, et le traite avec ménagement.

Elle a mis neuf ans pour le « loger »! C'est beaucoup. Nous ne croyons pas que Curiel soit passé aussi longtemps inaperçu de ses services. Cela implique des protections...

Après les accords d'Évian en 1962 et la libération de Curiel, la situation juridique de celui-ci change. De clandestin, il devient apatride. La qualité de réfugié lui est en effet reconnue par « l'Office français de protection des réfugiés et apatrides » le 29 avril 1963. Il est ainsi autorisé à résider provisoirement dans notre pays et à y travailler.

La situation de Rose Curiel est différente. Elle était en

1. Cf. *Le Monde*, du 13 juin 1978.

Suisse. Elle regagne la France, où elle a toujours vécu clandestinement depuis 1951, quand son époux est libéré. A partir de 1962, elle est titulaire d'une carte de « résident temporaire », délivrée par la Préfecture de Police et valable jusqu'au 7 décembre 1976.

Un réfugié très spécial

Mais Curiel est un réfugié très spécial. Il ne se limite pas à gagner sa vie et à couler une existence paisible. Il entretient parallèlement une activité occulte considérable, avec toutes sortes de liens internationaux. Les services de la D.S.T. le tiennent assurément en surveillance constante. Seulement ils ne peuvent rien faire.

« Mon dossier est le plus gros de la D.S.T., dira plus tard Curiel, seulement ils ne peuvent rien contre moi. »

Nous avons eu confirmation de l'épaisseur de ce dossier qui remplit plusieurs caisses, avec cotes et sous-cotes, et dont l'essentiel est condensé dans un volume dactylographié et relié d'environ 250 pages. Une sorte de mémento.

Que la D.S.T. ne puisse rien faire, certes. Curiel est tabou. Sa protection va toutefois s'amoindrir, parce que son statut juridique va changer. Par décision ministérielle du 18 novembre 1969, il est, en effet, placé sous le régime des sursis trimestriels renouvelables. Il est ensuite titulaire d'un « récépissé de demande de carte de séjour » délivré à la Préfecture de Police et valable jusqu'au 15 novembre 1976.

On peut faire deux remarques à ce sujet. La modification du statut de Curiel place celui-ci en position de relative faiblesse, aussitôt après la chute de De Gaulle. Dès ce moment des appuis ont dû cesser.

En second lieu, à cette époque, on trouve à l'Intérieur

Raymond Marcellin, qui mène une lutte énergique contre les organisations gauchistes.

Cependant l'offensive ne va pas plus loin. Le dossier Curiel grossit toujours. Il est certain que la D.S.T. souhaite son expulsion. Il est vraisemblable qu'elle l'ait réclamée. D'autant plus qu'à partir de 1970 Paris va devenir une plaque tournante du terrorisme international, que les opérations coordonnées de celui-ci vont se développer sans cesse, que Curiel est au centre de ce lacis. Un service comme la D.S.T. entretient nécessairement des rapports avec des services étrangers et en reçoit une masse d'informations. Et peut-être des demandes visant à mettre hors d'état de nuire un homme considéré comme une des pièces maîtresses de la subversion.

Rochet en disgrâce

Mais la décision ne peut être prise que par ceux qui les dirigent et qui pourraient éventuellement taper du poing sur la table. Wybot, qui avait du caractère, l'aurait peut-être fait [1]. Après lui on a vu le préfet Rochet, patron de la D.S.T., mettre en cause avec vigueur certains fonctionnaires des Affaires étrangères. Puis dans un procès (d'ailleurs perdu) rappeler le rôle de Trepper pendant la période de la drôle de guerre.

Le résultat, c'est que Rochet est limogé. Peut-être est-il un peu sorti de son rôle, la tâche d'un patron de la DST n'étant pas nécessairement de polémiquer. Peut-être ses services ont-ils été naïfs en confiant certaines pièces du dossier Trepper à Gilles Perrault, qui s'en servira pour son best-seller, *l'Orchestre rouge*.

Quelle idée! Perrault se précipite aussitôt chez

1. Encore que entre 1954 et 1958 il n'a jamais réussi à intercepter Curiel.

Jacques Duclos, pour recueillir pieusement sa pensée, et nargue dans son livre la D.S.T., qui n'a pas eu la main heureuse [1].

C'est dans ce contexte que va éclater la bombe du *Point.* Curiel aurait pu être neutralisé par une discrète mesure d'expulsion. Il débouche soudain sous le feu des projecteurs de l'opinion publique.

A partir de ce moment, il est très handicapé dans un travail qui réclame avant tout de la discrétion.

Corruption de fonctionnaire

On peut voir un signe de son désarroi dans son comportement à l'égard d'un policier venu lui rendre visite en décembre 1976, rue Rollin, pour enquête. Avant que le visiteur se retire, Curiel, très aimablement, propose de lui remettre un livre. Le volume est emballé dans du papier.

Le policier accepte, remercie. Plus tard, dans le métro, il ouvre le colis de Curiel. A l'intérieur du volume, intercalés entre les pages, il trouve cinq billets de mille francs. L'intention de corrompre est évidente. Le policier fait un rapport, porte plainte. Curiel est condamné le 22 avril 1977 par la 17e chambre correctionnelle à quatre mois de prison avec sursis et à six mille francs d'amende.

Quand ils évoquent cet épisode, les amis de Curiel sont plutôt gênés par ce comportement. Voulant l'excuser, Maxime Rodinson explique que Curiel est resté fidèle aux habitudes du « backchich », courantes au Moyen-Orient. Argument d'une maladresse insigne, et qui incite à la xénophobie. Comment! Curiel vit en France depuis plus de vingt-cinq années, et au bout de

1. Perrault est à présent membre du Parti communiste. Il a approuvé l'intervention soviétique en Afghanistan. Son livre a été publié chez Fayard en 1976.

ce quart de siècle, il n'a toujours pas dépouillé le vieil homme!

Curiel apparaît désormais comme un homme « grillé ».

Réussit-il néanmoins à poursuivre ses activités? On sait que du 20 au 22 octobre 1977, il a assisté au colloque sur la paix au Proche-Orient, organisé à Paris par l'Association de Solidarité franco-arabe et le comité « Eurabia ».

Deux jours plus tard, le magazine allemand *Der Spiegel* l'attaque avec violence [1]. Il y est accusé d'avoir coordonné l'action terroriste de nombreuses organisations armées et, notamment, des « noyaux armés pour l'autonomie populaire » en Italie.

Le 25 octobre, deux policiers en civil se présentent à l'appartement de la rue Rollin. Ils lui disent de prendre quelques affaires personnelles et l'accompagnent à la préfecture. Là, on lui apprend qu'il est assigné à résidence et il est transféré le jour même à Digne.

Un décret d'expulsion doit être pris contre lui. Mais Curiel, bien soutenu par ses avocats, Philippe Waquet et Léo Matarasso, estime qu'il n'a pas perdu la partie.

Il n'a pas tort sur le plan juridique. Dès le 28 octobre, Me Philippe Waquet attaque les décrets d'expulsion et d'assignation à résidence devant le tribunal administratif. Il dépose également un dossier devant la Commission de recours des réfugiés apatrides qui siège au Conseil d'État. A ce Conseil, l'Égyptien ne manque pas d'appuis.

Ce Conseil donne un avis favorable. Mais c'est en définitive l'Intérieur qui va trancher. Donc qui, en la circonstance, va donner tort à la D.S.T.

Le 12 janvier 1978, l'annulation des décrets intervient. Grande victoire pour Curiel.

1. Numéro du 24 octobre 1977.

Il quitte, libre, l'hôtel du Petit Saint Jean à Digne, où il résidait. Il regagne la rue Rollin.

La victoire juridique qu'il a remportée va être aussitôt exploitée par lui et ses avocats, dans le dessein de la consolider par une victoire politique et psychologique. Il n'avait attaqué en diffamation ni *Le Point* ni les auteurs de *Carlos l'Insaisissable* [1] qui le mettaient en cause. Il charge M[e] Léo Matarasso, communiste un peu dissident, de réclamer au *Spiegel* 300 000 francs de dommages et intérêts. La direction du journal bat alors en retraite, assez piteusement, et insère un communiqué regrettant d'avoir publié des « accusations qui se sont révélées par la suite sans fondement ».

Curiel n'accepte pas cette demande de conciliation. Il maintient sa plainte. La date du procès est fixée au 31 mai, ce qui paraît très rapide.

L'affaire ne viendra jamais. Le 4 mai Henri Curiel a eu rendez-vous avec la mort.

1. Christopher Dobson et R. Payne, Albin Michel.

XVIII

QUI A TUÉ?

La veille de sa mort, il prit soin, dit-on, de faire déposer son testament chez un notaire.

La mort, un homme comme lui avait dû maintes fois la redouter. Descendu depuis des années dans le *Souterrain,* c'est-à-dire vivant plus ou moins dans la clandestinité, il ne pouvait ignorer qu'il s'exposait en permanence à ce genre de risques. Mais leur importance avait grandi, à partir du moment où son réseau et son rôle avait été démasqués dans *Le Point.*

A Digne, des amis venus lui rendre visite le trouvèrent nerveux, tendu. Ils allèrent se promener dans la ville. Soudain, sans prévenir, il pivotait sur place, repartait à grandes enjambées dans une autre direction.

Peut-être dans ce testament trouve-t-on une piste qui permettrait de découvrir les auteurs du meurtre perpétré dans l'ascenseur de la rue Rollin.

Mais c'est douteux. En tout cas, les données contenues dans cette pièce n'ont pas permis au commissaire Ottavioli, chargé de l'enquête, d'aboutir.

Enquête très difficile. La clé de ce mystère est égarée dans le puzzle que forment une trentaine d'organisations subversives dispersées sur trois continents, une douzaine de services secrets.

Une des dernières personnes à approcher Curiel

fut l'ancien dirigeant du groupe Stern. Yalin-Mor.

Les deux hommes dînèrent ensemble la veille du meurtre, le 3 mai, dans un restaurant chinois.

« *Henri* — raconte Yalin-Mor [1] — *arriva à l'heure pile comme d'habitude. Nous nous embrassâmes. Nous ne nous étions pas revus depuis octobre 1977.* »

Leurs relations remontaient à une dizaine d'années, à une époque où Curiel avait transmis à l'ancien terroriste une proposition de Sadate, en vue d'une rencontre préparatoire entre Israéliens et Égyptiens.

Cette notation incidente suffit à elle seule à ruiner l'image que Curiel et, à sa suite, les amis de Curiel tentent de donner de lui, à savoir celle d'un pauvre exilé sensible au sort des hommes et des femmes qui partagent sa condition. Il est évident que Sadate, en choisissant Curiel comme intermédiaire officieux, sait à qui il s'adresse.

Au cours de ce dîner, Yalin-Mor, qui connaît l'assignation à résidence dont Curiel a été l'objet, s'intéresse à son sort.

« *Ma situation est meilleure qu'avant répond Curiel. Maintenant, j'ai une carte d'identité, un passeport. Je peux me déplacer dans le monde entier, l'Égypte seule m'est interdite.* »

Il ajouta que ses ennemis ne se trouvaient pas dans les services de sécurité de l'Intérieur, mais plutôt dans quelques services en relation directe avec les Affaires étrangères.

Il est probable, sur ce dernier point, que Yalin-Mor a mal compris les propos de son interlocuteur, ou que sa lettre a été mal traduite.

En effet, les paroles qu'il rapporte sont à rapprocher de celles que le même Curiel adressait à l'envoyé

1. Lettre au *Nouvel Observateur* du 29 mai 1978, Nathan Yalin-Mor fut un des dirigeants du groupe Stern, organisation terroriste juive en Palestine pendant la guerre.

spécial de *Libération,* à Digne, du temps où il était assigné à résidence dans cette ville [1].

« *La D.S.T.* — déclarait alors Curiel — *connaît mes activités depuis quinze ans. L'opération dont je suis l'objet vient plutôt de certains services liés à l'étranger.* »

Curiel désigne sans doute là le S.D.E.C.E., peut-être la Sécurité Militaire. Les services étrangers peuvent être la C.I.A., les services de renseignements de Bonn, le « Boss » d'Afrique du Sud, qui sont dans le collimateur d'un « marxiste orthodoxe » comme Curiel, ou d'autres que nous ne soupçonnons pas. En tout cas cette version est beaucoup plus vraisemblable que celle donnée par Yalin-Mor.

Après le dîner, les deux hommes se rendirent au domicile d'un couple ami de Curiel, où plusieurs personnes vinrent les rejoindre. Devant cet auditoire restreint, Yalin-Mor fit un bref exposé sur les pourparlers de paix avec Israël. Il parla du mouvement en faveur de la paix déclenchée par les officiers de réserve en Israël. Il ajouta que l'action entreprise par Sadate devait être jugée comme positive. En revanche il n'eut pas un mot pour excuser l'attitude de Begin et de Dayan, ministre israélien de la Guerre. Selon Yalin-Mor, Curiel partageait son avis sur le comportement des hommes d'État israéliens. Il était en revanche plus réservé sur le compte de Sadate.

Au cours de cette soirée, Curiel parla peu. Vers minuit, la rencontre prit fin. En sortant de l'immeuble Yalin-Mor prit place dans la voiture d'un de ses interlocuteurs. Curiel s'approcha pour lui dire au revoir, et Yalin-Mor voulut sortir pour l'embrasser.

« Non, non dit Curiel, vous êtes trop fatigué. Nous aurons encore mille occasions de nous embrasser. »

1. Numéro du 2 novembre 1977.

Il reste seulement de cette rencontre, que nous ne connaissons que par le récit de Yalin-Mor, un vague sentiment de malaise. L'impression qu'entre Curiel et l'ancien terroriste du groupe Stern quelques discordances, très feutrées sans doute, sont apparues sur la question palestinienne, au cours de cette séance qui précède de quelques heures l'attentat contre Curiel.

Examinons maintenant les différentes hypothèses concernant cette mort énigmatique :

I. *Le commando Delta.*

Une heure après la mort de Curiel, une voix anonyme a diffusé à l'A.F.P. le communiqué de l'organisation *Delta* qui avait auparavant revendiqué le meurtre de Laïd Sebaï au siège de l'Amicale des Algériens en Europe.

Les commandos Delta avaient été organisés par le lieutenant Degueldre en Algérie. Composés de combattants sélectionnés de l'O.A.S., ils commirent toute une série d'attentats.

L'idée que des nostalgiques de cette période aient pu reprendre les armes est sans vraisemblance. Les hommes qui avaient à l'époque vingt ou vingt-cinq ans en ont près du double. Beaucoup étaient des militaires qui, après la prison ou l'illégalité, se sont recasés tant bien que mal dans la vie civile. Comme beaucoup de partisans de l'Algérie française, ils sont aujourd'hui surtout amers et très peu mobilisables.

S'agit-il alors de jeunes gens — c'est du reste le signalement donné des tueurs — appartenant aux groupes activistes d'extrême-droite, qui auraient simplement repris le sigle Delta pour marquer une continuité avec le combat de l'Algérie Française?

Il y a naturellement dans ces milieux des garçons capables de manier un revolver. On pourrait concevoir qu'ils commettent un attentat par explosif contre un

bâtiment, voire qu'ils soient les auteurs du meurtre de l'Algérien Sebaï dans la mesure où ils sont sensibilisés aux problèmes de l'immigration. Mais ils ne nourrissent pas contre le K.G.B. une haine telle qu'elle les incite à se débarrasser d'un Curiel qui devait être pour eux presqu'un inconnu.

L'attentat contre Sebaï, celui dont a été victime Curiel, ont été menés avec un grand sang-froid. C'est l'œuvre de techniciens qui ont « monté un coup », quasi imparable. Cette constatation ne va guère dans le sens d'un commando formé de jeunes activistes, impulsifs et brouillons.

Il faut noter toutefois que dans les deux cas l'arme du crime, un 11,43 mm, est la même. Cette donnée établie par l'enquête donne à croire que les tueurs sont les mêmes. Mais elle ne nous fournit guère de renseignements sur leur origine. Cet indice matériel a pu, au contraire, être utilisé pour lancer l'opinion sur une fausse piste.

En pareil cas, on peut envisager que l'attentat contre Sebaï ait été perpétré, uniquement pour la préparation psychologique du meurtre de Curiel. La mort d'un « raton » était destinée à donner à celle de Curiel un caractère raciste, en vue de brouiller les pistes.

2. *La D.S.T.*

Les dirigeants de la D.S.T., en proie à la fureur devant le retour de Curiel, dont la situation est désormais renforcée puisqu'il est passé de l'autorisation de séjour renouvelable tous les trois mois au permis de résidence d'un an, décident de se venger et forment un commando.

Il n'y a pas de précédent à cette opération dans un service de police français. On peut, il est vrai, évoquer l'affaire des « plombiers » (les écoutes du *Canard*). Mais on ne peut sérieusement comparer la surveillance illégale des lignes téléphoniques (ce qui se fait dans tous les

pays) avec l'exécution d'un homme. On voit mal aussi les fonctionnaires de la D.S.T., plutôt timorés sur le plan de l'initiative illégale, prenant le risque de cette opération.

Sebaï a été abattu le 2 décembre 1977. A ce moment Curiel est encore à Digne. On peut supposer qu'à la D.S.T. on sait déjà qu'il va revenir. Mais on ne le sait pas depuis très longtemps. Il faut donc admettre *qu'immédiatement* le plan du double attentat a été dressé. On imagine malaisément la chose dans un service officiel.

3. *Le S.D.E.C.E.*

Il y a une différence importante entre le S.D.E.C.E. et la D.S.T., c'est que le premier possède un groupe « Action » chargé des « coups durs » et des éliminations éventuelles.

Pourquoi donc dans un premier temps, une équipe du S.D.E.C.E., agissant sur ordre, aurait-elle liquidé Sebaï? Il y a une réponse à cette question. L'équipe a commis une méprise tragique. Elle a confondu Sebaï, modeste employé de l'Amicale, avec son président Gheraieb. « *L'assassinat du plus important des Algériens résidant en France aurait ainsi détérioré un peu plus les relations franco-algériennes, déjà difficiles, ce que souhaitent certains milieux et en particulier les « Faucons » du S.D.E.C.E.* [1]... »

Oui. Mais qui aurait donné cet ordre? De Marenches, le patron du S.D.E.C.E.? Il est au mieux avec Giscard. Et la politique de Giscard n'est pas précisément de déstabiliser les relations entre la France et l'Algérie.

Des « durs » du S.D.E.C.E. auraient pu agir sans l'accord de leur supérieur. Mais ce genre de réaction ne

1. *Libération*, numéro du 26 juin 1978.

peut avoir lieu sans provoquer des remous à l'intérieur du service. A deux reprises *Le Monde* s'est fait l'écho d'une contestation émanant de certains membres du S.D.E.C.E. [1]. Les uns parce qu'on voulait les contraindre à faire des rapports sur les activités de certains hommes politiques en France; les autres parce qu'ils n'approuvaient pas la politique du service en Afrique. C'est ce qu'on pourrait appeler l'opposition de gauche au sein du S.D.E.C.E. Et ces contestataires ignoreraient tout du double crime de leurs collègues « faucons »? Et, possédant sur ce chapitre quelque idée, ils n'en auraient jamais fait part à quelques journalistes amis?...

4. *Le S.D.E.C.E. au service du Boss*

C'est une hypothèse émise par Mme Curiel et ses amis et diffusée par *Libération*. Les services secrets sud-africains se seraient adressés à leurs camarades du S.D.E.C.E., pour leur demander de les débarrasser de Curiel.

Les services sud-africains (le Boss) ont démantelé le réseau mis sur pied par Breytenbach pour le compte de Curiel. C'est une affaire qui remonte à cinq ans. Pourquoi éprouveraient-ils le besoin de liquider Curiel à retardement? Sauf bien entendu si Curiel, entre temps, a monté un nouveau réseau en Afrique du Sud. Tant que l'on n'aura pas d'informations sur de nouvelles menées, on ne peut retenir sérieusement cette explication.

5. *Un Escadron de la mort.*

L'hypothèse est assez différente des trois précédentes. Cette fois, il ne s'agit pas d'un service ou d'une fraction de ce service, mais de policiers français marginaux, exaspérés par le laxisme gouvernemental en matière de

1. Notamment dans le numéro du 19 juillet 1978.

répression, et décidant, de leur propre chef, de passer à l'action.

Cette piste est plus sérieuse que les précédentes. Elle allie en effet la colère et la technicité. Si un « Escadron » de ce type existe, il aurait pu abattre un Algérien important (confondu en fait avec un autre), puis Curiel réintégrant triomphalement la capitale et narguant ceux qui l'en ont un moment expulsé; enfin Goldman, absous de l'assassinat des deux pharmaciennes.

Cette piste est envisagée, tout de suite après la mort de Curiel, dans *L'Huma-Dimanche* [1]. L'auteur de l'article, Claude Picant, explique qu'une organisation de contre-terroristes aurait été créée en septembre 1977 à Tarbes, par d'anciens officiers inquiets de l'arrivée de la gauche au pouvoir. L'organisation patronnée par un ancien lieutenant-colonel du S.D.E.C.E. regrouperait 200 à 300 officiers et sous-officiers, dont des fusiliers-marins. Or, selon l'auteur de l'article, le jour de la mort de Sebaï, des policiers auraient entendu un enquêteur dire : « C'est encore un coup des marins. »

La Sécurité militaire ne serait pas sans liens avec cette organisation secrète.

On désignait même la prochaine victime de « l'Escadron de la mort » français : Asselmeyer dont nous avons parlé. Asselmeyer, fort heureusement pour lui, est toujours en vie. On peut peut-être penser que Goldman aurait pris sa place sur la liste dressée par ce commando. Mais sa mort, parmi les hypothèses formulées, a été plutôt attribuée à des policiers qui n'auraient jamais admis la mise en liberté de Goldman. Quand on connaît ces milieux, il est tout à fait invraisemblable d'envisager une fusion entre policiers et anciens officiers, les uns et les autres ne faisant guère confiance à tout ce qui n'appartient pas à leur corps.

1. 19 mai 1978.

Par ailleurs, on n'a jamais entendu parler dans les milieux de droite de cet « Escadron de la mort » à la brésilienne, et l'hypothèse d'un secret hermétique observé par 200 ou 300 personnes prête à sourire.

Par conséquent cette idée d'un attentat perpétré soit par une nouvelle cagoule militaire, soit par des policiers marginaux, n'est peut-être pas entièrement à exclure. Mais elle demeure très floue. Depuis la mort de Sebaï et de Curiel, aucun fait précis n'est venu l'étayer.

Nous avons, croyons-nous, fait le tour des pistes françaises.

Avec l'étranger, c'est le foisonnement. Curiel est intervenu dans les affaires intérieures de tellement de pays qu'il est difficile de faire un choix.

6. *La piste latino-américaine*

Les derniers événements survenus au Nicaragua, avec le renversement de Somoza, et au San Salvador, théâtre de la terreur et de la contre-terreur, replacent au premier plan les gouvernements d'Amérique latine. Un des principaux secteurs où travaillait Solidarité, puis Aide et Amitié était le secteur latino-américain.

On peut parfaitement supposer que des services spéciaux d'Argentine, du Chili, de l'Uruguay, aient décidé de liquider Curiel.

Cette hypothèse toutefois bute sur le problème de l'arme : le 11,43 mm, qui a servi à tuer Sebaï. L'Algérien n'intéresse nullement ces pays. Il faut alors supposer que l'attentat contre Sebaï avait pour seul but d'égarer l'enquête. Pas à exclure. Mais comment le prouver?

7. *Les services secrets marocains.*

Ils ont déjà été mis en cause avec l'affaire Ben Barka.

Ici on trouve un lien étroit entre l'affaire Sebaï et l'affaire Curiel. A condition d'admettre que dans le

premier cas, les tueurs se sont trompés de victimes et qu'ils voulaient abattre en réalité le président de l'Amicale des Algériens en Europe, personnalité importante. Le problème sahraoui, auquel Curiel s'est intéressé peu avant sa mort, fournit une articulation entre deux meurtres.

L'enquête a-t-elle été orientée en ce sens? Nous l'ignorons.

8. *Les Palestiniens.*

Depuis plusieurs années, Curiel est intervenu activement pour une solution négociée entre Israéliens et Palestiniens. C'est une initiative dangereuse, car elle mécontente des gens dans les deux camps : les « faucons » israéliens et les plus extrémistes des Palestiniens.

Nous dirions volontiers qu'à notre sens c'est une hypothèse crédible, car elle fait apparaître des intérêts et des passions dans un secteur où règne une tension constante.

Il est peu concevable que seize ans plus tard des partisans de l'Algérie française refassent surface pour empoigner le colt. Il est très vraisemblable au contraire que la situation brûlante du Moyen-Orient fasse lever des tueurs.

Quels tueurs? On pensera d'abord à des extrémistes palestiniens. La réussite de la négociation, menée par Curiel avec le patronage de Mendès France, suppose en effet qu'on écarte des solutions extrêmes.

Or c'est le genre d'opération qui est susceptible de provoquer les plus sanglants règlements de compte. En pareil cas, la mort peut provenir de qui, hier, était proche de vous. C'est une histoire classique depuis Judas.

Dans l'affaire de la négociation Israël-Palestine, Curiel a pu provoquer ce genre de colère chez certains Palestiniens. Reste que cette hypothèse n'explique pas

l'attentat au siège de l'Amicale des Algériens, hormis la volonté de préparer et de camoufler le second meurtre.

9. *Les services secrets israéliens.*

Curiel, juif de tout temps anti-sioniste, a choisi Moscou contre Tel-Aviv. Il y a une raison pour qu'on le tue. C'est un ennemi obstiné des « faucons ». C'est un homme qui tente de rassembler tout ce qui est anti-sioniste. Il est en liaison avec l'organe américain *New Outlook*, qui, ces temps derniers, vient d'ouvrir une brèche dans le puissant lobby juif des États-Unis.

Il y a, en outre, un côté technique que personne, croyons-nous, n'a remarqué : c'est l'attentat à la sortie de l'ascenseur.

Cette méthode a été utilisée pour la première fois à l'égard de Wael Zwaiter, après l'attentat aux Jeux Olympiques de Munich. Employé de bureau à l'ambassade de Libye à Rome, Zwaiter tomba sous les balles (calibre 0,22) de deux hommes embusqués à l'entrée de l'ascenseur conduisant à son appartement.

La victime était, sous des fonctions modestes, l'agent de Septembre Noir pour l'Italie.

Un procédé technique n'est pas une preuve. Il peut être copié par des concurrents.

10. *La D.G.I. cubaine.*

Entre Curiel et les services cubains, il y a eu des contacts, pour tout ce qui concerne l'Amérique du Sud, l'Amérique Centrale et les Caraïbes. Curiel avait-il commis une faute et en aurait-il subi les conséquences? La même question concerne Goldman. Dans les deux cas les éléments font défaut pour soutenir cette hypothèse.

11. *Le K.G.B.*

Curiel est un vieux serviteur. Mais il est démasqué. « Grillé. » Il sait trop de choses. Le « cerveau » est désormais inutilisable. Mais peut nuire. En communiquant à d'autres ce qu'il sait. Et il sait beaucoup. On le fait abattre.

Il y a un précédent : Carlos abattant Moukharbel, car il ne doute pas que celui-ci ait parlé.

Pour Moscou, peut-être Curiel a-t-il fait son temps. Peut-être le successeur est-il déjà en piste.

Curieusement, c'est une hypothèse qui n'a été envisagée par personne. A notre avis, on ne peut pourtant pas l'exclure.

En définitive le mystère reste entier. Ce qui n'a rien de surprenant, si l'on considère que la disparition de Ben Barka à l'automne 1965 n'est toujours pas éclaircie et ne le sera peut-être jamais.

Une autre énigme doit être considérée. Comment les meurtriers de Curiel pouvaient-ils savoir l'heure à laquelle celui-ci allait quitter son appartement?

Une explication a été fournie à ce sujet. Des micros auraient été disposés à l'intérieur de l'appartement de la rue Rollin (par la D.S.T.?, par le S.D.E.C.E.?, par les R.G.?). Ainsi toutes les conversations de Curiel auraient été écoutées.

Cette histoire ne convainc pas du tout. Les amis de Curiel et son épouse même, rompue aux problèmes de la vie clandestine, ont assez d'expérience pour avoir envisagé cette hypothèse et pour avoir, après la mort de Curiel, procédé aux sondages nécessaires.

Restent deux cas : l'heure de sortie de Curiel a été connue par un familier et transmise aux exécutants. Ce qui nous ramènerait à ce moment-là, soit aux milieux israéliens, soit aux Palestiniens.

Ou bien Curiel avait des habitudes. Nous croyons

savoir que c'était l'heure justement d'une séance de yoga dans un gymnase qu'il fréquentait à jour et à heure fixes.

Tout homme a ses points faibles. Pour Curiel, c'était sans doute cette pratique du yoga à heure fixe.

Il y a un épilogue à cette histoire : ce sont les compagnons de Curiel, le réseau *Solidarité*. Que vont devenir ces quelques centaines de personnes? Elles ont besoin d'un nouveau patron.

Mais on ne trouve pas aisément une personnalité comme Curiel. Il avait avant tout de l'ascendant sur ceux qu'il approchait. Il savait séduire et convaincre. Marquer. Les plus dévoués, les plus durs, les plus remarquables lieutenants, ne font pas un général en chef.

En outre Curiel était lui-même comparable à l'éloge qu'il faisait de l'Union Soviétique : une accumulation de compétences. Quarante années de vie militante passées sur les théâtres les plus divers ne se remplacent pas au pied levé.

Un homme comme Asselmeyer était assurément beaucoup plus limité.

Après Curiel, qui? L'abbé Davezies? Un peu trop axé sur les Basques? Un peu borné. Peu apte à trouver un langage avec cette si complexe *famiglia* Curiel et ces communistes juifs égyptiens en exil, tellement à part.

L'homme dont on murmure le nom serait Joseph Hazan, dont nous avons déjà parlé, membre comme Curiel du Mouvement de la paix. Hazan, dit Soussou, est celui qui a recueilli les archives du réseau, sans lesquelles on ne peut rien faire. Ancien gérant de la SEREP, il dirige actuellement la SEDAG (Société d'expertise, d'assistance et de gestion comptable), S.A.R.L. au capital de 20 000 francs qui possède un compte à la Banque commerciale pour l'Europe du Nord.

Dans sa tâche de reconstitution du réseau, Joseph Hazan serait particulièrement assisté par Alain Gresh,

membre de la section de politique étrangère du Parti communiste français, qui assure les liaisons avec Cuba [1].

On ne remplace pas aisément un homme comme Henri Curiel. Sans parler de l'expérience acquise dans les milieux et les pays les plus divers, il y avait en lui un pouvoir de fascination inné qui ne se transmet pas.

Mais l'Internationale communiste en a vu d'autres, Solidarité, puis Aide et Amitié appartiennent au passé. N'en doutons pas : un autre dispositif s'est mis en place.

Le 10 juillet dernier, Alain Gresh, au côté de Maxime Gremetz, responsable de la commission de politique étrangère du P.C.F., a participé à une rencontre avec une délégation du Parti communiste égyptien. Le communiqué qui relate ces entretiens [2] témoigne d'une vive hostilité à l'égard de Sadate et évoque le renforcement d'une opposition *active* en Égypte. C'est la suite logique d'un rapport de Georges Marchais sur le renforcement de la lutte anti-impérialiste.

Il est naturellement difficile de connaître le successeur de l'Égyptien à la tête de Solidarité devenue Aide et Amitié. Mais deux choses sont sûres : son réseau continue à agir; l'affaire Curiel n'est pas terminée.

Témoin, l'affaire de l'officine clandestine aux mille passeports.

Le 5 juin 1980 un coup de filet de la P.J. aboutit à l'arrestation de six personnes, les unes à Ivry, les autres à Caen.

A Ivry, 60 avenue Maurice-Thorez, au domicile d'une femme d'origine argentine Maria Amaral, fille d'un pasteur, et de son époux, un sculpteur, du nom d'Elant-

1. Alain Gresh est le filleul d'Henri Curiel. Sa mère, Ruth Gresh, appartiendrait au personnel diplomatique de l'ambassade de R.D.A. en Grande-Bretagne.

2. Cf. *L'Humanité,* 11 juillet 1980.

kowski, et dans un dépôt du même immeuble loué par un animateur culturel de la mairie communiste de Blanc-Mesnil, la police découvre tout un attirail de faussaires : mille passeports, dont 600 passeports turcs vierges; 200 passeports turcs déjà falsifiés, vingt passeports argentins, des passeports belges, français, hollandais, zaïrois, etc. des produits chimiques destinés à la falsification; un massicot; une presse, 70 cachets administratifs; des instructions « techniques » à l'usage de clandestins pour les filatures, contre-filatures, les « planques »; des brochures et des instructions pour la confection de tracts et d'affiches à destination du Tiers-Monde : la comptabilité de la bande et enfin des *instructions pour la fabrication artisanale d'engins explosifs.*

Accablant, ce stock? Pas du tout. A l'audience du 10 novembre 1980 dans le box, Maria et son époux lisent fièrement des manifestes de solidarité humanitaire avec les combattants du Tiers-Monde; la salle applaudit; le président Lhomme grogne pour la forme, mais se cantonne dans des admonestations toutes paternelles. Les avocats, Leclerc (gauchiste) et Nicole Dreyfus (membre de l'association internationale des juristes démocrates, qui est favorable aux thèses soviétiques) prononcent des harangues politiques. Sur six accusés, quatre ont comparu comme prévenus libres; ils s'en tirent avec quelques mois assortis du sursis; pour les deux autres, la peine effective couvre tout juste le temps passé à la Santé depuis le 6 juin.

Aujourd'hui, tous sont libres. La presse a été étrangement discrète sur cette affaire et, quand elle l'évoquait, attendrie.

Au procès à la 13ᵉ chambre correctionnelle de Paris, alors que Maria avoue comme ressources deux mille francs par mois pour un travail à mi-temps et que son époux, le sculpteur, selon ses propres termes « vit plus ou moins » de son métier — ce qui veut dire qu'il n'en vit pas

— le président ne cherche pas à en savoir davantage. Aucune question n'est posée sur la comptabilité de ce groupe qui a été saisie; et tandis que les accusés se déclarent non violents, personne ne s'intéresse non plus aux instructions pour la fabrication d'engins explosifs et ne posera des questions qui semblent pourtant s'imposer.

Mais le groupe, au fait, quel est-il? A ce sujet l'association des Amis d'Henri Curiel a publié le communiqué suivant :

« Le 5 juin 1980, six personnes accusées d'avoir fourni des faux passeports à des réfugiés politiques étaient arrêtées et inculpées. Certains journaux ayant, à cette occasion, évoqué Henri Curiel et le groupe Solidarité, notre Association a publié le communiqué suivant :

» " La presse a annoncé l'arrestation et l'inculpation, le 5 juin 1980, de six personnes qui ont porté assistance à des militants du Tiers-Monde, notamment d'Amérique Latine et de Turquie.

» " L'Association Henri-Curiel respecte les motivations politiques de ces militants. Elle souhaite que les autorités judiciaires les fassent bénéficier rapidement d'une mise en liberté [1] *et que les organisations et associations démocratiques interviennent également dans ce sens.*

» " Le nom d'Henri Curiel ayant été cité à propos de cette affaire, l'Association précise que contrairement à ce qui a été parfois avancé, rien ne permet d'affirmer que les militants en question auraient appartenu pour mener cette action à une quelconque organisation " [2] *».*

Trois points à retenir dans ce communiqué :

1° L'association approuve l'action des inculpés.

1. Vœu exaucé.
2. *Le Monde* du 28 juin 1980.

2° Cependant, elle n'est nullement impliquée dans les activités de ce groupe.

3° D'ailleurs, il n'y a pas de groupe du tout.

Ce que l'association omet de dire toutefois, c'est qu'un des inculpés, Alain Saillens, qui travaille dans une mairie communiste, est tout simplement membre du conseil d'administration des Amis d'Henri Curiel. Comme tel, son nom figure dans le bulletin de cette association. Il n'a été, à notre connaissance, ni exclu ni désavoué.

Quant aux liens avec Solidarité, ils sont mis en évidence par deux faits. D'abord la femme d'un des inculpés, un graphiste du nom de Landrée, qui travaille à l'Institut catholique Lemonier, à Caen, a spontanément déclaré à la police que son mari appartenait à Solidarité. Elle est par la suite revenue sur cette déclaration. Mais comment pouvait-elle inventer une appartenance à un groupe connu de fort peu de monde?

Nous avons vu par ailleurs [1] que Maria Amaral appartenait au comité directeur de Solidarité.

Bien évidemment, Solidarité, même après l'arrestation du « cordonnier » Haberman, continuait. Et le matériel saisi dans l'appartement et le dépôt d'Ivry éclaire rétrospectivement l'activité de ce groupe de six personnes. On y trouve les différentes branches de son activité : la fabrique de faux papiers, l'école de clandestinité, les conseils pour la propagande; et, enfin, une école qu'il faut bien appeler terroriste, même s'il s'agit d'un terrorisme disposant de moyens artisanaux.

Mais les moyens artisanaux, c'était ceux que Lénine conseillait d'employer.

A qui étaient destinés les passeports falsifiés? Nous avons vu qu'ils étaient très divers, la conception de Curiel consistant à servir toutes les clientèles qui luttent contre l'impérialisme, il n'est nullement exclu que le

1. Cf. chapitre 14.

terroriste à la mobylette qui déposa la bombe de la rue Copernic [1] et qui détenait un faux passeport cypriote ait été « alimenté » par Solidarité. Ni la police ni la Justice, n'ont, pensons-nous, posé de questions à ce sujet.

Deux cents passeports étaient prêts pour la Turquie. Dans ce pays opère l'Armée secrète arménienne, une organisation terroriste d'inspiration marxiste étroitement liée aux communistes kurdes clandestins. Sur ceux-ci, Joyce Blau, une spécialiste en la matière, pourrait sans doute en dire long.

Les terroristes arméniens agissent en Europe ou aux États-Unis où ils s'attaquent aux consulats et ambassades turques. Dernier point : pour la rue Copernic, le laboratoire de la police a établi que la matière explosive et le détonateur, très sophistiqué, étaient semblables à ceux que voulaient utiliser des terroristes arméniens arrêtés à Genève le 3 octobre.

Insuffisant pour conclure, mais il ne semble pas que l'on se soit intéressé beaucoup à cette piste, ni à vérifier si elle ne menait pas aux successeurs de Solidarité.

Un autre fait mérite quelque attention, c'est l'attentat commis le 14 août 1980 devant la porte de Mme Curiel, rue Rollin, avec le jet d'un cocktail Molotov sur son palier [2]. Quel était l'auteur de cet acte odieux? Une organisation néo-nazie? Un fanatique isolé? Un provocateur soucieux d'exploiter le climat créé par les attentats de Bologne et de Munich et le tapage mené autour des néo-nazis de la F.A.N.E. [3]? Il est douteux que l'on puisse répondre rapidement à ces questions.

1. Attentat commis à proximité de la synagogue de cette rue du 16e arrondissement de Paris qui fit 4 morts le 3 octobre 1980. L'origine de cet attentat n'est toujours pas établie.

2. Le récit de cet attentat a paru en première page dans *France-Soir* du 15 août 1980. Mme Curiel a déclaré à cette occasion qu'elle mourrait assassinée.

3. Mouvement d'inspiration néo-nazi.

Dans cette affaire trouble, Mme Curiel, interviewée longuement par les mass media et qui a fourni une manchette à *France-Soir*, a bénéficié du soutien réconfortant de l'Association pour la défense des droits et de la liberté de l'homme dont un des plus brillants animateurs est Georges Marchais. A *L'Humanité*, qui qualifie son époux de « militant anti-impérialiste », Mme Curiel a déclaré qu'elle vivait un « cauchemar ». Nous le croyons volontiers. Elle a ajouté qu'elle ne militait plus. Nous le croyons moins. Militante dès sa jeunesse, nous pensons que la fidélité qu'elle porte au compagnon de sa vie abattu, qui fut aussi pour elle un camarade de combat, fidélité qui se prolonge dans cette association qu'elle a créée, ne mène pas au renoncement.

Et pourquoi renoncerait-elle? En conduisant la dépouille d'Henri Curiel au Père-Lachaise elle a chanté : « *Vengeance! Vengeance pour toi!* », ou, si la douleur lui nouait la gorge, elle a été portée par ce chant. Il y a bien des manières de venger un mort. On peut le faire en poursuivant son combat. Est-ce que pour les communistes le combat a cessé? Est-ce que pour les « militants anti-impérialistes », formule diplomatique, le combat à cessé? Est-ce que l'action que mène *Afrique-Asie*, magazine anti-impérialiste et pro-soviétique à l'usage du Tiers Monde, et son directeur Simon Malley, lui aussi Égyptien, n'est pas, sur le plan de l'agit-prop, l'équivalent de ce qu'était le réseau Curiel dans le secteur de l'underground? Est-ce que le mystère de la mort de Curiel est éclairci? Est-ce que ses disciples ont cessé de voler et de trafiquer les faux papiers pour les guérilleros du Tiers Monde?

Certes pas. Le réseau continue.

ANNEXES

I. La généalogie d'Henri Curiel (1 page).

II. La note de la D.S.T. sur le CRIF avec les noms des responsables et sa structuration (3 pages).

III. La FSRA : ses membres, sa structure, ses objectifs. Le document intégral tel qu'il est conservé à la Bibliothèque Nationale (7 pages).

IV. Des services américains désignent Henri Curiel comme le chef du réseau de soutien aux clandestins du Tiers-Monde (1 page).

V. Selon une note « confidentielle » de *Foreign Report,* Henri Curiel serait un agent soviétique, surveillé dès 1953 par la D.S.T. Cette même source prétend qu'Henri Curiel aurait joué un rôle en Afrique du Nord dans les rapports entre le PCF et certains leaders marxistes du Maghreb, alors sous dépendance française. De même, il aurait été en contact étroit avec certains responsables gaullistes... (3 pages).

VI. Note des services français sur Henri Curiel (2 pages).

VII. En novembre 1975, note du directeur de la Police Générale au directeur des Renseignements Généraux au sujet d'Henri Curiel (1 page).

VIII. Le ministère de la Défense Nationale désire des renseignements sur des relations d'Henri Curiel (1 page).

IX. Les intellectuels qui ont demandé le boycott de Georges Suffert à cause de ses articles dans *Le Point* au sujet d'Henri Curiel.

CURIEL	Daniel 05/07/86	époux BEHAR Zaffrida 31/01/90	parents de Henri 13/09/14	époux ALADJEM Rosette 16/02/14 et Raoul	
	Léonie	épouse WEIL Lucien	parents de André WEIL-CURIEL 01/07/10	époux TERAI-TUMAHAI	– Lin Pat: Mae
	Evelyne 04/07/94	épouse BRAIBANT Charles 31/03/89	parents de Guy 05/09/27	époux GIELMAN Micheline	– Mic: Syl
	Linda	épouse AGHION Maurice	parents de Raymond 14/01/21		

BEHAR Berthe épouse Rafael ALADJEM parents de Rosette CURIEL et de Bettty épouse NAGGAR

Albert époux Gertruy BEJDERWELLEN parents de BLAKE George + 2 soeurs

Zaffrida épouse Daniel CURIEL parents de Henri et Raoul

+ 12 dont certains s'appelleraient BEHAROV

OBJET : Comité de Réflexion et d'information des Français (C.R.I.F.)

Identification des personnes

(a) - J E A N S O N , Francis
- né le 7.7.1922 à BORDEAUX
- Professeur en
- en fuite à l'étranger

(b) - G L A Y M A N N ,Claude
- alias Dominique
- demeurant 3 rue du Lévrier à GENEVE
- déserteur de l'Armée Française

(c) - D A V E Z I E S , Robert, Léon
- alias Martin
- né le 30.4.1923 à St GAUDENS
- fils de Raymond et de CAMBS marie Thérèse
- recrutement de PAU Mle 43.65.00628

(d) - C U R I E L
- alias Guillaume
- arrêté en Octobre 1960

(e) - R O G E R
- sans autres précisions
- membre du P.C.F.
- Responsable de Jeunes Résistance à PARIS

RENSEIGNEMENTS :

ORIGINE : 08
SOURCE : D.S.T.
VALEUR : B/2
DATE de l'évenement : Fin Octobre, début Novembre 1960
DATE du recueil : 8.2.61
DATE de transmission : ce jour (13.2.61)

.../....

Fin Octobre, début Novembre 1960 s'est tenue en Allemagne avec la présence de membres F.L.N. , une réunion tendant à l'unification, sous la forme d'un COMITE DE REFLEXION ET D'INFORMATION DES FRANCAIS (C.R.I.F.) des trois organismes suivant opposés sous diverses à la guerre d'ALGERIE.

Réseau de soutien dirigé par (a) JEANSON

Jeune Résistance dirigé par (b) GLAYMANN

Mouvement anti-colonialiste de France (M.A.F.) dirigé par (c). Ce dernier organisme n'étant pas totalement intégré au C.R.I.F. des groupes indépendants diffusent des tracts qui leur sont propres.

La Direction du C.R.I.F. est assuré par le triumvirat JEANSON - DAVEZIES et GLAYMANN.

Les trois objectifs du C.R.I.F. sont :

1) - Dans la mesure du possible mettre la main sur les réseaux de soutien en France et sur leurs organisations dans les pays limitrophes, Italie, Suisse, Allemagne et Belgique.

2) - Aider les insoumis en assurant leur évacuation à l'étranger puis leur retour en France dans la clandestinité.

3) - Organiser la propagande : rédaction et diffusion d'un bulletin.

L'organisation du C.R.I.F. en France comprend :

- 8 Régions avec la tête de chacune un responsable organique assisté de 4 agents de liaison.
- Un service Finance
Les fonds proviennent de collectes en SUISSE et en FRANCE (réseaux de soutien), et d'une subvention annuelle du F.L.N.
- Un service d'évacuation :
Le passage à la frontière d'un insoumis se fait par 2 voitures, le clandestin étant dans la 2e voiture. Les frais de passage d'un insoumis F.S.E. ou F.S.N.A. reviennent en moyenne à 70.000 frs. 30 déserteurs en moyenne par mois sont pris en charge par le C.R.I.F.
Les insoumis reviennent en FRANCE avec de fausses cartes d'identité belge.
- Un service de propagande dont le responsable est inconnu
Ce service assure la rédaction d'un bulletin adressé aux sympathisants (12.000 adresses)
Le tirage du bulletin s'élève à 40.000 exemplaires ronéotypé à PARIS avec la mention en 1ère page Jeune Résistance "VERITE POUR"

ROLE DU F.L.N.

Le F.L.N. qui était réprésenté à la réunion d'unification du C.R.I.F. est partisan de ce regroupement, comptant par la création d'un seul organisme en prendre la direction par le biais de son intervention financière.

Il espére d'autre part évincer les reseaux de soutien qu'il estime encombrants et afin de contrebalancer il a pris des contacts dont les résultats sont inconnus, avec l'U.N.E.F. et le P.C.F.

- - - - - - - - - -

ACTIVITES COMMUNES C.R.I.F. - F.L.N.

Avec appui F.L.N. du 14 au 19.11.1960, s'est tenu un stage de 5 à 6 membres du C.R.I.F. en Allemagne dans une auberge de jeunesse.

LE F.L.N. A PROPOSE AU C.R.I.F.

- des stages dans les fermes modèles au MAROC ou dans les Camps de TUNISIE
- une collaboration avec la rédaction du "Moudjahid"
- la fondation d'une agence de presse à TANGER.



Front de Solidarité avec la Révolution Algérienne

RAPPORT DE LA RENCONTRE NATIONALE

DES 23 & 24 JUIN 1962

JUILLET/AOUT 1962

APPEL

Au moment ou les tortionnaires du peuple algérien sont amnistiés, où les tueurs de l'O.A.S. bénéficient de la mansuétude des pouvoirs publics, où Salan sauve sa tête et son avenir politique, De Gaulle instigateur et bénéficiaire du putsch militaire de Mai 1958 et finalement responsable de l'O.A.S. protégée par son armée et sa police, interdit les réunions et matraque les manifestants qui veulent alerter l'opinion sur le maintien en détention où en exil des réfractaires et des militants des réseaux ayant soutenu concrètement la Révolution Algérienne.

Le crime de ces militants est d'avoir au nom d'un internationalisme · agissant refusé de s'associer aux oppresseurs, aux tortionnaires, aux assassins, et d'avoir soutenu la lutte du peuple algérien pour son indépendance.

Conformément à sa nature, le Gaullisme compte sur l'apathie de l'opinion et des organisations politiques.

Après la comédie du procès Salan qui cache mal les origines du Gaullisme, il est intolérable que l'on mette sur le même plan les assassins racistes de l'O.A.S et la fraternité militante de nos camarades.

Les signataires de ce texte dont certains ont aidé moralement et matériellement ces hommes dans leur engagement lucide et courageux, dont certains ont milité à leurs côtés, leur renouvellent ici l'expression de leur totale solidarité et veulent que justice leur soit rendue. Ils en appellent à l'opinion et aux organisations qui se réclament de la Liberté pour imposer :

LA LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES ANTICOLONIALISTES EMPRISONNÉS

ET LE RETOUR DE TOUS LES EXILES

Francis JEANSON
André MANDOUZE
Jean Paul SARTRE
Claude BOURDET
Henri LEFEVRE
René DUMONT
Roland VIEL
Oreste ROSENFELD
Arthur ADAMOV
Maurice NADEAU
Claude ROY
Jérôme LINDON
Pierre VIDAL NAQUET
Michel LEIRIS
Jean François REVEL
Simone de BEAUVOIR
Geneviève SERREAU
Claude SIMON
Jean DOUASSOT
Robert LAPOUJADE
SINE
Maurice HENRY
YLIPE
Bernard FRANCK
Claude LANZMANN
Jean POUILLON
Daniel GUERIN
Pierre FRANCK
Olivier de MAGNY
Maurice JOUS

Robert BONNAUD
Gérard SPITZER
Pierre HESPEL
Dominique DARBOIS
N. ORHANT
O. REVAULT D'ALLONES
Fernand ROHMAN
François CHATELET
Robert MISRAHI
Denis BERGER
Jacques BERTHELET
Simon BLUMENTHAL
Nicole EIZNER
Michèle FIRK
Michel FIANT
Claude FREUD
Lucien JUBELIN
Claude GISLER
Mado KRAWETZ
Paul DREVET
Lou DUPRAZ
Roseline DOUSSET
Docteur ZAKINE
Yves JAMATI
BENOIST REY
J.P DARRE
Anie FRANCOIS
Françoise d'EAUBONNE
Maud MANNONI
Jean SENAC

Pasteur DUCROS
Jean URVOAS
Albert ROUX
Michel ARNAUD
Fabien LORIS
Jean DEGOTTEX
Rosita DEWEZ
J. DE PREUX
J. LAUPRETRE
J. DE MALEPRADE
G. DE MALEPRADE
Dr. Paul COURT
René SCHERER
SUBERVIELLE
FAVRE-BLEIPTREU
Michel LEQUENNE
Marceline LORIDAN
Claude AUBIN
Ma ELISSAGARAY
Jean WEIL
Jean DUBOST
Sphie CATALA
Simone MINGUET
Dominique PALACIO
René AUDIERNE
Annette ORHANT
Clément KALMA
Paul GRENIER
Hélène SALMONA
J.L AUPETIT

etc.....

R.F.

11) PROPAGANDE

Une des tâches les plus importantes du P.S.R.A est de montrer le vrai visage de la révolution algérienne. Rôle de démystification, d'information.

Nous disposons à cet effet :

1°) Des publications algériennes que nous devons difuser le plus largement possible (El Moudjahid, A.P.S, "L'Ouvrier Algérien", brochures de l'U.G.T.A., films, disques, publications occasionnelles comme le brochure sur les exactions policières, etc...)

2°) D'ouvrages français sur la révolution algérienne (éditions de Minuit, éditions Maspéro, etc...) mais qui sont d'une diffusion plus difficile.

3°) Du matériel proprement P.S.R.A qu'il est indispensable d'éditer :

a) - La brochure " L'Algérie sera socialiste", document de base pour notre action, doit être vendue à un très grand nombre d'exemplaires. Son contenu sera discuté et commenté au sein des groupes régionaux et locaux .

b) - Un bulletin de liaison national réservé aux militants, maintient le contact entre les différents groupes, faisant connaître les initiatives de tel ou tel et orchestrant les campagnes pour toute la France.

c) - Il est recommandé aux régions d'éditer elles-mêmes leur bulletin . De même les groupes ont intérêt à publier des textes réguliers en liaison étroite avec les évènements locaux.

Trois exemplaires de ces différents bulletins seront expédiés au bureau national qui pourra les utiliser pour la publication de liaison.

d) - Le bureau national se charge d'éditer une série de brochures sur des points particuliers de la Révolution algérienne et aussi des textes spécialement étudiés pour telle catégorie sociale (ouvriers, paysans, etc...)
Une grande importance doit être donnée au travail au travail d'implantation et de propagande dans les entreprises.

e) - Le projet d'une revue P.S.R.A, publiant des informations sur l'Algérie, faisant connaître le point de vue et les activités de notre organisation, avait été rejeté en commission; repris en séance plénière, il doit être mené à bien par le Bureau .

Un autre aspect de notre propagande . doit s'exercer sur les grandes organisations ou partis. Il faut essayer de leur faire adopter certains mots d'ordre (reconnaissance légale des organisations algériennes, AGTA, UGEMA - retrait de l'armée française d'Algérie - libération et amnistie de tous les anti-colonialistes, etc...) et les pousser à une solidarité plus active avec les Algériens.

111) AGITATION

La nécessité d'organiser solidement des groupes de choc anti-fascistes se fait de plus en plus sentir :

- pour manifester aux côtés des Algériens
- pour former des groupes offensifs contre les menées fascistes
- pour protéger nos militants qui doivent poursuivre notre action à tout prix.

Chaque groupe doit organiser quelques volontaires sérieusement encadrés
Un service d'ordre régional doit être mis sur pieds.

La campagne pour la libération et l'amnistie des anti-colonialistes doit se poursuivre. A chaque groupe local ou régional de trouver les formes d'action nouvelles qui permettront un grand retentissement.

4216 (?)
448

AIDE TECHNIQUE

La commission chargée d'étudier les problèmes de l'aide technique et sociale à la révolution algérienne a rassemblé 17 camarades. Les débats ont porté sur deux aspects du problème :

— La signification de l'aide technique à l'Algérie indépendante

— Les mesures pratiques que le F.S.R.A. est à même d'envisager.

A PROPOS DE LA SIGNIFICATION DE L'AIDE TECHNIQUE - unanimité de la commission -

Etant donné les difficultés énormes que connaîtra l'Algérie dans le domaine de la construction économique, étant donné les manoeuvres auxquelles se livreront les puissances néo-colonialistes, il ne saurait être question d'apporter une aide politique qui se borne à la propagande et aux prises de positions générales. Il faut que notre soutien se matérialise aussi par une aide, aussi minime soit elle au départ, à tous les secteurs de l'Algérie nouvelle.

La commission a estimé, d'autre part, que notre aide devait être adressée aussi bien aux Algériens qui demeureront en France pendant un certain temps encore qu'à l'Etat Algérien.

La faiblesse des moyens du F.S.R.A en regard des besoins en cadres, médecins techniciens, enseignants etc, nous commande d'éviter tout esprit de chapelle. L'important est qu'une aide effective soit apportée à la révolution algérienne. Nous devons, dans ce but nous associer à toutes les tentatives valables, chercher à susciter les collaborations les plus larges - même si le F.S.R.A n'apparait pas en tant que tel dans les actions d'aide qu'il pourra susciter ou contribuer à développer.

Quelles que soient les formes de notre action, notre but restera toujours d'aider à sélectionner, dans tous les domaines, des cadres techniques capables de s'intégrer à l'effort de construction de l'Algérie indépendante, grâce à leur compréhension des perspectives et des nécessités de la révolution algérienne.

MESURES PRATIQUES ENVISAGEES

Domaine social :

1° - Faire le recensement des contacts que le FSRA peut avoit parmi les médecins, infirmières, assistantes sociales.

2° - Demander aux groupes locaux du F.S.R.A d'oeuvrer en contact dans la mesure du possible, avec les organisations algériennes de leur secteur, afin de connaître les besoins précis des travailleurs algériens (dans certaines régions de province, des médecins ont pu ainsi donner des cours d'hygiène de l'enfance, d'hygiène alimentaire etc.. à des Algériens)

3° - Constituer un collectif de médecins et infirmiers , lié au FSRA. Ce collectif devrait être en mesure d'assurer dans le Corps médical un travail d'information sur les besoins de l'Algérie dans le domaine médical, sur les problèmes de l'organisation de la médecine algérienne, sur les conditions de départ de médecins pour l'Algérie (a titre définitif ou temporaire - pour de plus ou moins longues périodes).

Ce travail peut prendre la forme de conférences d'information effectuées à PARIS ou en PROVINCE, d'édition d'une petite brochure d'information destinée au Corps médical.

Des médecins ont déjà entrepris un travail de ce genre (notamment ceux d'entre eux qui ont déjà effectué un voyage en Algérie). Il ne peut être question pour nous d'entrer en concurrence avec eux; il s'agit au contraire de collaborer avec eux, de soutenir leurs efforts.

4° - Entrer en contact à tous les échelons avec les syndicats d'infirmiers. Cette profession peut jouer un rôle important en Algérie, dans les structures d'hygiénisation médicales qui ne ressemblent pas à celles de la France.

.../...

5° Les groupes du F.S.R.A doivent tenter au maximum de récolter des médicaments auprès des médecins et pharmaciens de leur secteur. Deux groupes locaux de Paris ont déjà obtenu des résultats dans ce domaine. Cette méthode de collecte qui diffère de l'envoi anonyme à un centre de rassemblement des médicaments, doit faciliter un travail de propagande et d'information sur le plan local.

Une initiative prise en Belgique peut nous servir d'exemple dans ce domaine : un groupe de médecins a fait signer dans la profession une lettre demandant aux grands laboratoires pharmaceutiques de fournir gratuitement des médicaments pour l'Algérie. Cette lettre a recueilli 300 signatures et a reçu un accueil favorable dans plusieurs laboratoires.

5° - Il faut également recenser et mettre en contact avec les Algériens les camarades au fait des problèmes de législation sociale (Sécurité sociale notamment).

Domaine de l'enseignement.

1° - Aider grâce à tous les camarades enseignant ou susceptibles d'enseigner les cours de formation organisés en France par les organisations algériennes.

2° - Assurer dans les milieux enseignants, par les moyens identiques à ceux proposés par le corps médical un travail d'information sur les besoins de l'Algérie et les conditions de départ.

3° - Contacter à tous les échelons les syndicats d'enseignants (SNI SNES, SNET UNEF) afin de contribuer à les amener à soutenir largement aux demandes de l'Algérie.

4° - Etre en contact avec les groupements pédagogique modernes qui regroupent un nombre important d'enseignants afin de les intéresser aux problèmes de l'éducation en Algérie

5° - Recenser tous les enseignants proches du F.S.R.A désireux de partir en Algérie afin de signaler aux organisations algériennes les candidats les mieux aptes à s'adapter au climat politique de l'Algérie nouvelle.

DOMAINE DU RECRUTEMENT DES TECHNICIENS

1°- Constituer dès que possible, avec l'appui des personnalités réputées dans leur spécialité et favorable à l'Algérie révolutionnaire, un collectif de travail (que la commission a appelé dans toutes ses discussions " agence technique".

2° - Ce collectif ne saurait évidemment jouer le rôle d'un bureau de placement). Il devrait tendre plutôt à faire le recensement des techniciens et ouvriers qualifiés proches de nos dispositions, désireux de partir en Algérie, à faire connaître les possibilités de travail en Algérie, les conditions à remplir, les études à suivre pour pouvoir partir, à organiser des stages d'information sur les problèmes de la Révolution Algérienne.- A répondre dans la mesure du possible aux besoins de formation professionelle en France des travailleurs algériens.

3° - Ce travail doit être effectué d'abord en direction des syndicats ouvriers et agricoles.

CONTACTS AVEC LES ORGANISATIONS ALGERIENNES

Ces différentes actions ne peuvent être accomplie qu'en accord avec les organisations algériennes. Le F.S.R.A cherche à nouer des contacts étroits et réguliers avec l'A.G.T.A et l'U.N.E.M.A de façon à connaître les besoins des Algériens et leur signaler nos possibilités.

.../...

REMARQUES DIVERSES

l'accomplissement de ces tâches implique :

- un contact régulier avec les camarades français qui vont se fixer en Algérie afin d'avoir une connaissance directe des problèmes qui se posent sur place.

- Un échange systématique d'expériences entre les divers groupes et régions du P.S.R.A. Cet échange peut se faire par l'intermédiaire du bulletin intérieur. Il est demandé à tous les camarades de faire automatiquement connaître leurs activités et initiatives dans le domaine de l'aide technique.

- une coordination des efforts avec les autres pays d'Europe ou peuvent se recruter des techniciens pour l' Algérie. Des contacts ont déjà été pris avec la Belgique et l'Italie. Ils doivent être consolidés et étendus à d'autres pays.

Les différents points soulevés ici n'ont qu'une valeur indicative. Ils délimitent seulement les cadres du travail à long terme que le PSRA entend mener à bien.

La collaboration de tous les camarades est indispensable.

ORGANISATION ET STRUCTURES DU P.S.R.A.

Après une discussion groupant 15 camarades un certain nombre de principes d'organisation a été retenu, présenté et discuté, puis adopté.

Deux écueils à éviter : une trop grande rigidité dans l'organisation aboutissant à une bureaucratie trop lourde pour un mouvement naissant comme le P.S.R.A; - L'absence de structures définies laissant place à des initiatives irresponsables et incontrôlables.

En conséquence, le type d'organisation retenu est celui d'une organisation horizontale fondée sur une large autonomie des régions, les responsables régionaux constituant la direction effective du mouvement devant laquelle l'exécutif (parisien pour des raisons techniques) se trouve en fin de compte responsable.

Il va sans dire que les organes d'exécution définis plus bas sont à construire jusqu' à un congrès représentatif qui les adopterait ainsi qu'un règlement intérieur.

Provisoirement, sont mises place ou vont l'être les structures suivantes :

- Un Bureau exécutif de 13 membres responsable devant l'Exécutif national dont la première réunion aura lieu à la rentrée des vacances. Ce bureau désigne en son sein un Secrétariat restreint chargé de la coordination du travail et de la répartition des tâches :

Propagande et presse - agitation - organisation et structures - finances - Aide technique - solidarité - contacts (personnalités, organisations)- relations avec l'Etranger - rapports avec les responsables algériens (définis en commun) .

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU (provisoire jusqu'à la réunion de l'Exécutif national)

Denis BERGER - Jacques BERTHELET - Simon BLUMENTHAL - Paul DERVET - Lou DUPRAZ - Michel FIANT - Claude FREUD - Olivier HERRENSCHMIDT - P. HERPE - L. JUBELIN - Marc KRAVETZ - Michel ROZANSKI - Gérard SPITZER -

– Un Exécutif National comprenant les responsables – de 1 à 3 par région – de 13 régions provisoires. Première réunion fixée fin Septembre début Octobre pour définir les objectifs du Mouvement et d'en assurer l'exécution. Préparation du Congrès et Règlement intérieur.

Devant l'impossibilité présente de dégager démocratiquement les responsables régionaux, 13 correspondants sont désignés pour procéder à la mise sur pieds d'un collectif responsable dans leur région. Le Bureau qui reçoit actuellement les lettres des militants de province les adressera à ces correspondants.

LISTE des REGIONS et CORRESPONDANTS

- Région parisienne (Seine, Seine-&-Oise, Seine-&-Marne) Corr. Claude GISLER
- Région Centre-Auvergne (Puy-de-Dôme, Allier, Cher, Nièvre, Creuse, Hte-Vienne, Corrèze, Cantal, Haute-Loire) Corr. [illegible]
- Région du Val de Loire (d'Orléans à Angers, du Mans à Poitiers) Corr. Y. TARDIVEAUX
- Région Bourgogne-Franche-Comté (côte d'Or, Yonne, Haute Saône, Doubs, Jura) Corres. P. CEBE.
- Région Lyonnaise (de Macon à Grenoble et Valence, d'Annecy à Saint-Etienne) Corr. G. BOURGEOIS.
- Région Marseillaise (de Montpellier à Nice, de Marseille à Gap) Corr. R. BONNAUD et ROGER.
- Région Toulousaine (Hte Garonne, Htes Pyrénées, Ariège, Gers, Lot, Tarn, Aude, Aveyron, Pyrénées Orientales) Corr. R. DAUBON J. MONCASSIN
- Région Bordelaise (Gironde, Charentes, Dordogne, Lot-et-Garonne, Landes, Bses Pyrénées) Corr. JOLIVET et LEVEAU
- Région Bretonne (Brest, Rennes, Nantes) Corr. F. ROSPARS
- Région Normande (Seine-Maritime, Eure, Eure-et-Loir, Orne, Manche, Calvados) Corr. BOYER et VACHER
- Région Nord (de Beauvais à Lille, de Laon à Calais) Corr. P. DUTOIT
- Région Champagne Lorraine (de Troyes à Metz, de Reims à Nancy) Corr. R. DUCROS
- Région Alsacienne (de Strasbourg à Belfort)

– Un Congrès. Réunion plénière annuelle fixée à Décembre ou Janvier prochain. L'Exécutif National devant veiller particulièrement au cours de sa préparation à en assurer la représentativité.

– Un Comité de parrainage. Principe adopté à la majorité simple. Le Bureau est chargé de réunir un Comité de parrainage composé de personnalités ayant manifesté leur solidarité avec la Révolution algérienne. (Les rapports du Comité de parrainage et du Mouvement seront définis par l'Exécutif National.)

– Finances. Le principe de répartition des ressources nationales et régionales est le suivant : 30 % pour le National, 70 % pour les Régions.

Ressources ordinaires : – cartes annuelles de 2, 5 et 10 NF – cotisations mensuelles – – brochure n° 1 (et suivantes) à vendre – séances de cinéma (films algériens) – comités de parrainage et appel aux organisations amies – vente de cartes artistiques (peintres ou caricaturistes).

Ressources extraordinaires : Le Mouvement se donne pour principe d'accepter toute aide d'où qu'elle vienne à la condition expresse que cette aide n'influe en aucune manière sur l'orientation de l'Organisation.

BACKGROUND

In late 1962, a series of reports began to arrive from Western Europe suggesting that a group of communists of various nationalities, usually not affiliated with orthodox communist parties, was undertaking a program of clandestine support to representatives (resident in Europe) of Third World national liberation groups. Although the Europeans involved generally used pseudonyms in this work, descriptions soon permitted the positive identification of the leader of this group as Henri Curiel, formerly a prominent figure in the Communist movement of Egypt and the director of an effective network of clandestine support to the FLN during the Algerian War.

The biography, ambitions, political identifications, and personality of Curiel form the propelling movement and set the style of work of the Apparatus. In brief, born into a wealthy family of the ethnically European Jewish mercantile milieu of Cairo, Curiel is first known to have been engaged in communist activity in 1939. During World War II, he operated a bookstore in Cairo which became a gathering point of Egyptian communists as well as the principal outlet for Soviet propaganda in Egypt in the 1940's. Curiel's rise to prominence in the Egyptian communist movement coincided chronologically with accelerated Soviet attention to national liberation movements throughout the Near East.

Curiel was deported from Egypt in 1950, was observed in Italy during 1950-52, and was not for all practical purposes a subject for reporting again until October 1960 when he and a number of associates were arrested in Paris by French authorities in connection with illegal support to the Algerian FLN. Released from prison by the French in June 1962, Curiel began at that time a total concentration on the creation and manipulation of the support apparatus which bears his name.

At the same time, Curiel purchased an apartment in the Latin Quarter of Paris which he and his wife have continued to occupy ever since apart from his trips out of Paris. Also in 1962, Curiel obtained cover employment as a public relations advisor to the firm Fernand Nathan et Cie., publishers and exporters of textbooks specializing in the North



Published by The Economist Newspaper Limited
25 St. James's Street, London SW1A 1HG
1539 21 June 1978

Contents

New light on the Curiel mystery

Although the murder of Henry Curiel has not been solved – he was shot dead by two gunmen as he descended in the lift from his left-bank Paris apartment last month – it was believed by the French and by other western intelligence services that Curiel, a stateless Egyptian-born Jew, was a senior KGB agent as well as the moving figure in a Paris-based organisation called Solidarité. This group allegedly supplied members of revolutionary third-world movements with documents and safe houses and provided a conduit for arms and guerrilla training.

A shadowy organisation calling itself Delta claimed responsibility for the murder of Curiel. The choice of name suggested a link with the Secret Army Organisation (OAS), the right-wing terror group that fought de Gaulle's plans to give independence to Algeria. Delta also claimed responsibility for the killing in Paris last December of Said Sebai, the caretaker of the Algerian friendship organisation in Europe. But French police sources and former OAS members are highly suspicious about the authenticity of Delta and doubt whether it really exists.

Whoever killed Curiel, the murderers were clearly driven by a sense of urgency. Just before his death, Curiel had been planning to leave the country. For the first time since his clandestine arrival in France in 1951, he had been given official travel documents valid for all countries except Egypt. He was about to leave with his wife, Rosette, for a holiday in Greece. His decision to take his wife was surprising, since he told FOREIGN REPORT, when he was under house arrest in Digne last November, that she was unable to visit or join him during his forced exile because she suffered from an acute heart disease and needed to stay close to an intensive care unit at all times.

Were Curiel's assassins afraid that he was embarking on a secret mission? Or did they suspect that he was leaving France for good in order to conduct operations undisturbed from a more sympathetic country? Is it possible, alternatively, that Curiel

was murdered by Soviet agents because he was attracting embarrassing publicity? (He told FOREIGN REPORT that he had stayed in France in spite of the difficulties, because he was more useful there than he would be in Moscow or Algiers.) Did he get his travel documents with the help of some influential Gaullists on condition that he left the country – inspiring whomever wished to settle accounts with him to strike before it was too late?

Those questions remain open. But FOREIGN REPORT has obtained important new information about Curiel's links with the KGB and his close relations with some Gaullists which might help to explain why the French secret services were unable to bring a case against Curiel, in spite of the fact that he has been listed as foreign agent S 531916 with the internal security service, the DST, since 1953.

In 1952, the French police discovered evidence, during a raid on a villa in Casablanca belonging to the head of the Moroccan Communist party, Ali Yata, that Curiel was working for the KGB. Among the documents they found were the minutes of a secret meeting held near Algiers on 5 November 1951, which was chaired by a 'Monsieur Marcel' and attended by Ali Yata, Leon Feix, a member of the politburo of the French Communist party in charge of its 'colonial section', the Algerian Larbi Bouhali and the Tunisian Mohammed Yenneffa. The French police came to believe that Curiel had prepared this meeting, which dealt with special training for officers and intellectuals, especially students, in the anti-colonialist struggle. More important, they were able to identify 'Monsieur Marcel' as a Soviet citizen who was Mikhail Suslov's representative, responsible for liaison between Cairo, Algiers and Tangier.

At that time Suslov was the head of the fourth division of the Cominform which was in charge of the Russians' Arab network. The French police also discovered that Curiel, before arriving in France in 1951, was in charge of Suslov's 'Section B' in Cairo, which had its headquarters in his mother's fashionable Marxist bookshop.

FOREIGN REPORT has discovered another link between Curiel and the KGB which dates back to 1960, when he was arrested for running a network in France on behalf of the Algerians in their war against the French. Part of the work of this organisation was to smuggle large sums from Switzerland into France to finance Algerian terrorist operations. During one of these operations, in 1959, Curiel's wife was caught and arrested.

When Curiel was arrested in turn in 1960 one of those imprisoned with him was Leila Fawzi, with whom he had close links. She was the former wife of the Egyptian diplomat Ottoman Fawzi, who, before his divorce, had been his country's military attaché in Moscow.

Leila Fawzi now uses the name of Louisa Rossana and has been living in Algiers for many years. According to western intelligence sources, she acts as a contact between the Russians and African liberation movements. Curiel remained in touch with her right up to the time of his assassination. He is said to have met her in Algiers on several occasions, when he was travelling as public relations man for the Fernand Nathan publishing house, which specialises in school publications for French-speaking third world countries. On these occasions Curiel is also said to have had contacts with Cuban agents, Palestinians and Latin American guerrillas.

Though Curiel had no official travel documents until last April, he told a western journalist that he used to overcome this problem by using a friend's passport and changing the photograph. Though he denied that he had ever been to Russia, Curiel is said to have made several trips to Moscow and to have received mail from Russia via the

Quai d'Orsay up until 1968, when General de Gaulle resigned as president and when Curiel's close relations with some Gaullists were no longer as helpful as in the past.

Curiel's contact with the Gaullists dates back to the second world war when he was living in Egypt and when his future wife, Rosette, who came from an Egyptian Jewish family, was working for the Free French mission in Cairo, run by Georges Gorse. Curiel helped the Free French to find and vet prospective recruits among French-speaking Egyptians. British intelligence used him to identify pro-Nazi elements in Egypt.

Apart from running the mission in Cairo, Gorse was sent by de Gaulle to Moscow several times on special assignments. He joined the general's cabinet in Algiers and took part in his first postwar government. Originally a Socialist, Gorse was responsible for the overseas French territories under Georges Bidault. He changed his political colours in 1951, when he joined the Gaullist party, after which he held several important diplomatic and ministerial posts until President Giscard d'Estaing was elected in 1974. Curiel told FOREIGN REPORT that at this point his position in France changed dramatically: his connections with liberation movements were no longer useful to the French government.

O B J E T : Renseignements sur le réfugié politique d'origine égyptienne Henri CURIEL, expulsé par arrêté du 19 novembre 1960.

- Henri CURIEL, alias "Tunis", est né le 13.9.1914 au Caire.

- Issu d'une famille juive d'origine italienne, installée en Egypte au siècle dernier, son père était un riche banquier du Caire.

- En 1945-1946, il un des principaux dirigeants du Parti communiste égyptien. Arrêté une première fois au Caire, pour ses activités communistes, en 1946, il est à nouveau appréhendé en 1950 et expulsé d'Egypte en août 1950. Il gagne l'Italie, puis la France où il tente de regrouper les autres communistes égyptiens expulsés.

- En 1959 il met sur pied, sous une fausse identité (celle d'un missionnaire rédemptionniste), un réseau d'aide au F.L.N. La S.T. procède à son arrestation à Paris, le 21 octobre 1960. Il est écroué à Fresnes le 25 octobre 1960 et inculpé d'aide au F.L.N. et d'incitation à la désertion.

- En même temps que lui, sa femme, Rosette AL[illegible], est interpellée en Suisse comme trésorière du réseau de soutien "Jeanson".

- Le 14.6.1962, en conséquence des accords d'Evian, CURIEL est libéré et relaxé des poursuites. Mais l'arrêté d'expulsion, pris contre lui le 9.11.1960, lui est notifié. Il entame une procédure pour obtenir un certificat de réfugié politique de l'O.F.P.R.A. et l'obtient le 29.4.1963. Il est autorisé à demeurer en France sous le régime des sursis.

- En 1962, CURIEL, conseillé par son avocate, Me [illegible], songe à se rendre au Caire où, sur la recommandation de BEN BELLA, la présidence du Conseil égyptien semble décidée à rapporter la mesure d'expulsion d'août 1950.

- CURIEL envisage alors de créer, à Alger et au Caire [illegible] les anciens membres de son réseau, une organisation, d'[illegible] arabe et soviétique, ayant pour objet la libération [illegible].

…/…

- Il relance le "Mouvement Anticolonialiste Français" et élargit ses visées subversives à l'Amérique latine en créant "le Mouvement de Libération de la Zone des Caraïbes" (M.L.Z.C.). Il obtient l'appui financier de BEN BELLA et entretient des relations suivies avec l'avocat Jacques VERGES (qui travaille à l'émancipation des Antilles et de la Réunion) avec l'abbé Robert DAVEZIES (qui fait campagne, par ses livres et ses enquêtes, pour la libération de l'Angola et du Mozambique), avec la tunisienne Sarah BLAU, agente de liaison en Europe de réseaux castristes sud-américains, etc..

- Son travail d'"attaché de relations publiques" à la Librairie Nathan facilite ses voyages en Algérie, qui sont nombreux en 1964 et au début de 1965.

- L'accession au pouvoir en juin 1965 à Alger du colonel BOUMEDIENNE entraîne la mise en sommeil des activités subversives d'Henry CURIEL, soutenues essentiellement par l'équipe de BEN BELLA.

- Cependant en novembre 1965, CURIEL se prétend toujours à la tête "d'une organisation clandestine animant 56 mouvements insurrectionnels dans 36 pays" et, en septembre 1966, il prend contact à Paris avec des éléments pro-castristes du Guatemala.

- Son actuel effacement, dans les milieux communistes et castristes qui s'efforcent à Paris de porter une aide financière et de propagande aux mouvements de libération d'Afrique et d'Amérique du Sud, semble commandée par le désir d'obtenir la régularisation de sa situation administrative puis sa naturalisation.-

DIRECTION
DE LA
POLICE GÉNÉRALE

8ème Bureau

75.E.215.112

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE POLICE

ILE DE LA CITÉ 75195 PARIS R P

PARIS, LE

LE DIRECTEUR de la POLICE GENERALE

à

Monsieur le DIRECTEUR
des RENSEIGNEMENTS GENERAUX

O B J E T : Demande d'enquête concernant le nommé CURIEL Henry, né le 13 septembre 1914 au Caire (Egypte) apatride d'origine egyptienne domicilié 4, rue Rollin à Paris (5)

REFERENCE : Votre rapport d'enquête du 4 avril 1973

L'étranger susnommé, expulsé par arrêté du 19 novembre 196 est toléré en France conformément à la décision ministérie nº 6327 A du 28 juin 1973, sous le régime des sursis trimestriels renouvelables.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire procéde à une nouvelle enquête approfondie sur le comportement de l'intéressé au point de vue politique.

6

LE DIRECTEUR de la POLICE GENERALE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
26 NOV 1975

16 février 1972

Par note n° 055 083, en date du 13 janvier 1972, le ministère d'Etat chargé de la Défense nationale demande que lui soient communiqués les renseignements concernant deux personnes qui sont en relations suivies avec Henri CURIEL.

Il s'agit de :

- Mme Lydia FARAHAT
- M. Joseph HAZAN, dit "SOUSSOU" et sa famille

Ce dernier est en relation d'affaires avec Ali Abdel BARI, 3 place Mustapha Kemal au Caire, qui exporte beaucoup vers les pays de l'Est.

∴

Le manque de précisions d'état civil n'a pas permis d'identifier avec certitude les intéressés. Toutefois, sous toutes réserves, on trouve dans nos services, deux personnes portant les mêmes noms patronymiques.

Ci-joint, par notices séparées, les renseignements les concernant.

∴

Quand l'émission littéraire de TF 1, *La Rage de Lire,* fut confiée à Georges Suffert, un appel fut lancé, pour son boycott par les écrivains et les journalistes, le 5 janvier 1980 (cf. le *Bulletin* n° 6 de l'Association des Amis d'Henri Curiel).

Il fut signé notamment par :

Georges Baguet, François Balibar, Simone de Beauvoir, Claude Bourdet, Pierre Bourgeade, Jean Bruhat, Marie Cardinal, Jean Cassou, Jean-Pierre Chabrol, Jacques Chatagner, Jean-Marie Domenach, Jean Dresch, Marguerite Duras, Claire Etcherelli, Victor Fay, Michel Foucault, André Frénaud, Suzanne George, Henri Guillemin, André Halbwachs, Dominique Halevy, Alain Krivine, Elizabeth Labrousse, Jean Lacouture, Simone Lacouture, Jean Lacroix, Victor Leduc, Michel Leiris, Vincent Monteil, Madeleine Moreau, Roger Morin, Bernard Noël, André Pieyre de Mandiargues, Madeleine Réberioux, Olivier Renault d'Allonnes, Henri Roche, Claude Roy, Mme Roger Vailland, Pierre Vidal-Naquet, Paul Vieille, Pierre Villa
et la rédaction de *Vendredi.*

La teneur de cet appel a suscité des critiques au *Monde* et au *Nouvel Observateur,* notamment dans ce dernier sous la forme d'un article de Jean Daniel.

INDEX

TABLE DES MATIÈRES

Cet ouvrage a été réalisé sur
SYSTÈME CAMERON
par Firmin-Didot S.A.
pour le compte des éditions Jean Picollec
le 5 janvier 1981

Imprimé en France
Dépôt légal : 1er trimestre 1981
N° d'édition : 018 — N° d'impression : 7491

Dossiers

Cette histoire est celle d'un homme qui a soulevé remous et polémiques jusqu'à être abattu chez lui.

C'est celle d'un homme qui a été désigné par un des plus grands journalistes de ce temps comme étant le chef du réseau anti-occidental le plus efficace, réseau qui a eu des ramifications dans toute l'Europe de l'Ouest, s'est étendu à l'Amérique latine, aux Caraïbes et jusqu'en Afrique Noire.

Ce réseau a commencé à apparaître à la fin des années 50 avec la Guerre d'Algérie (il a prôné le soutien au FLN et l'appui aux « porteurs de valise »).

Ce livre est donc l'histoire de ce réseau et la biographie de son chef : depuis son adolescence communiste en Égypte, sa longue clandestinité en France, ses fréquentations terroristes, ses liens avec certains religieux, jusqu'à son assassinat resté mystérieux.

Un ouvrage bourré de faits, de noms, de précisions, souvent inédits, qui lève un coin de voile sur cet homme étrange et énigmatique.

Historien spécialiste des problèmes communistes et des mouvements terroristes, Roland Gaucher est actuellement journaliste à *Minute*.

ISBN n° 2-86477-018-0

Couverture : Studio Allias Hall.